

DAVID MILLET

**Pensées et éclaircissements
concernant la politique
et l'économie politique**

Fondation littéraire Fleur de Lys

**Pensées et éclaircissements
concernant la politique
et l'économie politique**

DAVID MILLET

**Pensées et éclaircissements
concernant la politique
et l'économie politique**

Fondation littéraire Fleur de Lys



Fondation littéraire Fleur de Lys

Édité, publié, distribué et vendu par La Fondation littéraire Fleur de Lys, organisme sans but lucratif, division Manuscrit dépôt, éditeur libraire francophone en ligne sur Internet.

1620 Van Horne, Apt. 18, Arrondissement Outremont,
Montréal, Québec, Canada. H3V 1L8
Adresse électronique: info@manuscritdepot.com
Site Internet: www.manuscritdepot.com
Téléphone & Télécopieur: (514) 678-1093

Tous droits réservés. Toute reproduction de ce livre, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite de l'auteur. Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous les pays. La reproduction d'un extrait quelconque de ce livre, par quelque moyen que ce soit, tant électronique que mécanique, et en particulier par photocopie et par microfilm, est interdite sans l'autorisation écrite de l'auteur.

Disponible en version papier et numérique.

ISBN 2-89612-157-9

© Copyright 2006 David Millet.

Dépôt légal –

Bibliothèque nationale du Québec, 2^e trimestre 2006

Bibliothèque nationale du Canada, 2^e trimestre 2006

Imprimé en France.

Introduction

Sans doute est-ce un dessein fort ardu que de vouloir cerner en toute chose la vérité, mais à cet égard, il me semble que parmi tous les domaines de la connaissance où le discernement doit être le moins suspect, l'ignorance et le faux-savoir sont particulièrement préjudiciables en ce qui concerne la nature et l'organisation du pouvoir politique. Car les conséquences d'une connaissance erronée et d'une fausse vérité sont beaucoup plus nuisibles et pernicieuses dès lors qu'elles concernent les affaires publiques plutôt que nos étroits problèmes personnels, parce qu'alors, outre le préjudice que l'on se fait subir à soi-même, on inflige les conséquences de nos propres erreurs à la société tout entière, et l'ignorance ne nous met pas seulement en péril, mais elle met alors aussi en danger les affaires publiques et l'avenir de la communauté.

Or, pour que dans une société, tout aille dans la bonne convenance, il faut que chaque homme n'ait aliéné sa liberté pour se conformer aux lois communes qu'à la condition qu'il existe entre lui et la société un pacte social, comme le disait Rousseau, qui écarte la loi du plus fort, dirige la société selon la volonté commune

en rassemblant ses forces, et garantisse à chaque citoyen le droit d'établir avec les autres les buts poursuivis et la volonté générale, afin que cet échange soit avantageux à tous et que chacun n'ait renoncé à son indépendance que pour un droit meilleur et plus sûr.

Mais, pour que ce pacte social ait quelque valeur, chaque citoyen doit être instruit selon la connaissance la plus claire et la plus distincte, et non selon l'exemple et la coutume, du fonctionnement de la société, car qui pourrait décider sans savoir, ou se prononcer sur les affaires publiques sur la base de l'ignorance et de la confusion, sans renoncer à sa liberté sans contrepartie, et entraîner les plus funestes conséquences pour la communauté? Pour nommer un regroupement d'hommes société, et ces hommes, citoyens, il faut que chacun d'entre eux connaisse pleinement le corps social dans lequel il s'intègre, avant, selon leur droit fondamental, d'influencer par leurs opinions rendues les décisions communes, sinon, la société devient un agglomérat dont seuls quelques hommes se disent citoyens; tant que la force ne vient pas les asservir tous à quelques-uns.

Aussi, convaincu que sans la connaissance pleine et entière des mécanismes qui régissent la société, la liberté et la démocratie ne sont que des vains mots, et donc, que c'est œuvre utile de s'employer à éclairer toujours ces questions, j'ai rassemblé dans cet ouvrage les éléments qui m'ont paru être les plus pertinents et les plus profitables pour cerner étroitement quels sont les mécanismes qui sont la cause et l'origine du pouvoir politique, tels qu'ils existent en occident.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE 1

Les techniques de communication de masse et les méthodes de maîtrise de la pensée

1. Les expériences normales et les quasi-expériences.

1.1. La représentation du monde.

L'impression que l'homme éprouve de la réalité des objets extérieurs s'élabore grâce aux informations provenant des cinq sens. Le cerveau humain donc, acquiert une information en cinq dimensions; les cinq sens sont la source intégrale qui permet de reconstruire l'image de l'univers dans lequel l'être humain est plongé. Ils sont le fil d'or qui relit l'esprit au monde matériel.

Telle qu'elle apparaît à la conscience, cette image psychique procède d'un mécanisme de reconstruction de la réalité, en aval d'un mécanisme d'intériorisation des perceptions sensorielles, que les nerfs sensitifs véhiculent depuis les terminaisons nerveuses jusqu'au cerveau. En dehors des périodes d'inconscience, comme les moments de sommeil, et comme toutes les autres choses de cette nature, la trame du vécu personnel se présente normalement comme une

suite ininterrompue de reconstructions psychiques de la réalité, induites par le défilement continu des perceptions sensorielles.

L'image psychique de la réalité extérieure, telle qu'elle résulte de ce phénomène de reconstruction, fait surgir le sentiment absolu, qui s'y ajoute indissolublement, que cette réalité telle qu'on l'appréhende existe bien réellement, et cela, je crois, parce que ce mécanisme de reconstruction travaille en amont de la conscience, et que l'esprit travaille, lui, en aval de ces images.

Ce mécanisme biologique est adapté aux conditions de vie naturelles, c'est-à-dire aux conditions dans lesquelles les stimuli que les objets suscitent et que les nerfs sensitifs véhiculent jusqu'au cerveau, *sont engendrés par des objets ou par des phénomènes qui ont, a priori, une existence effective et réelle dans l'univers.*

L'homme, donc, ne remet jamais en cause cette réalité, il ne se croit jamais trompé par ses sens. Il éprouve au contraire dans chaque perception sensorielle la preuve indéfectible d'une réalité matérielle, sur laquelle repose en aval l'ensemble du fonctionnement de son cerveau. La séquence amorcée par les stimuli sensoriels et s'achevant par la croyance indéfectible en l'existence de l'objet responsable du stimulus, est chez l'homme le mécanisme fondamental de perception du monde.

Chacun dans la population agit donc, pour ainsi dire, d'une manière diamétralement opposée à la pensée de Descartes, qui écrit dans ses méditations métaphysiques, qu'il a « quelquefois éprouvé que ces sens étaient trompeurs » et « qu'il est de la prudence de ne se fier jamais entièrement à ceux qui nous ont une fois trompés ».

1.2. L'ouïe et la radio.

Pour comprendre la manière dont on peut exploiter cet élément du fonctionnement du cerveau humain, je vais décrire l'outil que les dirigeants du début du XXème siècle ont miraculeusement hérité des conséquences du progrès scientifique: la radio. A la différence de tous les autres sons qui parviennent jusqu'à l'oreille humaine, la radio diffuse des paroles, des musiques, des sons, dont on ne peut pas déterminer l'origine dans le milieu qui nous entoure, parce qu'ils ne proviennent pas d'objets réels. La radio est un appareil inventé spécialement à cet effet, qui imite l'environnement sonore que l'homme est habitué à entendre.

Le cerveau humain, de par sa nature, ne s'accommode pas de ce type de stimulations, il n'est pas conçu pour être trompé par ses sens, c'est-à-dire pour être stimulé par des objets qui n'existent pas.

Aussi, lorsqu'un auditeur écoute une émission de radio, les perceptions sensorielles qui émanent du monde réel s'estompent et s'évanouissent pour devenir, en termes d'images psychiques, un bruit de fond, alors que les perceptions sensorielles qui sont induites par la radio sont suffisamment puissantes pour entraîner dans le cerveau *la reconstruction d'une nouvelle réalité.*

L'auditeur succombe à une emprise qui fait promptement se dissiper en lui l'impression des objets qui l'entourent; par contre, si la radio diffuse tel débat, telles informations, tel enregistrement, celui qui écoute la radio est convaincu de l'existence des personnes qui prennent part à l'émission, et des situations dans lesquelles elles se trouvent. Pourtant, l'auditeur reste seul dans un lieu où il ne s'est rien passé. Sans qu'il ne s'en aperçoive, *cela engendre chez lui une confusion entre le réel et l'irréel, qui est à l'origine d'une hallucination légère.*

La radio est un appareil destiné à programmer, à partir de l'ouïe, la création psychique, dans le cerveau, d'une réalité différente de celle dans laquelle l'être humain est réellement plongé.

Lorsqu'un auditeur écoute la radio, son cerveau élabore des images psychiques qui sont de la même nature que celles qui constituent la trame de son vécu personnel, lorsque le cerveau humain travaille en interaction avec la réalité, parce qu'elles s'élaborent selon le même mécanisme que lorsque le cerveau perçoit une stimulation émanant de l'un ou de plusieurs des objets réels du milieu dans lequel il est plongé.

L'auditeur, toutefois, ne se rend plus compte que les reconstructions psychiques que son cerveau élabore sont programmées à partir d'une machine. Certainement, de temps à autre, les perceptions du monde matériel reprennent le dessus, et, en quelque sorte, il éprouve, ici et là, soudainement la pleine conscience qu'il est en train d'écouter un appareil de radio; mais, durant la période où l'appareil est en fonctionnement, il s'agit, en réalité, d'une forme de conscience peu consistante et marginale, parce qu'elle surgit de manière discontinue, alors que le mécanisme essentiel qui se déroule est la création mentale de l'image psychique que l'appareil de radio a programmée.

A ce stade, il me semble nécessaire de créer de nouvelles expressions, non pour me prévaloir d'inventer de nouveaux termes, mais parce qu'une notion me paraît infiniment plus claire lorsqu'elle est associée à un mot que lorsqu'il n'en existe pas pour la nommer. Aussi, pour différencier les reconstructions psychiques qui émanent de la vie normale, et qui sont induites par les perceptions sensorielles provenant de la réalité du monde, que je nommerais *expériences normales*, des reconstructions psychiques engendrées par une machine, qui elles, ne sont que des phénomènes vains et

hallucinatoires, je nommerai de telles reconstructions des *quasi-expériences*.

Définition: *nous nommerons quasi-expériences tous les phénomènes hallucinatoires qui sont engendrés par une machine.*

Il est clair que la conscience n'a pas de prise pour brider ni l'une ni l'autre de ces deux sortes de stimulations, celles qui surgissent du monde réel, et celles qui émanent d'un appareil de radio, bien que les unes soient engendrées par la réalité, tandis que les autres surgissent du vide, et ne sont que pures illusions. La raison en est que le mécanisme d'élaboration de ces images agit à la manière d'un réflexe, c'est-à-dire qu'il est infra-rationnel, et que l'esprit ne peut travailler qu'en aval de ces images, une fois qu'elles sont apparues à la conscience.

Aussi, malgré que l'homme soit conscient que les sons qu'il entend proviennent d'un appareil de radio, et que cette idée soit, de manière intermittente, claire en lui, *ce sentiment de conscience ne permet pas d'annihiler le premier mécanisme psychique fondamental de reconstruction, car ce mécanisme agit en amont de la conscience; il lui est prioritaire.*

Le conflit entre ces deux connaissances antagonistes ne bride pas le mouvement du cerveau, qui attribue une importance aux sons de la radio identique à celle qu'il aurait attribué à des sons émanant d'un objet réel, et cela, malgré la connaissance par l'esprit de l'origine des sons; cela produit chez l'être humain une petite hallucination, il va vivre une quasi-expérience.

Cette incapacité du cerveau humain à différencier deux stimulations sensorielles, l'une réelle provenant d'une modification de la réalité extérieure, et l'autre, purement fictive, provenant d'une tromperie des sens engendrée par une machine, qui imite une

modification de la réalité, permet de mettre au point des manipulations mentales profondes.

La diffusion radiophonique est une manipulation mentale très puissante, qui vise, par la diffusion de sons qui imitent la réalité, à leurrer, de temps à autre, le fonctionnement normal du cerveau humain, qui reconstruit alors des images psychiques différentes de celles qui proviennent du monde réel, dans lequel il est effectivement plongé; ce qui conduit chaque esprit à apprécier la réalité dans laquelle il est immergé de façon différente, et erronée, de ce qu'il aurait saisi s'il n'avait pas été soumis à ce type de manipulation.

Tout se passe donc comme si l'homme reconstruisait, de manière intermittente, sur la base d'une stimulation amorcée par une machine, une nouvelle réalité, qui surajoute à sa conscience des images psychiques qui se superposent à celles qui, par exemple dans le passé de la journée, provenaient du monde réel, alors que précisément, il ne devrait y avoir dans son cerveau aucune image psychique de ce genre.

Le contenu d'une quasi-expérience, par rapport aux expériences normales de la vie, est figé d'emblée et a priori pour le psychisme, avant même d'être éprouvé, car l'auditeur qui écoute la radio est strictement passif, il ne peut pas intervenir pour modifier le cours de l'émission, quand bien même le voudrait-il, comme il le ferait, pour les expériences normales de sa vie, où il est actif. En aucun cas il ne peut modifier, même sur le plus petit détail, le contenu de la quasi-expérience qui a été préprogrammée pour s'insérer dans sa mémoire: l'intervention de l'auditeur est impossible.

La première conséquence des quasi-expériences sur l'esprit humain est donc d'entraîner un état confusional, en ce sens que la manière dont est perçue la réalité ne dépend plus seulement des expériences

normales, mais aussi de phénomènes hallucinatoires, programmés dans un dessein précis.

Sur le fond, les reconstructions psychiques qui sont suscitées par un appareil de radio constituent, pour le cerveau, des éléments de même nature que toutes les autres images psychiques qui sont issues de la réalité, telles que le cerveau les reconstruit continuellement lors des périodes de conscience. Une quasi-expérience est tout d'abord éprouvée avec la même netteté et la même impression de réalité détaillée que les expériences normales, puis elle se métamorphose en un souvenir, qui s'insère dans la trame de la mémoire.

A ce stade, lorsque la quasi-expérience a engendré un souvenir, et bien que tel souvenir de la mémoire provienne d'une expérience normale, et que tel autre souvenir provienne d'une quasi-expérience, *les souvenirs ont tous la même nature*; il n'est plus possible de les différencier quant au rôle qu'ils vont jouer dans le psychisme.

Lorsqu'une quasi-expérience a été éprouvée par le cerveau humain, son contenu est ensuite scellé dans la mémoire, et, à tout moment, sa substance peut remonter vers la conscience comme un élément indiscernable parmi les autres souvenirs qui sont analysés par le cerveau. Lorsque l'on se remémore une quasi-expérience, l'esprit se remplit d'un souvenir qui ne concerne *que le contenu* de la quasi-expérience, qui ne rappelle que l'image psychique que le cerveau a élaborée dans le passé, mais on ne se souvient pas, en revanche, du contexte de l'hallucination, c'est-à-dire par exemple d'être demeuré dans une pièce à écouter la radio ou à regarder la télévision.

Chaque souvenir, qu'il procède de la réalité ou d'une quasi-expérience, devient alors un élément indiscernable que le cerveau analyse et interprète pour son seul contenu, indépendamment de son origine.

Or, parce que la pensée s'élabore à partir des éléments connus, c'est-à-dire à partir des éléments du vécu dont la mémoire a conservé le souvenir, *les quasi-expériences sont des éléments qui vont influencer l'élaboration de la pensée.*

Là est le but final: la diffusion radiophonique est une manipulation mentale qui permet de prendre, en partie, le contrôle de la pensée humaine.

Pour bien me faire comprendre, je dirais que *toutes les pensées qui apparaîtront, ultérieurement, en aval des reconstructions psychiques engendrées par un appareil de radio, n'auraient jamais dû exister ni se développer au sein de l'esprit humain.*

Les individus qui ont été soumis à des quasi-expériences ont subi *une altération de leur mémoire*, par l'introduction de souvenirs qui furent programmés, et qui prennent place dans l'échelle des situations connues, qui sert à l'élaboration de leur jugement et de leur pensée.

Le cerveau de chaque être humain va accorder une certaine importance aux contenus des quasi-expériences qui ont été insérées dans la trame de son vécu personnel, exactement comme s'il s'agissait d'expériences normales, et bien qu'elles ne soient que des phénomènes hallucinatoires, vains et illusoires, pour s'adapter à la situation dans laquelle il s'imagine être, et dont la conscience s'élabore précisément sur le contenu de sa mémoire; afin de prendre les décisions qu'il croit être les plus conformes à ses propres intérêts. Il suffit donc de choisir avec pertinence les quasi-expériences que l'on fera éprouver aux gens, pour influencer leurs comportements, sociaux et personnels, sans qu'il ne s'en aperçoive, dans le sens que l'on a ourdi. Et cela, dans un contexte où l'individu est persuadé d'élaborer seul sa pensée, *d'avoir une liberté de pensée*, sans comprendre que cette élaboration est déformée à la

racine par l'introduction des quasi-expériences dans sa mémoire.

Pour arriver au même résultat sans le secours de la diffusion radiophonique, c'est-à-dire pour aboutir aux mêmes aiguillages de la pensée, il faudrait faire éprouver aux gens, dans leur vécu réel, les situations qu'ils ressentent dans les quasi-expériences, c'est-à-dire remplacer l'hallucination par une situation réelle, ce qui est impossible. Ainsi, alors que normalement, sans la présence de la radio, l'homme aurait eu un comportement sain et adapté à ses affaires et à son environnement, il est possible, en diffusant des discours n'ayant aucune origine matérielle dans le milieu qui l'entoure, *mais auxquels son cerveau attribuera une réalité de fait*, de leurrer sa conscience et de perturber son existence à volonté. Par cette confusion du réel et de l'imaginaire, il est possible de déformer la personnalité des gens et de leur faire prendre des comportements particuliers.

La diffusion radiophonique est une manipulation mentale qui consiste à introduire, dans la trame du vécu personnel, des éléments particuliers, les quasi-expériences, en remplacement de situations que l'on ne peut pas faire vivre aux gens, mais qu'il serait souhaitable pour les milieux dirigeants qu'ils vivent, et qui les marqueront au même titre que les autres expériences qui sont issues de leur vie quotidienne, et qui vont influencer l'élaboration de leur pensée, à l'égal de ces dernières.

Il s'agit d'un procédé qui permet de programmer la pensée dans l'esprit humain. Du reste, les expressions « programme de télévision » ou « programme de radio », qu'emploie indifféremment le peuple, l'expriment ouvertement: il s'agit de programmer la pensée.

Les milieux qui contrôlent ce procédé disposent d'un important pouvoir; à vrai dire, ils ont entre leurs mains la source la plus importante du pouvoir politique.

1.3. La généralisation technique du procédé des quasi-expériences.

Dans les années 1960, le progrès de la technique a permis d'élargir le procédé des quasi-expériences et d'en accroître la puissance, grâce à un nouvel outil, la télévision. La télévision est un appareil qui permet de créer *ex-nihilo* des images visuelles similaires à celles qui sont issues de la réalité, et qui permet de susciter des quasi-expériences à partir du sens de la vision. Comme la télévision est une machine qui intègre en outre un appareil de radio, son principe est d'engendrer des quasi-expériences sur la base d'une stimulation croisée des perceptions visuelles et auditives.

La télévision se fonde sur le même procédé que la radio; elle n'en modifie pas le principe, elle en augmente la puissance: là où la radio engendrait des quasi-expériences en une dimension (le sens de l'ouïe), la télévision engendre des quasi-expériences en deux dimensions (le sens de l'ouïe et le sens de la vision).

La vision est un sens beaucoup plus important que le sens de l'audition. L'individu qui regarde la télévision ne peut plus, comme l'homme qui écoutait la radio, se livrer en même temps à une autre activité. Il est au contraire immobilisé dans une attitude figée, il est plongé dans une sorte de stupeur, de paralysie mentale, qui est due à la monopolisation d'un second sens par la machine.

D'un point de vue technique, les quasi-expériences sont des hallucinations incomplètes. Si l'on imaginait une machine qui puisse fonctionner en trois dimensions, c'est-à-dire que si à l'ouïe et à la vue, une machine pouvait surajouter une stimulation concernant le sens du toucher (en générant par exemple une impression d'effort), l'hallucination deviendrait presque parfaite (le goût et l'odorat jouant un rôle secondaire). *Le degré de profondeur de l'hallucination dépend du nombre de sens qui sont monopolisés par la machine: plus ce nombre est élevé, plus profonde est l'hallucination.*

Il me semble qu'une tentative d'accroissement du nombre des sens mobilisés réside dans l'utilisation, dans certaines conditions, des ordinateurs et des jeux vidéo, que l'on voit être distribués, par exemple, par les grandes firmes industrielles au peuple et aux enfants. En effet, l'utilisateur qui est devant son écran est actif, notamment en comparaison de l'individu qui regarde la télévision, qui lui, est passif. On essaye par ce moyen d'intégrer assez grossièrement la troisième dimension, c'est-à-dire le sens du toucher. Il en résulte déjà des conséquences physiques: les médecins observent que dans certaines conditions, les utilisateurs d'ordinateurs ressentent souvent une sensation de fatigue, qu'ils peuvent éventuellement perdre partiellement le contrôle de leurs gestes, et dans certains cas graves, être atteints de crises d'épilepsie.

De par la puissance des quasi-expériences qu'elle engendre, la télévision a rapidement supplanté les anciens appareils de radio. Toutefois, la diffusion radiophonique garde une certaine importance, elle joue un rôle complémentaire d'avec la télévision, parce qu'elle permet de faire éprouver aux gens des quasi-expériences durant les périodes où ils se livrent en même temps à une autre activité, et elle permet ainsi

d'en consolider et d'en prolonger le travail et l'influence.

1.4. L'état de dépendance.

Lorsque les individus qui sont accoutumés à regarder la télévision en sont soudainement privés, un aussi futile motif suscite pourtant chez eux un grand embarras; et on les voit soudainement animés par un vif désir qui les pousse à retrouver à toute force un téléviseur qui puisse calmer promptement leurs besoins. Cet appétit affecte aussi les auditeurs qui sont privés de radio, et bien que tous soient conscients, sur le moment, de ressentir la dépendance qui les tenaille, aucun d'entre eux ne parvient à en expliquer l'origine, et souvent, on les voit eux-mêmes étonnés de se voir éprouver un tel état.

Toutes les drogues ont en commun ceci qu'elles engendrent un trouble de la perception de la réalité par les sens. Elles ont pour effet d'adoucir l'image de la réalité et d'en rendre plus agréable la perception. Or, les périodes durant lesquelles les gens éprouvent les quasi-expériences sont des situations de perturbation des perceptions sensorielles, qui entraînent une hallucination durant laquelle l'individu échappe à la réalité, en reconstruisant des images mentales différentes de celles qui procèdent du milieu dans lequel il est, et qui lui semblent plus agréables. *Il est donc parfaitement justifié de considérer que les quasi-expériences ont la nature d'une drogue, bien que leur origine ne soit pas celle d'être une drogue chimique.*

Les images psychiques engendrées par les quasi-expériences s'interposent entre les autres images mentales qui constituent le vécu d'un homme, et qui émanent, elles, de la réalité, de telle sorte que ces

dernières images subissent une certaine altération dans leur signification, dans leur contenu et dans leur consistance, en comparaison de ce qu'ils seraient si aucune quasi-expérience ne résidait dans la mémoire, parce que ces images deviennent relatives aux contenus des quasi-expériences elles-mêmes, qui souvent conduisent l'esprit à leur attribuer un sens et une logique qu'elles n'ont pas.

Il s'établit, donc, un lien entre les quasi-expériences et les expériences normales, parce que la conscience que l'esprit acquiert du monde s'élabore sur le mélange de ces deux types d'images, dont le tissu fait percevoir la réalité d'une manière très différente de ce qu'elle serait si l'esprit était débarrassé des quasi-expériences, et n'élaborait sa conscience du monde que sur la seule base des expériences normales. Il s'ensuit un état confusionnel, une pathologie du rapport au réel, c'est-à-dire une perte de conscience de la réalité telle qu'elle est, au profit d'une vision erronée, fantaisiste mais plus agréable du monde, qui apporte au peuple un secours pour se convaincre que ce qu'il vit ainsi, est en fait, dans sa nature, tout autre.

En l'absence de radio et de télévision, le champ de la conscience se purifie, pour ainsi dire, des quasi-expériences, pour ne laisser place qu'aux seules expériences normales, dont il procède une nouvelle vision du monde, que la multitude éprouve comme un désagrément, dont les gens ressentent d'autant plus fortement la morsure que l'acquisition de la réalité converge vers une perception plus saine, mais aussi plus âpre, parce que fort différente de l'ancienne vision et moins édulcorée, de leur situation personnelle et de leur vision de la collectivité.

Aussi, exactement de la même manière que pour l'usage d'une drogue, il se produit au profit des quasi-expériences un phénomène de dépendance, qui

s'affermir en proportion de l'efficacité avec laquelle les quasi-expériences confortent les gens à vivre les expériences normales de leur vie quotidienne, parce qu'elles perturbent l'appréhension globale de la réalité, en la rendant plus agréable pour l'esprit. Il s'agit, dans ce cas précis, d'une dépendance psychologique.

Il est remarquable à cet égard que la population soit inconsciente d'être soumise à l'usage d'une drogue, et que sa connaissance ne se borne, de temps à autre, qu'à éprouver une sorte d'étonnement de constater sa dépendance vis-à-vis de cette drogue. En revanche, tous les médias étudient avec finesse cette dépendance, par des sondages ou des mesures d'audience, dont l'importance est loin d'être insignifiante, car il faut bien percevoir que le pouvoir des médias ne se mesure pas en premier lieu au contenu de ce qu'ils racontent, mais d'abord à la manière dont le peuple les écoute.

Cette dépendance est un phénomène de masse. La population ne peut plus se soustraire, dans le monde contemporain, aux quasi-expériences qui sont diffusées par les médias. Je ne m'attarderais pas sur des chiffres, pour illustrer l'accoutumance à cette drogue, parce que le phénomène est si évident que chacun peut le constater autour de lui; je dirais simplement qu'en France le nombre de téléviseurs recensés dans la population a augmenté de 36,47 % entre 1981 et 2001, pour atteindre 22515000 postes de télévision, la durée d'écoute quotidienne des individus s'est accrue de 11,86 % entre 1994 et 2001 pour atteindre 3 heures 18 minutes par jour pour la télévision en 2001, et s'est accrue de 5,2 % pour atteindre 2 heures et 39 minutes par jour en 2001 pour la radio (1).

1.5. L'impact des quasi-expériences sur les enfants.

Il me semble qu'il est utile d'examiner comme un cas à part l'influence des quasi-expériences sur le psychisme de l'enfant. Jusqu'à présent, je n'ai considéré l'influence de ce procédé que sur des adultes, ainsi que, disons, sur de jeunes adultes; l'enfant lui, pour lequel des programmes en masse sont réalisés, s'en distingue sur plusieurs points.

Tout d'abord, il convient de bien comprendre que les enfants ne font pas la distinction entre les quasi-expériences et les expériences normales: *ce qu'ils voient à la télévision, ou, éventuellement, ce qu'ils entendent à la radio, les enfants croient que c'est réalité.*

De ce fait, ils sont, plus que les adultes encore, sensibles aux quasi-expériences et exposés à en subir un plus puissant impact.

Ensuite, les enfants ne sont pas capables de faire preuve de critique face aux quasi-expériences, *ils absorbent sans juger.*

L'enfant étant un esprit adulte en devenir, qui se construit sur la base de ses rapports avec l'extérieur, lorsque des quasi-expériences s'insèrent dans sa mémoire, elles interviennent dans un mécanisme de construction psychique; les enfants reproduisent le contenu des quasi-expériences plus facilement, et acquièrent des habitudes mentales qui serviront de fondement au psychisme de leur futur état d'adulte.

Il serait utile d'approfondir ici ce sujet, mais étant donné qu'il me semble préférable d'aborder tout d'abord de nouveaux éléments pour en pousser plus loin l'analyse, ce que j'ai dit ici suffira pour l'instant, et je reviendrai plus loin sur ce point dans un autre paragraphe (2).

2. Les conséquences des quasi-expériences sur le psychisme humain.

L'insertion d'une série de quasi-expériences dans le vécu personnel d'un homme, puis leur fonte dans la mémoire avec les autres souvenirs, entraînent, outre l'accoutumance dont j'ai parlé précédemment, une perturbation beaucoup plus grave du psychisme, qui consiste en un remodelage de la pensée. Il s'agit là du but principal que souhaitent atteindre ceux qui mettent en œuvre le procédé des quasi-expériences.

2.1. Le contrôle de la pensée.

Le mécanisme des quasi-expériences est une puissante méthode de maîtrise de la pensée. Il est clair que ces deux facteurs, la déformation de la conscience de la réalité, et la création d'une accoutumance, fondus en un seul procédé, engendrent un outil politique d'importance cardinale.

Je ne vais pas, ici, m'attarder sur tous les exemples au sein desquels les quasi-expériences interviennent, parce que jamais on n'en finirait; je vais surtout m'efforcer de donner les clés d'une logique, afin que le lecteur puisse démêler par lui-même toutes les sortes de situations qu'il rencontrera.

Je dirais tout d'abord qu'il faut bien saisir, à cet égard, *qu'il ne convient pas de s'attarder sur le contenu d'une quasi-expérience pour lui-même, mais toujours de se poser la question: quelles pensées va t-elle induire dans l'esprit de la personne qui y est soumise?* Il faut bien apprécier l'importance de ce point, parce qu'il me semble, en effet, que si ce procédé de manipulation mentale a pu s'étendre aussi considérablement dans la population sans obstacle, c'est parce que le peuple ne

saisit que cela, le contenu de la quasi-expérience, mais n'analyse jamais ceci, les pensées qu'elle fait surgir par la suite en aval dans le psychisme, et que ceux qui les ont vécus n'auraient jamais dû éprouver autrement.

Un tel succès et assurément consolidé par l'aveuglement qu'éprouvent les individus, qui nourrissent le sentiment qu'ils élaborent seuls leurs pensées, alors que dans ce contexte, les quasi-expériences sont la cause même de la nature comme du contenu des pensées qu'ils élaborent.

Donc, en ne considérant que les pensées qu'elles engendrent, on découvre aisément le dessein dans lequel les quasi-expériences ont été conçues, et on parvient ainsi à discerner les buts politiques des milieux dirigeants, qui disposent de ce procédé à leur gré; ce à quoi les quasi-expériences sont destinées à des usages de deux sortes, que je vais distinguer, pour plus de clarté, bien qu'ils soient souvent mêlés: soit il s'agit de quasi-expériences qui soutiennent un but politique immédiat (telles que sont celles qui sont du genre information) et qui induisent des pensées immédiates et telles qu'elles tournent l'esprit à devenir favorable aux buts que poursuivent les milieux dirigeants; soit il s'agit de quasi-expériences qui ont pour objet de modifier la pensée à terme, en s'insérant dans la mémoire parmi les autres souvenirs.

2.1.1. L'information.

Les quasi-expériences qui sont du genre information, c'est-à-dire qui annoncent à la foule ce qu'elle doit connaître des affaires publiques, sont destinées, lorsque l'on s'attarde à examiner les pensées qu'en aval elles suscitent, d'une part à contrôler les sentiments; (à cet égard, je dirai que pour gouverner la foule, il faut

s'adresser au cœur, aux sentiments, et non à la raison); elles ont aussi pour but, d'autre part, de contrôler les connaissances du peuple, afin de rendre plus commode et plus durable l'hégémonie des milieux dirigeants.

2.1.1.1. Le contrôle des sentiments.

L'insertion d'une ou de plusieurs quasi-expériences dans le psychisme permet d'induire des sentiments (tels que le patriotisme, la crainte, le réconfort, le désir de vengeance, la jubilation, l'amour, la haine, etc.) parfaitement anormaux que rien dans la vie quotidienne n'aurait conduit autrement l'esprit à élaborer.

Au contraire, lorsque l'on procède à l'examen objectif du cadre de vie des gens, on constate que les expériences normales qui constituent leur vécu réel auraient soit entraîné une absence de ces sentiments (absence de sentiments patriotiques, de crainte, de réconfort, etc.) soit, ce qui est souvent le cas, un état psychologique dominé par l'émergence des sentiments opposés.

Je prendrais à titre d'exemple le procédé qui est couramment utilisé pour créer un sentiment collectif de patriotisme et d'union sociale.

Lorsque la télévision et la radio diffusent des informations qui concernent des actes de guerre perpétrés contre la nation, il se crée à cette occasion dans la population un sentiment de solidarité et de patriotisme, *qui renforce l'intégration sociale et le pouvoir de l'ordre établi*. Et cela, alors même que ces sentiments en eux-mêmes sont parfaitement hors de saison, si l'on s'en tient à la stricte réalité de la vie quotidienne des gens. Les actes de guerre dont l'information est diffusée sont

d'habitude constitués par des opérations militaires isolées ou lointaines, ou par des actes de terrorisme.

A part les quasi-expériences que les gens ont éprouvées en allumant leur poste de télévision, lorsqu'ils sont seuls dans une pièce où il ne se passe rien, et celles qu'ils ont éprouvées en écoutant leur appareil de radio, le peuple n'a absolument rien vécu dans la réalité, c'est-à-dire dans les expériences normales issues de la vie quotidienne, qui ait un point commun avec une situation de guerre. D'habitude, lorsque l'on examine, au cours de ces périodes, les expériences normales de la vie quotidienne du peuple, on constate qu'elles sont plutôt propres à engendrer des sentiments dans lesquels le pouvoir est en disgrâce.

Lorsqu'un gouvernement, donc, souhaite affermir et accroître l'étendue de ses pouvoirs, et rallumer la ferveur de la foule à son égard, soit parce qu'il veut rehausser son autorité, soit parce qu'il médite des entreprises qui irriteraient la multitude, il n'y a pas de meilleures circonstances pour lui que lorsqu'il survient soudainement des actes de guerres, des exactions ou des actes de terrorisme perpétrés contre le peuple; car dès lors, les divisions et les désordres tendent à s'estomper, et il naît rapidement dans les esprits des sentiments d'union nationale et de patriotisme, qui rassemblent les citoyens autour des autorités politiques, et qui effacent de chacun les autres sentiments, toutes ces circonstances, qui en un mot, font les beaux jours du pouvoir.

Or, parce qu'à notre époque les médias peuvent influencer simultanément l'âme de millions de personnes, et qu'ils peuvent aisément faire surgir de tels sentiments et de tels mouvements d'opinion, lorsqu'ils diffusent des images et des discours où l'information annonce des attentats ou des crimes contre la population, ce type de manipulation politique est particulièrement efficace, et a accru son importance maintenant

plus qu'à aucune autre époque du passé. Je dirais donc que lorsque l'information diffusée par les médias parle d'attentats, il convient d'examiner attentivement quels sont les milieux qui tirent le plus large profit des sentiments qui s'allument dans l'esprit du peuple, et, parce qu'il apparaît presque toujours que se sont essentiellement les milieux dirigeants, pour cette raison, il est toujours très difficile de discerner si un acte de guerre ou si un acte de terrorisme n'a pas été conçu par les milieux dirigeants eux-mêmes, c'est-à-dire directement ou indirectement à leur instigation, et s'il n'a pas été téléguidé de l'intérieur, dans le but de renforcer leur pouvoir.

Or, si ce genre de soupçons n'est pas répandu dans l'opinion, c'est surtout, je pense, parce que les habitudes de pensée du peuple sont très différentes de celles qui animent les milieux dirigeants; le peuple s' imagine que ces milieux ont mêmes coutumes, mêmes goûts et mêmes intérêts que lui, alors qu'au contraire, tout distingue ceux qui possèdent le pouvoir et qui l'exercent par ambition, de ceux qui en subissent le joug; les opposants, d'une part, parce qu'ils sont leurs rivaux, sont haïs, le peuple, d'autre part, parce qu'il est servile, est méprisé. Aussi est-ce avec joie que les milieux dirigeants accueillent de telles funestes nouvelles pour la multitude et la nation, si elles servent leurs desseins, tant ils préfèrent un désastre pour le peuple à un affaiblissement de leur pouvoir.

De ce fait, les médias sont un parfait outil pour utiliser les coutumes de la foule, en annonçant des actes de guerre, afin d'exploiter de telles habitudes de pensée. Donc, il convient toujours de soupçonner en premier, lorsqu'un acte de guerre isolé, ou lorsqu'un attentat est commis, les milieux dirigeants eux-mêmes de l'avoir sinon commandité, au moins laissé réaliser, et cela soit par des intelligences avec des groupes de terroristes, soit en laissant grandir l'ampleur d'un danger qu'ils

auraient pu écarter. Je dirais enfin que parce que les autorités sont les dernières que le peuple, qui ne distingue rien, viendrait à soupçonner, il me semble qu'il n'y a pas de limites dans la monstruosité et la cruauté de ce genre d'attentat, tant qu'ils servent les intérêts de la faction au pouvoir.

Il ne faut pas voir dans des procédés de ce genre des machinations machiavéliques, il s'agit d'opérations simples dès lors que l'on a acquis une compréhension correcte du fonctionnement des médias: leur but est la maîtrise de la pensée.

L'annonce d'actes de terrorisme ou d'actes de guerre est en réalité un vieux stratagème politique, au sujet duquel on pourrait citer mille exemples; je pourrais invoquer les massacres commis il y a quelques années en Algérie et attribué à des musulmans extrémistes, perpétrés en réalité par le pouvoir algérien contre des civils, qui marquèrent tous les esprits à soutenir un tel pouvoir, ou encore les événements qui se sont récemment déroulés en occident; aussi, je m'arrêterais seulement à rappeler ici l'exemple de l'incendie du Reichstag.

A l'époque de la grande crise économique, lorsqu'à force d'intrigues et de pressions de la part des milieux industriels, qui craignaient les progrès du communisme en Allemagne, Adolf Hitler fut nommé à la chancellerie du Reich, le 30 janvier 1933, aussitôt le nouveau gouvernement constitué, le Reichstag fût dissous, dans le dessein de réunir une nouvelle assemblée pour abolir la République de Weimar.

Au milieu de ces changements, l'issue des élections, fixées au 5 mars, engendrait les plus vives inquiétudes dans les milieux industriels et financiers, parce que la fraction du peuple qui était disposée à voter pour les nationaux-socialistes ne cessait pas de décroître, et il ne faisait pas de doute que le nouveau gouvernement

n'obtiendrait pas, au bout de ce court délai, la majorité des deux tiers au Reichstag nécessaire pour réformer la constitution. Hitler, résolu à saisir promptement l'occasion qu'il attendait depuis longtemps pour assouvir ses desseins, et disposant de suffisamment d'appuis dans l'armée et dans les milieux capitalistes, agit habilement, quoique son entreprise fût criminelle, pour modifier le cours des élections, en organisant un spectaculaire attentat.

Dans la nuit du 27 février 1933, un commando paramilitaire du NSDAP de Berlin incendia le Reichstag, le parlement allemand, immense et magnifique bâtiment, cœur de la République et symbole du parlementarisme, qui devint très vite la proie des flammes. La population, hébétée par la nouvelle de l'attentat, resta sans réaction, dans l'attente des événements; aussitôt, on accusa les communistes, tous considérés comme des terroristes, et, malgré les 81 sièges qu'ils obtinrent aux élections du 5 mars, aucun d'entre eux ne put siéger au Reichstag, ce qui permit aux nazis d'obtenir la majorité des sièges; la répression s'organisa et des milliers d'entre eux furent arrêtés et jetés en prison, dont le leader du groupe communiste au Reichstag, Ernst Torgler.

A la suite de ces événements, le peuple, frappé de stupeur devant le forfait de l'incendie du parlement, qui ne pouvait pas soupçonner le chancelier lui-même d'être l'instigateur de l'attentat, supporta la répression, et n'éprouva rien d'anormal lorsqu'à l'issue des élections, purgées des candidats communistes, Hitler obtint, après de courtes négociations, l'instauration de l'état d'exception. C'est dans ces circonstances qu'Adolf Hitler parvint à arracher du parlement une loi qui lui conférait les pleins pouvoirs.

Sur le moment, le peuple fût surtout marqué par l'image de l'attentat, mais fût incapable d'en discerner clairement les responsables, malgré qu'en termes politiques, peu importait l'attentat lui-même, ce qui importait, *c'était les pensées que la nouvelle de l'attentat engendrerait dans les esprits, et de savoir discerner quels étaient les milieux qui seuls pouvaient en tirer profit.*

Étant donné que dans ce genre d'affaires, on ne peut jamais distinguer totalement qui sont, en dernière analyse, les instigateurs ultimes d'un attentat, il me semble que la leçon qu'il faut tirer de ces événements, est qu'il importe peut, au fond, de considérer l'étendue et la cruauté d'un attentat, lorsqu'il est commis, mais bien plutôt d'examiner, d'une part, de quelle manière les médias s'emparent de l'événement, afin de déterminer quelles sont les pensées que l'on veut faire surgir dans l'esprit du peuple, et d'autre part, de considérer quels sont les agissements, en aval, des autorités politiques, afin de voir si à l'ombre d'un attentat, le gouvernement n'en profite pas pour effectuer de grands changements et bouleversements qu'autrement il lui eut été fort ardu ou impossible de réaliser.

Il me semble donc que dans de telles circonstances, il est utile de distinguer deux cas: le premier, dans lequel le gouvernement est pris de cours par les événements, qu'il n'avait pas vu venir, et où il agit sans annoncer de mesures extraordinaires ni sans modifier soudainement sa politique, à moins qu'il ne dispose de preuves irréfutables et accablantes contre un ennemi qu'il a pu identifier, ce qui est très rare, et où l'on peut penser *a priori* que les troubles ne furent pas conçus par les milieux dirigeants; et le deuxième, où à la suite d'un attentat, le gouvernement réagit promptement par toute une série de réformes, ou par des opérations militaires, mais sans pour cela qu'il ne se fonde sur des preuves

irréfutables rendues publiques, mais au contraire sur une campagne de propagande qui s'adresse aux sentiments, et non à la raison, de manière à enflammer le patriotisme et l'esprit du peuple. Dans ce cas, grand est le risque que les milieux dirigeants soient eux-mêmes à l'origine des forfaits qui furent commis contre la nation.

Et que l'on ne me cite pas, à cet égard, le cas d'un gouvernement qui se saisit promptement de la portée symbolique d'un attentat dont il n'est pas responsable pour s'affermir lui-même, par habileté, en entreprenant sans les avoir ourdies de grandes manœuvres; rare, en effet, me semblent être les circonstances où les autorités politiques, sans avoir elles-mêmes organisé un attentat contre leurs propres citoyens ou contre la nation, en discernent promptement le bénéfice pour accroître leur pouvoir, car pour cela, il faudrait rencontrer une impéritie assez grande chez des extrémistes pour faire le jeu du gouvernement, courir au suicide et précipiter leur ruine, circonstances qui dans la réalité ne surviennent presque jamais.

Lorsqu'un conflit oppose deux puissances dans une guerre militaire réelle, mais dont l'issue est secondaire, en ce sens qu'elle ne puisse pas s'achever par la destruction de l'un des deux ennemis, il arrive que le conflit lui-même ne poursuive que des objectifs de politique intérieure aux nations belligérantes, qu'il soit pour ainsi dire factice à atteindre d'autres buts, et qu'il soit, du point de vue de leur politique interne, favorable à chacun des deux adversaires. Si la population n'est pas accablée dans son existence même, le conflit suscite des sentiments de patriotisme, d'union sociale, et de soumission à l'ordre du pouvoir établi. Aussi, *la guerre a pour effet de renforcer l'assise politique des deux milieux dirigeants respectifs*. Étant donné que le profit lié à l'existence du conflit se partage symétriquement, l'hypothèse que le conflit lui-même soit entendu de

connivence entre les deux adversaires, dans le but de leur bénéfice politique commun, n'est pas irréaliste.

Lorsqu'il survient que des situations de guerre se renouvellent sur une longue durée, leur nature est plutôt d'être un soutien structurel au pouvoir de l'ordre établi.

Ainsi, par exemple, après la seconde guerre mondiale, lorsque le développement de la technique étendit l'importance des quasi-expériences, les États-Unis s'impliquèrent régulièrement dans des guerres successives, dont le terrain, éloigné, fut presque toujours constitué par des pays du tiers-monde.

Il est difficile de considérer des conflits comme la guerre de Corée ou la guerre du Viêtnam sous le seul point de vue de leur importance stratégique, qui est très limitée. L'issue de telles guerres n'engendra aucun changement dans le monde; en revanche, l'impact, en termes de politique intérieure, fût très considérable; dans la guerre de Corée, les citoyens américains éprouvèrent le sentiment diffus de la supériorité de leur système politique, à cause de la victoire; tandis que dans le cas d'une défaite comme celle du Viêtnam, le retentissement fut tout autant, sinon plus avantageux encore, du point de vue de la politique intérieure des États-Unis; il ne s'agit pas, en effet, de considérer si la guerre s'est achevée par la défaite, c'est-à-dire de considérer l'événement et le contenu des quasi-expériences auxquelles la population a été soumise, l'important est que les citoyens américains aient éprouvé, sous le travail des médias, un vif ressentiment vis-à-vis de l'idéologie communiste, ce qui contribua grandement à ce que le communisme aux États-Unis ne dépasse jamais le stade embryonnaire, circonstances qui furent d'un grand secours pour balayer la seule doctrine opposée au capitalisme au sein de la nation. Un tel mécanisme fortifia

considérablement la position des milieux économiques dirigeants.

Il est clair qu'un avantage similaire bénéficiera parallèlement aux milieux dirigeants des pays du bloc communiste, comme l'URSS ou la Chine, qui pouvaient tirer profit de la guerre symétriquement, afin de faire éprouver à leurs citoyens la haine du capitalisme.

En un mot, si l'on ne considère pas *le contenu* des quasi-expériences auxquelles la foule est soumise, mais seulement *les pensées qu'elles engendrent*, dans ce genre de conflits, l'agression mutuelle est toujours avantageuse aux milieux dirigeants: dans la victoire comme dans la défaite.

Il me semble utile, pour entraîner l'esprit à mieux discerner de telles machinations, d'appuyer encore cette méthode par quelques autres exemples, méthode dis-je, qui consiste à ne pas fixer son esprit sur le contenu des quasi-expériences qui sont programmées par les médias, mais sur les seules pensées qu'elles font naître en aval dans l'esprit de la multitude.

On remarquera que la confrontation expériences normales/quasi-expériences se résume souvent à une opposition entre deux idées opposées; comme précédemment, les idées de paix (expériences normales) et de guerre (quasi-expériences), qui engendrent un état confusionnel propre à rendre le peuple servile aux milieux dirigeants; dans le cas précédent, cela permettait de faire éprouver, dans une situation de paix, certains des sentiments qui ne sont suscités que par la guerre.

Prenons le couple d'idées: réjouissances / privations.

Il est possible, grâce aux quasi-expériences, de susciter au sein du peuple des sentiments de joie, ce qui est particulièrement utile dans les moments de régressions sociales. Les compétitions sportives peuvent être, à l'occasion, organisées dans ce but.

Lorsqu'une équipe participant à l'un des sports collectifs parmi ceux qui intéressent le peuple, joue et gagne un match, il arrive que les gens qui ont été soumis aux images psychiques de la télévision ou de la radio éprouvent une impression de joie intense.

Il est clair que si les gens éprouvent de la satisfaction, ce qui est parfaitement hors de propos dans leur situation réelle, ce n'est pas parce que les hommes qui ont joué ont gagné à un jeu; ils se réjouissent parce qu'ils croient avoir gagné eux-mêmes quelque chose, parce qu'ils s'imaginent que quelque bénéfice est tombé en leur pouvoir. L'origine de cette joie provient d'une confusion sur la nature de ce qui est gagné.

Prenons par exemple le cas où l'équipe de France a gagné le match. Il me semble que deux idées bien distinctes se superposent alors au sein de l'esprit des gens, en une seule. La première idée, qui est en quelque sorte la simple perception de la réalité, est que quelques hommes ont gagné à un jeu.

La deuxième idée, qui est une pure illusion, est que la France, en tant que nation, ou que groupe social dont ils font eux-mêmes intégralement partie, a gagné. Par voie de conséquence, si la France a gagné quelque chose, il doit s'en suivre une redistribution de ce bien-fait à chaque citoyen, à commencer par eux-mêmes. Cette confusion provient, je crois, de ce que les joueurs appartiennent à un groupe appelé « équipe de France », et de ce qu'ils sont habillés avec les couleurs qui sont celles du drapeau français, ce qui est suffisant pour susciter cette association d'idées dans l'esprit du peuple, qui consiste à comprendre que lorsque l'équipe gagne, c'est la France qui a gagné.

Il peut se produire ainsi, à la suite de compétitions sportives, des soudaines scènes de liesse dans les villes, de véritables explosions de joie spontanées, proprement stupéfiantes, qui peuvent affecter une grande

partie de la population, à l'échelle de la nation. Ces manifestations de joie n'ont pas d'autres fondements que les quasi-expériences, car aucun citoyen n'a gagné quelque chose, n'a bénéficié, ou ne va bénéficier d'un quelconque bienfait matériel, rien dans ce qui constitue sa vie ne s'est modifié. Cette joie, sans aucun fondement réel, n'a pour origine que l'association d'idées engendrée et programmée par les médias.

D'un point de vue politique, il est essentiellement souhaitable de susciter des sentiments de cette nature durant les périodes où le peuple doit renoncer à quelque chose, comme des acquis sociaux, ou des espoirs de vie meilleure, le but étant, en créant l'illusion que la société a gagné quelque chose, de rendre plus supportables les contraintes et les difficultés qui y règnent.

C'est pour cette raison, en particulier, que les compétitions sportives ont une grande importance dans les pays sous-développés, où la population vit en proie à toutes sortes de difficultés et de malheurs (3).

De même, bien que normalement aucune appréhension ne puisse s'élaborer sur un objet n'appartenant pas au vécu réel, il est possible, lorsque les médias diffusent certaines quasi-expériences, d'induire des sentiments de peur dans la population, voir même de véritables situations de psychose. Cela survient par exemple lorsque les médias grossissent l'importance d'un péril qui touche fort peu de gens, mais qui semble être un danger pour tous, (comme une maladie présentée comme une menace d'épidémie, la menace d'une catastrophe naturelle, etc.) D'habitude, on s'efforce d'induire ce genre de situations au cours des périodes durant lesquelles règnent des forts sentiments d'inquiétude dans la population, causés par la mauvaise situation sociale, c'est-à-dire engendrés par la précarité, la faiblesse des salaires, le chômage, et toutes les cho-

ses de cette nature. Par ce moyen, on déplace le centre de gravité de l'inquiétude, à défaut de la faire disparaître, sur un autre sujet, sur lequel le gouvernement peut agir; des multiples sujets de tourment, on ne distingue bientôt plus, dans de nombreux esprits, que celui dont parlent les médias, et grâce à ce stratagème on parvient à faire supporter au peuple les autres maux, patience qu'en toutes autres circonstances il aurait été fort ardu autrement de faire endurer.

Je pourrais aisément multiplier encore de tels exemples, mais il me semble qu'il serait fastidieux d'insister sur ce sujet, et qu'il y a plus de bénéfice à passer à d'autres choses.

2.1.1.2. Le contrôle des connaissances.

L'information, du point de vue des médias, a aussi pour but de contrôler la connaissance.

Il faut considérer tout d'abord que le contrôle d'un domaine de la connaissance dans l'esprit humain, *doit s'apprécier en fonction de la part des informations indirectes qui le constituent*. Car lorsqu'une personne acquiert par son propre vécu et sa propre expérience des connaissances, elles sont infalsifiables; seules les connaissances indirectes, provenant de récits extérieurs, peuvent forger dans l'esprit des fausses vérités.

Dans le monde moderne, le contrôle d'un domaine de la connaissance doit s'apprécier essentiellement *en proportion de la fraction des quasi-expériences qui en sont à l'origine, par rapport aux expériences normales de l'individu*.

Certains domaines de la connaissance ont uniquement pour source les quasi-expériences. Pour ainsi dire, 100% des informations éprouvées et mémorisées qui concernent les milieux du pouvoir sont issues de

quasi-expériences, autrement dit d'une manipulation mentale. Mais en tant qu'expériences réellement vécues dans ce domaine, personne, au sein du peuple, n'en a aucune ni ne cherche à en avoir.

De plus, outre les informations qui sont ainsi acquises, les quasi-expériences qui sont du genre information *ont la précieuse caractéristique de précéder l'investigation de l'esprit, en s'insérant dans la mémoire sous forme de souvenirs préprogrammés, qui brident par avance toutes les démarches qu'autrement un homme entreprendrait pour apprendre.*

Elles donnent des réponses avant même que ne se posent les questions. Si la population n'était pas soumise aux quasi-expériences, nombreux sont ceux qui, désireux de mieux connaître les affaires publiques et le fonctionnement politique de la société, s'efforceraient d'approcher les milieux politiques et de les pénétrer, étant donné qu'il n'y aurait pour eux aucun autre moyen d'acquérir une connaissance sur de tels sujets. En revanche, en insérant en amont de ce mécanisme intellectuel certaines quasi-expériences, on parvient dans ce cas, non pas à faire apparaître des pensées, mais au contraire *à empêcher que de telles pensées ne surgissent.* De ce fait, les milieux dirigeants se sont considérablement isolés et ont acquis une indépendance très néfaste vis-à-vis de l'ensemble de la population.

Les connaissances totalement contrôlées dans l'esprit humain, c'est-à-dire exclusivement issues des quasi-expériences, sont celles qui concernent essentiellement les milieux dirigeants, les milieux politiques (au sens entendu par la multitude), la nature du pouvoir politique, et le fonctionnement politique de la société.

Le contrôle d'un domaine de la connaissance dans l'esprit humain assure, en aval, le contrôle de la pensée.

Le principe de l'information ne repose pas sur l'utilisation massive du mensonge direct, mais sur l'usage du mensonge par omission. Les médias permettent de grossir de manière disproportionnée certaines informations qui sont dénuées d'intérêt, de façon à aiguiller le regard du peuple sur ces sujets, de manière à éviter que les esprits ne s'attardent sur d'autres questions, dans d'autres directions.

Du point de vue de l'information, la machinerie des médias sert à créer des événements en lieu et place des faits essentiels qui expliquent l'histoire collective et même l'histoire individuelle de chacun dans la société. Les milieux dirigeants, c'est-à-dire les milieux de la haute finance et de l'économie, qui agissent en amont des gouvernements, contrôlent et utilisent cette machinerie dans le but d'assurer leur protection et la continuité de leur pouvoir.

Autrefois, il aurait fallu que des événements d'une importance considérable se produisent pour être connus par la multitude. Dans le monde moderne, les médias peuvent transformer un fait sans importance en un événement majeur, du seul fait que les quasi-expériences s'impriment simultanément dans la mémoire de plusieurs millions d'individus. Ensuite, parce que le peuple est marqué du même souvenir gravé collectivement dans sa mémoire, il se forme un discours populaire qui peut s'amplifier sur de tels futiles sujets, qui engendre une seconde impression dans la mémoire, qui apparaît comme un écho à l'information diffusée par les médias, propre à grossir encore de tels événements.

En occident, les médias diffusent en général des informations vraies. Il existe une prédilection pour les informations concernant les affaires lointaines, impliquant des pays éloignés, souvent situés sur d'autres continents, et avec lesquels le fonctionnement de la

société française n'a aucun rapport. Lorsqu'il s'agit d'affaires intérieures, l'information est constituée par des faits divers choisis parmi des milliers d'autres, par le discours stupide d'un homme politique, ou par des reportages sur les sports. C'est sur un échafaudage de niaiseries de cette trempe que va s'élaborer ensuite la connaissance du peuple.

L'information a pour effet d'éloigner l'esprit de la connaissance des mécanismes et des rouages essentiels de la société, afin de les rendre, autant que possible, invisibles. Tout se passe comme sur une scène où le prestidigitateur dévie le regard du public par ses gestes les plus voyants, afin de masquer les mouvements habiles qui sont à l'origine, comme par magie, des tours de son spectacle.

Ce sont surtout les personnes sans aucun pouvoir ou n'ayant qu'un pouvoir subalterne qui sont ainsi connues par la multitude. Il peut s'agir d'hommes politiques, d'acteurs, de chanteurs populaires, de sportifs. Les médias construisent leur notoriété, allant souvent jusqu'à épier leur vie privée. Ces gens là sont, volontairement ou non, de simples marionnettes qui servent directement ou indirectement d'écran à la classe dirigeante. En règle générale, il est préférable de penser que toute personne, en occident, qui est connue par l'intermédiaire des médias, joue un rôle d'écran.

2.1.2. Les déformations de la personnalité.

Les quasi-expériences ont pour deuxième effet majeur de modifier la pensée à terme, c'est-à-dire de faire évoluer la personnalité humaine vers un modèle préprogrammé.

Lorsqu'un homme éprouve une quasi-expérience, il existe un décalage fort considérable entre la réalité dans laquelle il est, c'est-à-dire, habituellement, une situation de repos et de confort dans laquelle il demeure passif, et le contenu de l'hallucination.

En particulier, la personne qui est soumise à une quasi-expérience ne peut pas vivre à ses dépens les conséquences du contenu de la quasi-expérience qu'elle éprouve, à la manière des conséquences qu'elle subirait, en son for intérieur, si elle vivait une expérience normale de son vécu réel, qui reproduirait par exemple le même scénario que la quasi-expérience, et dont elle serait l'actrice.

Ces circonstances, donc, font que le cerveau intègre dans la mémoire les souvenirs de certains comportements, ou de certaines situations, mis en scène par les quasi-expériences, et éprouvés par l'individu, comme s'il en était le témoin ou l'acteur dans la réalité, sans intégrer en aval les souvenirs de leurs conséquences. On peut, par exemple, intégrer dans la mémoire des souvenirs de scènes de violence, ou de comportements violents, et de même pour tous les comportements humains et sociaux, sans intégrer en aval les souvenirs de leurs conséquences, qu'il s'agisse de désagréments ou de bienfaits, parce que la personne qui est soumise à la quasi-expérience, étant donné qu'elle est, par exemple, dans la réalité, installée dans un fauteuil à regarder la télévision ou à écouter la radio, vivra l'un, mais pas l'autre.

Or, parce que l'homme amende son comportement lorsqu'à ses dépens il en a subi les désagréments, les gens qui ont vécu de telles quasi-expériences ont tendance à en reproduire le contenu, étant donné que dans leur mémoire, aucun désagrément n'est associé à ces comportements qu'ils ont le souvenir d'avoir éprouvé. Ils ont une inclination à agir, pour ainsi dire, à

la manière de ces enfants qui, ayant commis une bêtise, ne manquent pas de la réitérer, s'ils n'en ressentent pas le désagrément en étant promptement corrigés.

Dans la pratique donc, la population a, pour l'essentiel, les mêmes souvenirs gravés collectivement dans sa mémoire, sans avoir de souvenirs associés correspondant à leurs conséquences. Du fait de cette manipulation collective, la déviance que telle personne reconnaît chez telle autre, disons, un comportement grossier ou violent, pour reprendre notre exemple, est ensuite assez bien toléré, parce que dans un tel comportement, elle se retrouve elle-même, à une différence de degré près, à cause de ce qu'elle a éprouvé et qui a ensuite affecté sa mémoire.

Prenons par exemple le cas d'une population qui aurait subit l'influence d'une chaîne de télévision, qui aurait programmé la diffusion répétée d'une suite de scènes ultra-violentes, en diffusant différents films cinématographiques qui intègrent ce genre de séquences. Quel effet cela aura t-il sur le comportement des gens qui ont été régulièrement soumis à cette influence?

Sans doute, si on le demandait, le contenu de chaque scène de violence serait condamné en lui-même, par la majorité de la population; mais si l'on considère, à part cela, une situation de leur vie quotidienne, beaucoup moins violente, mais qui, parce qu'elle contient déjà quelques éléments de violence (violence morale, verbale, etc.) aurait autrefois déjà paru choquante, après avoir inséré dans leur psychisme de telles quasi-expériences, elle ne le sera plus. Les quasi-expériences gravées dans leur mémoire ont été prises en compte par le cerveau pour l'élaboration de leur jugement, et en aval, pour le choix de leur comportement. *Sans qu'ils ne s'en rendent compte, ces gens ont subit un remodelage de leur personnalité.*

En d'autres termes: *ce qui importe n'est pas le jugement que les gens portent sur le contenu des quasi-expériences auxquelles ils sont soumis, mais le jugement qu'ils portent, par la suite, sur les événements de leur vie quotidienne, qu'ils construisent par référence à ces quasi-expériences.*

L'important n'est pas le contenu de la quasi-expérience, mais les pensées qu'elle engendre en aval dans les esprits.

Une importante déformation de la personnalité qui est souvent recherchée est celle qui affecte les relations entre les hommes et les femmes, c'est-à-dire les comportements conjugaux et intimes. Lorsque, par exemple, une chaîne de télévision programme la diffusion répétée de scènes qui portent atteintes aux bonnes mœurs (scènes pornographiques, scènes traitant de déviances sexuelles, etc.), bien que la majorité de la population réprouve ces pratiques, et que les films soient parfois réalisés dans un esprit qui les condamne aussi, si l'on considère par la suite leur vie conjugale, bien qu'elle demeure presque toujours éloignée de ces comportements, ce qui autrefois aurait semblé constituer entre deux conjoints un comportement parfaitement anormal, ne le paraîtra plus.

Le choix délibéré d'insérer dans l'esprit des images psychiques ultra-violentes ou illustrant des comportements déviants graves, est justifié par le fait qu'il existe un important décalage entre le contenu de la quasi-expérience et l'effet ultérieur de modification sur le jugement et sur le comportement qui sera acquis. Néanmoins, le fait d'être soumis à des quasi-expériences de manière récurrente engendre une altération des comportements initiaux qui s'accroît progressivement, par degré, pour tendre vers le comportement final programmé.

En règle générale, de telles modifications de la personnalité peuvent être reproduites dans toute la gamme des comportements humains.

Sur le fond, les quasi-expériences engendrent une reformulation des concepts mentaux, qui se répercute même, par contre coup, sur le contenu sémantique des mots, dans la mesure où les mots et le langage servent à définir les idées et les images mentales des esprits. Le contenu sémantique des mots devient en quelque sorte une fonction du temps, ou, si l'on préfère, du volume des quasi-expériences éprouvé. Les mots *pu-deur*, *violence*, *amour*, *insulte*, par exemple, n'ont pas le même sens d'une génération à l'autre, en grande partie parce que ces différentes générations ne furent pas soumises à la même propagande, et que le contenu des quasi-expériences qui a marqué leur mémoire ne fût pas le même.

Étant donné qu'il n'est pas encore aisément possible, dans notre société, de diffuser des quasi-expériences traitant de violence pure, de barbarie pour la barbarie, ou de pornographie pour la pornographie, de telles scènes sont insérées dans des films cinématographiques, ou des reportages, entre lesquelles les autres séquences viennent s'intercaler, tel le sucre qui fait avaler la pilule, pour justifier grossièrement la diffusion de telles mises en scènes (4).

Sur le fond, les films cinématographiques, donc, sont constitués par une série de séquences, qui sont autant de quasi-expériences successives visant à susciter une déformation de la personnalité à différents niveaux. L'existence de l'industrie cinématographique, et des capitaux considérables qui la soutiennent, est entièrement sous-entendue dans ce but.

Chaque film est réalisé non pour son contenu, mais en considération de la série de déformations de la personnalité qu'il est susceptible d'aider à provoquer,

en aval, dans les esprits. En pratique, les projets de films s'accumulent dans les bureaux des multinationales qui contrôlent cette industrie, et, en fonction des buts poursuivis, c'est-à-dire des pensées que l'on veut faire surgir au sein de la multitude, tel ou tel projet sera accepté, l'auteur n'étant qu'une personne plus ou moins inconsciente manipulée pour l'occasion.

Sans vouloir être mécaniste, il semble être possible de formaliser mathématiquement de manière simple les déformations de la personnalité qui sont engendrées par les quasi-expériences.

Les individus qui sont soumis à l'influence des médias ont intégré, jusqu'au moment présent, une suite (q_i) de quasi-expériences. Notons n le nombre total de ces quasi-expériences, et soit q_i la i ème quasi-expérience qu'ils ont vécu ($1 < i < n$).

Chaque quasi-expérience q_i engendre une petite déformation de la personnalité, que nous noterons d_i . Soit la suite (d_i) de ces déformations, associée à la suite (q_i) .

Ces déformations devant pouvoir s'additionner, il me semble qu'il est possible de définir une addition vérifiant les propriétés suivantes:

Quel que soit i appartenant à N , il n'existe pas $-d_i$ tel que $d_i + (-d_i) = 0$ (irréversibilité)

$$d_i + 0 = d_i \text{ (persistance)}$$

On peut postuler les deux propriétés suivantes, bien qu'elles ne soient pas claires:

$$d_i + d_j = d_j + d_i$$

$$(d_i + d_j) + d_k = d_i + (d_j + d_k)$$

L'altération de la personnalité, par référence à la personnalité normale, qui est due à l'influence des médias, est en relation avec la série:

$$\sum_1^n d_i$$

A cause de l'intercalation des quasi-expériences dans le cours des expériences normales, les termes de la série ne représentent pas la déformation de la personnalité en fonction du temps, telle qu'elle résulte de l'influence des médias, mais la déformation totale absorbée par le psychisme depuis l'origine, après la n-ième quasi-expérience.

Cette expression paraît être suffisante pour servir de base à une mesure de l'altération exercée sur l'esprit de chacun par les quasi-expériences.

2.2. Les limites de l'utilisation des quasi-expériences pour le contrôle de la pensée. (L'inversion de la pensée)

L'utilisation des quasi-expériences comme méthode de contrôle de la pensée n'est pas sans limites.

Le peuple est surtout sensible aux quasi-expériences qui ont un effet indirect, c'est-à-dire aux quasi-expériences dont il imagine faussement qu'elles sont neutres d'un point de vue politique, parce qu'il n'en perçoit aucunement le but, et qu'il est incapable de réaliser quel intérêt les changements qu'elles induisent dans la pensée et dans les comportements peuvent représenter pour les milieux dirigeants. De cette sorte sont les quasi-expériences dont j'ai parlé précédemment.

Au contraire, lorsque le peuple est soumis à des quasi-expériences dont le contenu est assez ambigu pour laisser deviner qu'il sert les intérêts d'une faction, et que l'on puisse assez simplement entrevoir une manipulation politique par quelques idées successives, le peuple, dis-je, demeure difficile à influencer, et lorsqu'une telle influence s'est manifestée, on l'obtient souvent inverse de celle que l'on recherchait premièrement. Je nommerai pour cette raison un tel mécanisme une inversion de la pensée.

En d'autres termes: *les quasi-expériences échouent à manipuler le peuple dès lors que la foule ne discerne plus uniquement leur seul contenu, mais aussi les pensées qu'elles vont engendrer en aval dans les esprits.*

J'alléguerais comme exemple d'une telle inversion de la pensée, la manière dont les hommes politiques s'y prennent pour se rendre considérables et populaires dans la société moderne, grâce aux quasi-expériences, et les résultats qu'ils en récoltent.

Si l'on considère tout d'abord les sociétés anciennes, où les médias n'avaient pas corrompu la pensée, il fallait, pour éveiller la ferveur des citoyens, que l'action politique d'un homme soit très bénéfique à l'État et à la nation, car sans des actions nouvelles et inédites qui procuraient au peuple de nombreux bienfaits, nul ne pouvait s'acquérir une fort grande réputation.

Les hommes qui parvenaient le mieux à susciter pour eux la bienveillance du peuple étaient ceux-là qui faisaient preuve dans toutes leurs entreprises d'être soucieux du seul bien de la collectivité, et qui se montraient animé par une idée supérieure de l'intérêt de l'État et de la nation. On reconnaissait ceux qui étaient animés par une telle idée surtout parce qu'ils demeuraient imperturbables à œuvrer pour la grandeur de

l'État, et qu'ils s'étaient élevés au-dessus des changements que craignent le plus les hommes, comme la maladie, la pauvreté, la mort, la prison et toutes ces sortes de chose, pour poursuivre leurs entreprises; et qu'ils demeuraient l'âme constante contre les excès qu'engendre le pouvoir, parce qu'ils avaient d'heureuses dispositions d'esprit qui leur faisaient trouver naturellement belles la justice, et toutes les autres vertus qu'il faut établir dans l'État; le peuple témoignait surtout sa bienveillance à de tels hommes, pour les bienfaits qu'il en recevait.

Et, parce que le peuple devait confier son devenir aux hommes d'État, il vénérât et exaltait ceux qui faisaient preuve, en toutes circonstances, et particulièrement dans les moments dangereux et décisifs, d'être supérieurs à anticiper sur le déroulement des événements, énergiques et fort pour triompher contre les adversaires et les difficultés, et ne laissant pas de prises dans leurs actions aux troubles de l'âme pour l'emporter sur la raison.

Enfin, ceux-là s'attiraient la confiance et l'admiration de la foule, qui avaient par génie ou par art mené à bien quelque grande réalisation utile à accroître la force, la richesse ou la puissance de leur pays, car on juge naturellement très dignes de louanges ceux qui suscitent des changements inattendus pour le bien de la nation.

Donc, il est certain que le peuple ne tardait pas à se ranger derrière les hommes de qui émanaient une telle vertu, et cela parce que le peuple admire ce qui est beau, et aussi parce qu'il est soucieux de sa sécurité et désire vivre paisiblement, et qu'il n'y a pas de meilleure sécurité pour les citoyens que de soutenir un homme qui d'un État obscur le fera grand.

Il est clair donc que si de tels hommes étaient remarqués et soutenus par le peuple, ils le devaient à l'élévation de leurs sentiments, et à quelque éminente renommée qui s'emparait des hauts faits rendus à la nation, si bien que chacun gardait dans son esprit souvenir et considération pour ces illustres personnages.

A notre époque, où la République est presque entièrement corrompue, et où les hommes politiques arrangent tout en fonction de leur intérêt personnel, et dissimulent aux hommes ce qui est le bien pour eux, afin de profiter par tromperie du pouvoir pour s'enrichir et satisfaire leurs appétits, ces hommes dis-je, qui déploient surtout leur ingéniosité pour échapper à la justice et pour dissimuler leurs méfaits à la foule, ne peuvent pas être connus par la renommée, n'ayant aucune des vertus dont j'ai parlé, et étant au contraire accablés par les défauts opposés.

Aussi doivent-ils utiliser les quasi-expériences pour être connus, et pour éviter de tomber dans l'oubli, afin d'insérer artificiellement dans les esprits, grâce au travail continuel des médias, le souvenir de leurs noms et de leurs personnes, pour remplacer l'effet d'une renommée qui ne s'attachera jamais à eux.

Dans ce cas, les quasi-expériences sont toutefois assez peu efficaces, et même, produisent-elles souvent l'effet opposé de celui qui est recherché, parce que le peuple pressent que l'on ne parle des hommes politiques dans les médias que dans le seul dessein de masquer leur médiocrité, en marquant les esprits par l'insertion artificielle des quasi-expérience dans la mémoire, afin de les rendre infiniment plus considérables qu'ils ne le sont, et de les empêcher de sombrer dans l'oubli, qui s'emparerait d'eux si l'on s'attachait seulement à examiner leurs personnalités et à leurs réalisations, ce qui les fait mépriser plutôt qu'aimer.

C'est pour cette raison que lors des élections, les hommes politiques retardent l'annonce de leur candidature autant qu'ils le peuvent; ils demeurent encore populaires tant qu'ils ne se sont pas déclarés candidats, parce que ceux qui le deviennent le plus tôt sont les plus vite haïs, mais aussitôt qu'ils font parler d'eux dans les médias, aussitôt le peuple les méprise.

Donc, pour en revenir à mon premier propos, qui concernait le terme de l'usage des quasi-expériences pour contrôler la pensée, je dirais que les quasi-expériences ne permettent plus de contrôler la pensée dès lors que le peuple distingue, même de façon vague, l'intérêt que représentent les changements dans les comportements et dans les pensées qu'elles suscitent, pour les milieux politiques ou pour les milieux dirigeants. Le peuple y demeure toutefois sensible, mais on obtient alors l'effet inverse de celui que l'on recherchait, c'est-à-dire que les quasi-expériences engendrent en aval du souvenir, les pensées contraires de celles que l'on désirait faire apparaître à l'origine.

3. Les thèmes de propagande en usage dans la société occidentale.

Il existe dans les pays occidentaux de véritables campagnes de propagande; je nommerais ainsi les politiques d'influence concertées dont les milieux dirigeants se servent pour affermir leur pouvoir, en appuyant sur certains points de ce que le peuple doit faire ou penser.

Cette propagande est ordinairement d'ampleur internationale, elle mobilise des capitaux considérables, et fait intervenir, quand il le faut, toutes sortes de moyens d'industrie de grande envergure.

Outre les quasi-expériences, dont l'influence est déterminante pour mener ces campagnes de propagande, toutes sortes de supports et de procédés de manipulation viennent renforcer et prolonger l'emprise des médias sur la pensée: livres, musiques, journaux, affiches géantes disposées dans la rue, modes lancées par les industriels, etc.

Le but de ce chapitre est d'examiner brièvement les sujets qui sont utilisés couramment comme thèmes majeurs de propagande.

3.1. Le culte du matérialisme ou le bonheur par la consommation.

Il est non seulement faux et dangereux de penser que le fait de se procurer toutes sortes d'objets vains est un chemin qui conduit au bonheur, mais en outre c'est une attitude qui avilie et qui ridiculise l'homme.

Le matérialisme, qui est l'un des ressorts essentiels de la société occidentale, est une erreur sur la question: plutôt que de se demander « suis-je libre? », « l'amour est-il ardent avec ma femme et l'amour filial solide avec mes enfants? », « ma vie est-elle honorable? », et d'autres questions de ce genre, qui sont, pour ainsi dire, les prémices indispensables au bonheur, tout devient funeste lorsque les citoyens ne s'interrogent plus que par: « quelle est la liste de ce que je possède? ». Cette confusion sur la question du bonheur conduit aux pires épreuves; et malgré l'accumulation gigantesque de marchandises, le malheur est grand dans la population, qui, parce qu'elle s'est détournée des questions saines, est minée d'avoir tout sacrifié au culte du matérialisme; la dissolution de la famille, la trahison conjugale, le déshonneur, et toutes les malhonnêtetés qu'engendre ce « libre asservissement » l'accable, elle

est écrasée par la subordination totale de l'individu au système, qui ne dépend jamais de lui-même, jusqu'à en oublier le sentiment de la liberté. Et, la misère s'accroissant avec la crise économique, dont l'ampleur engendre un chômage de masse, finalement on voit plus de suicides parmi la population occidentale qu'au sein des tribus primitives qui sont à peu près démunies de tout.

Il me semble que celui-là qui, lorsque de la condition de pauvre il devient riche, ne s'en trouble pas, et ne cesse pas de construire son bonheur sur les bases que j'ai dites, mais profite seulement de cette occasion pour se garantir fermement la liberté, qui est le premier des biens matériels, est plus près d'être heureux que les autres, qui dans la prodigalité chercheront à se procurer mille choses inutiles; de même que celui qui, passant de la condition de riche à celle de pauvre, le supporte avec patience, parce qu'il a toujours tourné son âme, non vers les biens matériels, mais vers les vrais biens, qui sont la vertu droite et l'intelligence, qui procurent à elles seules tous les bienfaits.

Pour examiner la manière dont est conçue la propagande qui pousse le peuple à consommer à toute force une multitude de marchandises, sans se soucier du reste, en le convainquant qu'il en sera plus heureux, il faut surtout se référer à un mécanisme particulier de manipulation mentale, qui est le *mécanisme des associations d'idées*. Étant donné l'importance de ce procédé, il me semble préférable de différer ce propos et de l'aborder pour lui-même dans un prochain paragraphe (5).

3.2. La violence.

Lorsque les milieux dirigeants souhaitent affermir leur pouvoir contre le peuple, de peur qu'il ne se forme une opposition qui ne les mette en danger, sentiment qui leur est inspiré d'autant plus fortement que la crainte qu'ils éprouvent d'être renversé est plus considérable, situation qui survient lorsque leur pouvoir est illégitime, il n'y a pour eux que deux moyens de contenir le peuple dans la servitude où il se trouve.

Le premier est d'instaurer dans l'appareil d'État une police politique ou une armée chargée de mener la répression, et fonctionnant en engrenage avec un service de renseignement, et donc d'utiliser la force; le second, lorsque cela est impossible ou malaisé, pour diverses raisons, est de déchirer le peuple en de nombreux partis, d'y semer la discorde, afin de le désunir, de rompre sa solidarité, de le diviser de telle manière à lui ôter toute capacité à s'unir et à former une opposition politique organisée. Car lorsque le peuple parvient à se coaliser contre le pouvoir, sa force devient irrésistible, s'en prendre aux meneurs ne suffit plus, sont-ils éliminés, d'autres leur succèdent.

C'est pour cette raison que les milieux dirigeants, dans la société occidentale, c'est-à-dire les milieux de la finance et de l'industrie, qui ne sont pas élus, et dont le pouvoir est en grande partie illégitime, s'efforcent d'inciter le peuple à la violence, afin d'essayer de le désunir. Une importante propagande, qui est diffusée et relayée par tous les médias, s'est élaborée tout autour de ce thème. Historiquement, cette propagande est apparue d'abord aux États-Unis, dans les années 1960, puis de là, elle s'est répandue ensuite partout dans le monde occidental.

Les quasi-expériences jouent un rôle considérable dans cette propagande; les films cinématographiques réalisés pour le peuple intègrent dans ce but un grand nombre de scènes de violence; certaines statistiques rapportent que la télévision diffuse, aux États-Unis, entre dix et vingt scènes de violence par heure, d'autres, que les enfants américains sont soumis en moyenne à 20000 scènes de violence par an, devant leur écran de télévision. La violence, considérée en elle-même, est véhiculée par toutes sortes d'autres moyens, musique, livres, affiches, journaux; sous cette influence, et avec le temps, le peuple s'est corrompu profondément, et la société est soumise à toute sorte de troubles.

Les buts de la propagande donc, sont indirects; la violence en elle-même, si cela était possible, ne serait pas recherchée, c'est la désunion qui est souhaitée, et non les autres effets de la violence. C'est pour cette raison que d'un côté, la propagande incite le peuple à la violence par tous les moyens; mais que par ailleurs, la loi la condamne. En d'autres termes, l'idéal serait que la violence ait porté ses fruits dans l'intellect, sans qu'il n'y ait eu aucune autre conséquence réelle qui ne soit condamnable.

La violence permet d'induire chez les gens un comportement individualiste, qui a pour effet de diviser le peuple et de l'affaiblir.

La violence, une fois introduite dans la société, rompt les liens sociaux de l'amitié et de la fraternité, oppose les citoyens entre eux, et incite chacun, au lieu de s'employer à examiner les affaires communes, à les négliger; et à ne se tourner que vers ses propres affaires, au détriment de l'intérêt public.

L'individualisme, qui apparaît chez les citoyens qui vivent dans une société où règne la violence, a des conséquences merveilleuses pour la classe dirigeante. *Son principal effet est d'annihiler la notion de*

solidarité. L'individualisme entraîne d'une certaine manière la mort de la notion de communauté, et au fond, la mort de la notion d'État. L'influence d'un pouvoir minoritaire, que le peuple ne reconnaît pas, et qui n'a pas été élu, tels que le sont les milieux capitalistes, peut alors s'imposer.

Le plus grand bénéfice de cette propagande et le but profond qui est poursuivi sont d'empêcher, en dernier recours, la formation de mouvements politiques; car pour créer une opposition politique, encore faut-il être capable de s'unir. *Aussi, dans la société occidentale, la classe supérieure capitaliste ne rencontre t-elle plus aucune opposition politique organisée*. Le règne du syndicalisme est mort, celui des luttes politiques aussi. En faisant de la violence un thème de propagande, la classe dirigeante a affermi son pouvoir, et s'est mise, autant qu'elle le pouvait, hors du danger d'avoir à affronter une opposition politique organisée.

A côté des dissensions qu'elle engendre, la propagande concernant la violence a aussi un autre effet intéressant qui mérite d'être mentionné. Lorsque dans une communauté, les hommes sont habitués à la violence et se sont pervertis jusqu'à devenir individualistes même avec leurs proches, ils augmentent leurs besoins; leur tendance à l'égoïsme accroît leur inclination à consommer. Quand, dans la société, chacun réagit de cette manière et qu'aucun bien n'est facilement mis en commun ni partagé, cela augmente la consommation générale, ce qui entraîne les usines à produire une quantité de biens plus importante qu'elles ne le feraient dans une société ordinaire, ce qui augmente l'activité économique et accroît donc le pouvoir des milieux dirigeants, et favorise leur hégémonie.

Notons enfin que dans les régimes politiques qui ne sont pas fondés sur le capitalisme, comme les régimes communistes, et les dictatures militaires ou

religieuses, une telle propagande concernant la violence n'existe pas, étant donné qu'il s'est instauré dans l'État une police politique pour éliminer l'opposition. Aussi, celui qui observe attentivement les régimes politiques contemporains peut-il en déduire la règle suivante: soit il s'est constitué en leur sein une police politique, soit il y règne une propagande pour diviser le peuple.

3.3. La corruption des mœurs.

Pour approfondir les désordres auxquels le peuple est soumis, les médias, dans les pays occidentaux, diffusent toutes sortes d'images et de discours qui servent à avilir les mœurs, par leur caractère impudique ou pornographique.

Les vecteurs essentiels de cette propagande sont les films cinématographiques et les émissions de télévision et de radio destinés au peuple, qui banalisent les relations extraconjugales, les conduites déréglées, les propos dégradants et les situations indécentes; et qui, en un mot, par leur influence prépondérante, donnent le ton à toute une culture médiatique, qui se répand ensuite de concert dans les journaux, les livres et les magazines édités par les grandes maisons de presse et d'édition.

Jusqu'à ce jour, jamais dans l'histoire l'insolence d'une telle propagande ne fut mise en œuvre; et on est frappé d'étonnement de constater que les milieux dirigeants soient parvenus cependant à l'imposer sans troubles dans la population, sans doute parce qu'ils s'efforcèrent d'y accoutumer les esprits par degrés, progressivement et avec le temps, depuis trente ans.

L'intérêt de cette propagande, d'un point de vue politique, soulève des questions importantes et complexes, qu'il faut examiner par degré de difficulté.

En premier lieu, le dessein d'une telle propagande est, je pense, de séparer autant qu'il est possible de le faire, l'homme et la femme. Car il me semble, d'une part, comme le dit Plutarque, *qu'Autant l'amour est une chose belle et noble, autant les unions sans amour sont choses basses et communes*, et, d'autre part, qu'autant l'amour engendre des liens fermes et durables, autant les unions sans amour ne conçoivent que le mépris et l'indifférence.

Cette propagande a pour but, donc, d'inspirer toutes sortes de conduites déréglées, et de modifier les repères habituels qui servent, dans l'esprit du peuple, à juger les situations conjugales normales, afin de fragiliser les liens qui devraient s'édifier au sein des couples.

Sous l'influence de cette propagande, les mœurs de la population se sont altérées si bien que dans la société occidentale, on ne considère plus rien de sacré dans l'amour, et de ce fait, parce que les unions se réalisent couramment sans honneur, qu'elles sont incertaines et de peu de durée, cela entraîne la disparition de la famille, ce qui plonge le peuple dans de nouveaux désordres et l'expose à de plus profondes dissensions.

Mais l'intérêt profond de cette propagande est ailleurs. Elle ne se limite pas à la désunion; il est évident que lorsque l'on sépare l'homme et la femme, on s'efforce surtout de ruiner le bonheur des individus, et de bouleverser parfois jusqu'à l'espoir qu'ils ont d'acquérir un jour ce bonheur. Car de leur vie conjugale dépend une part considérable du bien-être, du plaisir et de la félicité que peuvent éprouver les êtres humains. Cela m'amène à énoncer une loi politique capitale:

En règle générale, le pouvoir politique s'efforce de priver ses sujets du bien-être et du bonheur qui leur sont naturels lorsque sa puissance dépend de leur asservissement à une nouvelle idéologie du bonheur, à

laquelle il doit les accoutumer, parce qu'elle constitue le fondement de son pouvoir.

Or, j'ai exposé dans un chapitre précédent combien le culte du matérialisme avait d'importance dans la société occidentale, il est en quelque sorte son principal fondement, *le bonheur doit y être le bonheur par la consommation*. Dans cette idéologie obscurantiste, le bonheur provient de la possession des objets, et la vie humaine doit être vouée tout entière à se consumer pour leur possession. C'est pour cette raison que le pouvoir politico-économique s'efforce d'une part, autant qu'il lui est possible de le faire, de tailler en pièces le bonheur naturel qui s'offre aux êtres humains, *de séparer l'homme et la femme*, par une propagande qui encourage la décadence des mœurs; car la conscience du peuple ayant été dépouillée, pour ainsi dire, de son bien-être naturel jusqu'à perdre l'espoir de n'y plus goûter, il devient beaucoup plus facile de tourner les esprits à se figurer que la possession des objets conduit au bonheur; tandis que d'autre part, la publicité massive qui est organisée fait beaucoup d'effet sur eux pour les en persuader. Cette manipulation abjecte permet de soutenir efficacement la demande de marchandises, et d'accroître éminemment le pouvoir des milieux économiques en accablant à son insu le peuple de tourments.

Les adolescents constituent la fraction de la population qui est la plus vulnérable à cette propagande, elle s'insinue plus facilement dans leurs esprits, car, atteignant l'âge où l'on découvre l'amour, et n'ayant eu encore à cet égard aucune expérience, ils sont particulièrement sensibles à toute forme d'éducation affective; ils sont plus influençables, à cause de cela, que le reste de la population, dont la première éducation a souvent été moins permissive, et dont le vécu dans une tradition sociale différente lui imposent quelque frein aux excès.

La propagande sur les mœurs entraîne les jeunes gens à se mêler à toutes sortes de dérèglements, et, d'une manière générale, sert de modèle pour les éduquer à vivre des unions engendrées par la complaisance plutôt que par les sentiments, de telle manière à ce que leur inclination soit par la suite d'être tourné à s'adonner à toutes sortes d'unions sans amour.

Et, lorsque sous la mauvaise influence de cette propagande, les jeunes gens sont éduqués de cette manière, et qu'au lieu d'avoir éprouvé l'expérience de l'amour, ils n'ont vécu qu'une série d'expériences néfastes, violentes et parfois traumatiques, et qu'ils ne connaissent pas d'autres façons de se comporter, ils finissent par croire qu'il est impossible qu'un homme et qu'une femme puissent nourrir des sentiments sincères et durables l'un pour l'autre; ce qui entraînera de graves dissensions et de grands troubles dans la société qui sera issue de leur génération.

Ce mécanisme concerne en réalité la population tout entière, c'est-à-dire toutes les classes d'âge, mais j'ai voulu montrer qu'il est possible, en organisant habilement un tel vaste programme d'éducation, qui a pour but de promouvoir l'intempérance du plaisir, de manipuler en particulier les jeunes gens, de façon à ce que lorsque leur génération aura vieilli et sera composée de jeunes adultes, on ait pu parvenir par ce moyen à y séparer l'homme et la femme.

Ceci étant dit, je vais préciser exactement la manipulation qui est mise en œuvre par cette propagande, manipulation qui se déroule en quatre temps:

1) La nature poussant l'homme et la femme à nourrir des sentiments l'un pour l'autre, sentiments qui sont prompts à engendrer leur union, lorsque les choses se déroulent normalement, il doit se créer dans un couple une relation fusionnelle, qui entraîne chacun des

deux conjoints, par l'amour, à devenir dépendant de l'autre.

2) La propagande, qui incite les gens à se livrer à des comportements insolites, c'est-à-dire à nourrir en eux une tendance à l'infidélité, fait que c'est une mode de trahir son conjoint, si bien que d'un point de vue psychologique, lorsque cela arrive, la perte d'indépendance du conjoint trompé au profit de l'autre se mue soudainement en une cruelle blessure, dès lors qu'il s'aperçoit qu'il a été trahi, ce qui d'une manière ou d'une autre survient fatalement tôt ou tard. La morsure engendrée par ces événements est d'autant plus violente, et l'expérience de ces événements d'autant plus traumatisante, que la personne trahie nourrissait des sentiments plus forts et avait construit sur la base de son couple, une vie de famille plus riche et plus élaborée.

3) Et, parce que contrairement à l'opinion que les médias veulent faire passer, personne ne se remet totalement de ce genre de blessures, et que la mémoire d'une telle expérience modifie à long terme la conception que chacun se fait d'une union conjugale, les esprits sont, à ce stade, envahis par deux sentiments opposés: d'une part le désir de retrouver un nouveau conjoint, sentiment qui procède de la nature humaine, et d'autre part la crainte de s'exposer à être de nouveau trahis, qui engendre le désir de se retirer quelque peu, devant le risque évident de s'exposer à reconstruire une vie qui a toutes les chances de se briser ensuite, toutes considérations qui l'emportent sur le désir de fonder de nouveau une union solide où il faut s'investir.

La superposition de ces deux sentiments, donc, présents à divers degrés dans les personnalités, engendre des couples qui, formés en aval de ces événements,

sont instables, parce que les nouveaux conjoints dénouent le problème des sentiments qui s'opposent en eux en ne s'investissant plus dans leur couple autant qu'auparavant, et *en introduisant plutôt l'autre dans leur propre vie en s'efforçant de n'y rien changer*, de telle manière à anticiper, consciemment ou inconsciemment, de futurs conflits, en les rendant moins dangereux pour eux, ce qui fait naître des couples qui fatalement ne peuvent pas fonctionner, et ce qui ne manque pas d'engendrer de nouveaux déchirements, qui, lorsqu'ils surviennent, prolongent et renforcent la leçon de leur expérience initiale.

4) On retrouve alors les deux sentiments dont j'ai parlé précédemment, le désir de se lier à un nouveau conjoint, et le désir de ne pas s'exposer au danger d'être blessé par un nouvel échec, qui s'est approfondi, ce qui engendre une réitération du processus que je viens de décrire.

Il s'ensuit de ce fait de profondes dissensions dans la population, et cela d'autant plus que chaque personne éprouvera tôt ou tard ce genre d'expériences, rares autrefois mais communes à notre époque, où tout est corrompu.

Finalement, on est parvenu par ce moyen à séparer, autant qu'on le pouvait, l'homme et la femme, et à éloigner les esprits du bonheur auquel ils pouvaient par nature prétendre; et cela, à l'insu d'une population, qui, déjà empêtrée dans ces propres dissensions, n'est plus accoutumée à démêler de tels mécanismes, tant elle demeure éloignée de s'occuper des affaires publiques, et tant elle est incapable de discerner les desseins des campagnes de propagande qui règnent dans la société occidentale; et enfin parce qu'elle s' imagine qu'il s'agit là d'affaires *privées*, sans saisir que de telles affaires

procèdent d'une éducation affective *collective*, essentiellement fondée sur les exemples transmis par les moyens de communication de masse.

Les buts de cette propagande, donc, sont pour une part les mêmes que celle qui traite de la violence, par les dissensions qu'elle entraîne, je dirais encore, en d'autres termes, qu'un pouvoir illégitime, pour durer, doit toujours s'efforcer *de diviser pour mieux régner*; mais surtout, ils sont d'autre part, de priver le peuple du bonheur, pour renforcer l'idéologie matérialiste qui règne en occident. De ce fait, les milieux dirigeants capitalistes, qui orchestrent ces manipulations collectives, peuvent vivement affermir leur hégémonie contre le peuple, confiné dans ses propres difficultés. Pour illustrer combien ce mal a fait des progrès, je dirais qu'en France, les instituts officiels de statistique indiquent qu'un tiers des couples se séparent dans l'année qui suit la naissance de leur premier enfant, et qu'au sein de villes comme Paris, la proportion des divorces atteint 50% des mariages.

Il est utile enfin de se souvenir qu'il existe certaines sectes religieuses qui mettent en pratique de manière aiguë ce procédé de corruption des mœurs, et au sein desquelles, par exemple, on marie les gens entre eux arbitrairement, et où l'on crée entre tout le monde des relations déréglées, etc.

A ce stade, je crois que le dessein d'organiser de tels dérèglements ne concerne plus la question de la désunion, et qu'au-delà même de l'idéologie du bonheur, il concerne le rapport de l'esprit à la raison.

En imposant les pires débauches, assurément, les meneurs de ces sectes poursuivent avec une grande vigueur le but de ruiner l'amour ou la possibilité de l'amour dans les esprits, afin de faire passer en retour une idéologie du bonheur qui les hisse toujours au pouvoir souverain vis-à-vis de leurs adeptes. Agissant en

aval de ses bouleversements, cette idéologie consiste à les convaincre qu'ils atteindront un paradis en suivant les préceptes de leur maître, paradis dont l'image est d'autant plus nette dans leurs esprits que celle de l'amour s'est inconsciemment dérobée à leur vue; idéologie, dis-je, qui doit leur figurer qu'ils échapperont par cette voie aux maux et aux chagrins qui les accablent dans la vie, tyran auquel pour ces motifs ils sont bientôt entièrement dévoués.

Mais en outre, lorsque l'on a convaincu un homme que ce qu'il juge néfaste et mauvais par la raison, il doit se le figurer souhaitable et agréable, son esprit n'est plus qu'une dysharmonie entre ses sentiments et la raison.

Aussi, les adeptes de telles sectes sont livrés à des ennemis bien redoutables, qui non seulement parviennent à éteindre l'amour qui pouvait animer les esprits, pour qu'à leur insu le bonheur du paradis chimérique promis par la secte leur apparaisse plus désirable; mais en outre, lorsqu'ils apprennent à éprouver du plaisir à vivre ce qui est détestable, et qu'ils se mettent à haïr ce qu'il est beau de vivre, leur esprit, me semble-t-il, est tout entier envahi par la déraison, et, une fois cela acquis, il devient aisé d'obtenir de ces gens tout ce que l'on voudra, parce que leur âme est plongée dans la pire inconscience.

On les soumettra alors plus facilement à l'autorité d'un pouvoir excessif, et tels des esclaves, on exigera d'eux de l'argent, du travail, etc.

Après de telles considérations, en second lieu, il faut saisir que lorsque par une propagande, ou par un changement dans les coutumes du peuple, on cherche à exercer une influence sur la manière dont sont contractées les unions, et sur les liens par lesquelles elles perdurent, *on intervient en réalité sur le point initial et sur le principe premier des naissances*; et de ce fait, il faut

bien comprendre que l'on modifie le fondement même de la société.

Or, lorsque par l'infortune des temps, un enfant naît et grandit dans une famille qui peu à peu se relâche et se désunie, et qu'au hasard des recompositions familiales successives qui vont survenir, il s'attache à différentes personnes qui lui serviront l'une après l'autre de père et de mère, il est manifeste qu'il ne peut pas éprouver normalement ce que sont les liens familiaux, et de ce fait, il forge son esprit à demeurer éloigné de concevoir ce que représente une union et une famille, ce qui par la suite le conduira à entretenir plutôt une tendance à juger normal que puisse être promptement séparé ce qui auparavant était uni. Cette situation engendre dès le départ une cause de trouble dans la société, qui enhardira un jour les milieux dirigeants à pousser plus loin la désunion du peuple, lorsque ces enfants seront devenus adultes, et à affermir plus solidement contre eux leur pouvoir.

Il serait assurément utile d'ajouter combien les enfants ont besoin, pour se développer et pour acquérir une personnalité solide et forgée à les rendre plus résistants aux traumatismes, que fatalement, la vie leur réserve tôt ou tard, de vivre dans un milieu où règne l'harmonie, c'est-à-dire où règnent l'amour entre leurs parents, et l'amour filial avec les enfants.

D'une manière générale, la corruption des mœurs, dans le peuple, est un signe de mauvais augure, car lorsque le peuple est ainsi soumis au désordre et à la désunion, les milieux dirigeants parviennent facilement à le gouverner et à l'asservir, en lui imposant toutes sortes de nouvelles contraintes et rigueurs.

En ce qui concerne la société occidentale, on peut établir la loi suivante: *plus la propagande pour encourager la décadence des mœurs sera vigoureuse, et*

plus il faudra s'attendre à ce que les milieux dirigeants exigent du peuple de lourds sacrifices.

En France, alors que la population a éprouvé sans répugnance de vivre des dérèglements de toutes sortes, les milieux dirigeants ont profité de l'occasion pour réformer et affaiblir le pouvoir de l'État, et pour accroître et affermir l'emprise des milieux de l'économie, ce après quoi le peuple fut contraint de mener une existence moins libre et moins contente, alors que la pauvreté se répandit et que la précarité de la vie brida une partie croissante de la population.

La société fût bouleversée par de tels changements dans la logique du pouvoir, qui occasionnèrent la disparition des métiers, de la famille, une hausse du chômage, la perte de valeur des diplômes, et donc les plus grandes difficultés pour la plupart des jeunes gens à espérer parvenir à une ascension sociale, tandis que la faiblesse des salaires ne contrebalançait pas l'inflation réelle. Le retour en arrière, pour le peuple, fût tel que les instituts officiels de statistiques reconnaissent que les jeunes gens sont moins riches à notre époque que ne l'étaient les jeunes gens du même âge il y a cinquante ans.

Mais, bien qu'ému par toutes ces difficultés, le peuple, en proie à la désunion, ne parvint pas à se coaliser dans une union politique pour défendre ses intérêts, ce qui concéda un blanc-seing aux milieux dirigeants pour pervertir à leur avantage les principes mêmes de la République.

La question de la séparation de l'homme et de la femme est la matière d'un important problème politique, qui excède le monde occidental. Dans certains régimes politiques, les milieux dirigeants, dans le dessein de séparer l'homme et la femme, au lieu d'inciter le peuple à l'intempérance du plaisir, comme on le voit en occident, imposent au contraire une morale excessive et

intraitable. C'est notamment ce qui survient dans les dictatures religieuses, comme par exemple, de nos jours, dans certains régimes islamistes, qui imposent aux femmes des lois odieuses et implacables.

Mais il me semble, étant donné l'importance de ce sujet, que je doive faire ici une digression concernant le fonctionnement politique des régimes religieux, afin d'éclaircir tout à fait cette sorte de question. Lorsque l'on considère attentivement les fondements politiques des États qui sont soumis à un pouvoir religieux, et que l'on examine la manière dont ils sont gouvernés, il apparaît clairement que ce sont les conditions de vie et les mœurs auxquelles sont accoutumés les citoyens qui jouent le plus grand rôle pour rendre possible ces sortes de gouvernement.

Les hommes animés par la foi religieuse ne s'efforcent pas, comme les autres hommes, d'atteindre le bonheur durant le temps où s'écoule leur propre existence, mais ils en renvoient plutôt la quête après la mort, généralement parce qu'ils sont en proie à quelque malheur parmi ceux qui s'imposent aux hommes.

Aussi, faute de pouvoir atteindre le bonheur durant leur vie, ils emploient le temps de leur existence à construire un bonheur non pas réel, mais vain et chimérique, qu'ils croient pouvoir atteindre après la mort. Les ecclésiastiques fondent leur pouvoir sur ces sentiments, en les persuadant que leur soumission à la religion et à ses lois sera la cause du bonheur dans leur vie future, en leur promettant d'un côté le paradis, et en les menaçant de l'autre de l'enfer, s'ils sont rebelles à l'autorité et à l'ordre imposé par la religion. De ce fait, ils leur imposent un ordre social bâti sur des lois qu'ils doivent respecter durant leur vie, qui n'ont pas d'autres effets que d'engendrer une hiérarchie religieuse à laquelle le peuple est soumis, dans l'espoir de pouvoir prétendre posséder ce bonheur après la mort.

Pour toutes ces raisons, les régimes religieux sont surtout prompts à apparaître dans toutes les sociétés où la population est accablée par la pauvreté et éprouvée par toutes les sortes de maux et de malheurs qui en résultent; la religion y est un expédient pour atteindre le bonheur, et constitue le ciment naturel de telles sociétés.

Étant donné que la recherche du bonheur est le mécanisme psychologique de fond des problèmes de religion politique, pour conserver et accroître leur pouvoir, *les milieux religieux doivent surtout s'efforcer de maintenir le peuple dans l'ignorance, et de l'éloigner de tout ce qui peut être la cause de son bien-être et de son bonheur.*

Pour jouir plus sûrement et plus durablement de son pouvoir, un gouvernement religieux doit veiller à détourner le peuple de toute connaissance qui réfute et désavoue l'étroit domaine de la religion; en particulier, aucune connaissance rationnelle ne doit venir mettre en lumière ce qu'il y a d'insoutenable dans sa conception métaphysique, ni établir ce qu'il y a de clair dans son but politique. C'est pour cette raison que l'on fit périr en Europe les savants au moyen âge, et qu'à notre époque, on voit dans certains pays du tiers monde, menacés par une révolution religieuse, comme l'Algérie, les universitaires et les intellectuels être la cible de toutes sortes d'attentats.

Un gouvernement religieux est contraint à cause de cela, de rejeter les coutumes des autres pays, et les connaissances et manières étrangères en général, et pour ainsi dire de fermer le pays à leur influence; c'est la raison pour laquelle les dictatures religieuses, à notre époque, vivent dans un état de guerre quasi permanent avec le reste du monde. Les autres religions sont également indésirables, parce qu'elles remettent en cause le pouvoir des milieux religieux, par la menace qu'elles

représentent de faire changer les citoyens d'emprise, avec les lois et les coutumes différentes qu'elles imposent aux hommes pour atteindre le bonheur après la mort. Cet antagonisme fût dans le passé à l'origine des guerres de religions.

Mais, comme je l'ai dit, c'est surtout le souci d'éloigner le peuple du bien-être, du plaisir et du bonheur que les milieux dirigeants doivent maintenir appuyé et constant, dans ces sortes d'États, afin que les maux de l'existence inspirent plus fortement aux hommes le désir d'accéder au bonheur après la mort, et que perdure leur asservissement aux milieux religieux.

Là est l'explication et le fondement de la morale religieuse, qui est la cause de toute une foule de privations et d'éloignements du plaisir, que l'on rencontre dans les religions chrétienne, juive, et dans l'islam.

Au moyen âge, la morale religieuse chrétienne, dans ce qui émanait spécifiquement d'elle, c'est-à-dire en dehors de ce qui relevait de la justice sociale, telle qu'elle a toujours été pratiquée dans les autres sociétés, se résumait souvent à l'idée: *le plaisir est le péché, le bien est l'abstinence*. Il était souhaitable et honorable de faire vœux de pauvreté, de chasteté, certaines coutumes consistaient à se priver d'aliments, par exemple pendant les quarante jours qui précèdent Pâques, etc. Il serait fastidieux de passer en revue toutes les sortes d'abnégations qu'imposaient dans le passé la religion chrétienne, ou qu'imposent encore aujourd'hui les religions qui constituent le fondement d'un pouvoir politique, comme l'islam dans les nations pauvres; aussi je m'attarderai seulement à considérer la plus importante d'entre elles, qui concerne l'union de l'homme et de la femme.

De toutes les privations, la plus importante consiste à séparer l'homme et la femme, et cela, à cause du plaisir, du bien-être, et du bonheur qui peuvent

naître de leur union. Aussi, la question la plus délicate pour les milieux religieux consiste t-elle à établir une morale qui régitte la manière dont les hommes et les femmes doivent contracter leur union, et à veiller qu'une fois ainsi contractées, de telles unions soient adaptées à tempérer le mieux possible plaisir, bien-être et bonheur qui peuvent en résulter, afin de renforcer la soumission générale du peuple au pouvoir de la hiérarchie ecclésiastique.

C'est pour cela qu'avec la chrétienté, en occident, le mariage devint indissoluble, et qu'on y condamna l'adultère, et la luxure, comme l'un des sept péchés capitaux. Si cela avait été possible, ce qu'aucun pouvoir politique n'a jamais pu instaurer dans aucune société, le pouvoir religieux se serait opposé à toute forme d'union entre hommes et femmes, comme il l'imposa à ceux qui souhaitaient rentrer dans les ordres, afin de façonner leur esprit de telle sorte à rendre plus ardent chez eux le désir d'une vie après la mort.

Historiquement donc, le pouvoir religieux fût le premier à rechercher systématiquement la séparation de l'homme et de la femme, dans un but politique.

C'est pour cette raison que dans les pays soumis à une dictature religieuse, comme de nos jours dans les régimes islamistes, même lorsqu'il s'agit d'épouses légitimes, les lois restreignent tant la liberté des femmes qu'elles les contraignent à demeurer dans une sorte de réclusion complète à l'intérieur de leur logis, et, lorsque d'aventure elles s'en absentent, elles sont obligées de ne sortir qu'avec le visage recouvert, les yeux dissimulés et le corps emprisonné dans des vêtements qui les masquent complètement, de telle sorte qu'il est impossible de reconnaître une femme, d'être séduit par elle, et que l'on remarque seulement qu'elle en est une par l'allure de ses vêtements.

Je pense qu'un tel procédé a pour but d'empêcher l'amour de naître de la rencontre d'un homme et d'une femme, parce que lors du premier contact, l'attraction se fait d'abord sur l'apparence physique, l'homme et la femme se laissant séduire par la beauté d'un visage, ou d'un regard.

Il est clair que sous de telles dictatures, où, sous le prétexte d'une morale religieuse, on impose aux hommes et aux femmes de n'être ni libre de se voir, ni libres de se rencontrer, les mariages se font sans amour. Ainsi, tout en réduisant les femmes, c'est-à-dire la moitié de la population, en esclavage, on obtient par un moyen diamétralement opposé à celui qui est utilisé en occident, le même résultat.

J'en reviens maintenant à mon premier sujet, qui concernait la manière dont sont séparés l'homme et la femme en occident, pour dire, en guise de conclusion, que politiquement, imposer des lois morales excessives au peuple, comme on le voit dans les dictatures religieuses, ou l'entraîner dans la décadence par une propagande pour corrompre les mœurs, comme on le voit dans nos sociétés, c'est poursuivre, pour mieux gouverner, le même but: la séparation de l'homme et de la femme.

Conclusion concernant les deux chapitres précédents.

L'allégorie de la peste.

La manière dont les milieux dirigeants s'y prennent en occident pour semer la discorde civile, afin de rendre plus sûres leurs entreprises et de consolider leur empire, n'est possible que dans des nations où les gouvernements ne se sont pas conservés libres, et où la

corruption y a fait de tels progrès qu'elle a depuis longtemps vicié l'appareil d'État.

Or, lorsque les hommes sont devenus méchants, parce que, comme à notre époque, leur caractère s'est altéré, sous l'effet d'une longue et pernicieuse propagande, et que les citoyens ne respectent plus ni les lois ni les principes de la République que par la crainte de la justice, parce qu'ils ne conviennent plus naturellement, dans leurs esprits, de ce qu'il y a de bon dans des lois saines, il devient très difficile de réformer les lois pour qu'elles tranchent les principes mêmes de ce qui cause la ruine de l'État, l'affaiblissement de la nation, et tous les maux que les citoyens endurent comme une fatalité.

Car, pour changer cette situation, il faut changer les lois, comme je l'ai dit, mais rien n'est plus difficile, même lorsque la Constitution, dans ces fondements, n'est pas mauvaise, parce que s'il se trouve un homme pour s'engager dans cette voie, il se heurte à la fois aux milieux qui se nourrissent des circonstances, qui feront tout pour l'abattre, et aux autres citoyens, qui ne distinguent plus ce qui est bon et avantageux pour eux et pour la communauté. Le péril est grand pour le peuple et pour l'État, dans ces circonstances, de s'abaisser à devenir la proie de la minorité qui accroît par ces moyens l'influence de son pouvoir.

Aucune communauté, aucune nation ni aucun gouvernement n'est devenu grand ni puissant en s'employant à semer et à accroître ainsi sans cesse la corruption des esprits et la discorde entre ses propres citoyens; c'est au contraire lorsque règnent la concorde civile, la haine de la corruption et le respect des lois que se fondent les préalables à la puissance et à la grandeur d'une nation.

Ce sujet m'inspire le souvenir de l'un des tableaux d'Antoine Gros qui sont conservés au Louvre, *Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa* (voir ci-

contre). Il n'est pas hors de propos que je fasse à cet égard un bref commentaire, car certaines œuvres sont parfois plus promptes à faire saisir en peu de temps ce qui nécessiterait ailleurs un long discours.

Dans ce tableau qui préfigure le romantisme, dans un décor orientaliste empreint d'antiquité, Gros n'a pas peint Bonaparte, je crois, dans le seul esprit d'exprimer le courage avec lequel il se détermina à s'exposer à la mort, lorsqu'une épidémie de peste décima l'armée française en Syrie, pour brider l'effroi que causait la peur de la contagion à ses soldats; mais aussi dans le dessein, je pense, de dégager quel fût son trait de caractère à être prompt à se transcender sous la menace du danger, et à figurer ainsi qu'aucune œuvre grande et digne d'un homme, ni qu'aucune prouesse ne se réalise sans le courage à ne pas craindre le péril, comme fut celles, militaires et politiques, éminentes plus que toutes autres, que réalisa ensuite Bonaparte. C'est pour mettre mieux en relief cette disposition d'esprit, sans doute, que Gros a peint l'un de ses officiers, à l'abri derrière lui, tenant un mouchoir pour respirer, et l'autre, essayant de retenir la main du général qui a ôté son gant, dans un clair-obscur dramatique qui rappelle l'éclair, lorsque l'on met en scène un aigle.

Plus profondément cependant, il me semble que lorsque les artistes font référence à la peste, ils figurent de cette manière symboliquement la discorde, la haine et les dissensions, lorsqu'elles étendent leur empire sur la société, parce que la discorde, qui naît de la corruption des esprits, et qui pousse les hommes à se fuir, à se bannir de la société des uns et des autres, à force d'outrages et de querelles, inspire des comportements similaires à ceux qu'engendrerait la peste, à tel point que lorsque la discorde règne dans la population, et que les citoyens se regardent comme le feraient des enne-

mis, il semble qu'une épidémie de peste se soit emparée de la société.

Bonaparte, qui a sauvé la révolution française des guerres dont l'Europe royaliste aurait sans lui accablé la France; s'il a conquis l'Europe de Lisbonne à Moscou, si, en un mot, il a écrit le chapitre le plus grand, et le plus glorieux de l'histoire de France, et bouleversé pour longtemps les idéologies politiques, ce n'est pas seulement grâce à son génie militaire, mais aussi parce qu'il s'est efforcé d'instaurer partout les idées fondatrices de la République, en rendant dans les pays conquis les citoyens égaux, libres, frères, lorsqu'il le pût, et en veillant à apaiser partout, autant que cela fût possible, les discordes civiles par l'instauration de constitutions fondées sur la justice et soucieuses d'inspirer la vertu et la liberté; il fût grand par son talent militaire, mais aussi par sa vertu politique, en s'efforçant d'imposer partout la concorde, et d'aplanir les divisions que suscitait l'ancien régime.

Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa, commandé à Gros et réalisé pour le sacre de Napoléon, en 1804, illustre sur le fond, me semble-t-il, par l'allégorie de la peste, les talents et la vertu de l'homme politique, à savoir guérir les dissensions que le pouvoir d'une minorité engendre toujours, c'est-à-dire, dans ce contexte, le pouvoir de la noblesse et du clergé; la leçon qu'il faut en tirer, est que parmi d'autres, c'est sur de tels fondements que, dans le passé, la France réalisa l'union du peuple pour devenir la plus grande puissance d'Europe.

Donc, si j'ai fait référence à ce que m'inspirait le souvenir de ce tableau, ce n'est pas que je veuille comparer des époques du passé à celle du présent, mais parce que je pense qu'il faut s'inspirer des grands hommes dans ce qu'ils faisaient de plus éminent pour régler notre propre conduite, et pour en tirer les meil-

leures leçons pour le présent, afin de forger dans les esprits une pensée politique pleine de sagesse.

3.4. Le sport.

Le sport a servi de thème de propagande à tous les régimes politiques, contrairement à la violence ou à la corruption des mœurs, qui sont des thèmes de propagande propres à la société capitaliste.

Les athlètes communistes ont toujours brillé dans les compétitions sportives. En 1936, triomphant devant 250000 personnes, dans une ambiance où les étrangers ne s'inquiétèrent pas de la dictature et où, d'après un commentateur de l'époque, ceux-ci ne remarquèrent pas non plus « les usines de guerre qui fument jour et nuit dans la Ruhr et la Silésie », Hitler inaugura les Jeux olympiques de Berlin. Pour l'occasion, le docteur Goebbels avait dépensé plus de dix fois la somme d'argent qui avait été nécessaire pour organiser les Jeux à Paris en 1924.

Lorsqu'une propagande sur le sport est organisée, ce qu'elle vante, c'est un culte de l'effort. Les buts de la propagande sont indirects, l'objectif est de familiariser le peuple avec la notion d'effort, afin de le prédisposer à accepter l'idée d'une contrainte absolue que l'on doit s'imposer pour arriver à atteindre son objectif, que les autorités politiques se chargeront de définir.

Chaque régime politique utilisera alors les bénéfices de cette propagande pour son propre compte. Les gouvernements communistes mettent à profit ce culte pour imposer au peuple les sacrifices que leur organisation du travail et de la société réclame. Cette propagande leur sera utile en de multiples occasions; par exemple pour faire mieux accepter à chaque catégorie de travailleurs, d'être poussée, dans chaque usine ou

entreprise, à dépasser les objectifs de production fixés par tel ou tel comité d'État, sans qu'ils en connaissent concrètement le bénéfice dans leur vie quotidienne.

Les milieux dirigeants, dans une dictature fasciste, utiliseront cette propagande de façon presque similaire, pour prédisposer chacun à toutes sortes de dépassement de soi qu'ils exigeront au service de leur pouvoir.

D'une manière générale, le culte du sport sert de préparation à chaque fois que l'on a décidé d'exploiter les hommes un peu plus.

En occident, les milieux capitalistes s'en servent, eux, pour créer un monde dans lequel ils peuvent imposer un surcroît de travail, *un effort gratuit*, par référence à cet univers sportif, le sport n'étant au fond qu'un effort gratuit, ayant des objectifs interchangeables, et sans bénéfices. Ce surcroît de travail est représenté par toutes les contraintes physiques et psychologiques qui règnent dans les entreprises, pour pousser les salariés à travailler au maximum de leurs possibilités. Et, parce qu'il est présenté habilement comme une compétition entre les hommes, un tel surcroît de travail est mieux accepté après une telle propagande; si bien que le peuple s'affaire à supporter une charge de travail plus grande, dans des conditions plus difficiles, sans rien obtenir en retour.

Au contraire, la multitude est-elle fragilisée doublement par cette propagande, qui rend, outre la charge de travail plus grande, l'emploi plus précaire; mais, parce qu'elle est inconsciente de ce mécanisme, depuis une dizaine d'années voit-on la population occuper ses loisirs à pratiquer toutes sortes de sports; mode nouvelle qu'une propagande efficace a engendrée. Ce culte du sport se métamorphose ainsi de façon inattendue en une exploitation accrue dans le monde du travail.

Cet engouement pour le sport, qui date du début du XXème siècle, et qui est contemporain de la naissance des médias, semble n'avoir été qu'une invention de la propagande parmi les autres. Surgi de nulle part, son rôle a été de se mettre au service de l'idéologie des grands systèmes politiques.

Il me semble que j'ai traité avec suffisamment d'étendue la question de la propagande que l'on rencontre dans la société occidentale, bien qu'il existe peut-être certains thèmes plus secondaires dont j'aurais du parler. Il n'est pas capital de les soulever, parce que toute propagande est susceptible de changements et d'évolutions nombreuses; aussi je crois que c'est surtout une matière qui doit retenir et fixer l'attention et l'intelligence de chacun, afin d'être en mesure, par soi-même, de discerner chaque nouveauté qui se trame, et d'être prompt à corriger la leçon à chaque nouvelle occasion.

4. Les autres méthodes de maîtrise de la pensée.

Les quasi-expériences sont, je pense, la méthode la plus puissante pour manipuler les foules, mais il est possible, par le moyen de nombreux autres procédés de manipulation mentale, de susciter l'intrusion de nouveaux mécanismes et habitudes dans l'esprit humain, de telle sorte à contrôler le peuple et à l'obliger d'acquiescer, malgré lui, telle ou telle manière d'agir ou de penser.

Je vais m'efforcer, dans ce chapitre, d'éclaircir quelques-uns de ces mécanismes.

4.1. La publicité (le mécanisme des associations d'idées).

La plupart des hommes sont si insensés qu'il est possible de leur faire admettre simultanément des notions qui sont contradictoires et incompatibles entre elles, sans qu'ils s'aperçoivent eux-mêmes qu'il existe une contradiction entre les choses qu'ils ont admises.

C'est à partir du début du XXème siècle que se sont développés scientifiquement des procédés dont l'objet est de contrôler la superposition dans l'esprit humain, d'idées opposées qui concernent une même question. L'usage de ces techniques s'est généralisé depuis partout dans le monde.

La méthode la plus simple pour faire admettre à un individu des pensées contraires est *la technique de manipulation du langage*. Il s'agit d'une technique qui consiste, à partir d'une phrase qui décrit la réalité, et que je nommerais *phrase vraie*, à effacer ou à substituer certains mots de cette phrase par d'autres, qui y apportent un sens différent, afin de construire une *phrase contrefaite* qui suscitera au sein de l'esprit humain l'association de deux idées incompatibles. Prenons un exemple simple afin d'éclairer notre propos.

Lorsque l'on envoie l'armée prendre part à un conflit, on parle en France « d'opérations de maintien de la paix ». La phrase vraie que l'on devrait employer à cet égard, pour qualifier la réalité telle qu'elle est, c'est-à-dire pour nommer la nature des opérations de l'armée, serait « opérations de guerre ». Si l'on examine les substitutions qui ont été opérées entre ces deux phrases, on s'aperçoit que le mot « guerre » a été remplacé dans la phrase vraie, par les mots « maintien de la paix », afin de construire la phrase contrefaite « opérations de maintien de la paix ».

Et alors, cette substitution entre les deux groupes de mots tend à engendrer la fusion de deux idées opposées au sein de l'esprit, ce qui conduit les gens à comprendre que le gouvernement agit pour maintenir la paix, bien qu'ils aient en même temps conscience que l'armée intervient pour faire la guerre.

Prenons un deuxième exemple. Il existe des agences chargées par les pouvoirs publics de faire l'analyse de l'air des villes, qui est devenu irrespirable. Ces agences donnent régulièrement des informations sur la « qualité de l'air ». Si l'on avait à écrire la phrase vraie, on écrirait « l'empoisonnement de l'air ». C'est la seule notion réelle, la seule notion vraie qui décrit ce qui est. Or, on a substitué dans la phrase vraie le mot « empoisonnement » par le mot « qualité », pour former la phrase contrefaite « qualité de l'air ».

Ainsi, on a par cette substitution engendré une association entre deux idées incompatibles dans l'esprit humain, qui conduit les gens à supposer en même temps que l'air est pollué, et que l'air qu'ils respirent a une qualité.

Dans les deux cas, on est parvenu à provoquer une anomalie très grave dans l'esprit des gens, qui consiste à penser des choses contradictoires en même temps, sans s'en apercevoir.

On pourrait sans difficulté multiplier les exemples de cette nature, car il est possible d'utiliser à l'infini cette sorte de montage lexicologique. Ces deux exemples sont des cas particuliers d'un mécanisme plus général, que je nommerai *le mécanisme des associations d'idées*.

En occident, l'usage massif de ce mécanisme réside dans la publicité. La publicité est une technique de manipulation mentale qui consiste à superposer dans l'esprit humain deux ou plusieurs concepts strictement différents, que rien ne peut relier, en un seul. Il s'agit

d'une généralisation du procédé que j'ai pris en exemple, c'est une technique qui engendre non plus seulement la fusion des idées à partir des mots, que l'on arrange dans des phrases, mais aussi à partir d'images, de musiques, etc. que l'on combine dans des associations plus complexes. Dans ce processus, en supposant que l'on utilise deux concepts, certaines caractéristiques de l'un des concepts se détachent de lui-même pour venir s'attribuer à l'autre.

On peut utiliser cette technique pour vendre des objets sans valeur, comme le sont la plupart des biens de consommation, en leur attribuant des qualités fictives par une association d'idées. Par exemple on peut, dans le but de vendre de l'eau de table, fusionner dans l'esprit des gens l'idée de l'eau de boisson avec l'idée des montagnes ou bien, dans le but de vendre du savon, fusionner l'idée du savon avec celle des îles tropicales. Il s'agit d'absurdités, d'associations de deux idées qui n'ont rien à voir l'une avec l'autre, qui sont disjointes complètement, mais que le peuple, parce qu'il est insensé, va associer sous le travail des médias et de la propagande.

Dans le premier cas, l'association d'idées est la suivante: il y a une idée de solidité qui est suggérée par l'image des montagnes, et qui est calquée sur l'idée de boire de l'eau, ce qui conduit à comprendre qu'en buvant de l'eau, on acquiert la solidité, ou plus précisément, que le moyen d'acquérir la solidité, c'est-à-dire une bonne santé, c'est de boire de l'eau.

Dans le deuxième cas, l'association d'idées se fait entre l'image de nous-mêmes, qui doit nous destiner au paradis ou à l'enfer, et la notion de propreté qui est suggérée par le savon. L'idée de propreté que confère le savon est transférée pour s'attribuer à nous-mêmes, ce qui conduit à comprendre que lorsque l'on se lave, on arrive dans une île paradisiaque, ou disons,

au paradis, comme si l'homme pouvait se laver de ses erreurs avec du savon.

En principe, ce sont les meilleures caractéristiques de l'un des deux objets qui vont se généraliser à l'autre, parce que, entre les deux objets, me semble t-il, le cerveau humain se tourne naturellement vers celui qui lui paraît être le plus profitable. Le but est de transférer des qualités illusoires à l'objet que l'on désire vendre, qui sont toujours absentes de lui-même, pour convaincre les gens de l'acheter.

Il s'agit d'une méthode qui fonctionne fort bien, au regard de ce que l'on remarque en voyant la satisfaction des gens qui font leurs achats. Il ne s'agit plus d'achats normaux, au contraire, chaque achat devient une petite communion du bonheur, parce que, je pense, lorsqu'ils se voient acheter tel produit, les gens ressentent telle impression qui provient d'autre chose. Le besoin d'accumulation qu'ils éprouvent est finalement une manière d'atteindre le bonheur, auquel ils ne peuvent pas parvenir autrement que par une association d'idées.

Toutefois, il ne faut pas voir dans la publicité une technique dont le but est seulement de faire vendre. Dans un procédé de cette sorte, et parce que la publicité est récurrente, qu'elle revient constamment et à grande échelle, *il s'agit avant tout d'un apprentissage d'une manière de penser*. En l'occurrence, il s'agit d'une manière de penser contraire à la suite logique normale de l'enchaînement des idées. *Les associations d'idées sont un apprentissage qui a pour but à long terme de détruire la logique dans l'esprit humain. Le but suprême serait l'annihilation de la pensée*. Répétées des milliers et des milliers de fois, les associations d'idées sont comme une cassure de la chaîne logique des pensées et elles sont un désapprentissage du raisonnement logique. L'intérêt de tout ceci, je pense, réside dans le fait qu'il

s'agit d'une méthode pour exploiter les hommes sans utiliser la force.

Néanmoins, il faut bien comprendre que la publicité n'est qu'un cas particulier d'un mécanisme politique général, qui consiste à utiliser les associations d'idées pour s'emparer ou pour se maintenir au pouvoir. A partir du XXème siècle, époque durant laquelle sont nées et se sont développées les techniques de communication de masse, les associations d'idées ont pris une importance capitale dans le traitement des problèmes politiques.

Les exemples sur ce thème sont forts abondants, et il serait fastidieux de les multiplier, aussi me limiterai-je à un seul cas. Lorsque, pendant la seconde guerre mondiale, l'Italie fasciste entra en guerre aux côtés de l'Allemagne, afin de soutenir cette alliance, des campagnes de propagande furent conçues dont le thème général était d'associer l'idée de la guerre aux idées de gloire, de grandeur, de facilité de la victoire, d'invincibilité, sur le modèle de la propagande allemande. Si bien que sous cette influence, les jeunes gens voyaient plutôt dans la guerre une aventure facile, dans laquelle la gloire et la victoire étaient les motifs essentiels qu'ils allaient devoir rencontrer, ce qui est bien sûr une absurdité, parce que la guerre est le pire fléau qui puisse être imposé au genre humain. Cette propagande fût utile dès lors qu'ils commencèrent à éprouver dans leur quotidien une expérience traumatique, en côtoyant la mort, et la destruction d'eux même, le but étant de les inciter à combattre sous l'influence du fusionnement de ces idées contraires.

Au sein des dictatures, une partie du travail des médias a pour objet de créer des associations d'idées dans l'esprit du peuple, entre les personnages de la classe dirigeante, le parti, et des images valorisantes qui leur sont complètement étrangères. Le but étant de sus-

citer l'affection et l'admiration pour ces personnages, ou le dévouement pour le parti, bien que chacun dans le peuple ait conscience en même temps de vivre dans des conditions qui font injure à la nature humaine: absence de liberté, de justice, négation de l'individu, soumission aveugle à une dictature sanglante, etc.

Les vecteurs sont les mêmes qu'en occident : télévision, journaux, radio, affiches géantes que l'on voit au coin de la rue; la technique est identique, seul le contenu du message change. Cependant, dans ce cas, on ne parle plus de publicité, mais de propagande, bien que les deux mots se réfèrent cependant à un même procédé, dans le dessein de faire ignorer en occident une technique que l'on emploie largement et que l'on essaye de distinguer artificiellement de celle qui est en usage dans les dictatures.

La propagande est un mécanisme qui conduira la plupart des gens à éprouver des sentiments opposés en même temps, à fusionner en eux-mêmes des idées contraires à propos des dirigeants politiques, du parti et de l'État, sans s'en apercevoir. Chacun pourra ainsi par exemple ressentir de la crainte à l'égard de tel ou tel personnage du parti, ou bien sentir la peur l'envahir en pensant à la police politique, ou encore éprouver des privations de toute sorte, tout en ressentant en même temps, lorsque son attention s'y porte, une affection sincère pour le parti et pour ses dirigeants. Le but étant, en ayant superposé dans l'esprit ces idées contraires, d'empêcher les gens de se révolter.

Lorsque les associations d'idées se multiplient sur un même dirigeant politique, il s'ensuit *un culte de la personnalité*. Cette situation survient surtout lorsqu'un homme seul dispose de tous les pouvoirs de l'État, et en particulier lorsqu'un tyran use de son autorité de manière démesurée, et que sa dictature et les mesures qui sont prises par le régime deviennent de

plus en plus insupportables. Un tel mécanisme peut apparaître par exemple lorsqu'il survient une répression sanglante, un processus d'épuration politique, etc.

Si, entre les idées qui émanent de la réalité et celles qui sont associées au *chef mythique*, les unes sont néfastes et les autres positives, il est possible de rendre supportable la réalité en donnant pour vêtement aux idées néfastes les idées positives qui sont associées au dictateur. Ainsi, la multiplication des associations d'idées sur un même dirigeant a pour but de rendre acceptable la politique du régime, en contrebalançant ce qu'elle peut contenir d'intolérable.

Enfin, il faut remarquer pour terminer, que les mécanismes que j'ai décrit ne sauraient être exploités sans l'existence d'une couverture médiatique développée. A cet égard, on discernera donc que *l'un des buts des techniques de communication de masse est de contrôler les associations d'idées que l'on veut provoquer dans l'esprit humain.*

Remarquons encore que par comparaison aux dictatures, si les détenteurs du pouvoir sont absents, en occident, des affiches géantes disposés dans les villes, et des images véhiculées par les autres médias, il faut bien saisir cependant, je crois, que la consommation des produits que l'on trouve sur ces mêmes affiches leur donne indirectement le pouvoir, avec l'avantage supplémentaire pour eux de demeurer dans l'ombre de la connaissance du peuple.

4.2. Méthodologie de la propagande

Il ne me semble pas inutile d'ajouter à ces concepts quelques mots complémentaires sur la manière dont la propagande doit être organisée dans la pratique.

Car à bien considérer la manière dont la propagande est mise en œuvre, pour diffuser les idées et les manipulations que l'on veut imposer aux esprits, que ce soit en matière de politique ou de publicité, on constate que les campagnes de propagande sont toutes érigées sur le même modèle, et conformées invariablement aux mêmes principes. L'impact et l'efficacité avec lesquels elles inspirent des comportements au peuple dépendent de lois bien définies, qui encadrent la manière dont les manipulations mentales choisies doivent pénétrer les esprits, pour obtenir un effet optimal. Ces lois ont été engendrées par une connaissance approfondie de la psychologie des foules, et elles doivent habituellement être rigoureusement suivies.

Comme ce sujet revêt une importance particulière, étant donné que toute action sur la foule s'effectue la plupart du temps par le biais de la propagande, le but de ce chapitre est de dégager clairement les règles selon lesquelles doit s'organiser une campagne de propagande, pour imprimer au mieux une manipulation mentale, afin de montrer quel est le cadre dans lequel on parvient à conduire l'opinion.

Je dirais tout d'abord que la propagande s'adresse à la masse, c'est-à-dire qu'elle doit être saisie et assimilée par une large base. La première règle s'en déduit: *plus le public auquel elle s'adresse est nombreux, et plus son niveau intellectuel doit être bas.*

Il faut bien saisir que la propagande n'est pas une explication rationnelle, elle s'adresse aux sentiments, à l'instinct, à l'imagination fantaisiste, et non pas à la raison. La propagande n'est pas une conférence donnée à l'université, elle n'expose pas une démonstration, elle ne s'adresse pas aux esprits brillants. Rien ne doit s'y apparenter à la pensée des philosophes et des intellectuels. Au contraire, son contenu doit non seulement être rendu aisément compréhensible par la masse,

mais en outre doit-il être calibré même, *pour être compris par l'esprit le plus borné qu'abrite la masse*. Si l'on agit autrement, une partie du peuple ne subit plus son emprise, et son efficacité sera moindre.

Cette règle doit toujours être suivie, car les efforts déployés risquent autrement de l'avoir été en vain.

Au fur et à mesure que l'on se risque à y introduire une dimension intellectuelle, on rétrécit de concert le groupe social auquel elle se révèle. De ce fait, il convient en règle générale de toujours jauger l'entendement du peuple sur le pire, et cela doit être pesé soigneusement. Peu importe, à cet égard, que tel ou tel homme éclairé en éprouve la fausseté ou la bêtise, elle ne se destine pas à lui, elle ne vise pas la minorité.

Il ne suffit d'ailleurs pas d'être « cultivé » pour échapper à son influence, même parmi les gens instruits, il faut se souvenir que souvent tel n'est spécialiste et rationnel que dans son étroit domaine, et qu'au-delà, il n'est pas rare qu'il s'apparente à un croyant, que la première image peut convaincre. Comment cela est-il possible? Sans doute parce que le savoir dans la société est compartimenté, et parce que les relations entre chacun, qui sont canalisées, rendent les échanges de connaissances peu nombreux. De ce fait, en dehors du mince domaine, souvent d'autant plus approfondit qu'il est étroit, de la connaissance de tel ou tel, son ignorance est quelque fois immense dans les autres, et l'homme, par paresse ou par manque de temps, se laisse guider d'instinct par la facilité. Ainsi, fort peu nombreux sont ceux qui avant de se persuader d'un fait dans un domaine qu'ils ne connaissent pas, iront se documenter, et feront mille efforts pour s'élever à une connaissance rationnelle. Et s'il en est déjà ainsi, de cette manière, de l'ingénieur, qui éprouve lui-même ces difficultés, que n'en est-il pas pour la foule! La

lecture même des journaux lui est ingrate, et le moindre effort pour apprendre, elle le fuit comme la peste. En dehors de son étroit domaine d'acquis, l'homme ne s'appuie pas sur le *connaître*, mais sur le *croire*.

Plus les moyens dont dispose la foule pour s'acquérir une connaissance lui sont économes en efforts, et plus ils sont efficaces. De ce fait, la propagande doit s'offrir à son public spontanément, gratuitement et sans lui imposer le plus infime labeur. Et afin de ne pas imposer de travail à l'esprit, la propagande utilise d'abord, non pas les écrits, mais les images, les couleurs, les slogans courts, qui frappent l'esprit en un instant, sans demander d'efforts au passant. Ensuite seulement viennent graduellement les dialogues, les discours et la rhétorique, et en dernier lieu, les écrits, par ordre d'influence.

A ce stade, le contexte de la propagande doit être élaboré, non pas pour attirer l'esprit du badaud sur son contenu, mais pour qu'il s'y introduise furtivement, dans les meilleures conditions, c'est-à-dire en saisissant l'esprit à son plus bas niveau possible.

La propagande doit toujours s'infliger sans introduction à l'esprit. Elle doit se présenter au passant au détour d'un chemin, accaparer soudainement sa pensée, sans introduction, et s'imposer à elle lorsqu'il s'y attend le moins. Elle doit prendre l'esprit au dépourvu, l'impressionner hors de son propre mouvement, comme le ferait une réflexion hors de saison, dans une fenêtre temporelle très brève où par essence, l'esprit n'analyse pas ce qui le surprend, afin de construire les conditions, dirais-je, de la plus sûre bassesse du contexte intellectuel dans lequel elle agit. Et une fois que l'esprit a perçu le message, il est souhaitable que le slogan ou que l'image qu'il a saisie s'évanouisse aussi vite, en étant promptement remplacé par autre chose, afin de ne pas laisser le temps à la pensée de réagir, et d'amorcer une

analyse ou une distinction entre le vrai et le faux, qui ferait du contenu de la publicité un aliment pour une pensée, qui pourrait en corrompre le contenu dans l'esprit. La propagande s'insère dans de courts intervalles, telle une impression brusque et coupante, pour laquelle l'esprit ne peut être que réceptif, et disparaît aussi vite, parce que le contexte est tel que la pensée est souvent distraite de son objet l'instant d'après.

C'est pour cette raison que les moyens de prédictions de la propagande sont les affiches géantes érigées dans la rue, que les automobilistes ne voient généralement qu'un seul instant, et les courtes quasi-expériences engendrées par la radio et la télévision, le cinéma et les nouveaux moyens informatiques, insérées dans d'autres programmes, ou diffusées en séries. La publicité est plus aisément absorbée et mémorisée dans un tel contexte, sans être remaniée par l'esprit. Entre deux annonces publicitaires à la télévision ou à la radio, au sein d'une chaîne qui en comprend plusieurs dizaines, l'auditeur n'éprouve aucunes pensées sur leurs contenus successifs, ni dans les intervalles qui les séparent, parce qu'ils sont trop brefs, ni durant l'annonce suivante, parce qu'elle en distrait l'esprit aussitôt.

La propagande doit utiliser tous ces moyens en les monopolisant, c'est-à-dire en se présentant ouvertement comme de la propagande, ou en s'y fondant, par insertion d'images, de séquences ou de dialogues faisant partie d'une émission, d'un film cinématographique, etc.

Dans tout cela, les slogans doivent être peu nombreux, et les thèmes d'une même campagne, encore moins. Tous, sans exception, doivent pouvoir en dernier recours se résumer à un slogan, à une ligne directrice unique, auxquels ils se rattachent. En la matière, les discours eux-mêmes doivent s'appuyer sur des affirmations, jamais de doutes, jamais de débat. *La propagande*

est unilatérale. Elle doit engendrer la conviction absolue d'une réalité, jamais mise en défaut. On ne sera jamais assez prudent de ne pas mélanger les thèmes, de leur ôter toute possibilité de disharmonie et de les simplifier autant qu'il est possible de le faire.

De cette manière, on parvient à convaincre l'homme d'un fait sans démonstration, en saisissant l'esprit au croisement de l'ignorance, de l'inopiné, et de l'absence de pensée.

Mais, si l'entendement de la masse est petit, son manque de mémoire est grand, et *ces slogans doivent être répétés inlassablement, toujours et partout.* Le succès de la propagande s'inscrit dans la durée, il s'illustre par une répétition constante et de grande ampleur des mêmes formules. De cette manière seulement peuvent être vaincus, après des centaines et des milliers de rabâchages, l'inertie et l'abrutissement populaire qui s'opposent à toute suggestion nouvelle. C'est pour cette raison que des milliers d'affiches géantes rendent les rues hideuses, saisissant à chaque tournant, par les apparitions brusques qui frappent l'esprit, la pensée déjà incertaine du passant, accaparée comme en plein sommeil.

Pour résumer, le niveau du contenu doit être calibré sur le plus bas degré intellectuel de la foule, la propagande doit s'imposer d'emblée au peuple sans lui coûter le moindre effort, l'apparition doit être soudaine partout où cela est possible, la ligne directrice unique, la répétition, à l'infini: voilà les clés essentielles de la propagande. Je n'avance rien, chacun aura mille occasions de vérifier ces vérités.

4.3. L'endoctrinement dans le monde du travail.

On entend souvent les hommes se plaindre au sujet de la brièveté de la vie; pour moi, il me semble plutôt que c'est l'incohérence dans la pensée humaine qui la fait ressentir comme telle.

Car en effet, si l'on s'applique à séparer tout ce qui concerne les grands desseins des choses vaines et superficielles, et si l'on use de la raison pour répartir l'usage de son temps, en veillant à allouer le moins possible de nos efforts à ce qui est futile et sans importance, afin de concentrer notre travail sur ce qui est beau et noble, alors, ce n'est pas le manque de temps qui nous empêche de faire œuvre d'homme, mais plutôt la mauvaise appréciation de ce vers quoi l'âme doit se tourner.

Le travail constitue-t-il un moyen de contrôle de la pensée?

La population occidentale est surtout constituée de prolétaires, c'est-à-dire de gens qui sont obligés de vendre leur main-d'œuvre contre un salaire.

La classe dirigeante fonde son pouvoir sur les prolétaires. Leur rôle politique, à mon avis, se borne, comme le pensaient les anciens, à devoir engendrer des enfants, afin d'assurer la continuité du pouvoir de la classe dirigeante. Le terme prolétaire, du reste, provient du latin *proles*, qui signifie lignée, car à Rome, on considérait le *proletarius* du seul point de vue des enfants qu'il engendrait.

Ce qui caractérise les prolétaires, c'est l'inconscience. Pour les milieux dirigeants, il s'agit de travailler cette inconscience comme sur un tour. Outre le travail de manipulation des médias, les prolétaires sont handicapés par une lutte continuelle pour survivre. Ils travaillent sans avoir le temps de s'instruire, ni de se hisser à la compréhension de la nature du pouvoir

auquel ils sont soumis, et de ses mécanismes. Ils sont ignorants de la structure de la société et de son fonctionnement.

En lui-même, le travail, son objet, et le milieu social du travail imposent un fonctionnement de la pensée, qui accapare l'esprit, tout en épuisant parallèlement les capacités physiques et psychologiques. Du point de vue de la dynamique de la pensée, le travail auquel s'adonnent les prolétaires contraint l'esprit à s'attarder sur les petites choses et à ignorer les grandes, et ainsi, *il permet de solidifier l'inconscience.*

Toutefois, ce mécanisme rencontre des difficultés du fait de l'essor du machinisme. Dans la société capitaliste contemporaine, le travail humain est quelque chose d'assez artificiel. La main-d'œuvre humaine n'est plus indispensable, ce sont les machines qui travaillent. Il y a déjà plusieurs dizaines d'années, moins de la moitié de la population active, aux États-Unis, aurait suffi pour maintenir inchangée la production industrielle.

Depuis longtemps, du point de vue du contrôle de la pensée, un endoctrinement se substitue au travail économisé par le machinisme. Il permet de figer les prolétaires dans un état mental similaire à celui qu'ils auraient connu cinquante ans auparavant, malgré la diminution de leur charge de travail.

En France, chaque marque commerciale impose un endoctrinement à ses employés pour leur faire acquérir des valeurs spéciales. Cet endoctrinement est plus discret que celui que l'on rencontrerait dans les systèmes fascistes par exemple, il se voit moins parce qu'il ne prend pas la forme d'un programme national, il est fractionné par la multitude des marques commerciales.

Cet endoctrinement se réalise sous l'apparence d'un apprentissage de l'efficacité dans le travail. En réalité, dans les faits, il s'agit d'un procédé qui consiste

à fixer l'esprit des prolétaires sur des sujets stupides inventés pour l'occasion (compétitivité du salarié, mission à remplir, etc.) qui entraînent pour eux une foule de soucis et de contraintes, c'est-à-dire un surcroît d'efforts psychologiques, qui arrive en remplacement du travail perdu.

La masse des chômeurs est aussi soumise à cet endoctrinement. Bien que l'offre de travail ne dépende pas d'eux, les chômeurs sont impliqués dans un système de contraintes sociales qui tend à les persuader qu'ils sont responsables de leur condition.

L'avantage de ce mécanisme réside dans le fait qu'il contient le mécontentement populaire, du fait que les chômeurs s'imaginent être responsables, au moins en partie, de leur condition, et qu'il permet de fixer leur attention sur des objets futiles et sans importance, tels que la manière de s'habiller, de rédiger une lettre, et toute une suite de stupidités du même genre, qui sont sans rapport avec la tâche qu'ils devraient accomplir. Ces préoccupations s'inscrivent par ailleurs dans un contexte de forte pression sociale, ce qui peut finir par être épuisant psychologiquement. Là encore, cette méthode permet de consolider l'inconscience, en remplacement du travail perdu.

Enfin, cet endoctrinement sert parallèlement à communiquer des valeurs particulières, des concepts et des habitudes de pensée qui permettent à la société capitaliste de fonctionner. Sous le couvert de leur apprendre à travailler efficacement, il se construit autour des salariés un monde de relations particulières, fait de compétitions, de malhonnêteté, de cupidité, d'abaissement de la personne humaine, d'abolition du droit, et d'illogisme dans l'approche du travail. Ainsi, en croyant mener à bien sa besogne et faire un effort d'efficacité, le salarié fait en réalité un apprentissage inconscient qui a pour objet d'adapter sa personnalité

aux conditions du pouvoir de la classe dirigeante capitaliste. L'homme apprend ainsi des notions qui sont incompatibles avec la logique, l'honneur, le droit, l'honnêteté, la morale, la solidarité, le respect de lui-même et des autres. Tout apprentissage a un but. Et lorsque l'on fait oublier toutes ces valeurs à des hommes, cela n'a pas d'autre objet que de leur imposer plus tard les notions contraires. De telles conditions de travail sont la préparation d'une période de régression prononcée, au cours de laquelle il faudra s'attendre à voir le peuple plongé dans la pauvreté et dans l'injustice.

4.4. L'éducation des enfants.

Les milieux dirigeants capitalistes s'efforcent, pour rendre la population plus docile à leur pouvoir, de corrompre l'éducation des enfants, afin que, dès leur plus jeune âge, on leur ait communiqué de mauvaises habitudes, qui pourront ensuite servir de fondements pour en faire des citoyens dont la personnalité s'accommode le mieux à leurs besoins.

Pour les enfants, dont l'âme est innocente, et qui ne vivent que dans les sensations, parce que la faculté de juger n'est pas encore née en eux, le plaisir et la douleur sont la première représentation qu'ils se font de la vertu et du vice; aussi est-il essentiel que le plaisir qu'ils éprouvent leur fasse aimer ce qu'il faut aimer, et que la douleur leur fasse haïr ce qu'il faut haïr.

Une bonne éducation doit veiller, ainsi, à faire apparaître chez eux les sentiments dans la bonne convenance, avant l'éveil de la raison, de telle sorte que lorsque la raison apparaîtra en eux, ils trouvent naturellement beau ce qui s'accorde avec elle, et participe de

la vertu, et détestable ce qui s'en éloigne, et qui participe du vice.

L'univers des enfants est élaboré par des spécialistes en psychologie, puis développé par une industrie de grande ampleur, dans le dessein, au contraire, de leur faire aimer ce qui est détestable, et de le faire haïr ce qu'il faut aimer.

Les programmes des médias et les jeux qui leur sont destinés sont des spectacles surtout conçus pour les effrayer; les vieux contes d'autrefois sont remplacés par des histoires d'épouvante, leurs jouets figurent des monstres, les belles poupées d'antan sont devenues hideuses, etc. tout cela afin de tenter de superposer dans leur âme jeux et sentiments de plaisir avec violence, laideur, difformités, effroi, etc.

Une fois par an, à l'occasion de ce qui était autrefois pour les adultes la fête religieuse des morts, une mise en scène toute particulière leur est destinée, qui est organisée à l'échelle internationale. Les magasins et toutes sortes de lieux publics s'ornent tout à coup de squelettes en carton et d'images d'épouvante, effrayantes pour l'âme des enfants; et des jeux morbides de toute sorte leur sont offerts.

Le but que poursuit cet endoctrinement est, comme je l'ai dit, d'inspirer aux enfants d'avoir des sentiments anormaux, c'est-à-dire d'aimer le laid et de haïr le beau, sentiments qui ne s'accorderont pas avec la raison, qui apparaîtra lorsqu'ils seront devenus de jeunes adultes. De cette manière, parce qu'ils auront été formés à avoir des habitudes de pensée mauvaises, ce désaccord avec la raison, si tant est qu'elle apparaisse chez eux, les bridera pour acquérir quelque perfection, car lorsque la raison s'imposera, ils ne prendront pas de plaisir à la suivre, au contraire seront-ils plutôt attiré par le vice, et s'écarteront-ils avec moins d'entrave de la vertu.

Il leur sera alors plus ardu de garder en eux-mêmes la justice, la prudence, la tempérance, la force, et toutes les autres vertus que l'âme d'un homme doit renfermer.

L'avantage de cette corruption de l'éducation réside, je pense, pour les milieux dirigeants, dans le fait qu'il leur sera plus facile de gouverner à des hommes sans vertus, et de les opprimer plus encore, que de vouloir s'imposer à des hommes dont l'éducation fût bonne et qui sont devenus vertueux.

4.5. Le rapprochement des propagandes.

Comme, le plus souvent, le seul rapport que les hommes aient à la raison est que, ne pouvant pas la trouver en eux même, ils peuvent seulement l'apercevoir chez les autres, dans le meilleur des cas, cela explique qu'ils soient toujours en quête du comportement qu'il faut adopter, et que le peuple soit naturellement sensible à toute forme de propagande.

Or, il est certain que les sujets de propagande changent avec le temps, simplement parce que les besoins des milieux dirigeants eux-mêmes se modifient afin de pouvoir s'adapter constamment aux nouvelles conditions de la société. De ce fait, il arrive que chaque génération d'une population ait été soumise à une propagande différente, dont elle aura retiré une culture et une éducation qui lui sont propres, notamment parce qu'elle y a été soumise durant sa jeunesse. Les individus de cette génération conserveront alors préférentiellement les valeurs qu'ils ont acquises à ce moment là pour toute leur existence.

Pour cette raison, il est habituel que les membres de la population ne puissent s'accorder sur un avis commun qu'avec les membres de leur génération, parce

qu'ils sont incapables, non seulement d'éclaircir par eux même ce qui est la vérité et ce qui constitue leur propre intérêt, mais aussi de déterminer, parmi tous les avis qui distinguent chaque génération, lequel il serait le plus profitable d'adopter. Et alors, plutôt que de rester dans une telle confusion, ils demeurent naturellement fidèles, pour de nombreux problèmes, à l'éducation à laquelle ils ont été assujettis en premier.

Dans ce cas, il existe dans la population une véritable rupture entre les différentes classes d'âge, parce que les membres de ces différentes générations sont incapables, sur quantité de sujets, de s'accorder sur un avis commun. Les choses étant ainsi, supposons qu'une même population soit fragmentée de cette manière et supposons, pour simplifier, que le peuple ne soit formé que de deux générations, la génération ancienne et la génération nouvelle, chacune ayant été soumise respectivement à des propagandes ancienne (PA) et nouvelle (PN).

Posons-nous la question: n'est-il pas possible, pour les milieux dirigeants, de programmer une partie de la propagande nouvelle en fonction de ce qu'a été la propagande ancienne, afin d'exploiter au maximum la génération nouvelle? C'est-à-dire d'imaginer un schéma tel que :

$$PN = f(PA).$$

Or, à cet égard, il semble qu'il existe le mécanisme suivant:

Lorsque du fait de son éducation, ou de son expérience, la génération ancienne est convaincue qu'une situation qu'elle a vécu il y a longtemps, éloigné dans le passé, est encore vraie dans le présent, et que certains comportements, certaines démarches ou certains actes sont encore souhaitables, parce que l'on

pouvait en retirer un bénéfice ou un bienfait autrefois, l'idéal est de contraindre les gens de la nouvelle génération à se plier à cet avis de l'ancienne, c'est-à-dire de les exploiter à cet égard en les convainquant de réaliser un acte qui, peut être autrefois était avantageux, mais qui, du fait que les lois, les conditions sociales, ou les conditions de vie se sont modifiées, n'a plus la même signification.

De ce fait, en changeant les conditions, ce qui autrefois était bénéfique peut devenir néfaste, et la génération nouvelle peut être contrainte de faire quelque chose qui lui est désavantageux, parce que la société a changé. Pour parvenir à ce résultat on adapte la propagande à laquelle on soumet les jeunes gens, afin d'obtenir des individus perméables à ce type d'exploitation, et ensuite, on profite du fait qu'ils n'obtiendront aucune aide de la part de la génération ancienne, car elle est incapable d'user de raison, et qu'au contraire elle les poussera plus encore à se laisser exploiter, pour en retirer le bénéfice que l'on souhaite.

Cela permet d'exposer la jeune génération à une exploitation aiguë, parce qu'ainsi isolée, elle est dans une position de faiblesse particulière.

Prenons, à titre d'exemple, l'allongement de la durée des études. Autrefois, il y a trente ans de cela, l'ascension dans la hiérarchie sociale, pour le peuple, dépendait des diplômes possédés; ce qui a convaincu les gens de cette génération que la réussite sociale passait par l'obtention des diplômes du plus haut degré possible.

On a par la suite utilisé cette opinion pour entraîner toute la génération suivante dans des études longues, en diminuant progressivement la difficulté d'obtenir des diplômes. Et ceci, afin d'immobiliser une grande quantité de personnes en dehors de la population active, afin d'éviter l'accroissement du chômage qui

sans cela aurait fait de grands progrès, pour éluder une situation dangereuse qui aurait pu conduire à d'importants troubles sociaux.

Quant aux étudiants, parce que les gens diplômés sont devenus plus nombreux, ils ont obtenu des diplômes sans valeur; et de ce fait, ils ne peuvent prétendre qu'à accomplir des tâches qui autrefois auraient été considérées comme non qualifiées, bien qu'elles soient travesties aujourd'hui par des noms divers. Et de surcroît, à cause de leur nombre, une telle combinaison permet de payer à très bas prix une main-d'œuvre très qualifiée, lorsque le travail à accomplir demande des connaissances spéciales. Accablés par tant de difficultés, loin d'être les maîtres de leurs destinées malgré leurs études, leurs efforts furent impuissants, et finalement, ils durent essuyer la misère et toutes sortes d'autres revers.

4.6. La propagande pour la jeunesse (le mécanisme des deux écoles).

Les jeunes gens, partout dans les pays occidentaux, sont les victimes d'une propagande particulière, qui a été spécialement conçue à leur égard. La jeunesse du monde occidental est immergée dans une culture qui lui est propre, dans un univers qui donne l'impression de se construire en marge du reste de la société.

L'existence d'un groupe social lié à la jeunesse, qui possède des valeurs culturelles particulières, qui sont souvent en contradiction avec les autres valeurs de la société, est la conséquence de l'existence d'un mécanisme psychologique naturel et nécessaire, chez l'homme, de formation de la personnalité. L'originalité des jeunes gens par rapport au reste de la population peut être appréhendée comme une forme de résistance

contre l'autorité paternelle, familiale, sociale, qui tendent à dicter, contre la liberté naturelle de l'individu, une évolution de soi vers un modèle de personnalité imposé, qui est adapté à une vie sociale prédéterminée.

La résistance psychologique face à cette évolution, imposée par une autorité qui est ressentie comme répressive, est un processus bénéfique qui n'est pas autre chose, dans la jeunesse, *que la construction et que l'affirmation de la personnalité.*

Toutefois, les tendances culturelles des jeunes gens ne sont pas, en occident, l'émanation libre et naturelle de ce processus. En particulier, il est remarquable de constater que la jeunesse est plongée dans un univers culturel à peu près partout identique. De la côte ouest des États-Unis à l'Europe et jusqu'au Japon, on retrouve un même ensemble de concepts et de comportements. Cette uniformité des mouvements de jeunesse n'a pas toujours existé. En occident, leur cohérence n'est apparue qu'environ dix ans après la seconde guerre mondiale, sur la base d'un modèle conçu aux États-Unis. Cet ensemble de concepts et de comportements n'est pas une émanation de la jeunesse en elle-même, émanation qui aurait été générale et spontanée, elle est le produit final d'une industrie qui travaille en amont de ce phénomène psychologique, et qui mobilise des moyens financiers de grande ampleur.

Cette propagande pour les jeunes dissimule en réalité une habile manipulation mentale, dont le mécanisme se réalise en deux temps.

Dans un premier temps, les jeunes gens sont tout d'abord soumis à un premier système d'éducation, classique, représenté essentiellement par l'école, par l'éducation parentale, et par l'influence des modèles sociaux du monde des adultes, pour leur faire assimiler les valeurs traditionnelles de la société.

Ce premier enseignement leur permet d'acquérir les connaissances indispensables qui seront utiles au fonctionnement de la société en général. A proprement parler, cet enseignement n'est pas suivi volontairement, il est imposé; les jeunes gens en ressentent à coup sûr l'inconfort, par les efforts et par la difficulté de l'apprentissage qu'on leur impose, et aussi par la discipline que cela nécessite.

Mais surtout, parce que l'adolescence est l'époque durant laquelle s'édifie leur personnalité, ils éprouvent une blessure et une offense psychologiques de ne pouvoir ni enfreindre ni transgresser ce système, du fait que leur propre construction psychique est en partie incompatible avec la soumission forcée à un modèle de comportement, et que l'affirmation de leur personnalité naissante nécessite au contraire de surmonter, dans une certaine mesure, l'autorité des autres. Ce premier enseignement favorise alors *l'émergence d'une résistance*, l'apparition de ce mécanisme de rejet psychologique de la société et de construction de la personnalité, dont j'ai parlé précédemment. De ce fait, ce système éducatif orthodoxe est la première roue d'un engrenage qui a tendance à faire basculer les jeunes gens *dans un deuxième système éducatif*, en les rendant vivement sensibles à tout enseignement différent qui possède aussi la caractéristique de s'opposer à l'éducation orthodoxe.

Ce deuxième système éducatif, qui coexiste à côté du premier, et que je nommerai ainsi, bien qu'il ne soit perçu par personne comme un système d'éducation, est constitué par l'univers culturel qui a été conçu et fabriqué industriellement, sous l'influence des spécialistes en matière de propagande du monde occidental.

Pour que les jeunes gens y adhèrent spontanément, il est nécessaire que les concepts qui sont véhiculés par cet univers permettent de s'opposer aux compor-

tements qui leur sont dictés par l'éducation orthodoxe. En dehors de cela, les jeunes gens ne dirigent pas précisément leur attention sur les valeurs de cet univers culturel, ils ne sont pas séduits par ces valeurs pour elles-mêmes, ils se les approprient dans un mécanisme de construction psychologique.

Aussi, parmi tous les éléments imaginables qui permettent de s'opposer à l'éducation orthodoxe, il est possible de choisir avec pertinence certains concepts, et de les imposer aux jeunes gens à leur insu, de manière à ce qu'ils les intériorisent à cette occasion, pour qu'à la base de leur future psychologie d'adulte, résident les fondements qui seront propices à leur donner une personnalité adaptée aux besoins des milieux dirigeants.

Sur ce mécanisme naturel de construction psychique, il s'est ainsi greffé en occident, à l'initiative des spécialistes en matière de propagande, tout un ensemble de concepts intériorisables, qu'en toutes autres circonstances il aurait été beaucoup plus ardu d'imposer.

Le deuxième système éducatif poursuit les véritables buts: forger à chacun une personnalité aussi favorable que possible à la classe dirigeante capitaliste.

Sur le fond, le contenu de cette éducation coïncide à peu près avec les grands thèmes de propagande dont j'ai parlé précédemment. Il s'agit d'une culture qui favorise la violence, le dérèglement des mœurs, l'absence de morale, etc. concepts qui sont véhiculés par les films cinématographiques, les musiques, les danses, les modes, etc.

D'un point de vue formel, l'enseignement qui est dispensé à une génération de jeunes gens dépend donc de deux systèmes éducatifs distincts, qui forgeront leurs connaissances. Les jeunes gens passent d'un système d'éducation à l'autre, dans une sorte de mouvement de balancier. Lorsque qu'ils sont soumis au système d'éducation orthodoxe, disons à l'école, ils se

tournent d'eux même vers le deuxième système, qu'ils trouvent à l'extérieur, et lorsqu'ils sont sous son influence, c'est le système orthodoxe qui s'impose à nouveau à eux, pour mettre un frein aux excès. Pour cette raison, j'appellerai cet engrenage entre l'éducation officielle, et la propagande organisée par les milieux dirigeants pour ordonner les mouvements de jeunesse, le mécanisme des deux écoles.

Si le premier système éducatif est imposé, les jeunes gens se tournent d'eux-mêmes vers le second. Il s'agit d'une culture qui est diffusée au bon moment, elle répond parfaitement à leur désir d'individualisation. Pour cette raison, le mécanisme des deux écoles est le type même de manipulation mentale parfaite, parce que ceux qui en sont les victimes adoptent leur nouvelle attitude en ayant l'impression qu'elle n'est l'émanation que d'eux-mêmes.

L'apprentissage qui résulte de cette culture portera chez les jeunes ses fruits avec le temps. La violence que les milieux dirigeants leur inculquent, par les films, les musiques, les modes, les langages, etc. engendrera chez eux, petit à petit, et sans qu'ils ne s'en aperçoivent, l'individualisme. Le dérèglement des mœurs sera propice à susciter mille dissensions entre les hommes et les femmes, et donc à tourner plus sensiblement leurs esprits vers le matérialisme, tout en déstructurant la société qui sera issue de leur génération plus profondément. L'absence de morale favorisera chez eux une tendance à l'insensibilité, et l'incapacité à distinguer le bien du mal, ce qui fait, par voie de conséquence, qu'ils seront les moins capables de juger des préjugés qu'on leur fera subir plus tard dans la société des adultes, et que, de surcroît, leur individualisme les empêchera de s'unir.

De ce fait, l'apprentissage qui résulte de cette culture est une excellente manière d'offrir des victimes désignées à la société capitaliste.

Le mécanisme des deux écoles n'est pas une invention du monde capitaliste de la deuxième moitié du XXème siècle. Il s'agit d'un procédé qui existait déjà à l'époque du IIIème Reich, et des *Hitlerjugend*, les jeunesses hitlériennes.

La situation était la suivante. Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le souvenir de la défaite de 1918, qui avait hanté la République de Weimar, était toujours présent. Le troisième Reich ne fut pas entaché du discrédit qui s'attachait à la République, qui avait été engendrée par la capitulation, mais les frustrations de la jeunesse, et le souvenir des années de la défaite, étaient des conditions propices pour la faire basculer dans un deuxième système d'éducation, à côté du système d'enseignement orthodoxe.

Les dirigeants allemands exploitèrent admirablement cette situation, en faisant naître chez les jeunes le sentiment qu'ils avaient la responsabilité de transformer la société corrompue des adultes, afin d'y établir un ordre nouveau. Au diktat du traité de Versailles s'opposait l'idéal de puissance et de grandeur du Führer. La propagande, les discours exaltés des dirigeants nazis, empreints de nationalisme, et d'un idéal de justice et de libération pour le peuple allemand, enflammèrent la jeune génération, qui affirma sa personnalité dans de tels principes collectifs.

Le deuxième système éducatif fut institué avec les jeunesses hitlériennes, dans lesquelles la jeunesse allemande fut embrigadée. Là, en faisant sienne les sentiments de grandeur de l'Allemagne et d'exaltation de l'héroïsme inspirés par les dirigeants nazis, elle y apprit surtout la discipline et l'obéissance; alors que

parallèlement, la situation politique de fond était la préparation de la guerre.

Le mécanisme des deux écoles est un puissant procédé de manipulation mentale, dont les retombées sont très importantes. Dans le monde contemporain, il permet de transformer des générations de jeunes gens en une matière première pour le monde des capitalistes. Il contribue ainsi pour une part importante à forger la société telle qu'elle est.

Par ailleurs, parce qu'il s'agit d'un procédé qui a pour objet de mettre à la base du psychisme certains concepts, sur lesquels se construiront par la suite bon nombre d'habitudes de pensées, il s'agit d'un mécanisme à longue portée, dont les bénéfices ne seront récoltés que plus tard.

Il faut se souvenir, à titre d'exemple, pour illustrer l'importance d'une telle manipulation, que pendant la seconde guerre mondiale, les divisions SS qui mirent l'Europe à feu et à sang, et qui se livrèrent impitoyablement, à l'arrière du front, aux pires massacres sur la population civile, étaient composées d'hommes qui, pour la plupart, avaient fait parti dans leur jeunesse des *Hitlerjugend*.

4.7. L'apparence stylistique des biens. La mode.

En occident, la quasi-totalité des sociétés qui contrôlent les moyens de production font partie, depuis longtemps, d'une entente ou d'un cartel d'industriels. Et donc, parce qu'elles sont en situation de monopole sur les marchés, il est possible pour ces groupes de sociétés de produire des biens de consommation dont l'apparence et les qualités ont été au préalable étudiées et définies de manière commune. Du fait de cette situation, les biens de consommation ont des

caractéristiques, si l'on excepte leur stricte utilité, qui ne dépendent plus de la volonté de l'acheteur.

Le style des biens, et la mode, ont une certaine importance dans la société occidentale, la mode est conçue de telle manière qu'elle puisse aider au bon fonctionnement de la société capitaliste.

La plupart des biens de consommation ont toujours une apparence étrange, spéciale, anormale. Prenons l'exemple de la mode vestimentaire. Les habits qui sont portés habituellement en occident ont souvent quelque chose de hideux. Les femmes, par exemple, portent des chaussures disproportionnées qui les font ressembler aux malheureux qui autrefois supportaient un pied-bot. Les défilés de modes des grands couturiers, sont des sortes de parades indécentes de mannequins, affublés de vêtements mal coupés, rivalisant de laideur et de difformité, et où la vision désagréable est recherchée pour elle-même.

Pourtant, on continu à parler de beauté vestimentaire, même dans ce contexte. Mais la beauté, dans ce cas, est un concept qui ne perdure plus que sous la forme d'un mot, dont le contenu sémantique a été effacé. L'idée qu'exprime le mot « beauté », telle qu'elle se rapporte à la beauté réelle, et non à son antonyme, n'est plus éprouvée.

La conception stylistique des objets a pour but, d'une part, de donner une existence et un support à des goûts et à des désirs, et d'autre part d'intégrer ces goûts et ces désirs comme éléments de base de certaines habitudes mentales. Le mot « mode », du reste, l'exprime ouvertement: *il s'agit de modeler la pensée.*

D'une manière générale, plus les gens accordent d'importance à la possession d'un objet, parce qu'ils expriment une partie de leur personnalité en le possédant (comme c'est par exemple le cas, pour le peuple, de la possession des automobiles ou des

vêtements), et plus il est intéressant d'en contrôler la conception stylistique.

D'habitude, ceux qui cherchent à posséder ces objets ne dirigent plus leur désir sur les qualités des objets eux-mêmes; ce qu'ils désirent réellement, *c'est l'appropriation de leur signification sociale ou symbolique.*

La mode, c'est-à-dire la conception stylistique des biens, est une manipulation mentale dont l'efficacité est d'autant plus grande qu'elle est construite sur cette base. Le mécanisme que l'on cherche à mettre en œuvre est un mécanisme de déviation du goût. *Lorsque la possession d'un bien est recherchée dans tous les cas, parce que le fait de le posséder à une signification sociale ou symbolique, qui est seule désirée réellement, on peut, en modifiant l'apparence et les qualités de ce bien, agir à cette occasion sur le psychisme humain de manière à modifier les goûts et les désirs des individus qui en espèrent la possession, en adaptant leurs goûts avec le style dans lequel il est réalisé.*

Dans ce cas, le désir d'acquisition est suffisant pour rendre possible cette manipulation mentale, c'est-à-dire que socialement, l'acquisition du bien est plus rare que les déviations provoquées dans les esprits. Par la diversité des biens de consommation qui peuvent faire l'objet de tels désirs, on peut à un moment ou à un autre agir sur tout l'éventail de la population.

Revenons à la mode vestimentaire. Lorsque les gens, par exemple, prennent pour modèle tel comédien, tel sportif, tel chanteur, que les médias mettent en scène à leur intention, parce que les rôles qu'il joue sont appréciés comme une manière de s'affirmer dans la société, ou d'acquiescer tel ou tel avantage social, souvent on les voit désireux de s'habiller selon le même style que ces figurants. Étant donné que le but de ce mimétisme

est d'essayer de s'affirmer le mieux possible, c'est-à-dire d'essayer d'exister socialement, les vêtements n'ont qu'une valeur symbolique, dont les caractéristiques n'ont pas d'importance. Il suffit alors que des spécialistes aient étudié et conçu selon certaines fins l'habillement de ces comédiens, pour modifier les goûts de la multitude, et les pensées qui prolongent ces goûts, sans qu'elle ne s'en aperçoive.

Le dessein d'un tel procédé est d'imposer un fonctionnement mental. Dans le cas de la mode vestimentaire, on essaye d'empêcher les gens de ressentir certaines pensées, comme par exemple le goût et le désir de la beauté, du décent, de l'élégant, etc. et même de rendre de tels goûts peu communs, dans la mesure du moins où la beauté, le décent, l'élégant, pour le peuple, doivent avoir un support matériel.

L'intérêt de tout cela, je pense, réside dans le fait qu'il y a un avantage à gouverner des gens qui ont subi une déviation du goût, plutôt que de gouverner des gens normaux (c'est-à-dire des gens qui ont des goûts personnels affirmés et incontrôlables). Une fois, en effet, que des individus ont éprouvé des changements qui leur font trouver beau ce qui est laid, et laid ce qui est beau, ils ressentiront moins que tout autre personne les éventuels dommages des contraintes qu'on leur fera subir, et le désir de s'en émanciper. La mode poursuit le dessein de *rapprocher autant que possible la personnalité de ces gens que l'on gouverne d'un esprit qui aime à accepter ce que l'on veut leur imposer.*

Les principales caractéristiques du style imposé par les industriels, dans lequel sont taillés tous les biens de consommation, du vêtement à l'automobile, et qui sont recherchées sciemment, en dehors de toutes considérations économiques, sont les suivantes:

— il s'agit d'un style où règnent essentiellement la simplicité, l'appauvrissement en général, des formes, des aspects, des décorations, et qui ne laisse plus subsister aucune création élaborée. Les objets sont conçus comme l'assemblage de pièces ayant seulement une utilité fonctionnelle, ils sont les plus simples possibles et dévêtus de toute enveloppe artistique s'adressant au goût ou à l'esprit.

— il existe seulement une décoration sommaire, dans le dessin et dans la couleur, dont le style est accablé par la présence d'anomalies, par exemple dans le dessin des formes, ou dans le mariage des couleurs, qui donnent l'impression générale d'une dysharmonie allant parfois jusqu'au handicap. De temps à autre, il s'agit d'un style laissant apparaître un caractère spécial, par exemple ordurier, indécent, ou un style enfantin qui, parce qu'il s'adresse à des adultes, étonne par l'impression d'une indigence mentale.

Un tel style est surtout propice à la simplification des goûts et des sensibilités, et à une déviation du goût vers le désir de ce qui est naturellement anormal et repoussant.

Les qualités d'esthétique, le convenable, le proportionné, le beau, l'agréable, l'élégant, sont des notions difficiles à exprimer pour le peuple, simplement parce qu'elles sont incompatibles avec les objets qu'il a l'habitude d'acheter. Les notions contraires, telles que la laideur, le grotesque, le disproportionné, l'anormal, sont toutefois aussi difficiles à exprimer, étant donné qu'elles ont toutes tendance à être remplacées progressivement par le mot: « normal ».

4.8. La diffusion sonore dans les lieux publics.

La musique et les bruits de toute nature qui sont diffusés dans les lieux publics sont une petite manipulation mentale, mais qui toutefois a été conçue par des spécialistes. Le mécanisme est basé sur un aspect particulier que joue l'audition parmi les cinq sens. D'un point de vue biologique, les perceptions auditives sont des informations dont le rôle est surtout d'être complémentaires avec les perceptions visuelles; plus précisément, *l'ouïe est un sens qui indique le danger, et souvent le danger de mort*; car lorsque les informations visuelles et auditives ne sont pas cohérentes entre elles, c'est parce que l'ouïe permet de prendre soudainement conscience d'une présence que la vue n'a pas permis d'apercevoir.

Cela survient par exemple chez l'animal, lorsqu'un prédateur parvient, sans être vu, à s'approcher à proximité immédiate de sa proie. L'harmonie qui existe entre les cinq sens n'empêche pas qu'il existe dans le cerveau une hiérarchie dans la distribution de l'attention. *Le signal du danger provenant de l'ouïe y est prioritaire.*

Les bruits et la musique qui sont diffusés dans les lieux publics, parce que la vue ne permet pas d'en déterminer la provenance, engendrent l'illusion d'être à proximité de quelque présence qui en est l'origine; cela suscite dans le cerveau un stress du danger, *c'est-à-dire un transfert d'attention vers une perception externe.* Personne ne peut s'opposer à ce transfert, ce mécanisme agit comme un réflexe; tout se passe comme lorsqu'un membre, touché par le feu, s'éloigne brusquement de l'objet brûlant. Ce transfert d'attention sert à identifier rapidement le danger.

Il arrive fréquemment, comme cela survient de temps à autre dans les lieux publics, que l'on soit soumis à la diffusion de haut-parleurs, spécialement prévus pour un usage collectif. Alors, lorsque l'ouïe est sollicitée par les sons qui en émanent, la matière qui occupait l'esprit disparaît soudainement, et, durant l'espace d'un instant, le travail de la pensée lui-même s'évanouit, puis tout réapparaît l'instant d'après, aussitôt que l'on a pris conscience que le bruit que l'on avait perçu était illusoire. Le contenu de l'esprit ressurgit alors tel qu'il était antérieurement, mais avec quelque peu moins d'insistance, à cause de la répartition nouvelle de l'attention qui s'est réalisée, jusqu'au prochain bruit inidentifiable qui est perçu. Le mécanisme se répétant continuellement, la pensée se corrompt insidieusement, elle devient discontinue, et s'affaiblit progressivement dans son analyse et dans son jugement, sous l'effet de ce travail sonore incessant.

Il s'agit d'une manipulation mentale qui rend plus confuse la conscience des actes que l'on réalise; répétée, elle a pour but de rendre plus difficile le fonctionnement normal de la pensée. Cela permet d'entraîner des gens à accomplir des actes sans réfléchir, actes qu'ils feraient peut-être autrement, s'ils portaient leur attention à examiner ce qu'ils accomplissent.

La dangerosité de ce procédé dépend essentiellement du lieu où il est utilisé, c'est-à-dire de la liberté dont on dispose pour s'y soustraire. Lorsque la diffusion sonore ne concerne que les lieux publics, le procédé est peu dangereux, parce que chacun peut s'en éloigner et se libérer de cette emprise. En revanche, lorsque cette manipulation mentale concerne le lieu de travail, elle est plus grave, parce que chacun doit y demeurer; elle serait plus nuisible encore si elle concernait les lieux d'habitation, en imaginant par exemple qu'ils

soient équipés d'un appareil de diffusion que l'on ne puisse jamais arrêter.

Il est important de remarquer que dans ce mécanisme de détection du danger, les gens n'éprouvent aucune peur. L'action se déroule à un niveau inférieur de la conscience. Un élément du cerveau engage le transfert d'attention vers l'ouïe, et immédiatement après, alors que l'esprit ne parvient pas à détecter le danger, le cerveau revient quasiment à son fonctionnement initial. Répété fréquemment, au bout de plusieurs années de ce mécanisme de transfert d'attention, à raison de nombreuses fois par jour, il finit cependant par se créer au niveau de la conscience un sentiment d'inquiétude, de malaise, de stress, que les gens ne parviennent pas à expliquer. Un tel procédé pourrait être impliqué dans cette nouvelle impression de stress qu'éprouve la population dans la société occidentale, et qui n'existait pas autrefois.

5. Conclusion du chapitre 1.

Toutes les méthodes auxquelles j'ai fait référence jusqu'ici, et en particulier les quasi-expériences, desquelles émane l'efficacité de la plupart des autres procédés, ont un impact très considérable sur la population; *ces techniques de maîtrise de la pensée sont le premier élément de la puissance du pouvoir politique.*

Il est évident que de telles méthodes de gouvernement n'auraient jamais pu s'instaurer dans un État dont la Constitution fut si bonne qu'il ait pu se conserver libre, elles ne peuvent s'introduire que dans une nation où la corruption y a fait de tels progrès qu'elle a depuis longtemps vicié l'appareil d'État.

Les hommes de notre temps éprouvent mêmes désirs et mêmes appétits que ceux qui régnaient autrefois, sous l'ancien régime, et il me semble que si ces procédés, que l'impéritie des scientifiques a jetés aux mains d'hommes corrompus, ont acquis une aussi grande importance avec le temps, c'est parce qu'ils constituent le moyen le plus sûr, et souvent même le seul moyen qui soit viable, de déguiser sous l'esprit de la République, les agissements qui lui sont les plus funestes et les plus contraires.

Aussi, j'ai le sentiment que le travail que j'ai entrepris ne serait pas d'une assez grande utilité, si je me bornais à décrire seulement ces techniques, j'ai la conviction au contraire de devoir donner ici les règles d'une logique, autant que cela peut être utile à la communauté des hommes, de telle manière à ce que les moyens de manipulation des foules et les méthodes de maîtrise de la pensée, qui dans le futur ne cesseront sans doute pas de s'approfondir ni de se modifier, puissent par chacun être reconnus, car je crois qu'aussitôt qu'elles sont comprises, aussitôt elles échouent.

Je dirais donc que pour toute entreprise qui touche une quantité de gens appréciable, et qui nécessite la mise en œuvre de moyens de communication de masse, il faut se référer à la méthode suivante:

1) Il convient d'ignorer le phénomène, quel qu'il soit, en lui-même, que ces méthodes font éprouver à la conscience, car si l'on s'attarde sur le sentiment qu'il fait surgir en nous, lorsque l'on en subit l'emprise, l'esprit se pétrifie dans une telle impression, et on s'aveugle totalement sur le reste. Il faut au contraire considérer tout d'abord ce que ce procédé *induit en aval dans l'esprit*, et observer quels mécanismes et habitudes de pensée il engendre. Pour illustrer par une métaphore cette méthode *d'examen indirect*, je dirais qu'il faut

s'inspirer de l'aventure de Persée, qui dans le dessein de triompher de l'effroyable Méduse, pris garde, en sa présence et dans le danger, de ne pas regarder directement la Gorgone, parce quiconque la regardait se transformait en pierre. Il parvint, tout comme pour les manipulations mentales, par une vision indirecte, à la vaincre en s'aidant du bouclier d'Athéna, la déesse de la sagesse, comme d'un miroir pour en contempler indirectement l'image.

2) En deuxième lieu, il convient d'examiner objectivement la situation des milieux dirigeants, et de déterminer quel profit ils peuvent espérer obtenir des changements dans la pensée du peuple qu'ils ont induits; on peut de cette manière élucider le mécanisme de manipulation qui est mis en œuvre, et déterminer ses fins et aboutissements.

Sur le fond, je dirais que toutes ses méthodes cependant, ne peuvent pas atteindre l'homme dont l'esprit se connaît lui-même, et s'observe et s'examine, et qui trouve en lui le principe de son propre mouvement; celui-là seul, il est libre, il ne travaille que pour lui-même et pour le Bien, tandis que celui qui est l'objet de telles manipulations mentales est une âme enchaînée qui ne trouve pas son principe en elle-même, selon la raison, mais à l'extérieur, dans l'âme des autres, et à qui elle livre son existence et les fruits de son esclavage.

CHAPITRE 2

Les banques et la monnaie

Le système bancaire est l'un des éléments les plus importants et sans doute l'un des plus secrets de la société occidentale. Néanmoins, la plupart des hommes éprouvent le sentiment de saisir le fonctionnement des banques, au moins dans ses grandes lignes, alors qu'ils n'ont à ce sujet que des fausses opinions, qu'ils ont acquises à cause de leur crédulité irréfléchie.

Le but de ce chapitre est de donner les clefs essentielles qui permettent de saisir le fonctionnement et le pouvoir des banques.

Le développement de la production industrielle et la domination progressive de l'économie, à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, s'accompagnèrent de problèmes structurels nouveaux, parmi lesquels le plus important d'entre eux fût la nécessité de trouver des sources de capitaux suffisantes afin de subvenir à des investissements qui devenaient de plus en plus considérables.

En dehors de l'autofinancement des firmes, c'est-à-dire du réinvestissement de leurs bénéfices, les masses de capitaux convoitées furent drainées sur la base de deux mécanismes: le premier consista dans la mise en circulation de titres négociables, qui permirent

de concentrer l'épargne; ces titres étaient ordinairement des actions de sociétés ou des titres de créances contre elles (les emprunts), auxquels chacun pouvait souscrire. L'avantage de ce procédé résidait en ce que la vente ou la souscription des actions permettaient d'attirer des capitaux sans modifier sur le fond la structure du pouvoir au sein de la société qui ouvrait son capital, c'est-à-dire que l'actionnaire majoritaire entretenait les mêmes pouvoirs qu'auparavant, lorsqu'il détenait une part plus éminente du capital de la firme.

Grâce au secours d'un deuxième mécanisme, le crédit bancaire, les milieux dirigeants purent se procurer les capitaux qui leur manquaient encore pour assouvir leurs ambitions. Le développement de la production industrielle et l'expansion économique qui s'en sont suivis se sont réalisés dans la traînée de l'édification d'un système bancaire élaboré.

Ces deux processus constituent encore de nos jours les deux socles du financement de l'économie. Ils sont conciliables et complémentaires, mais le plus ingénieux d'entre eux, et aussi le plus obscur, est celui du crédit bancaire, *car celui-ci ne fait pas appel à une épargne préalablement constituée.*

1. La création monétaire.

Le problème de fond de l'activité des banques réside dans la création de la monnaie. Contrairement aux fausses vérités qui se sont emparées de tous les esprits, les banques sont étroitement impliquées dans la création monétaire, et de par ce fait, elles ont le privilège d'accorder des crédits à leurs clients *avant même d'avoir reçu les dépôts correspondants.* Le crédit bancaire présente l'avantage, donc, par rapport aux marchés financiers (les marchés d'actions et d'obligations),

de constituer une source de capitaux indépendante de la volonté d'épargne. Mais il convient, me semble-t-il, pour éclaircir un sujet aussi important, de revenir quelque peu sur l'histoire des banques.

1.1. Le mécanisme des deux monnaies.

L'Europe, au XIII^{ème} et au XIV^{ème} siècles, fût le théâtre d'un important développement du commerce autour de plusieurs grands centres régionaux, qui attiraient, le long des routes commerciales conduisant de l'Italie aux Pays-Bas, un grand nombre de marchands de toutes les nationalités, vers des grands marchés annuels ou bisannuels comme les foires de Champagne et les foires flamandes. L'essor de ce négoce itinérant inspira des techniques de paiement à distance, qui permirent, par commodité, de percevoir une somme d'argent sur une autre place que sur celle où avaient été effectuées les ventes de marchandises.

A partir du XIV^{ème} siècle apparurent les lettres obligatoires ou lettres de changes. Il s'agissait de documents portant reconnaissance de dette, liant un créancier à un débiteur solidairement, et enjoignant ce dernier à payer la somme convenue à une date déterminée, à son créancier ou à un autre bénéficiaire. L'ensemble des paiements, qui souvent avaient lieu à la clôture des foires, se dénouait selon un vaste système d'échange de lettres, engendrant une compensation générale, c'est-à-dire annulant les différentes lettres de changes dès lors qu'elles engageaient les mêmes personnes alternativement comme débiteurs et comme créanciers, de manière à ce que seul le solde des transactions resta dû.

Ces titres de créance furent à l'origine d'un nouveau métier d'intermédiaires, rempli par des gens capables de recueillir les lettres de change, d'évaluer

leur valeur d'après la solvabilité des débiteurs, et d'en effectuer prématurément le remboursement, moyennant un intérêt sur celles-ci, le remboursement final ayant lieu à leur profit. Par ce rôle d'intermédiation apparurent les premiers banquiers, et la généralisation du système des lettres de change inspira les débuts de l'usage du papier comme moyen de paiement.

Le pas décisif fût franchi au début du XVII^{ème} siècle, à l'époque où certaines banques commerciales innovèrent dans l'utilisation des documents en papier, dont elles se servirent afin d'établir des certificats de dépôts remboursables au porteur.

Le mécanisme subtil que les banquiers imaginèrent était le suivant: comme les banques glanaient en dépôts des monnaies métalliques, il devait être possible d'émettre en retour des certificats *anonymes* ayant une valeur monétaire, c'est-à-dire des documents en papier pouvant servir de moyen de paiement, s'ils autorisaient celui qui les possédait à obtenir par leur simple présentation à la banque, un remboursement en monnaie d'or ou d'argent. Ces documents constituèrent les premiers billets de banque.

La nature du billet de banque, donc, émis par un établissement *privé*, était de permettre à son détenteur d'exiger, par sa seule présentation à la caisse, son échange en monnaie métallique. La relation entre le porteur du billet et la banque s'instaurait donc sur la base d'un sentiment de confiance, le système des billets de banque ne reposant finalement que sur la conviction de ses détenteurs en la capacité de remboursement de l'institut d'émission, c'est-à-dire de la banque. Pour cette raison, on nomme encore aujourd'hui les billets de banque *monnaie fiduciaire* (6).

Les banquiers s'aperçurent alors très vite que cette scission de la monnaie en deux monnaies distinctes, une monnaie de papier, c'est-à-dire les billets, et

une monnaie métallique, l'or ou l'argent, pouvait assurer leur fortune.

En observant le comportement et en s'attardant sur la psychologie de leurs clients, ils découvrirent que la plupart d'entre eux adoptaient des habitudes particulières, et notamment qu'ils ne venaient pas tous en même temps exiger le remboursement de leurs billets contre de la monnaie métallique, certains préférant la détention des billets à celle du métal. Ils leur restaient donc toujours une encaisse de monnaie précieuse. Alors, pour exploiter cette situation, l'idée germa dans leurs esprits qu'il devait être possible d'émettre une quantité de billets pour une valeur qui outrepassait celle des dépôts qu'ils détenaient réellement dans leurs coffres. Par ce moyen, ils se trouvaient dans une situation exceptionnelle pour satisfaire leurs ambitions: les dépôts qu'on leur livrait leur servaient en quelque sorte pour créer frauduleusement de la monnaie.

Pour illustrer cette logique, disons qu'un dépôt de 1000 florins d'argent offrait l'occasion d'émettre des billets, par exemple, pour une somme totale portant à un remboursement de 1500 florins, ce qui permettait de créer pour 500 florins de billets, que l'on pouvait par exemple céder à des emprunteurs, qui devaient ensuite les rembourser intégralement avec intérêt.

Mais leur position de banquiers n'était pourtant viable, qu'autant que les détenteurs de billets ne s'efforçaient pas tous en même temps d'obtenir un remboursement en monnaie métallique, ce qui aurait mis la banque en cessation de paiement et provoqué sa faillite.

Ce système d'émission des billets de banque s'apparentait donc à un *mécanisme de création monétaire*, puisque la part de la monnaie circulante augmentait à chaque fois qu'un nouveau billet de banque était émis au-delà de la part de monnaie métallique existant

réellement dans les coffres de la banque. *Le procédé étant assujéti à l'existence de deux monnaies: une monnaie métallique, et une monnaie de papier.* Pour cette raison, je nommerai ce procédé de création monétaire, *le mécanisme des deux monnaies.*

Ainsi, l'essence du mécanisme des deux monnaies réside dans le fait que la création de deux moyens de paiement convertibles par une banque, induit un comportement chez ses clients, qui consiste par commodité, à préférer la détention de l'une des deux monnaies par rapport à l'autre, ce qui offre l'opportunité, dans un deuxième temps, d'émettre un excédent de cette monnaie.

Bien sûr, si les clients de la banque préfèrent l'or et délaissent le papier, le banquier n'a rien à gagner dans ce procédé, car il ne peut pas créer de l'or. En revanche, s'il est assez habile pour faire préférer la détention des documents en papier à ses clients, en leur montrant par exemple la difficulté et les dangers de transporter de grandes quantités d'or, et les autres embarras du même genre, il ne lui sera pas difficile en retour de créer secrètement des billets pour une somme supérieure à la valeur de son encaisse métallique.

Les progrès ultérieurs de l'histoire monétaire et de l'histoire des banques sont nombreux, mais consistent plus en un développement et en l'extension des procédés et des techniques que j'ai exposées, afin d'en obtenir une meilleure exploitation, qu'en une innovation sur les mécanismes de fond mis en œuvres; aussi n'intéressent-ils pas notre propos. Je dirais simplement que les banques, qui dans ces temps anciens n'étaient pas tenues d'établir des comptes publics, ne pouvaient utiliser ce procédé avec succès qu'autant qu'elles bénéficiaient d'une respectabilité suffisante, qui ne pouvait être assurée souvent que par l'aval des autorités politiques. De ce fait, un problème de crédibilité de certaines

banques par rapport à d'autres conférait au système bancaire une certaine instabilité. Avec le temps, ce problème fût résolu en accordant le monopole de l'émission des billets de banque à un seul institut d'émission (ce fût le cas en France avec le monopole de l'émission des billets accordé à la Banque de France en 1848).

A l'époque de la révolution industrielle, l'essor exceptionnel du commerce et de l'industrie engendra un besoin colossal de capitaux, pour assouvir l'appétit de financement des firmes que leurs bénéfices et que les nouveaux moyens de collecte de l'épargne (par exemple la vente des titres financiers, comme les actions) ne suffisaient plus à couvrir. Un problème essentiel consistait donc, pour les milieux dirigeants, en la nécessité de se procurer une quantité de monnaie suffisante pour assurer le fonctionnement des nouvelles structures et leur développement.

Le vieux mécanisme des deux monnaies, connu et utilisé depuis plusieurs siècles par les banquiers, fut le procédé qui permit d'assurer les importants besoins en monnaie de l'économie. L'augmentation progressive du seuil d'investissement des firmes, après 1850, entraîna le développement d'un système bancaire très organisé en Europe. Depuis lors, grâce à leur capacité de crédit basée sur leur pouvoir de création monétaire *ex-nihilo*, c'est-à-dire à partir de rien, *les banques sont devenues un rouage essentiel de l'économie capitaliste.*

1.2. La création monétaire à l'époque contemporaine.

Le début du XXème siècle fut une période de profonds changements, durant laquelle se produisit la disparition de la monnaie métallique précieuse. La

raison en était simple: les stocks d'or qui existaient menaçaient d'être en quantité insuffisante pour assurer les besoins d'émission des billets de banque.

La convertibilité des billets fût suspendue pendant les guerres, en raison de la nécessité d'augmenter la masse monétaire pour financer le déficit de l'État. Par la suite, la grande dépression de 1929 consacra en Europe la fin de toute référence monétaire à un métal. Après la seconde guerre mondiale, seul le dollar demeurerait encore défini par une masse d'or fin, et il demeurerait alors la seule monnaie convertible, bien que toutefois d'une manière très limitée, puisqu'en faveur des seules banques centrales étrangères. Cependant, après 1960, les avoirs en dollars des banques centrales étrangères n'étaient plus couverts par les stocks d'or des États-Unis, et en 1971 enfin, le dollar fut dévalué et perdit toute référence avec l'or, qui fût démonétisé. Ainsi, à la fin du XXème siècle, les billets de banque n'existent plus à proprement parler, en ce sens que les billets qui circulent sont inconvertibles en or.

De nos jours, pour assurer leur rôle dans le crédit, les banques créent de la monnaie comme par le passé, en utilisant l'ancien mécanisme que j'ai décrit plus haut, mais en remédiant à la disparition de la monnaie métallique précieuse grâce à une nouvelle monnaie, *la monnaie scripturale*.

La création monétaire à l'époque contemporaine, donc, se réalise toujours sur la base de deux monnaies distinctes: la monnaie fiduciaire d'une part, qui est constituée par les pièces et les billets, et la monnaie scripturale d'autre part, une nouvelle monnaie *qui est constituée par les écritures dans les comptes des banques*.

La monnaie scripturale (7) est une monnaie d'écriture, qui correspond aux sommes inscrites sur les comptes bancaires, et qui consiste en une

reconnaissance de dette de la part du banquier envers son client.

Lorsqu'un client de la banque détient une somme de 10000 francs sur son compte bancaire, il détient en réalité 10000 francs de monnaie scripturale, c'est-à-dire que la banque reconnaît devoir lui fournir sur sa simple demande la somme de 10000 francs; il ne détient en aucun cas 10000 francs de pièces et de billets. Ceci étant, et contrairement aux idées fausses qui règnent dans tous les esprits, la banque ne dispose pas, elle non plus, des 10000 francs en billets de banque.

La monnaie scripturale est alors un moyen de paiement qui peut circuler d'un compte à un autre. Le client de la banque pourra ainsi régler l'un de ses créanciers en lui délivrant *un chèque* de 10000 francs. En ce cas, il ne disposera plus d'aucune somme sur son compte, c'est-à-dire que la banque ne lui sera plus redevable d'aucune dette. En revanche, il y aura eu un transfert de dette, c'est-à-dire que la banque sera endettée envers le créancier de son client.

Si par exemple celui-ci dispose d'un compte chez elle, il pourra le créditer avec son chèque de 10000 francs, en le versant sur son compte, et finalement, la créance contre la banque n'aura fait que changer de mains. *La monnaie scripturale représentant la dette de la banque envers ses clients, il est manifeste qu'elle remplit exactement le même rôle que celui que jouaient les billets de banque au XVIIème siècle.*

Dans toutes ces transactions, la monnaie fiduciaire, c'est-à-dire les pièces et les billets, n'apparaît pas, et il est possible que seul l'usage des chèques, des cartes de crédits et des ordres de virement soit mis en œuvre pour modifier les écritures en compte. Il existe donc bien deux monnaies distinctes.

La création monétaire repose, comme par le passé, sur le comportement collectif des clients de la banque, qui vont préférer la détention de l'une des deux monnaies par rapport à l'autre. En l'occurrence, la multitude fût vivement pressée de s'accoutumer du libre usage des comptes bancaires, sous l'influence de maintes lois et obligations, et de préférer détenir des sommes inscrites sur ces comptes plutôt que d'avoir à les conserver chez elle sous la forme d'une somme équivalente en pièces et en billets.

Je vais maintenant formaliser mieux le principe des banquiers du XVIIème siècle. Supposons que le peuple ait acquis des habitudes de comportement durables, et qu'en conséquence, la masse monétaire soit par exemple constituée pour 15% de pièces et de billets, et pour les 85% restant, de monnaie scripturale. Cette stabilité dans le comportement collectif astreint toute nouvelle quantité de monnaie insérée dans l'économie à se métamorphoser rapidement, afin de respecter la structure de la masse monétaire, de telle façon qu'elle se convertisse pour 15% en pièces et en billets, et pour 85% en monnaie scripturale.

Imaginons que dans ces conditions, une banque, qui dispose d'une somme de 50000 francs en billets de banque, utilise cette somme pour accorder un prêt à l'un de ses clients. Par commodité, nous allons tout d'abord raisonner en imaginant qu'il n'existe qu'une seule banque gérant la totalité des dépôts du public.

Si l'on considère que cette banque octroie les 50000 francs à son client sous forme de billets, la somme prêtée ne tardera pas à se scinder pour respecter l'équilibre imposé par la structure de la masse monétaire, c'est-à-dire qu'elle demeurera sous la forme de billets de banque pour seulement 15% de sa valeur, alors que les 85% restant se transformeront pour se convertir en monnaie scripturale. Il y aura donc une

somme de $50000 \times 0,85 = 42500$ francs qui retournera à la banque, *sous la forme de nouveaux dépôts*. La banque pourra alors à nouveau prêter ces 42500 francs, qui, en se transformant selon la même logique, *reflueront une nouvelle fois vers la banque*, dans la proportion de 85%, c'est-à-dire pour un montant de $42500 \times 0,85 = 36125$ francs.

La banque pourra alors à nouveau prêter ces 36125 francs, et ainsi de suite. A partir d'une somme de 50000 francs en billets, la quantité totale C des crédits accordés par la banque pourra être finalement de :

$$C = 50000 + 42500 + 36125 + \dots$$

$$C = 50000 + (50000 \times 0,85) + (50000 \times 0,85^2) + \dots \\ \dots + (50000 \times 0,85^n)$$

$$C = \sum_{n=0}^{\infty} 50000 \times 0,85^n = 50000 \times \frac{1}{1 - 0,85}$$

$$= 333333,33 \text{ francs.}$$

A chaque fois que la banque concédera un nouveau prêt, une partie de la somme prêtée retournera systématiquement dans ses coffres, sous la forme de nouveaux dépôts. Par la vertu de ce mécanisme, en se servant de l'aveuglement des hommes, la banque prêterra ainsi plusieurs fois la même somme d'argent, c'est-à-dire qu'elle aura créé $333333,33 - 50000 = 283333,33$ francs.

Ce raisonnement est aussi à l'origine du célèbre adage des banquiers selon lequel *les crédits font les dépôts, et non l'inverse*. Les clients de la banque, en

ayant une prédilection pour la monnaie scripturale, agissent donc exactement de la même manière que les porteurs de billets du XVIIème siècle, qui n'allaient pas tous en même temps exiger le remboursement en or de leurs billets.

Tout se passe comme si, à l'époque moderne, les billets du XVIIème siècle avaient été remplacés par la monnaie scripturale, et l'or, par les billets de banque modernes inconvertibles, le mécanisme de création monétaire demeurant le même.

Il est inutile, pour la banque, d'effectuer les calculs successifs que nous avons faits précédemment. Ils ne sont utiles que pour mettre en évidence les opérations de création monétaire et la bonne intelligence du fonctionnement de la banque. Il est évidemment possible de les simplifier.

En pratique, la connaissance de la structure de la masse monétaire indique immédiatement, pour reprendre notre exemple, que lorsque la banque accordera un prêt, elle ne devra disposer, sous forme de billets de banque, que de 15% de la somme octroyée réellement. Ainsi, un prêt de 100000 francs sera supportable dès lors que la banque disposera dans ses coffres de seulement 15000 francs.

Inversement, une somme en billets détenue par la banque représentera 15% du montant des prêts qu'elle peut accorder. De ce fait, 50000 francs en billets permettront d'octroyer jusqu'à:

$$\frac{50000}{15} \times 100 = 333333,33$$

francs de prêts, comme nous l'avons vu précédemment.

Ainsi, alors qu'autrefois il était possible d'émettre des billets pour une somme plus considérable que celle totalisée par la monnaie métallique contenue dans les coffres de la banque, aujourd'hui, *il est possible de créditer des comptes par une simple écriture, sans que la contrepartie en billets n'existe nulle part*. Par une simple modification dans ses comptes, par exemple en tapant un nombre sur le clavier d'un ordinateur, un banquier peut ainsi créer de la monnaie pour la somme qu'il désire, à la seule condition de ne pas outrepasser la proportion cruciale entre les deux monnaies, les billets de banque et la monnaie scripturale. De cette manière, ce qui demeurait secret et condamnable au XVII^{ème} siècle est devenu légal juridiquement à l'époque moderne, bien que le peuple soit plongé dans l'ignorance complète de ce mécanisme de création monétaire.

Le seul frein qui bride le pouvoir de création monétaire de la banque réside dans la disposition du peuple à élire comme moyen de paiement les billets et les pièces plutôt que les moyens de paiement mis à la disposition du public par la banque, c'est-à-dire les chèques, les cartes de crédits, ou les ordres de virement, qui en eux même ne constituent pas de la monnaie, mais qui sont des instruments *de transfert* de la monnaie scripturale, et qui permettent à des écritures de se modifier d'un compte à l'autre.

Les billets sont émis par la banque centrale de chaque pays (8). A cet égard, ils jouent le rôle que remplissait l'or au XVII^{ème} siècle, car les banques commerciales ne peuvent pas les fabriquer, ce qui les astreint à s'en procurer pour le montant minimum nécessaire à couvrir les retraits en monnaie fiduciaire de leurs clients.

De ce fait, à chaque fois qu'une banque consent un prêt, elle forge la quantité de monnaie sous forme de monnaie scripturale. Cela ne change rien par ailleurs à la logique de la création monétaire que j'ai exposée précédemment, les clients (ou leurs créanciers) prélevant eux-mêmes une partie de la somme allouée sous forme de billets, le solde demeurant virtuellement dans les mémoires informatiques de la banque.

Inversement, lorsque tel client qui a bénéficié d'un prêt procède à son remboursement, il s'ensuit une *destruction monétaire*, d'un montant égal à la somme remboursée à la banque. Ainsi, si le client qui s'était vu octroyer un prêt de 100000 francs s'en acquitte de 5000 à la première échéance, il ne restera plus qu'une quantité monétaire de 95000 francs dans les écritures de la banque, c'est-à-dire que 5000 francs de monnaie scripturale auront été détruits (ce qui signifie simplement que les écritures de la banque se seront modifiées d'un chiffre de -5000).

Au terme de son emprunt, l'ensemble de la monnaie scripturale aura été détruite, et moyennant le bénéfice réalisé par la banque et correspondant à l'intérêt du prêt, le processus se refermera sur lui-même comme s'il n'avait jamais existé.

Enfin, ajoutons que s'il arrivait par malheur que tous les clients s'évertuent à vouloir retirer en même temps la totalité de leurs avoirs enregistrés sur leurs comptes bancaires, ou même seulement une grande partie de ceux-ci, la banque ne parviendrait plus à fournir les billets qui lui seraient demandés, et elle serait mise immédiatement en cessation de paiement, ce qui assurerait sa faillite (9).

1.3. Le système bancaire.

Bien que la population se livre sans cesse à des achats de peu de valeur, pour ses besoins habituels, avec des pièces et des billets, et qu'ainsi accoutumée à ce jeu, les esprits se persuadent que les pièces et les billets constituent la totalité de la monnaie, il est remarquable d'observer que les pièces et les billets n'interviennent quasiment pas dans l'économie; ils représentent en effet moins de 4% de la totalité de la monnaie en 1999. Il est clair que *le rôle véritable de la monnaie fiduciaire, c'est-à-dire des pièces et des billets, est d'inspirer par l'expérience quotidienne des fausses vérités, afin de contenir le peuple dans l'ignorance de ce qu'est réellement la monnaie, pour conférer aux banques leur pouvoir de création monétaire.*

Comme par ailleurs, chacun dans la population dispose d'un compte bancaire, et que les sommes qui y sont inscrites varient en proportion des retraits et des dépôts en monnaie fiduciaire que chacun réalise, le peuple est prompt à imaginer, par cette série d'analogies, que la totalité des sommes mentionnées sur les comptes bancaires a une contrepartie en pièces et en billets dans les coffres des banques, ou alors, que celles-ci peuvent rapidement se procurer cette contrepartie.

De ce fait, bien qu'elle ne représente en réalité qu'une proportion très marginale de la monnaie, *la véritable monnaie pour le peuple est constituée par le stock de pièces et de billets.* Chacun imagine en conséquence que *les banques ne sont que de simples intermédiaires recevant des dépôts en liquidité et qu'elles sont dépourvues de toute fonction de création monétaire.* Dans ces conditions, le peuple confie l'argent qu'il détient sous la forme de pièces et de billets à la banque, et utilise en retour les moyens de paiement qu'elle met à sa disposition, et qu'elle essaye à toute force d'imposer, ce qui

permet à la banque d'entamer, sur la base de cette tromperie, son processus de création monétaire.

Mais revenons au fonctionnement du système bancaire. Dans la réalité, l'activité bancaire est assurée par plusieurs banques. La création monétaire dans le réseau s'accomplit d'une manière quasiment identique à celle qui s'opère dans l'hypothèse d'une banque unique. Il est possible d'en éclairer la logique en raisonnant sur la base de deux banques qui couvriraient l'ensemble des dépôts du public.

Supposons que ces deux banques, que nous noterons A et B, soient de tailles inégales, de telle manière que la banque A gère les 3/4 des dépôts du public et que la banque B gère le 1/4 restant. Si l'on admet que 15% de la monnaie réside sous la forme de pièces et de billets, lorsque la banque A accordera un prêt de 100000 francs à l'un de ses clients, le crédit se métamorphosera rapidement en: $100000 \times 0,15 = 15000$ francs de monnaie sous forme de pièces et de billets, et 85000 francs de dépôts répartis en:

$85000 \times (3/4) = 63750$ francs revenant sous forme de chèques tirés au profit de la banque A,

et $85000 \times (1/4) = 21250$ francs de chèques tirés au profit de la banque B.

De ce fait, le crédit est plus coûteux pour la banque A que dans l'hypothèse d'un crédit octroyé par une banque unique monopolisant tous les dépôts, parce que la banque A doit se procurer 21250 francs supplémentaires (en pièces et en billets, seule monnaie acceptée par la banque B) pour payer les chèques tirés au profit de la banque B.

Toutefois, la banque A n'est pas la seule à exercer une activité de crédit, et la banque B en accorde elle aussi à ses clients. Supposons qu'en raison de leur inégale importance, les banques A et B accordent des crédits dans le public à raison des $3/4$ du total pour la banque A, et du $1/4$ restant pour la banque B. De ce fait, la part des crédits qu'elles distribuent est proportionnelle à la part des dépôts qu'elles gèrent.

La banque A ayant accordé des crédits pour 100000 francs à ses clients, la banque B devrait en accorder pour sa part à hauteur de $100000/3 = 33333,33$ francs aux siens, c'est-à-dire pour $1/4$ du total des crédits accordés par les banques. Dans ce cas, les crédits de la banque B se métamorphoseront en:

$33333,33 \times 0,15 = 5000$ francs de monnaie sous forme de pièces et de billets,

et $28333,33$ francs de dépôts répartis en:

$28333,33 \times (3/4) = 21250$ francs de chèques tirés au profit de la banque A,

et $28333,33 \times (1/4) = 7083,33$ francs revenant sous forme de chèques à la banque B.

On peut remarquer que la banque A, qui devait à l'origine s'acquitter de 21250 francs à la banque B, en retour, est créancière contre la banque B, après qu'elle ait octroyé des crédits à ses clients, de la même somme, dont elle lui est redevable en billets de banque, seule monnaie acceptée par la banque A. Les dettes croisées sont réglées entre les banques selon un principe de compensation: *en pratique, ces dettes équivalentes sont annulées et aucun transfert de monnaie fiduciaire n'a lieu entre les banques A et B.*

Finalement, la quantité de monnaie créée par les banques, c'est-à-dire les 133333,33 francs de crédits accordés, augmenterons la masse monétaire pour se répartir en:

$133333,33 \times 0,15 = 20000$ francs de monnaie sous forme de billets de banque et de pièces,

$113333,33 \times (3/4) = 85000$ francs de dépôts gérés par la banque A,

et $113333,33 \times (1/4) = 28333,33$ francs de dépôts gérés par la banque B.

De ce fait, si les banques honorent la même proportion entre les dépôts qu'elles gèrent et les crédits qu'elles accordent, chaque banque éprouvera la situation d'une banque unique monopolisant un marché de la taille de ses dépôts.

Dans notre exemple, la banque A ne doit veiller qu'à se nanter d'une somme de 15000 francs en pièces et en billets pour le prêt des 100000 francs qu'elle a accordé à son client, exactement comme dans le cas de l'hypothèse d'une banque unique.

Si l'une des deux banques rompt l'équilibre entre les crédits qu'elle accorde et les dépôts qu'elle gère, il subsistera alors un solde net après compensation entre les banques, que la banque qui a accordé les crédits supplémentaires devra payer. Dans ce cas, les nouveaux crédits qu'elle a octroyés lui procurent un revenu diminué de ce surcoût.

Il est possible de généraliser le modèle à deux banques à tout le système bancaire en général, car la logique et les calculs précédents demeurent inchangés par l'addition de banques supplémentaires.

Notons pour achever cette description que l'usage de la monnaie scripturale est lié à l'avènement d'un certain degré d'élaboration des techniques bancaires. A la fin du XIX^{ème} siècle, la monnaie scripturale était encore peu développée par rapport à l'ensemble de la masse monétaire. Cependant, comme les billets étaient encore convertibles en or, il était possible d'envisager un mécanisme de création monétaire fondé sur trois monnaies convertibles successivement: l'or, les billets de banque, et la monnaie scripturale. Ce triangle monétaire pouvait engendrer deux couples de deux monnaies (or-billets de banque, et billets de banque-monnaie scripturale) occasionnant sur chaque couple la possibilité d'entamer le mécanisme de création monétaire à deux monnaies.

Plus tard, la monnaie métallique précieuse perdit son influence sur le système monétaire. Parallèlement au déclin de l'or, le système bancaire ne cessa pas de se moderniser durant le XX^{ème} siècle. De cette manière, la disparition de l'or du système monétaire fût compensée par l'avènement parallèle de la monnaie scripturale, dont le développement fût proportionné à la modernisation du réseau et à l'amélioration des relations interbancaires; ce qui permit au processus de création monétaire basé sur le mécanisme des deux monnaies, de perdurer.

Avec le temps, l'étendue et l'efficacité des relations entre les banques se sont accrues à un tel degré que le mécanisme des deux monnaies, en théorie, n'est plus indispensable aux banques commerciales pour forger de la monnaie.

On pourrait en effet imaginer un mécanisme de création monétaire basé sur la seule monnaie scripturale, qui apparaît dans les « conditions aux limites » du mécanisme des deux monnaies. Cela surviendrait, donc, dans des circonstances où le peuple se serait accoutumé à ne plus employer de monnaie fiduciaire, c'est-à-dire

dans le cas où 100% de la masse monétaire serait constituée par de la monnaie scripturale.

Si la quantité de pièces et de billets quémandée par le peuple tendait à être nulle, et si la multitude n'utilisait plus que chèques, cartes bancaires et autres instruments de transfert de la monnaie scripturale, la quantité de monnaie scripturale que pourrait créer la banque tendrait vers l'infini. Il ne subsisterait plus qu'une seule monnaie, et la banque disposerait d'un pouvoir de création sans limites.

Ce système est toutefois ardu à mettre en œuvre, au moins sur le plan politique, car le peuple aurait l'occasion de distinguer trop nettement dans ce cas que la monnaie est une émanation stricte des banques commerciales (10).

1.4. Les banques centrales.

Au sein de chaque pays, les banques centrales ont le monopole de l'émission des billets de banque; c'est par exemple le cas de la Bundesbank en Allemagne, du Federal Reserve System aux États-Unis, ou de la Banque de France, en France. La monnaie émise par la banque centrale, ou monnaie centrale (par opposition aux monnaies scripturales des différentes banques) est la seule monnaie à être dotée du cours légal, c'est-à-dire qu'elle est la seule que la loi oblige à accepter en paiement.

La monnaie de la banque centrale est l'une des deux monnaies du couple nécessaire à la création monétaire: les billets de banque jouent ainsi le rôle de base qui autrefois était assuré par l'or. Dans une certaine mesure, la banque centrale est incontournable, de par son monopole d'émission des billets de banque, *elle*

constitue un rouage d'étranglement du système bancaire.

Toutes les banques commerciales, pressées par la nécessité de se procurer des billets pour satisfaire aux demandes de leurs clients, et pour assurer le solde après compensation dont elles doivent s'acquitter auprès des autres banques, doivent tenir compte du volume de la monnaie fiduciaire, car en théorie, la banque centrale n'a aucune obligation, en retour, de leur fournir la monnaie centrale nécessaire à leurs besoins.

Il est manifeste que plus une banque accordera de crédits et plus elle se trouvera dans la nécessité de se procurer de la monnaie de la banque centrale. La banque centrale, en cela, est un instrument de régulation du crédit bancaire. Si la politique monétaire menée par la banque centrale a pour objet de favoriser le développement du crédit bancaire, la banque centrale mettra à la disposition des banques une quantité de monnaie fiduciaire plus importante. En revanche, si le but poursuivi par les autorités monétaires est de restreindre les crédits accordés par les banques, la banque centrale s'efforcera de limiter la quantité de monnaie centrale disponible.

Le pouvoir essentiel de la banque centrale à l'égard du système bancaire est ainsi d'influencer la quantité de monnaie créée par les banques.

L'abondance ou la rareté de monnaie centrale, donc, apparaît comme un instrument de régulation du crédit. Il me semble que l'on a cependant attribué trop d'importance à ce mécanisme, le rôle de la banque centrale est insuffisant seul, face aux banques commerciales, pour gouverner la création monétaire. Prétendre que la banque centrale peut imposer son joug aux banques commerciales est démesuré; l'économie exerce une hégémonie plus grande encore; aucune banque centrale ne pourrait endiguer l'accroissement des crédits octroyés par les banques par le seul assèchement

des ressources en monnaie fiduciaire, à cause de la menace de les précipiter toutes dans la faillite, ce qui plongerait l'économie tout entière dans le chaos.

Il me semble plutôt que l'existence des banques centrales a pour objet d'égarer le jugement du public, par le fait qu'elles disposent du monopole d'émission des billets de banque. Le peuple ne manque pas de confondre ce monopole avec le monopole de création de la monnaie en général, parce qu'il est convaincu que la seule monnaie qui existe est constituée par le stock de pièces et de billets.

Par ailleurs, comme la loi condamne lourdement les faux-monnayeurs, c'est-à-dire les falsificateurs de pièces et de billets, cela achève de conforter le peuple dans son assurance que la banque centrale est la seule banque à détenir le privilège de pouvoir créer de la monnaie, et qu'il serait inconcevable qu'un organisme privé puisse le faire. La banque centrale se substitue ainsi, dans la connaissance populaire, aux banques commerciales, qui disposent, elles, réellement, du privilège essentiel de pouvoir créer de la monnaie. *Cette permutation dans l'esprit du peuple est certainement la raison de fond de l'existence des banques centrales, devant leur rôle dans la régulation du crédit; car la croyance erronée du peuple confère la stabilité au système bancaire et autorise le fonctionnement du mécanisme des deux monnaies.*

En pratique, les mécanismes par lesquels les banques centrales déterminent la rareté ou l'abondance de monnaie centrale sont très divers et varient selon les pays. Aux États-Unis, les banques se procurent les liquidités dont elles ont besoin sur le marché monétaire. Il s'agit d'un marché ouvert largement à tous les agents économiques, où s'échangent des titres de la dette publique des États-Unis contre des liquidités. Les banques de la réserve fédérale peuvent intervenir sur le marché

en vendant ces titres, ce qui entraîne la raréfaction de la monnaie centrale, qui afflue alors comme produit de la vente à la réserve fédérale. La diminution de la quantité de monnaie centrale engendre alors la diminution du prix des titres, c'est-à-dire une hausse des taux d'intérêt du marché, aggravant les conditions dans lesquelles les banques doivent se procurer des liquidités. Inversement, l'achat de titres par les banques de la réserve fédérale conduit à une abondance de monnaie centrale sur le marché, qui provoque des effets contraires à ceux que j'ai exposés.

En France, toutes les banques possèdent un compte à la Banque de France. Toutes les dettes interbancaires sont réglées quotidiennement sur ces comptes. Ainsi, lorsqu'entre deux banques commerciales subsiste après compensation un solde que l'une doit régler à l'autre, il se fait par débit du compte que cette banque possède à la Banque de France vers le compte de l'autre, qui est crédité d'autant. Pour assurer ce transfert, la banque débitrice peut contracter un prêt obtenu sur le marché interbancaire, c'est-à-dire consenti par une banque dont le compte est en position excédentaire après compensation. Par ailleurs, la Banque de France peut fournir directement de la monnaie centrale aux banques, en dehors des opérations sur le marché monétaire, par des appels d'offre et par les pensions de 5 à 10 jours. La fourniture de la monnaie centrale se fait alors par la prise en pension de titre de créance appartenant aux banques, c'est-à-dire que la Banque de France fournit de la monnaie centrale en achetant des titres du portefeuille des banques, que ces dernières s'engagent toutefois à racheter quelques jours plus tard en restituant la monnaie centrale, augmentée de l'intérêt correspondant aux taux exigés par la Banque de France.

Quelque diverses que soient ces opérations, elles tendent toutes vers le même but: augmenter ou diminuer à discrétion le coût du crédit pour les banques.

D'un point de vue théorique, pour accorder un prêt, une banque devra payer un intérêt pour obtenir de la monnaie centrale. A l'échéance, le bénéfice d'un prêt accordé par la banque sera constitué par l'intérêt payé par le client en contrepartie de son emprunt. Ce bénéfice sera diminué d'autant, auquel il faudra encore retirer les différents frais de fonctionnement de la banque et les charges fiscales. L'effet escompté est que tout renchérissement du coût de la monnaie centrale pourra obliger la banque à répercuter ces frais supplémentaires sur les crédits accordés à ses clients, par une augmentation du taux d'intérêt de ses crédits. Les conditions d'emprunt seront moins avantageuses, ce qui aura tendance à décourager les emprunteurs, et finalement, à diminuer la quantité de monnaie créée par la banque.

Inversement, une baisse des taux de la banque centrale pourrait permettre à la banque de baisser le taux d'intérêt de ses crédits, ce qui faciliterait l'accès au crédit du public et augmenterait la quantité de monnaie créée par la banque.

1.5. Les agrégats monétaires (l'étude du comportement et de la psychologie des foules).

L'apparence de complexité du système bancaire ne doit pas, à l'image de tant d'autres dispositifs qui, de par leur degré d'élaboration, en viennent à faire oublier les lois simples sur lesquelles ils sont fondés, dissimuler le cœur du problème, à savoir que la logique de la création monétaire repose tout entière sur l'exploitation d'un comportement humain collectif.

En matière monétaire, rien n'est plus surveillé que le comportement de la population. A cet égard, les banques utilisent des instruments comptables et statistiques permettant de mesurer à la fois la diversité des comportements et leur ampleur relative, ainsi que la quantité totale de monnaie en circulation dans la population.

La Banque de France utilise ainsi, pour mesurer la masse monétaire, des indicateurs statistiques nommés *agrégats monétaires*. Il s'agit de quatre ensembles emboîtés les uns dans les autres, séparant les avoirs en fonction de la facilité qu'ils ont à être convertis en moyens de paiement. De tels instruments sont destinés à l'étude du comportement du monde non financier. Les avoirs détenus par les banques et par les agents financiers n'y figurent pas. La structure de la masse monétaire en France en 1998 était la suivante:

P1 + M3	Pièces et billets	M1	M2	M3	M4
Plans d'épargne logement	255,7				
Autres plans d'épargne	Dépôts à vue: +1618,6		codevi LEP		
PEP					
Titres d'opcvrn garantis		= 1874,3			
Bons de capitalisation	Livrets A Livrets Bleus Livrets jeunes	Livrets soumis à l'impôt Comptes d'épargne-logement	3624		
7746,1	TCN, certificats de dépôt, Dépôts à terme titres d'opcvrn monétaire, Autres titres			5476,5	
	Bons du trésor, billets de trésorerie, BMTN			5572,1	

Fig. 1. Les agrégats monétaires en novembre 1998, en-cours en milliards de francs (11).

La masse monétaire contenue dans M4 représente 5572,1 milliards de francs. La rareté du stock de pièces et de billets au sein de cet ensemble, c'est-à-dire la rareté de la monnaie fiduciaire, qui est la première monnaie du couple permettant la création monétaire, est manifeste. En ne considérant que l'ensemble monétaire le plus restrictif, l'agrégat M1, la monnaie fiduciaire n'en représente que 13,64%, alors qu'il y a environ 6 fois plus de monnaie scripturale enregistrée sur les comptes bancaires, qui forment les dépôts à vue (86,36% du total), et sur lesquels un retrait en espèces peut se faire à tout moment. En élargissant progressivement les placements possibles, le stock de pièces et de billets se contracte pour ne plus représenter que 7,05% de M2, 4,67% de M3 et 4,59% de M4 (12).

Les agrégats monétaires excluent par ailleurs une partie des placements financiers qui existent. Ainsi, les avoirs détenus sous forme d'actions, d'obligations, de bons de capitalisation ou de plans d'épargne-logement par exemple, n'y figurent pas, et la quantité de monnaie fiduciaire s'amoindrirait encore par rapport à un ensemble plus vaste que M4, contenant ce type de placements. Ainsi, les pièces et les billets, que le peuple considère comme constituant la monnaie dans sa totalité, n'en représentent en réalité qu'une fraction très marginale.

En outre, pour affiner ces données, les banques étudient précisément les disparités de la circulation des pièces et des billets au sein de la population. A la fin de chaque mois et au tout début du mois suivant, le paiement des salaires entraîne une demande importante de billets. En revanche, parce que les gens dépensent leurs avoirs, les banques absorbent surtout la monnaie fiduciaire entre le 10 et le 20 du mois. A certaines périodes de l'année, la demande en billets est plus importante,

notamment lors des départs en vacances ou avant les fêtes de fin d'année.

La circulation fiduciaire est aussi étudiée sous l'angle de ses disparités géographiques, de telle manière à ce que les banques puissent compenser au mieux les excédents de demande dans telle région par les reflux qui se produisent dans telle autre.

L'ensemble de ces études permet en définitive de faire fonctionner le réseau bancaire en planifiant précisément l'approvisionnement des comptoirs, dans un contexte de presque totale pénurie en pièces et en billets.

2. Considérations sur la psychologie du peuple.

Sur le fond, tous les mécanismes que j'ai exposés ne procèdent que de la psychologie et de l'ignorance du peuple. Dans les questions monétaires, le peuple ne distingue que les apparences du système bancaire, qui inspirent d'autant plus de confiance aux esprits crédules que les moyens des banques sont plus considérables, alors que le cœur du mécanisme n'est en réalité d'essence que purement psychologique.

Le fonctionnement du mécanisme des deux monnaies repose sur la confiance, et sur la pérennité de ce que le peuple considère être la richesse.

2.1. L'instabilité de l'opinion publique.

La création monétaire qui confère aux banques leur importance est un procédé *qui ne repose en définitive que sur la confiance du peuple en la deuxième monnaie*, c'est-à-dire en la monnaie qui est élaborée par la banque. Cette confiance n'est toutefois réellement

exploitable qu'autant qu'elle repose sur un sentiment *durable*. Pour créer de la monnaie, il importe donc, outre la confiance, d'obtenir que l'opinion du peuple demeure constante; c'est en la réalisation conjointe de ces deux conditions que réside le véritable dessein des banquiers.

L'instabilité de l'opinion publique peut ruiner les opportunités de création monétaire. Les banques qui créent de la monnaie sur la base de l'inconstance du sentiment public prennent des risques considérables, et qui peuvent dans certains cas excéder la faillite de la banque elle-même pour avoir des conséquences à plus longue portée. Pour illustrer ce propos, il n'est pas inutile de prendre l'exemple des difficultés qu'ont rencontré les banques d'émission au cours du XVIIIème siècle.

Pendant longtemps en France, il s'est attaché un discrédit sur l'usage des billets de banque, qui affligea fort les banquiers et les mit pour longtemps hors d'état d'user du mécanisme des deux monnaies. L'origine en remontait à la faillite d'une banque, qui avait reçu la garantie de l'État, et qui eut lieu peu après la mort de Louis XIV: la banque de Law.

Le contexte historique, qui fût important dans ces événements, était le suivant: au lendemain de la mort de Louis XIV, la France était en proie à une situation financière désastreuse. Louis XV n'était pas en âge de régner, et le déficit du Trésor, qui dépassait alors un milliard de livres, engendra à la fin de 1715 la banqueroute partielle de l'État. Dans cette situation, le Régent et son Conseil des finances ne se décidèrent ni à réunir les états généraux, ni à entamer une réforme de l'impôt; les mesures prises furent insuffisantes et de ce fait, en l'absence d'une politique appropriée, la situation allait en se détériorant vers une perspective de banqueroute générale de l'État.

Il restait néanmoins la solution de recourir à la création monétaire pour remédier à cette pénurie, afin de soulager le trésor des dépenses courantes et de résorber le déficit. Dans ces circonstances, sous l'influence de la personnalité originale de John Law, l'idée de la fondation d'une banque trouva l'occasion favorable pour germer. Écossais d'origine, financier génial versé dans l'étude des institutions bancaires, Law proposa une solution basée sur la création monétaire et sur le crédit bancaire, qui fût rapidement acceptée.

Fondée en mai 1716, la banque de Law reçut le privilège d'émettre des billets remboursables au porteur, en monnaie d'argent. Habile homme, Law s'efforça tout d'abord de gagner la confiance du peuple, en imposant que ses billets puissent être acceptés en paiement de l'impôt, et il s'ingénia à freiner, jusqu'en décembre 1718, l'émission des billets par la banque, afin de toujours assurer leur remboursement, pour apprivoiser le peuple et amollir sa méfiance.

Fondé au départ sur sa seule encaisse métallique, Law avait imaginé la possibilité d'associer à la banque une compagnie de commerce maritime, capable de dégager d'importants bénéfices sur lesquels les billets de la banque pourraient être gagés. Cette compagnie devait en outre permettre l'émission d'actions, payables en titres de l'État, dans le dessein d'absorber à la fois la dette royale et les billets circulants, de manière à contenir l'inflation.

La Compagnie des Indes, qui allait exploiter le commerce outre-mer, notamment avec l'Amérique, fût fondée à cet effet. Sur le socle d'une simple banque, Law édifia ainsi un système de grande envergure. Il s'adjoignit par la suite la perception de l'impôt, si bien qu'il se trouva en position de contrôler à la fois les finances de l'État et celles des propriétaires privés, et de

ce fait, une part considérable de l'économie de la nation.

Le succès de la banque de Law fut total. En 1718, l'État en acquit les actions et la banque se transforma en Banque royale. Pour servir de remède au déficit, les émissions de billets se multiplièrent alors jusqu'en 1720, bondissant de dix millions à près de trois milliards de billets.

Les actions de la Compagnie des Indes s'envolèrent, sous l'effet de la spéculation, attisée par l'appât du gain qui envahissait tous les esprits. Mais, lorsque la valeur des actions progressa jusqu'à atteindre des sommes démesurées, comparées à la faiblesse des dividendes que l'on pouvait en retirer, la fièvre se refroidi furtivement chez les moins insensés; les premières ventes engendrèrent un retournement de l'opinion, et l'idée de leur surévaluation se répandit alors peu à peu. La valeur des actions déclinant, telle l'étincelle qui enflamme une traînée de poudre, la première baisse amorça la réaction en chaîne qui précipita leur effondrement. Les gros porteurs s'efforcèrent alors d'en réclamer le remboursement, ils furent payés en billets, et mécaniquement, la monnaie devenant surabondante, la foi du public dans les billets de banque se métamorphosa en panique bancaire, chacun s'évertuant à obtenir à la fois le remboursement des actions et le change des billets à la banque.

Une fois la confiance du public dissipée, sur laquelle s'était appuyée la création monétaire pendant quelques années, la banque de Law fût ruinée en moins d'un an. L'activité commerciale demeura trop peu considérable pour engendrer les richesses nécessaires à rémunérer les actions et à couvrir les billets. Aucune des mesures prises par Law ne purent enrayer la panique. La banque ne pouvait plus être sauvée. Finalement, John Law s'enfuit en décembre 1720; neuf ans plus tard, il mourût à Venise, ruiné.

Le retournement de l'opinion n'engendra pas seulement l'interruption de la création monétaire et la faillite de la banque, mais, parce que la ruine de nombreux citoyens avait marqué les esprits, la crise inspira une défiance telle envers les banques que les conséquences excédèrent largement la banque de Law elle-même. L'affaire fût d'autant plus retentissante que la banque de Law, devenue la banque de l'État, malgré cette garantie de solvabilité, avait fait faillite. Quelle banque donc, pourrait assurer à leurs porteurs le remboursement de leurs billets?

Après ces événements, il fallut attendre près de soixante ans pour qu'un établissement d'escompte retrouva en France la possibilité d'émettre des billets convertibles. En réalité, une véritable banque d'État ne revit le jour qu'avec Bonaparte.

L'enseignement qu'il faut tirer de ces événements est que l'instabilité du sentiment populaire sur la monnaie est très dangereuse, car l'aversion pour la deuxième monnaie se transforme en aversion pour les banques. La confiance du peuple en la monnaie est chose insuffisante, pour être exploitée elle doit aussi résulter d'un sentiment ferme et inaltérable; en cette disposition psychologique réside la véritable clef de voûte de tout l'édifice bancaire.

C'est pour cette raison que de nos jours, lorsqu'il survient la faillite d'une banque, les avoirs de ses clients sont sauvegardés tant bien que mal, par une action collective de toutes les banques, et par l'intervention discrète de l'État, comme on le vit encore récemment pour le Crédit Lyonnais, afin d'éviter que le peuple ne soit pas le moins du monde lésé et ne ressente pas le péril de détenir des avoirs bancaires, pour étouffer l'incendie naissant, avant que le mal ne fasse des progrès trop considérables, jusqu'à faire planer le danger sur toutes les autres banques.

2.2. Le XXème siècle.

Au XXème siècle, la confiance inébranlable du peuple en la deuxième monnaie est toujours la circonstance psychologique indispensable à la survie du système bancaire.

Au début du siècle, lorsque l'or fût démonétisé, le cours forcé et le cours légal furent attribués aux billets de banque, c'est-à-dire qu'ils devinrent à la fois inconvertibles en or et obligatoires à accepter pour tous les paiements. L'abandon de la monnaie d'or fût servi par des circonstances favorables; au début du XXème siècle, il y avait eu de longues périodes durant lesquelles la convertibilité des billets avait été suspendue; ce fût notamment le cas pendant la première guerre mondiale, le cours forcé ayant été décrété sous l'empire de la nécessité, pour développer le crédit afin de financer les dépenses de guerre. Le peuple s'était ainsi, au hasard des événements, accoutumé progressivement à utiliser des billets inconvertibles.

L'or une fois disparu, la confiance du peuple en les billets de banque n'avait plus de raison d'être, car il n'y avait plus de sens à vouloir changer les billets à la banque. Les billets de banque possédaient une valeur *en eux-mêmes*, non plus fondée sur la confiance en leur convertibilité en or, mais instituée de fait *par la volonté de l'autorité publique*. Ainsi, de deuxième monnaie, les billets de banque devinrent la première monnaie du couple.

Durant ces événements, le peuple ne prit pas conscience du développement parallèle de la monnaie scripturale, car les écritures dans les comptes des banques parurent trop secondaires pour sembler même être une monnaie. Pour l'opinion publique, les écritures dans les comptes des banques étaient censées avoir une contrepartie entière en billets, c'est-à-dire que chacun

était convaincu que les sommes mentionnées sur les comptes bancaires pouvaient être remboursées à vue, quels que soient leurs montants, et cela, parce que la multitude était symétriquement accoutumée à créditer les comptes par des dépôts en espèces.

La transition entre la monnaie scripturale et l'or s'est réalisée en quelque sorte pour moitié à l'insu du peuple, car bien que la population ait saisi la disparition de l'or en tant que monnaie, elle ne s'est pas aperçue du développement croissant de la monnaie scripturale. La vigilance du peuple ne se reporta pas comme elle aurait dû le faire sur la nouvelle deuxième monnaie, c'est-à-dire sur la monnaie scripturale, car le peuple n'en connaissait pas même l'existence. De ce fait, la suspicion du peuple envers la monnaie élaborée par les banques se dissipa à l'époque de la démonétisation de l'or, et se mua en une foi absolue, autant envers les billets de banque qu'envers la monnaie scripturale.

La foi du peuple la mieux trempée est celle qui procède de son ignorance.

Les conditions idéales pour créer la monnaie furent ainsi réalisées, et sur la base de cette ignorance, un réseau bancaire sans précédent et d'une incroyable envergure a pu se bâtir.

Enchaînés à toutes ces fausses vérités, les citoyens ne tiennent certes pas le compte qu'ils devraient des dangers auxquels ils s'exposent à détenir la monnaie scripturale des banques, car à l'égal de toutes les deuxièmes monnaies, il y a un péril à en acquérir, parce que la quantité de monnaie scripturale, de par sa nature de deuxième monnaie, excède largement la quantité de pièces et de billets qui existe: *cette monnaie n'est qu'imparfaitement convertible en pièces et en billets.*

Or, parce que le stock de pièces et de billets représente la seule monnaie qui a cours légal, c'est-à-dire que les pièces et les billets sont la seule monnaie que la

loi *oblige à accepter en paiement*, la monnaie scripturale, qui ne figure rien d'autre qu'une créance contre une banque, ne possède *aucune valeur libératoire a priori*, elle n'a pas cours légal, et *personne n'est obligé de l'accepter en paiement d'une dette*. Les chèques, les cartes bancaires et les ordres de virement, qui sont des instruments permettant de s'acquitter envers un créancier avec de la monnaie scripturale, *peuvent être refusés*, et chacun, à tout moment, peut être contraint de payer avec de la monnaie fiduciaire.

Si une banque, parce qu'il est survenu quelque crise dans l'économie, ou d'autres maux, de quelque nature qu'ils soient, affligée par ces nouvelles difficultés, est acculée à suspendre le remboursement des sommes inscrites sur ses comptes, la monnaie de la banque, parce qu'elle n'a pas cours légal, perdra toute sa valeur, et chacun dans la population, effarouché par l'impossibilité d'échanger contre des pièces et des billets la monnaie scripturale émise par la banque, la refusera en paiement.

La monnaie scripturale, qui n'est qu'une créance contre la banque, perd toute valeur dès lors que la banque fait faillite, et de tels événements, bien que rares, peuvent néanmoins survenir. Ils engendrent alors une panique bancaire, et les gens s'efforcent toujours, dans de telles circonstances, d'obtenir massivement le remboursement des sommes inscrites sur leurs comptes en pièces et en billets. Ne pouvant plus honorer ces retraits simultanés, la banque est toujours contrainte de fermer ses comptoirs, et les gens ne possèdent plus alors, en tout et pour tout, que des écritures sur des comptes bancaires, universellement refusées en paiement. Leur monnaie, sans valeur, est alors réduite à des nombres enregistrés dans les mémoires des systèmes informatiques.

Ainsi, en fonction des circonstances, la monnaie scripturale est une monnaie aussi périlleuse à détenir qu'il était risqué de détenir de la monnaie convertible en or dans les siècles passés.

2.3. La stabilité monétaire.

En dehors de la confiance du peuple en la monnaie, il existe une deuxième condition de fond à laquelle est subordonnée l'activité des banques: il est nécessaire que la monnaie créée ne perde pas démesurément de sa valeur. La valeur de la monnaie dépend du rapport entre la quantité de monnaie qui existe et la quantité des biens qui peuvent servir de marchandises à un moment donné dans l'économie; si l'on nomme marchandise tout ce qui peut servir à un échange contre la monnaie.

Si la quantité de monnaie venait à augmenter, pour empêcher que sa valeur ne s'érode trop, il serait nécessaire que la masse des marchandises accompagne ce mouvement en s'accroissant elle-même. Si cela n'était pas le cas, la monnaie deviendrait surabondante, et, à l'égal de n'importe quelle autre marchandise qui demeurerait en trop grande quantité, il s'ensuivrait une diminution de sa valeur. Les prix auraient alors tendance à augmenter: c'est le phénomène de l'inflation.

Inversement, si la quantité de marchandises venait à s'accroître sans que la quantité de monnaie n'augmente dans la même proportion, la monnaie deviendrait rare, et il s'ensuivrait une augmentation de sa valeur, qui se traduirait parallèlement par une baisse du prix des marchandises.

Une forte inflation, c'est-à-dire une perte importante de la valeur de la monnaie, a souvent lieu dans des situations exceptionnelles où surviennent des

déséquilibres, comme les crises économiques, ou les situations de guerre. Lorsqu'une guerre survient, la banque centrale du pays doit fournir de la monnaie en grande quantité à l'État pour lui permettre de financer les dépenses de guerre. Il s'ensuit un déséquilibre monétaire et une période de forte inflation, parce que la majeure partie de la production est tournée vers la guerre, et qu'ainsi la quantité de marchandises demeure trop faible, parce qu'une partie du matériel militaire fabriqué est détruit et disparaît dans le conflit, alors que par ailleurs la masse de monnaie créée n'est pas détruite par la guerre et perdure au conflit lui-même.

Lorsque les autorités monétaires autorisent l'émission sans limites de monnaie, cela entraîne une hausse démesurée du prix des marchandises, qui est aggravée par un comportement de fuite devant la monnaie, chacun s'efforçant de s'en débarrasser promptement. Une inflation galopante peut avoir des effets dramatiques; la partie de la population qui est salariée, et qui dispose donc d'un revenu constant, est la première à être affligée par la hausse des prix, elle s'appauvrit brutalement, et sombre dans la misère.

Les exemples d'émissions abusives de monnaie sont nombreux. Immédiatement après la révolution française, à partir de 1790, il circula en France des documents en papier qui faisaient office de billets, mais qui n'étaient pas remboursables en monnaie métallique, et dont la valeur était fondée sur le produit de la vente des biens du clergé: les assignats. Pendant les années qui suivirent la révolution, le déficit de l'État fût couvert par la multiplication des émissions de cette monnaie, ce qui engendra son effondrement. En moins de huit ans, les assignats perdirent presque dix mille fois leur valeur.

Des crises inflationnistes d'une gravité inégalée se produisirent au XX^{ème} siècle. Après la première guerre mondiale, la crise entraîna en Allemagne une grave dépréciation du mark. La création sans limites de monnaie accomplie sous la république de Weimar engendra une inflation terrible; en janvier 1923, un dollar s'échangeait contre un peu plus de 7000 marks, douze mois plus tard, il s'échangeait contre plus de 4000 milliards de marks, ce qui correspondait pour la seule année 1923, à une perte de valeur du mark dans un rapport de plus de 550 millions contre 1.

Durant cette année là, des centaines de papeteries produisaient le papier nécessaire à la fabrication des billets. Dans les imprimeries, les billets sortaient des presses à une telle cadence, que la situation en devenait extraordinaire et stupéfiante, à tel point que les commerçants changeaient le prix de leurs articles plusieurs fois par jour. A la fin de l'année 1923, le prix des denrées alimentaires variait entre le moment où l'on sortait les acheter et le moment où s'effectuait l'achat. Alors, le mark fût anéanti; on payait en céréales, en charbon, en bois.

Plus récemment, une situation d'inflation galopante est survenue en Europe, lors de la guerre de Yougoslavie. Durant l'année 1993, le dinar perdit toute sa valeur, et on vit la banque centrale yougoslave émettre des billets de plusieurs centaines de millions de dinars. Cette année là, les experts estimèrent que l'inflation annuelle dépassait 1.500.000.000 %; les derniers billets de banques émis portaient la valeur de cinq cents milliards de dinars. Début janvier 1994, le dinar fût annihilé, et le gouvernement fût contraint de rendre à sa place le mark allemand légal pour tous les paiements.

Dans des circonstances normales, c'est-à-dire lorsque les prix oscillent faiblement, la variation de la quantité de monnaie n'est pas l'unique source des

modifications du niveau général des prix. Toutefois, ce qui importe dans ce contexte, n'est pas de saisir tous les fondements possibles de ces variations, mais de remarquer que les banques, qui déterminent l'accroissement ou la diminution de la masse monétaire, *sont susceptibles d'être une cause directe et essentielle de modification de la valeur de la monnaie.*

De ce fait, d'un point de vue théorique, les banques ne peuvent pas créer de la monnaie pour la monnaie, et la prodiguer sans contrepartie. Les banques n'y ont pas intérêt, car leur pouvoir diminuerait alors en proportion de la perte de valeur de la monnaie qu'elles fabriquent. A la limite, si la monnaie ne valait plus rien, les banques n'auraient plus de raison d'être. Dans des situations de forte inflation, l'activité des banques est compromise, car elles ne peuvent plus accorder de nouveaux crédits sans susciter une aggravation de la situation monétaire, c'est-à-dire une perte de leur pouvoir.

Pour cette raison, et afin d'éviter que de telles situations surviennent, les banques sont obligées de subordonner la fabrication de la monnaie à des modalités strictes, en n'accordant leurs crédits que s'ils se joignent à la fabrication d'un bien. Les crédits destinés à la consommation entraînent mécaniquement la fabrication du bien acquis, et ceux destinés à financer les activités industrielles ou commerciales permettent de développer des activités productrices de biens ou de services. En d'autres termes, pour assurer la stabilité monétaire, *à la création de monnaie accomplie par une banque doit s'adjoindre une création réelle de richesses.*

Inversement, parce que les biens n'ont qu'une durée de vie limitée, il est nécessaire que les emprunteurs s'acquittent de leurs crédits. Dès lors qu'un bien disparaît, il ne peut plus servir de marchandise, la disparition d'un bien suscite une contraction de la masse des marchandises, et de ce fait, pour maintenir

l'équilibre entre la quantité de monnaie et la quantité de marchandises, il faut que la monnaie qui en était la contrepartie disparaisse à son tour. *La détérioration des marchandises doit s'accompagner de la destruction de la monnaie par le moyen du remboursement des prêts.* Ainsi, d'une manière générale, l'activité bancaire, pour perdurer, est subordonnée à l'impératif économique de la stabilité monétaire.

La valeur de la monnaie repose en définitive sur la conception que les gens se font de la richesse. Si la valeur de la monnaie résulte du rapport entre la quantité de monnaie qui existe et la quantité de biens qui peuvent servir de marchandises à un moment donné dans l'économie, *tout dépend, en réalité, de l'opinion que se fait le peuple sur quels sont les objets qui peuvent servir de marchandises.*

S'il se produisait une inversion dans l'opinion, si le peuple considérait sans valeur la plupart des objets qu'il a l'habitude d'apprécier comme étant des marchandises, il s'ensuivrait une soudaine crise monétaire; à côté des graves conséquences économiques qu'engendrerait l'arrêt de la production industrielle, la contraction brutale du stock de marchandises occasionnerait une déperdition de la valeur de la monnaie, qui deviendrait très excédentaire. Les banques seraient contraintes d'amoinrir leur activité de crédit, leur existence serait remise en cause. Le prix des marchandises anciennement élaborées s'effondrerait, et l'inflation se manifesterait alors sur les nouveaux biens que le peuple prendrait comme figurant des marchandises.

Pour que les banques puissent exister et exercer leur activité de création monétaire, il est nécessaire qu'il demeure une certaine stabilité dans le sentiment du peuple sur ce qui constitue la richesse. Si le peuple délaissait les biens qu'il désirait autrefois, il s'ensuivrait une crise monétaire qui détruirait l'activité des banques.

De ce fait, l'existence des banques est autant subordonnée à la confiance du peuple en la monnaie qu'à la permanence de son sentiment sur ce qui constitue la richesse. Les banques sont ainsi une sorte d'émanation de la psychologie collective.

3. Le pouvoir des banques.

La détention d'une plus ou moins grande quantité d'argent, qui détermine l'essentiel de l'inégalité sociale qui règne entre les hommes, est supportée collectivement par la multitude, parce que, les classes sociales ne se mélangeant pas, le peuple se figure que chacun est sensé être soumis à une loi commune qui consisterait à ne posséder de l'argent qu'autant qu'un travail ou qu'une industrie antérieure n'en a été la cause. C'est pourquoi, pense t-il, les faux-monnayeurs sont condamnés, et c'est pourquoi il supporte la domination économique des milieux industriels et financiers.

Le peuple, peu accoutumé à la richesse, dépourvu des biens qu'il désire malgré son incessant travail, impuissant à combler ses convoitises, rêve à la richesse comme à l'ultime réussite, en croyant qu'une fois ainsi nanti, prospérité et félicité marcheront d'un même pas. Aussi, grand est le péril que la multitude, si elle était consciente de leurs agissements, brûla d'ardeur à abattre les banques, qui créent de la monnaie spontanément, inspirée par l'idée que leur activité est un vol manifeste, seule manière de s'acquérir un bien sans qu'un travail ou qu'une industrie n'en fussent le préalable.

Les milieux dirigeants, qui de leur côté ne peuvent pas se servir des banques pour amasser la monnaie, parce que, outre que ce n'est plus leur dessein, il s'ensuivrait une crise inflationniste, comme je l'ai déjà dit, s'appuient sur le privilège qu'ils ont de pouvoir

créer de la monnaie pour susciter des échanges commerciaux, qui accablent le peuple de faiblesse, et les élèvent au pouvoir. Et, ne sentant plus l'avantage de l'excessive richesse dont ils sont gorgés, tenaillés par le désir de dominer les hommes, et de demeurer au sommet de la hiérarchie sociale, animés par cet appétit d'imposer leur joug à la multitude, ils conçoivent peu à peu de l'indifférence pour la fortune, tandis que s'accroît leur ardeur à rendre plus durable leur pouvoir et qu'augmente leur arrogance pour le peuple, dont ils méprisent la servitude.

En termes de profit d'activité, la détention d'une banque n'offre qu'un intérêt secondaire, car l'activité classique de crédit bancaire est peu rémunératrice pour la banque. La banque ne crée pas de l'argent pour elle-même, mais pour celui qui bénéficie de ses crédits; en fait, les banques de dépôt accordent des crédits au public et aux firmes industrielles ou commerciales en acceptant de faibles marges bancaires, souvent inférieures à 0,5%. Leur politique est d'attirer des clients dans l'activité de banque de dépôt, pour maintenir ou accroître leurs parts de marché, c'est-à-dire pour conserver ou augmenter leurs possibilités stratégiques de création monétaire.

A cause de cela, d'une manière générale, il est nécessaire d'appréhender une banque comme un rouage faisant partie d'un mécanisme plus vaste.

Les banques interviennent dans l'engrenage économique par le privilège qu'elles ont de pouvoir créer une quantité de monnaie importante et immédiatement disponible, *ex-nihilo*, c'est-à-dire à partir de rien, *en rendant possible ou en contribuant dans une large mesure à rendre possible des activités économiques qui sans elles n'existeraient pas.*

Créer de la monnaie, c'est avoir le privilège de faire apparaître ici ou là des échanges, afin de construire des montages économiques, en prêtant la monnaie à des emprunteurs, car les échanges se font contre la monnaie; c'est avoir l'autorité de décider, dans chaque cas, à qui seront accordés les crédits et dans quel but, c'est donc être en mesure d'organiser les échanges entre les hommes et de distribuer les rôles et la place de chacun, à la manière d'un chef d'orchestre.

Pour cela, les banques interviennent dans deux mécanismes essentiels: d'une part pour accorder des crédits aux clients des firmes afin de développer leurs ventes, et d'autre part pour accorder des crédits aux firmes elles-mêmes, afin d'assurer leur fonctionnement courant et leur développement. Dans les deux cas, la monnaie créée par les banques joue en quelque sorte le rôle d'un catalyseur dans les échanges.

Lorsque les banques interviennent sur les marchés des biens, pour accorder des crédits aux clients des sociétés, en leur fournissant les capitaux nécessaires à l'achat des marchandises provenant des firmes, ce sont les firmes qui bénéficient de la monnaie créée par la banque. *La création monétaire effectuée par la banque permet de démultiplier les échanges au profit des firmes*; et ainsi d'accroître considérablement leur pouvoir économique en métamorphosant des gens insolubles en clients.

Dans le schéma 1 (voir page suivante), lorsque la banque accorde un prêt de 50000F à un acheteur pour acquérir un bien vendu par la firme I, le montage engendre un débiteur, c'est-à-dire le client, qui devra se procurer les 50000F, et qu'il ne pourra pas acquérir autrement que par son travail; cela engendre aussi un créancier, la banque, et un bénéficiaire de la monnaie nouvellement créée par la banque, les propriétaires de I.

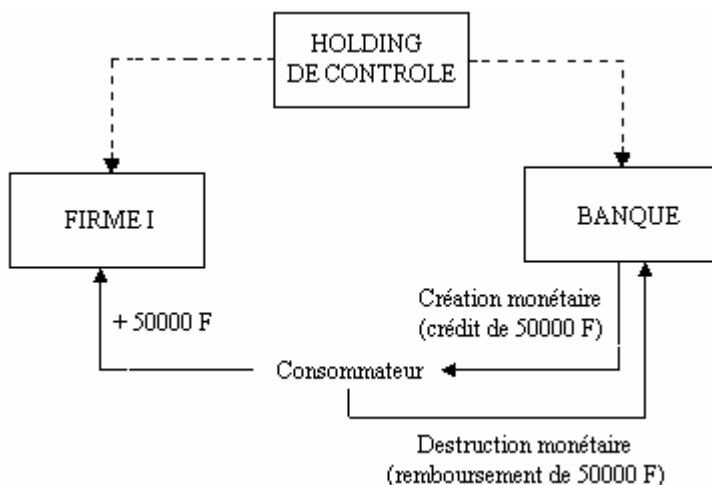


Schéma 1

Dans l'hypothèse où la banque et la firme sont contrôlées par les mêmes propriétaires, le montage revient à la fois à un transfert de la monnaie nouvellement créée aux propriétaires de la firme, sans effet inflationniste parce qu'un bien est fabriqué, et à la création d'une position dominante vis-à-vis du client, qui devient leur débiteur, dans une sorte de relation maître-esclave. La banque permet au marché de la firme d'exister, et à ses dirigeants d'amasser la monnaie créée.

Grâce au couplage entre la création monétaire et la vente du bien, qui se réalisent simultanément, la stabilité monétaire est assurée, c'est-à-dire que la valeur de la monnaie encaissée par les propriétaires de I ne va pas s'altérer du simple fait de l'activité de création monétaire de la banque, étant donné que le consommateur considère l'objet fabriqué comme étant une marchandise. Dans ce montage, la banque sert de fabrique

d'argent pour les propriétaires de I sans qu'il n'existe de risque inflationniste.

Très souvent, notamment en France, lorsque les firmes sont de grande dimension, *les propriétaires de la firme sont aussi les propriétaires de la banque*. Le contrôle simultané d'une activité industrielle ou d'une activité commerciale et d'une banque est une pratique ancienne.

Pour citer quelques exemples, dès 1919, la firme Citroën créait une société financière, la SOVAC, dont le but était d'accorder des crédits à la consommation, pour accroître le marché et le pouvoir de la firme. En 1924, les usines Renault créaient la société financière DIAC, dans un projet similaire; en 1928, la compagnie générale d'électricité créait la banque Electrobanque, pour financer le développement de l'électrification. Au début des années 1990, plus d'une cinquantaine de firmes industrielles ou commerciales, dans les domaines les plus divers (industries automobiles, groupes de distribution, groupes immobiliers) contrôlaient leur propre banque ou leur propre société financière.

Ainsi, lorsqu'un particulier souhaite acheter une automobile et désire bénéficier d'un crédit, la firme de construction automobile fabrique simultanément l'automobile et crée l'argent nécessaire pour l'achat, par l'intermédiaire de sa banque. Il en va de même pour l'acquisition d'un bien immobilier, et, d'une manière plus générale, pour tous les biens de consommation achetés à crédit dans les grands groupes de la distribution.

Il est d'autant plus facile de créer une banque que l'on dispose d'un réseau plus étendu de magasins qui attirent le public, car les circonstances sont alors favorables pour que sous chaque lieu se dissimule un comptoir. La poste, par exemple, a profité du réseau

considérable de ses agences pour développer une importante activité bancaire.

Les chaînes de supermarchés, implantées dans toutes les villes et attirant une foule de gens, proposent des cartes de paiement, auxquels leurs clients souscrivent, parce qu'ils sont alléchés par des avantages de peu; ces cartes sont fondées sur des comptes personnels que leurs titulaires alimentent. L'argent une fois amassé par ces pseudo-comptoirs, les supermarchés peuvent ensuite proposer des crédits à leurs clients, par l'intermédiaire d'une de leur sous-divisions financières, qui crée de la monnaie grâce au mécanisme des deux monnaies, sur l'encaisse que les gens leur ont fournie. Ces sociétés de distributions organisent donc leur propre marché, non seulement en proposant leurs produits, mais aussi en créant la monnaie qui manque aux gens pour les acheter, en la leur octroyant directement, afin, par ce système d'échanges, de les dominer plus amplement les uns et les autres, d'une part en accumulant la monnaie créée par leur banque, qui reflue vers la société mère sans causer d'inflation, et d'autre part en faisant consommer la multitude, qui de cette manière se ruine toute seule, sans avoir d'ennemi.

Donc, si l'on regarde en transparence derrière le phénomène du crédit bancaire, il est manifeste qu'il dissimule une répartition des rôles de chacun au sein de la société. On observe, d'un côté, une immense population qui est occupé à se procurer par son travail, l'argent nécessaire au remboursement des prêts sans lesquels elle ne pourrait rien acquérir, et de l'autre côté, quelques hommes qui sèment partout l'ignorance et l'obscurantisme, pour se hisser, par le privilège qu'ils ont de pouvoir créer de la monnaie, au sommet de la hiérarchie sociale. Fondée sur cette logique, l'organisation de la société procède tout entière du seul désir d'assouvir la soif du pouvoir, tout s'y développe de

manière anarchique et irrationnelle, la production industrielle s'accroît sans cesse dans le dessein d'affermir la relation maître-esclave qui s'est instaurée entre les milieux économiques et le peuple, parce qu'elle est la seule manière d'exploiter la création monétaire sans engendrer de crise inflationniste. Les conséquences annexes à la production demeurent inconsiderées, qu'il s'agisse de la désorganisation de l'État, de la corruption des mentalités, des conflits, des guerres, de l'épuisement des matières premières ou des bouleversements écologiques.

Mais revenons à la nature du pouvoir des banques. En second lieu, les banques interviennent pour accorder des prêts directement aux firmes, afin de couvrir leurs besoins de fonctionnement. Les firmes financent par des crédits à long terme la modernisation de leurs installations, la création ou l'acquisition de nouvelles filiales, et les autres affaires du même genre, opérations qui excèdent souvent largement les possibilités de réinvestissement de leurs bénéfices. Les crédits à court terme leur permettent d'assurer l'équilibrage de leur trésorerie, en particulier lorsque le produit des ventes arrive en décalage avec les frais entraînés par les dépenses courantes, alors qu'il faut assurer à échéances fixes le paiement des salaires, et les autres frais de fonctionnement. Les crédits bancaires servent dans ce cas à assurer le fonctionnement de l'appareil productif ou commercial.

Dans les deux cas (schémas 1 et 2 – voir page suivante), le pouvoir des propriétaires de la firme serait très amoindri sans l'intervention des banques; s'ils devaient s'appuyer sur la seule activité productive, sans que les échanges ne soient ordonnés et démultipliés par le crédit bancaire, ils ne pourraient pas s'arroger un pouvoir tel que, depuis longtemps dans la société occidentale, il a corrompu et dépassé le pouvoir politique

institutionnel. Les propriétaires de la firme I ne sont pas redevables de leur position dominante à leur propre activité productive ou commerciale, mais à l'activité de création monétaire des banques, qui agissent en amont de l'activité productive.

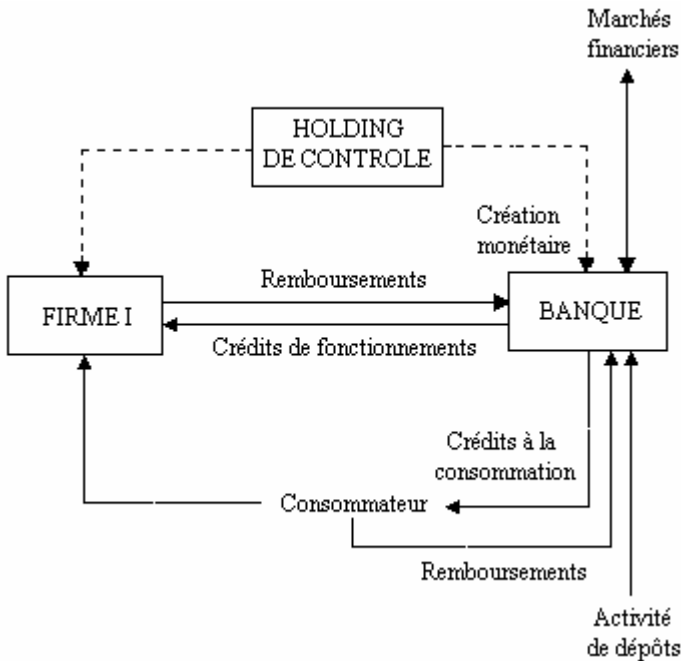


Schéma 2

Il faut reconnaître que les banques, dans la société capitaliste, où les moyens de production appartiennent à des propriétaires privés, sont un important élément de prospérité économique, parce qu'elles seules permettent de démultiplier les échanges par leur activité de création monétaire.

Mais, parce que la création monétaire est une activité qui s'organise de manière totalement arbitraire, qu'elle se réalise sous seing privé, et sous la couverture du secret professionnel, qu'elle n'est pas subordonnée au contrôle de l'État, ni à l'impératif que les crédits doivent servir à financer des activités fondées sur l'utilité publique, l'activité des banques peut plonger la société dans de nombreux périls. La démultiplication des échanges intervenant d'abord dans les secteurs où sont octroyés les crédits, il peut s'en suivre des conséquences néfastes, et notamment, lorsque les crédits sont accordés aux firmes, des phénomènes de surproduction qui peuvent engendrer d'importants dérèglements dans les mécanismes économiques.

A cause de l'absence de planification, et bien que cela ait été entouré d'un certain secret, les banques ont eu une responsabilité considérable dans la genèse des crises économiques, dont certaines, comme celle de 1929, ont eu des conséquences extrêmement graves. Mais je reviendrai plus loin en détail sur ce sujet. Voilà ce que l'on peut dire en ce qui concerne les banques.

CHAPITRE 3

Généralités concernant l'économie politique

1. Les armes et les machines.

Avant que n'apparaissent les sociétés issues de la révolution industrielle, le fondement politique de l'État reposait sur la puissance militaire. A cet égard, que la constitution de l'État instituât une monarchie ou une autre forme de gouvernement, cela était indifférent; le principe générateur du pouvoir résidait, dans son essence même, dans la force des armes.

La force des armes engendre un pouvoir de contrainte; selon la nature du régime politique, ce pouvoir était réparti différemment; sous une monarchie, le prince disposait pour lui seul du pouvoir de contrainte, sous une république, il était partagé, sous la démocratie, il était laissé à la licence du peuple.

Il pouvait coexister un pouvoir politique fondé sur une origine différente, comme par exemple celui qui est issu de la religion, mais un tel pouvoir demeurerait secondaire, en ce sens qu'il ne pouvait pas s'opposer au pouvoir des armes. Certes, les milieux religieux pouvaient à l'occasion exposer l'État à des troubles politiques, et être la cause de multiples dissensions, le haut

clergé s'appuyant, en toutes circonstances pour rester sauf, sur son prestige et sur son ascendance spirituelle; mais dès lors qu'il devait mesurer son influence à celle d'une force militaire à toute épreuve, il ne pouvait plus empêcher que son pouvoir ne fût souillé, ni éloigner la menace de la perte de ses biens propres, ni empêcher que ne soit envahit et ravagé tel territoire, et encore moins permettre à quiconque de le reconquérir, si bien que pour demeurer libre de tout embarras, le clergé devait se concilier à la volonté du souverain qui disposait de bonnes troupes, et qui s'était affermi dans l'art de la guerre.

Quant à la richesse, l'État ou le souverain riches s'en trouvaient plus puissant, mais ne devaient en espérer aucun secours sans de bonnes armées ni de grands généraux; car la richesse ne concevait pas les généraux habiles, ni une armée aguerrie et disciplinée, alors qu'au contraire la puissance militaire permettait de piller la fortune d'autrui, et de renverser les princes, dont la richesse, sans une armée supérieure, attisait la convoitise de leurs ennemis.

Un bouleversement dans les principes fondateurs du pouvoir se produisit progressivement à partir du XVIII^e siècle. La société éprouva dès lors une transition dont l'affermissement ne se réalisa pleinement qu'à l'époque de la révolution industrielle, entre le pouvoir militaire, dont l'influence politique allait en s'amointrissant, au fur et à mesure que naissait un nouveau pouvoir, le pouvoir économique, engendré par le machinisme.

L'amélioration des techniques bouleversa les instruments de la puissance économique, si bien que l'évolution qui survint dans les fondements du pouvoir trouve ses causes dans l'histoire du machinisme.

1.1 Histoire du machinisme.

Les machines sont une construction réalisant la réunion de deux éléments: une source d'énergie, et un mécanisme de transmission vers un outil. Dans l'antiquité, l'énergie, peu abondante, était constituée d'abord par le travail humain, venait ensuite la force des vents pour la marine à voile, et à l'occasion, l'énergie hydraulique pour entraîner la roue des moulins à eau.

Les deux mécanismes les plus importants que l'on utilisait étaient le levier et le plan incliné. Cela servait à constituer les machines simples des anciens, on obtenait des mécanismes élémentaires comme les poulies et les treuils, on connaissait aussi le coin et la vis. Rien de tout cela, pourtant, n'était susceptible d'engendrer un essor important du machinisme. Le moyen âge est resté avare d'innovations, les combinaisons de machines simples se sont un peu améliorées, et l'énergie éolienne servit, à partir du XI^{ème} ou du XII^{ème} siècle, à actionner la roue des moulins à vent. Il fallut attendre l'époque de la renaissance, qui fût celle d'une redécouverte des machines, pour que des hommes éclairés comme Léonard de Vinci saisissent l'âme secrète du machinisme. Ils s'efforcèrent, tout au long de leur existence, par leurs créations, de toucher du doigt la puissance que les machines permettaient d'entrevoir. Pourtant, il n'y eut pas immédiatement d'innovations dans le domaine de l'énergie, et ce ne fût qu'au XVIII^{ème} siècle qu'apparurent les premières machines à feu, et que la pression de la vapeur fût utilisée. Les machines, plus résistantes, faites en métal, alimentées par cette nouvelle énergie, se multiplièrent.

L'effort théorique qui fût réalisé pour comprendre, par une démarche scientifique, la logique de la transformation de l'énergie engendra la révolution technique; l'industrie fût équipée avec des machines

perfectionnées; les découvertes scientifiques permirent de s'approprier de nouvelles sources d'énergie, comme l'énergie électrique; ce fut par là que ces approfondissements du savoir entraînèrent au XIX^{ème} siècle le développement de la révolution industrielle.

1.2. La signification du machinisme.

Autrefois, si les résistances qui s'élevaient contre l'État ne pouvaient pas être apaisées par quelque acte politique tenté promptement, ou si la conciliation était rendue impossible, parce qu'elle entamait la puissance de l'État, affaiblissait son prestige, ou le menaçait d'une ruine inévitable, en tout cas pouvait-on faire cesser les remous et les soulèvements par la force des armes, et la volonté du souverain, qu'il fût le défenseur de la justice, ou qu'il agisse par ambition, avec injustice ou cruauté, s'imposait, en dernier recours, par la force.

Une arme, c'est l'inégalité entre les hommes.
C'est la cristallisation d'un pouvoir de contrainte, la possibilité de s'approprier selon son désir les biens d'autrui, son travail, et d'ôter aux hommes leur liberté. La logique du pouvoir s'appuya sur la puissance des armes jusqu'au XIX^{ème} siècle, période durant laquelle l'exploitation des machines alluma des contraintes sociales dont l'analogie devint plus claire avec celles que suscitait l'empire des armes, dès lors que le développement de l'industrie fût assez considérable pour découvrir ce que la production traditionnelle avait laissé caché. C'est alors que l'on s'aperçut que le pouvoir pouvait être engendré autrement que par la possession des armes; et qu'il existait une similitude confondante entre l'usage de la puissance militaire et le pouvoir engendré par le machinisme.

Pour rendre cela plus clair, prenons l'exemple d'une petite société humaine, au sein de laquelle un seul homme serait le propriétaire d'une machine. Il est certain que la production de la machine ne tardera pas à lui conférer un pouvoir, car ce dont il dispose en réalité, c'est d'un mécanisme prodigieux de multiplication et de concentration de la production; et si la machine est le seul moyen de production, il sera, pour ainsi dire, en possession de tous les biens matériels dont les autres hommes seront démunis. Au bout d'un certain temps, dans la situation finale, le détenteur de la machine, abondamment pourvu des produits de son industrie, aura bâti son pouvoir sur l'exclusivité de la possession des biens produits, et il attirera à lui seul la richesse, car à loisir il pourra imposer sa volonté aux autres hommes, qui, pour avoir leur part de ces nouvelles ressources, seront obligés de lui obéir.

Reprenons notre raisonnement dans la même société humaine, mais, au lieu de la possession d'une machine, faisons de l'un seulement d'entre les hommes le détenteur d'une arme. Là où le propriétaire de la machine, en se réservant la production, était devenu le seul parmi les hommes à posséder les biens et à imposer sa loi, pour arriver au même résultat, le détenteur de l'arme formera le dessein de voler aux autres hommes leurs biens, leurs possessions, et les obligera, en quelque sorte, à devenir ses esclaves. L'arme vole, la machine concentre la production, dans les deux cas un seul homme détient le pouvoir et la richesse. Il est manifeste qu'il s'agit de deux voies différentes pour parvenir aux mêmes conséquences: *la machine est un peu comme l'image d'une arme réfléchie dans un miroir.*

La ressemblance entre les contraintes sociales toutes fraîches que suscitait la possession des machines et celles qu'engendrait la possession des armes pressa vivement un changement politique de survenir. La

révolution industrielle fût l'époque où le fondement du pouvoir s'évanouit d'entre les mains des princes pour resurgir dans celles des propriétaires des machines; dès lors, le pouvoir n'était plus assis sur la puissance militaire, mais sur le machinisme.

Lorsque le développement du machinisme prit de l'ampleur, jusqu'à devenir dans tous les domaines la source de la production et le fondement des activités économiques, les milieux économiques, qui détenaient les moyens de production, disposèrent alors d'un pouvoir de contrainte dont la mesure fût d'autant plus élevée qu'il affaiblissait en proportion de son accroissement les autres fondements du pouvoir politique.

Si l'on considère aujourd'hui, à l'extrême fin du prolongement de l'empire industriel, ce qu'il subsiste du pouvoir des armes et de celui de la religion, il est clair que l'abondance qu'entretient le machinisme tourna l'esprit des hommes à se soumettre avec moins de ressentiment aux milieux économiques qu'à aucun autre gouvernement, parce que le pouvoir des armes leur est devenu insupportable par ses violences; les citoyens des pays riches, parce qu'il minerait leur vie en la rendant plus dangereuse et en les dépouillant de leur richesse, l'exècrent, ceux des pays pauvres, parce qu'ils nourrissent l'espoir d'une vie plus opulente, le fuient.

Enfin, la profusion des biens et l'amélioration des conditions de vie, dans la société occidentale, permirent progressivement aux citoyens de vivre avec plus d'agrément, ce qui éloigna leur attention des questions religieuses; vivant paisiblement et dans l'opulence, l'éloignement du malheur et de l'indigence qui règnent dans les pays sous-développés ne leur donna plus l'occasion d'éprouver la nécessité de rechercher la promesse de biens illusoires et vains, dans une autre vie; ce qui ébranla l'influence des milieux religieux, et précipita le déclin de leur pouvoir.

Les armes et les machines sont deux facteurs de bouleversement de l'égalité dans les sociétés humaines. Les armes et les machines ont deux caractéristiques communes: la puissance et le pouvoir de contrainte. La puissance d'une arme, est sa capacité à anéantir un, dix, ou cent hommes. Son pouvoir de contrainte est la vertu qu'elle possède de forcer l'adversaire à *obéir à un ordre*. Or, il est manifeste que la possession d'une arme n'entraîne pas mécaniquement le pouvoir de faire plier l'adversaire, une arme peut s'avérer sans valeur contre un adversaire qui dispose d'une arme plus puissante. Le pouvoir de contrainte, qui fait la véritable force d'une arme, ne dépend donc que du rapport de puissance entre les armements; il s'agit d'une mesure *relative*. Pour obtenir le pouvoir désiré, c'est-à-dire pour obtenir l'effet de contrainte, il faut se réserver le monopole, ou s'assurer l'avantage technique. Dans un deuxième temps seulement, si ces conditions ne sont pas réalisées, arrive l'art de la guerre, qui reste l'ultime moyen pour parvenir à désarmer l'adversaire, ou pour le laisser avec un armement inférieur.

La puissance des machines réside dans leur capacité transformante, c'est-à-dire dans l'art introduit au sein du produit transformé, ou, si l'on préfère, dans le travail humain qu'elles économisent, et dans leur cadence de fabrication. Une machine, donc, se distinguera par l'élaboration supplémentaire qu'elle confère à son produit, et par le nombre de pièces produites par unité de temps. Le pouvoir de contrainte des machines se mesure par *le besoin qu'ont les hommes de se procurer les produits qu'elles fabriquent*. La démultiplication et la concentration de la production, que la machine engendre, procurent à son propriétaire un pouvoir de contrainte, comme s'il avait une arme, pour forcer un homme à obéir, en échange des produits de son industrie.

Il est manifeste, toutefois, que la possession d'une machine n'engendre pas systématiquement un pouvoir de contrainte, le pouvoir de contrainte, qui fait le véritable intérêt de la machine, est, comme celui des armes, une mesure *relative*, en ce sens que le pouvoir de chaque propriétaire de machines se mesure par le rapport de la production qu'il développe sur la production totale qui existe: qu'une série de machines produisant toutes une même marchandise indispensable soit entre les mains d'un seul homme, voilà le pouvoir de contrainte le plus élevé que l'on peut attendre du machinisme.

Entretenir le pouvoir d'une arme, cela ne consiste pas seulement à la maintenir dans un bon état de fonctionnement, cela consiste aussi à empêcher l'adversaire de disposer d'un armement aussi puissant que le sien. Entretenir le pouvoir d'une machine, *c'est veiller à ne jamais faire s'évanouir le besoin qu'ont les hommes de se procurer les produits qu'elle fabrique.*

La guerre économique, qui oppose les propriétaires de machines, a pour objet de ruiner le besoin qui s'attache à la production des autres machines, de manière à s'approprier le plus grand pouvoir de contrainte possible. Chaque propriétaire d'un parc de machines amoindrit le besoin qui existe pour les machines concurrentes dans le rapport de la production qu'il développe sur la production totale qui existe.

Il faut par ailleurs veiller à ce que la distribution du produit ne fasse jamais s'évanouir le besoin. Un tel problème ne se pose pas lorsque la production est rapidement consommée, mais si le produit est durable, plus la distribution est grande et plus le besoin, assouvi, tend à disparaître. Pour prévenir cette déperdition du pouvoir de contrainte, les sociétés modernes, afin d'éviter la perte de la hiérarchie entre les propriétaires des machines et les acheteurs des produits, entretiennent

des laboratoires de recherche, en leur consacrant un budget qui, indirectement, conduira par le progrès escompté à l'entretien du besoin et à la reproduction du parc de machines.

L'influence et le crédit d'une nation ne se mesurent plus à la force de ses armées, mais à l'importance et au bon fonctionnement de son parc industriel. Ce n'est plus la puissance militaire, mais la puissance économique qui est amenée à jouer le premier rôle. Jadis, si l'on avait voulu affaiblir un pays, et pour cela démonter son économie (mais ce n'était pas là l'objet de l'armée), on aurait pu à la rigueur anéantir ses usines et employer pour cela la force. A notre époque, pour parvenir au même résultat, il est inutile de s'en prendre physiquement à des bâtiments ou à des installations. Il est possible de causer les plus grands troubles dans une nation sans utiliser la force, en ruinant économiquement son parc de machines.

La manière la plus avisée pour anéantir une machine, n'est pas de la détruire physiquement - car elle pourrait être reconstruite ou remplacée par une autre machine - *la bonne façon de procéder consiste à abolir le besoin qui existait pour les produits issus de sa fabrication*. Comment abolir le besoin? Simplement en faisant apparaître un meilleur produit que celui qui était déjà fabriqué, identique dans son usage mais meilleur par ses qualités, ou un produit similaire dont le coût est moindre; l'apparition d'un nouveau produit devient alors une arme dont l'objet final est la destruction d'une classe de machines, dans le dessein de dépouiller ses propriétaires de leur pouvoir de contrainte. L'ensemble de ces techniques constitue la *guerre économique*.

Conquérir de nouveaux marchés, c'est conquérir l'économie de nouveaux pays, et, d'une certaine manière, c'est ainsi parvenir à en prendre le contrôle. La *guerre économique* supplante l'ancienne *guerre*

militaire, le pouvoir des armes cède l'hégémonie au pouvoir de la machine.

Les milieux économiques possèdent donc la puissance que seul le prince possédait auparavant, par le contrôle de ses armées: ils ont la faculté de s'ingérer dans les affaires intérieures d'une nation, ils ont le pouvoir d'assurer le développement économique d'un pays, ils en accaparent aussi les richesses, et surtout ils se placent à la tête d'une hiérarchie qui leur assure le contrôle politique de la société.

2. *Le monopole.*

2.1. L'optimum de force.

Quel est l'optimum de force que l'on peut espérer obtenir du machinisme? L'augmentation de la puissance, c'est-à-dire l'augmentation du nombre des objets produits dans un même temps, s'obtient par la multiplication des machines d'un même modèle fabricant un même produit. Cette augmentation de la puissance, toutefois, est inutile au-delà de l'industrialisation minimale de la production qui permet de saturer le besoin. Les machines détenues au-delà de cette limite sont des machines sans pouvoir de contrainte, car le besoin pour leur produit est nul.

Le pouvoir de contrainte maximal que chaque propriétaire d'un parc de machines cherche à acquérir s'obtient par la plus grande concentration possible du besoin. D'ordinaire, la plus grande concentration possible du besoin s'obtient par *le monopole*.

Imaginons une industrie qui étende le monopole de son marché sur un pays. Cette industrie possède sur chaque habitant consommant ses marchandises un petit droit de contrainte, un peu comme si elle avait une arme. Ce pouvoir de contrainte passe souvent inaperçu, parce que ses produits sont vendus parmi des milliers d'autres, mais il n'en reste pas moins que cette industrie force chaque individu, à volonté, à lui céder une partie de ses richesses contre le produit de son monopole.

Une situation un peu inférieure se présenterait si la production n'était pas assez importante pour assouvir les besoins de toutes les personnes voulant se procurer de telles marchandises. Tout d'abord, la compagnie ne perdrait rien de son pouvoir de contrainte, il s'ensuivrait seulement un enchérissement de ses produits; mais au-delà d'une certaine limite, à cause du prix trop élevé qu'ils atteindraient, elle perdrait sa position de vendeur envers une fraction de la population, et elle ne serait plus en mesure d'imposer sa volonté à ceux qui resteraient en dehors de son marché. Il s'ensuivrait une fuite du pouvoir de contrainte, proportionnelle au nombre d'hommes échappant au marché. Dans une situation de monopole, la concentration du besoin étant totale, le pouvoir de contrainte est maximal lorsque l'industrie sature le besoin.

S'il apparaissait tout à coup une deuxième compagnie se livrant au même commerce, la situation de monopole dégénérerait en situation de duopole; si d'autres concurrents apparaissaient encore, il surviendrait une situation d'oligopole. La situation de duopole est moins avantageuse que la situation de monopole, et la situation d'oligopole l'est encore moins, car il se produit une fuite du pouvoir de contrainte. Le duopole engendre deux possibilités: l'un des détenteurs du duopole peut décider de livrer une concurrence à son adversaire par une guerre des prix, à condition d'avoir sur

lui des réserves suffisantes pour le priver de son marché assez longtemps pour le détruire. L'autre possibilité est de conclure avec lui une entente, pour fixer les prix et se partager le marché. Dans ce cas le pouvoir est réparti entre les deux adversaires.

Dans une position d'oligopole, les deux mêmes possibilités se retrouvent. L'association, dans ce cas, qu'il s'agisse d'une union pour éliminer l'un des détenteurs ou d'une entente sur les prix pour se partager le marché, est étendue à de nombreux concurrents. Le danger de destruction est plus grand, et le pouvoir est plus dilué.

2.2. Les limites du monopole.

Le joug qu'un monopole engendre est parfois assez considérable pour permettre à celui qui le détient d'obliger chacun à lui céder ce qu'il désire, ou à exécuter ce qu'il ordonne, exactement comme s'il avait une arme. Si, par exemple, une personne malveillante disposait du monopole de l'eau, contre d'autres personnes, dans de telles conditions, elle serait forte d'un pouvoir de vie et de mort. Un tel pouvoir représente le pouvoir théorique maximal qui peut émaner d'un monopole. Il se confond ici avec le pouvoir que procurerait une arme. Notons M ce pouvoir.

Il est peu vraisemblable et trop ardu pourtant d'imposer tout d'abord un tel pouvoir, parce qu'à cause de la haine qu'il ferait germer parmi ceux qui y sont soumis, il causerait de tels troubles que les victimes s'entendraient entre elles pour s'emparer du vendeur, pour le mettre à leur discrétion et pour se saisir de ses réserves d'eau. Le pouvoir maximum M que peut dégager une situation de monopole n'est donc qu'une valeur théorique.

En pratique, le pouvoir maximum qu'un monopole peut engendrer est limité par le libre accord de ceux qui y sont soumis. Notons A cet accord. A a les dimensions d'un pouvoir; pour le détenteur du monopole, c'est une obéissance à sa volonté. Le pouvoir réel m que peut vraiment espérer obtenir le détenteur du monopole, est tel que:

$$m \leq A \quad \text{et} \quad A < M$$

Soulevons maintenant le problème suivant: est-il possible, malgré la limite A , de dépasser cette limite, uniquement par l'usage des monopoles, de manière à atteindre la valeur M , c'est-à-dire à atteindre un pouvoir qui tende vers le maximum théorique?

La seule solution pour atteindre ce but est de multiplier les monopoles. Si, dans notre exemple, au lieu d'être soumis au seul monopole de l'eau, les hommes l'étaient aussi au monopole de la nourriture, ils seraient dans ce cas contraints d'échanger leur richesse contre de l'eau et de la nourriture. *Contre leur richesse, ils obtiendraient plus.* Plus les hommes obtiendront contre leur richesse et moins ils auront tendance à s'opposer aux détenteurs du monopole. Ainsi, les risques de troubles s'amoiendront encore si, au lieu de deux, ils étaient soumis à trois monopoles, comme celui de l'eau, de la nourriture et des médicaments. Et ainsi de suite avec quatre, cinq monopoles, etc. qui feront d'autant plus baisser les risques de conflit et de tensions que la conscience d'être soumis à un monopole sera moins grande. *Plus le nombre de monopoles auxquels est soumis un individu est grand, et moins il aura tendance à combattre le ou les détenteurs de l'un de ces monopoles.* Il est possible d'espérer atteindre, par la multiplication des monopoles, un pouvoir tel que, si à chaque monopole i correspond un pouvoir réel m_i ,

$$m_1 + m_2 + m_3 + \dots + m_n = M \quad \text{avec } n \text{ monopoles,}$$

ou encore
$$\sum_{i=1}^n m_i = M \quad (1)$$

sachant que
$$\forall (n, p) \in \mathbb{N}^2, p \leq n, \sum_{i=1}^p m_i \leq M$$

La relation (1) indique qu'il est possible, grâce au machinisme, d'obtenir, en multipliant les monopoles, le droit de contrainte absolu sur une population humaine. En multipliant les monopoles, on peut acquérir le droit de vie et de mort, ce même droit que celui que procurerait une arme, dirigée non plus contre un seul homme, ou un seul groupe d'hommes, mais contre toute une population.

Ces résultats sont inhérents à la nature même du machinisme. Ils sont indépendants de toute référence à un régime politique ou à un système économique. Dans les sociétés où le régime politique soutient en réalité un pouvoir économique, le problème du monopole joue souvent un très grand rôle. Dans la société communiste par exemple, l'État est le propriétaire de tous les moyens de production, et donc, en définitive, le détenteur du monopole des produits issus de toutes les activités humaines. On est dans le cas où

$$\sum_{i=1}^n m_i = M$$

avec une valeur de n maximale, correspondant à la totalité des activités humaines. Dans ce cas, nous noterons cette valeur $n = n_{\max}$. Chaque individu dépend entièrement de l'État.

Dans la société capitaliste, au contraire des régimes communistes, la répartition du pouvoir est extrêmement opaque. La constitution du monopole est le résultat habituel de la concurrence que se livrent les firmes sur les marchés. En règle générale, la concurrence entre les firmes n'existe plus depuis longtemps. Le monopole d'une entreprise sur les marchés n'est pas la situation que l'on observe usuellement. Les situations les plus courantes sont, juridiquement, des situations d'oligopole. Les milieux économiques, pour éviter les conséquences fâcheuses d'une lutte où ils s'entre-dévoreraient, tâchent de conclure entre eux des accords, afin de se partager le pouvoir. Les firmes font la plupart du temps partie d'ententes, au sein desquelles elles conservent leur autonomie, ou de cartels, lorsqu'un organisme commun est créé pour planifier une stratégie collective; ainsi, directement ou indirectement, par ces formes d'accommodements, on obtient des situations de monopoles sur les marchés, concernant des structures plus complexes qu'une seule compagnie.

Afin de limiter le ressentiment du peuple, les milieux qui détiennent un monopole mettent en œuvre deux types de protections. Tout d'abord, pour stabiliser leur pouvoir et pour l'accroître, ils s'efforcent de multiplier le nombre des monopoles, on tend alors vers n_{\max} . Il est presque certain alors que jamais aucune population ne se soulèvera contre l'un ou l'autre de ces monopoles. Si le pouvoir de contrainte que chacun d'entre eux permet d'imposer à la population est symbolisé par m_i , par exemple, dans une société capitaliste où il y aurait plus de mille monopoles, il est clair qu'il serait extraordinaire que les esprits s'échauffent contre l'un

ou l'autre d'entre eux, et que la population en vienne à se révolter contre le pouvoir m_{25} , ou contre le pouvoir m_{200} , issus des 25ème et 200ème monopoles d'objets.

La deuxième protection est constituée par l'écran que fournissent les marques commerciales. Les hommes qui détiennent le pouvoir demeurent inconnus du peuple, seuls des noms de marques commerciales sont connues.

Les grandes sociétés sont d'habitude constituées en sociétés anonymes, dénommées ainsi parce que les transactions sur les actions, ainsi que leur propriété, demeurent anonymes. Les actions d'une société sont susceptibles d'appartenir à d'autres sociétés, qui dissimulent encore davantage l'identité des propriétaires de la société initiale. Un même actionnaire, s'il détient le contrôle de plusieurs sociétés, peut s'acquérir un pouvoir cumulé considérable; mais le peuple en demeure presque toujours ignorant, car les marques commerciales agissent comme un maquillage qui le farde totalement. A l'extrême limite, un seul homme pourrait cumuler le pouvoir

$$\sum_{i=1}^n m_i = M$$

en s'abritant derrière la possession de n marques.

Le système est conçu en vue d'entretenir l'anonymat du pouvoir. Dans la société capitaliste, pour éviter que ne s'enveniment les contraintes sociales, *l'identité des détenteurs du monopole et l'ampleur de leur pouvoir ne sont jamais portées à la connaissance du simple citoyen.*

3. Le rôle du commerce.

L'activité économique que le machinisme engendre fait se dresser en amont et en aval de la production industrielle toute une foule d'entreprises qui se consacrent au commerce des matières premières, à la distribution, aux services, aux transports; la nécessité d'un approvisionnement et l'obligation pressante de vendre les marchandises produites, les font germer; toutes jouissent d'une influence plus ou moins grande susceptible d'enrayer l'activité industrielle, et toutes souffrent à quelques égards du désavantage de pouvoir être bloquées par elle, si elle vient à s'interrompre; si bien que par cette influence réciproque, elles sont autant de moyens pour écarteler le pouvoir, qui ne demeure pas fixé au seul cercle de la production, mais qui se déchire entre chacune d'elle.

Chaque entreprise de l'un de ces secteurs de l'activité économique s'acquiert un pouvoir, qui se fortifie d'autant plus qu'elle est proche de s'emparer du monopole dans son domaine; mais l'ampleur d'un tel pouvoir ne dépend que du mode de production exclusivement. Toutes sortes d'activités commerciales ont préexisté au machinisme, mais aucune d'entre elles n'a jamais eu le privilège de jouer un rôle politique important. Le commerce des marchandises produites, par exemple, ou celui des matières premières recherchées, est à la source d'un pouvoir dont l'ampleur ne dépend que du mode de production, seul, le commerce n'engendre rien, il se superpose seulement au mode de production pour en traduire différemment la puissance, en bénéfice monétaire.

Considéré seul, le commerce ne constitue pas un fondement politique, il n'est qu'une extension, et pour ainsi dire qu'une conséquence du mode de production,

il n'est pas *un principe*, il n'est pas à *l'origine* du pouvoir.

En particulier, le commerce n'a jamais permis d'anéantir ou de contrebalancer le pouvoir des armes. S'il n'y avait que le commerce, si les machines n'existaient pas, ou si elles cessaient de fonctionner, dans ce cas, on retomberait dans un *état antérieur*, où le pouvoir reviendrait au prince, comme il y a plusieurs siècles, car le pouvoir serait à nouveau issu de la force des armes, que la puissance de l'économie ne pourrait plus contrebalancer. Dans une telle société, les bouleversements politiques ne trouveraient leur origine que dans une répartition nouvelle du pouvoir de contrainte des armes, c'est-à-dire dans un changement dans l'attribution du pouvoir militaire, ou dans une modification dans les qualités ou dans le rôle de l'armée.

Parfois, l'histoire rapporte des événements où le commerce, dans les sociétés anciennes, est devenu florissant. Ce fût le cas pour la République romaine. Les conquêtes romaines, à la fin du II^{ème} siècle avant J.C. avaient rendu Rome maîtresse d'un immense empire. D'importants changements dans l'économie en furent l'une des conséquences; le butin provenant des campagnes, les impôts levés dans les provinces et dans les pays vaincus, firent affluer vers Rome une immense quantité d'or. Le commerce, durant toute cette période, ne cessa de se développer, tandis que parallèlement à cette extension de l'influence romaine, une évolution dans les institutions se fit jour peu à peu, la législation de Rome, qui avait été conçue pour une Cité-État, se modifia graduellement; et, au cours du dernier siècle avant J.C., un nouveau régime, qui tendait vers la monarchie, remplaça progressivement la République, ce fût le début de l'Empire.

Or, il est certain que le commerce, bien qu'il se développa continûment, ne joua aucun rôle dans cette évolution; les troubles politiques qui envahirent Rome, qui ruinèrent la République et desquels émergea l'Empire, trouvent leur source dans un bouleversement dans l'attribution de la puissance militaire. La législation de Rome, mal adaptée à l'immensité de ses conquêtes, fût peu à peu une cause d'instabilité; et la transition qui survint de la République vers l'Empire fût initiée et précipitée par une réforme de l'armée, qui eut lieu en 107 avant J.C., sous le consulat de Marius.

Avant cette date, l'armée républicaine était constituée de citoyens romains, elle n'était pas permanente, et les citoyens les plus pauvres en étaient exclus. La réforme que Marius institua concerna une refonte de l'enrôlement, en autorisant le volontariat, ce qui ouvrit la porte des légions aux citoyens les plus pauvres. Alors, une armée de citoyens pauvres se substitua à une armée de citoyens aisés, l'armée républicaine dut faire place à une armée professionnelle, dont les soldats attendaient tout de leurs chefs, et ne devaient qu'à leurs décisions d'obtenir soldes, pillages, butin et partages des terres. De cette réforme naquit une concentration des pouvoirs, la monarchie y était déjà en germe; dès lors, les légions n'obéissaient plus à la République, mais à leurs généraux. C'est ainsi que de cette mauvaise répartition des pouvoirs survint la ruine de la République et que s'instaura l'Empire. La cause de cette évolution fût tout entière issue d'un bouleversement dans l'attribution du pouvoir des armes, parce que c'était là l'unique source du pouvoir.

En règle générale, le commerce joue un rôle seulement passif, qui traduit un pouvoir de contrainte qui provient de la sphère de la production. Avant l'existence des machines, le commerce traduisait le pouvoir de contrainte qui était issu de la propriété des

marchandises provenant de la production humaine. Mais cette production, uniquement fondée sur la force de l'homme et sur la domestication des animaux, était beaucoup trop faible pour pouvoir jouer un rôle politique. Pour cette raison, dans les sociétés de l'ancien régime, les événements politiques n'avaient que peu de rapports avec le développement du commerce. Ce n'est qu'avec l'avènement du machinisme, parce que la machine est un multiplicateur fantastique de la production, que le commerce commença à avoir un rôle à jouer.

Un dernier point reste à aborder en ce qui concerne l'économie politique. Dans tous les régimes politiques issus de la révolution industrielle, et en particulier dans les régimes capitalistes, les milieux dirigeants se sont toujours efforcés de présenter l'activité économique sous le jour le plus favorable possible pour leurs intérêts et pour leur hégémonie. En occident, il existe à cet égard une sorte de doctrine officielle, bien qu'elle ne soit pas nommée en ces termes, d'apparence scientifique, qui expose et légitime l'organisation de la production, et plus largement l'activité économique capitaliste dans son ensemble: la science économique.

4. La science économique est une fausse science.

On voit, dans la société occidentale, fleurir toute une variété d'œuvres d'art, comme il est convenu de les nommer, c'est-à-dire de sculptures, de peintures, et d'autres choses du même genre, ignominieuses pour la civilisation des hommes, que la difformité et la laideur rendent odieuses même aux plus ignorants, et qui plongent chacun dans la stupeur lorsque l'on observe l'importance des capitaux que les plus nantis avancent pour s'en disputer la propriété, à prix d'or. Et, malgré l'aversion qu'elles inspirent, ces compositions sont

placées par la puissance des milieux dirigeants au rang des premières créations de l'art, et, après avoir beaucoup rabaisé le prestige des œuvres plus anciennes, on les voit envahir avec beaucoup de solennité et de pompe les musées et les lieux publics.

Les véritables artistes, capables de faire preuve de génie et de virtuosité, se voyant sans influence et n'espérant aucune occasion de faire reconnaître leur talent, sont contraints de vivre comme des marginaux, car l'ostracisme qui règne à leur égard les écarte de la vie publique. Aucun artiste ne pouvant vivre aisément du fruit de son art, qui est souvent inutile à lui conférer honneur, pouvoir, ou fortune, la plupart d'entre eux doivent toujours attendre d'être redevables à quelque mécène de l'occasion de s'enrichir; les milieux dirigeants bénéficient donc toujours, dans le domaine de l'art, d'une occasion favorable pour nourrir certains artistes au détriment des autres, et pour organiser les marchés des œuvres comme ils le désirent, c'est-à-dire de manière à faire trôner à la vue et à la connaissance du public les œuvres qui sont les plus profitables à rendre commode leur gouvernement.

Or, si les œuvres de l'art contemporain sont devenues si hideuses, vulgaires et misérables, c'est, je crois, parce que parmi les hommes de l'art qui vivent dans la société, on peut trouver un grand nombre de genres, et qu'il a été de l'intérêt des milieux dirigeants de nourrir les genres qui furent les plus prompts à éloigner l'esprit de ce qui est beau et noble, dans le dessein d'imposer plus facilement leur mode de gouvernement.

De la même manière, les théories de l'économie, telles qu'elles conçoivent l'activité économique, me semblent fort peu susceptibles de constituer une explication de la réalité, et cela parce que, je crois, il a été de l'intérêt des milieux dirigeants, comme pour les choses de l'art, de favoriser l'émergence de certaines thèses et

d'en étouffer d'autres, afin que les agissements de ceux qui détiennent le pouvoir inspirent moins de répugnance au peuple et demeurent moins compréhensibles, et qu'ils puissent jouir plus aisément de leur souveraineté.

Au XVIIIème siècle, les premiers économistes, séduits par la pensée rationnelle qui suscitait de grands progrès dans les sciences, imaginèrent qu'il était possible de concevoir une théorie permettant d'expliquer l'activité économique, dans un esprit d'analogie avec les sciences exactes, en formulant des lois à l'image de celles qui constituait le fondement de l'astronomie, de la physique ou de la médecine.

Sous cette influence, la doctrine de fond, le courant de pensée essentiel qui gouverna les théories de l'économie fût, dès l'origine, une pensée mécaniste. Au XIXème siècle, cette conception s'affermirait encore, et après que certains auteurs, tels Cournot et Walras, utilisèrent le langage des mathématiques pour formuler leurs théories de l'économie, on y généralisa peu à peu l'usage des calculs rationnels comme outil d'investigation.

Mais, en matière d'économie, la formulation de lois et la recherche d'une théorie à la fois descriptive et prédictive sous-entendent implicitement que l'activité économique obéit à quelque chose *d'immuable*, car là où les choses sont changeantes on ne s'efforce pas de formuler des lois; et en particulier, *on ne peut pas en même temps formuler des lois et considérer que la volonté humaine, qui est incertaine et éphémère, joue en matière d'économie le rôle de principe.*

Aveuglés par leur désir, les économistes négligent donc de considérer que l'être humain ne joue pas en matière d'économie un rôle *d'observateur*, à l'exemple des sciences de la nature, où la volonté et la psychologie humaines n'ont aucune influence sur les

faits observés, mais qu'au contraire la pensée humaine est le *principe premier* de l'économie. Pour cette raison, parce que l'activité économique ne dépend que du libre jugement des hommes, *il n'existe aucune activité économique obéissant à des lois immuables*, les hommes choisissent l'activité économique qu'ils veulent avoir, autant qu'ils choisissent leurs législations, leurs institutions, leurs coutumes sociales ou leurs religions, *refuser de reconnaître ce libre choix, c'est enlever à l'homme la liberté de penser*.

La science économique ne peut donc en aucun cas se fonder sur la même démarche intellectuelle que celle avec laquelle on aborde les sciences de la nature, car là où les scientifiques observent des phénomènes gouvernés par des principes immuables et s'efforcent d'établir des lois, aucune construction de ce genre n'est possible dans l'économie.

Néanmoins, les milieux dirigeants, voyant ces thèses se développer, conçurent rapidement qu'ils pourraient en tirer un grand avantage politique, et dès lors, ils n'omirent rien pour mettre en valeur ces théories et leurs auteurs, jusqu'à en organiser l'enseignement à l'université; jugeant qu'ils pourraient ainsi corrompre la connaissance du public, en se servant de la science économique pour couvrir ce qu'ils entreprenaient par ambition et avidité, sous le fard de telles fausses explications scientifiques.

Ainsi, en fonction des régimes politiques et des besoins du moment, on enseigna certains auteurs, et on négligea les autres; en occident on appuya les fondateurs du libéralisme économique, comme Smith, Ricardo, Say, puis après la crise de 1929, qui obligea les milieux dirigeants à changer leur politique, il y eut un revirement qui fit porter la couronne à Keynes, et plus récemment on revint au libéralisme avec Friedman et von Hayek; tous ces changements se réalisant dans le désir

d'une constante adéquation des théories au moule de la volonté politique, alors que dans les sociétés communistes, on s'évertua à approfondir les théories de Marx.

Lorsque l'on examine avec attention la démarche des économistes et l'objet de leurs études, il est aisé de mettre en évidence leurs erreurs et paradoxes; je vais m'efforcer de démontrer ici que, le principe premier de l'activité économique étant la pensée humaine, les théories que les économistes échafaudent seront toujours entachées de profondes erreurs; en effet, dès lors qu'ils s'efforcent d'établir des théories mécaniques là où les choses sont changeantes, cela engendre, comme conséquence à cet illogisme, outre l'impossibilité de prédire l'évolution des phénomènes de l'économie, des aberrations dans le formalisme, dans les principes, et dans les vérifications expérimentales de telles théories.

4.1. Impossibilité de définir le formalisme de la théorie.

En matière scientifique, la construction d'une théorie prédictive impose comme préalable que l'on ait le moyen de réduire la matière que l'on étudie à des *concepts stables* qui puissent servir ultérieurement d'objets à la réflexion rationnelle, pour établir des lois.

Donc, nécessairement, pour ramener la matière que l'on étudie à ces concepts, il convient que cette matière elle-même soit intègre dans sa nature, car sinon ces mêmes concepts perdent leur signification dès lors que cette matière éprouve un changement. Une théorie est ainsi nécessairement une construction qui s'appuie sur le *constant*.

En mécanique classique, par exemple, les physiciens postulent de l'existence de certaines propriétés de l'espace, qu'ils tirent de l'expérience

courante. Ils peuvent par exemple supposer que les propriétés d'un système mécanique ne changent pas lors d'un déplacement parallèle du système tout entier dans l'espace, ou encore, qu'il n'existe pas de repère privilégié. En considérant que l'espace est homogène et isotrope, la géométrie euclidienne, par exemple, constitue le formalisme de certaines de leurs théories, où les physiciens ramènent la matière à des concepts géométriques sur la base desquels, par l'usage des mathématiques, ils peuvent développer une théorie physique. Les lois sont alors formulées dans le langage de la géométrie. C'est le *bon sens* qui conduit le physicien à choisir ce formalisme, *parce que la géométrie euclidienne, dans les conditions d'usage de la mécanique classique, n'a jamais été mise en défaut.*

En chimie, les scientifiques rapportent la matière à des assemblages d'atomes, les formules chimiques constituent le formalisme de leurs théories, à partir desquelles ils peuvent identifier des classes de composés, par mimétisme, ayant une réactivité et des propriétés similaires, ce qui leur permet, par exemple, d'établir des lois en chimie organique. L'examen d'une formule chimique permet ainsi de se faire une idée sur la réactivité d'un composé, par exemple pour savoir quels seront les corps issus d'une réaction formée par tel mélange simple, ou encore pour savoir si tel composé est soluble dans l'eau, dans l'acétone ou dans des solvants encore moins polaires, etc.

Lorsqu'un médecin étudie l'anatomie, il émet comme hypothèse que le fonctionnement du corps humain est identique pour chaque individu, que chacun dispose d'un cœur, d'un foie, de deux reins, etc. Cette hypothèse ayant toujours été vérifiée, cela lui permet, lorsqu'il fait une nouvelle description anatomique, de la considérer comme perpétuellement valable, et de déceler par l'examen les faiblesses et les maladies.

Il en va tout autrement de l'économie. *Il n'existe rien d'immuable ce sur quoi une théorie de l'économie puisse s'édifier.* Étant donné que l'activité économique trouve son essence dans la volonté des hommes, et que le jugement et la volonté des hommes sont *libres*, on ne peut choisir de formalisme à une théorie de l'économie qu'en considérant fixes des conditions qui ne sont pas invariables, et qui peuvent tout à coup, sans qu'il soit possible de le prévoir, éprouver un changement.

Les économistes agissent comme si le cadre juridique était immuable, comme si l'histoire devait arrêter son cours. Leurs raisonnements ne tiennent pas compte de ce que dans notre monde, les concepts qui sont à la base de leurs théories, tels que la propriété, le commerce, la concurrence, la liberté, sont des concepts fragiles et périssables. Pour ramener la matière de leurs études à des concepts fixes leur permettant d'établir des théories, à la manière d'un physicien ou d'un autre scientifique, *les économistes doivent figer l'histoire et l'évolution d'un pays.* Mais qu'un changement survienne dans la société par la fortune de l'histoire ou de l'évolution institutionnelle, et leurs théories s'écroulent.

Il est clair, par exemple, que l'économie est dictée par la législation d'un pays, qui définit le droit. La législation pouvant se modifier sans fin, il est impossible et absurde autant de faire une théorie mécanique de la législation qu'une théorie mécanique de l'économie.

Tout ce par quoi la société peut éprouver des changements, une évolution dans les idéologies politiques, religieuses, le progrès en général et les aléas historiques d'un peuple ou d'une nation, empêchent qu'une théorie de l'économie puisse s'édifier, parce que les concepts qui la nourriraient et qui lui fournirait un cadre, apparaissent, se modifient et disparaissent en fonction de ces changements dans les conditions sociales.

4.2. Les hypothèses sont fausses.

Les économistes doivent en second lieu, après avoir émis les hypothèses dont je viens de parler, qui sont de nature collective et sociale, avant de pouvoir établir des lois, faire des hypothèses non plus sur la seule organisation collective des hommes, mais sur leurs jugements individuels, parce que leurs seules hypothèses collectives ne permettent pas de réduire toutes les variables qui influencent l'économie à des concepts stables utilisables par la pensée rationnelle. Ils sont contraints, en d'autres termes, de réitérer leur première erreur, en figeant à leur tour les pensées des citoyens, au sein de la société qu'ils ont tout d'abord figé, pour réduire en quelque sorte la pensée à un mouvement mécanique, afin que les conséquences logiques de toutes ces hypothèses invraisemblables permettent enfin de découvrir de nouvelles relations, d'établir des lois, qui donneront finalement l'impression d'expliquer l'activité économique.

De nombreux économistes, pour bâtir leurs théories, se fondèrent par exemple sur le principe selon lequel l'homme, en matière d'économie, serait animé par un comportement strictement rationnel, ou encore, sur le principe qu'il ne poursuivrait que le but d'un profit économique.

Considérer que l'homme adopte toujours tel ou tel comportement, quitte à lui enlever la liberté de penser, et même à affirmer que tous les individus sont identiques et indiscernables, au moins en matière d'économie, n'implique cependant pas que le comportement humain soit uniforme, car il faudrait pour cela qu'il règne en outre une égalité dans la connaissance et dans l'information, si bien que même une fois la pilule de ces hypothèses avalée, la diversité des comportements humains qui en résulteraient rend encore difficile

aux économistes de fonder, au-delà de ces hypothèses, une théorie d'apparence logique, exempte de contradictions.

De telles théories sont aberrantes vis-à-vis de la réalité économique. Pour prendre un exemple court, celui des marchés financiers, au sein desquels les échanges, qui procèdent des décisions humaines, sont imprévisibles, parce que les décisions n'y sont pas rationnelles, mais engendrées par toutes sortes de calculs et d'émotions, dès lors que sur ces marchés, d'importants mouvements se produisent, à la hausse ou à la baisse, les spécialistes sont contraints de suivre en temps réel l'évolution des cours, qu'ils ne peuvent pas anticiper.

Souvent, lorsque les cours sont à la hausse, c'est l'avidité qui incite les investisseurs à surestimer leurs achats; et, lorsque tous les investisseurs agissent de cette manière, surgissent alors des périodes de spéculation qui peuvent aboutir, après une hausse démesurée des valeurs, à leur effondrement. C'est ensuite au tour de la panique de s'emparer des esprits, chacun s'efforçant de vendre pour éviter ses pertes, tandis que chaque session d'un titre entretient la baisse des valeurs. Étant donné qu'aucune théorie ne peut prédire l'évolution des indices, parce que les variations sont suscitées par les émotions qui s'emparent des esprits, c'est-à-dire par l'irrationnel, l'ignorance du futur et l'impossibilité de se raccrocher à une théorie accablent d'autant plus les financiers qu'ils sont déjà ébranlés par la crise, ce qui surajoute à leur panique.

Quant au principe de la seule recherche du profit, que d'autres économistes ont pris pour hypothèse, il est clair que les hommes ne partagent pas le même sentiment de ce qui constitue leur profit personnel, si tant est que l'on admette qu'ils sachent eux-mêmes en quoi cela consiste. La recherche du profit monétaire intéresse

surtout les agents économiques de peu d'importance, tandis que les milieux dirigeants, dont les moyens économiques sont plus considérables, sont motivés non plus par la recherche du profit, mais par la recherche du pouvoir; et il faut voir qu'il s'agit là de buts souvent incompatibles.

Une certaine redistribution des profits est en effet nécessaire pour stabiliser leur hégémonie, elle contribue à maintenir l'équilibre entre la production et la consommation, et concourt à éteindre les tensions sociales. Les milieux dirigeants n'agissent plus comme au XIX^{ème} siècle, en ruinant la population pour augmenter leurs profits, ce qui était extrêmement dangereux, et ce qui faisait dire à Marx: « Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante (...) elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave ».

Pour toutes ces raisons, les économistes doivent sans cesse refondre leurs hypothèses pour s'adapter aux changements qui surviennent de manière inattendue dans la société. Après la crise économique de 1929, les conséquences de la théorie classique qui était enseignée apparurent très éloignée de la réalité; selon cette théorie, il ne pouvait pas y avoir de chômage involontaire prolongé, alors qu'au contraire, les États-Unis et les pays d'Europe connaissaient depuis de longues années une période de crise grave avec des taux de chômage élevés. Keynes, dans sa *théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, publiée en 1936, reconnaissait que les auteurs qui l'avaient précédé avaient admis des hypothèses erronées, et que leurs théories étaient inapplicables. En outre, il considéra que la théorie classique n'était adaptée qu'à une situation spéciale: « Au

surplus, dit-il dans son introduction, les caractéristiques du cas spécial auquel cette théorie s'applique se trouvent ne pas être celles de la société économique où nous vivons réellement. Son enseignement ne peut donc être que trompeur et néfaste, si on prétend appliquer ses conclusions aux faits que nous connaissons.»

En réaction à cette situation, il développa ses propres analyses, mais malheureusement, en 1939, trois ans après leur publication, sa propre théorie n'était plus recevable, car l'Angleterre était entrée en guerre, l'économie libérale et ses concepts avaient été balayés. Une fois le conflit éteint, le modèle de Keynes demeurait inapplicable, car l'économie des pays ravagés par la guerre avait été bouleversée une nouvelle fois; dans un souci de reconstruction; il y avait de fortes interventions de l'État, et la fin de la guerre avait provoqué une montée de l'inflation. C'est alors que l'on s'avisa du caractère très spécial du modèle de Keynes, sa *théorie générale*, à cause des hypothèses qu'il avait choisies, semblait en fait n'être applicable qu'au cas particulier de l'Angleterre des années de crise.

4.3. L'usage des mathématiques est inadapté.

En matière d'économie, il convient de distinguer deux types de variables: les variables que l'on peut ramener à des êtres mathématiques, le plus souvent des nombres, comme les amplitudes dans le niveau des prix, des revenus, le taux de l'intérêt, etc., et les variables qui ne peuvent pas se réduire à des nombres ou à d'autres concepts mathématiques, comme les décisions politiques, les changements dans la législation, les évolutions idéologiques, les événements historiques, le progrès, etc. Néanmoins, ces deux types de variables sont liés les uns aux autres, bien qu'aucune formule

mathématique ne puisse les réunir; par exemple, une législation fera surgir ou disparaître certains concepts numériques pouvant se prêter à des calculs, fera disparaître ou modifiera la relation qui les relie entre eux, à supposer toutefois qu'une telle relation existe, et pourra bouleverser de manière inattendue toutes les corrélations ainsi établies. Dans la science économique, *le quantifiable est subordonné à l'inquantifiable*.

Aussi, lorsqu'un économiste prétend par exemple que différentes variables numériques x_1, x_2, \dots, x_n sont reliées entre elles par une fonction f telle que $f(x_1, x_2, \dots, x_n) = 0$, il pose comme principe qu'il n'est pas d'autres causes à la variation de la variable x_i que celle des autres variables x_j , ($j \neq i$), i et $j \leq n$.

De telles formules mathématiques sont invraisemblables, parce que les relations entre les x_i ne dépendent pas seulement de ces seules *quantités*, mais aussi des concepts *inquantifiables*, qui n'apparaissent pas dans de telles équations.

Par exemple, lorsque Keynes établit que le comportement des agents économiques est tel que l'épargne E est une fonction croissante du revenu R , ou $E = f(R)$, il établit une loi, par son égalité, qui signifie qu'aucune autre variable n'est susceptible d'influencer la propension à épargner que le revenu. Manifestement, cela est irréaliste; de nombreuses autres conditions influencent l'épargne, à commencer par le manque d'opportunités d'investissements, la fiscalité, la crainte du futur, etc. Ainsi, l'épargne peut fort bien être d'autant plus restreinte que le revenu est plus important, si les possibilités d'investissements sont alléchantes, comme ce fût le cas par exemple aux États-Unis durant l'année 1929, pendant laquelle les Américains investirent d'autant plus que leurs revenus devenaient plus considérables, jusqu'au moment où les titres à la bourse de New York s'effondrèrent, ce qui fit renaître leur

volonté d'épargne, en même temps que s'évanouissaient leurs revenus, ce qui fortifia la baisse des titres et précipita leur ruine.

4.4. Les vérifications expérimentales sont impossibles.

Les théories de la science économique sont corrompues par un autre défaut majeur: il est impossible d'en vérifier expérimentalement la validité.

Une théorie scientifique n'est acceptable qu'autant qu'elle n'a jamais été mise en défaut par l'expérience, ni elle, ni aucune de ses conséquences. Je ne dis pas que l'expérience, si elle est vérifiée, permet de transformer une théorie en une vérité démontrée, car l'expérience n'exclue pas que d'autres hypothèses théoriques puissent expliquer différemment les phénomènes, mais les résultats expérimentaux sont les seuls critères de comparaison des faits à la théorie qui autorisent à lui attribuer une valeur.

La mesure des grandeurs ou des phénomènes dont on souhaite étudier les variations relativement les uns aux autres, autant que cela est possible, ne doit pas être corrompue par quelques causes extérieures à l'expérience, afin qu'elle soit une épreuve acceptable de la théorie que l'on examine. En d'autres termes, il faut que les conditions de l'expérience soient connues et aient été décrites minutieusement, de telle manière à ce que l'expérience soit renouvelable, c'est-à-dire que tout changement dans les conditions extérieures à l'expérience n'en modifie pas les résultats.

Or, l'activité économique étant constituée par un ensemble de phénomènes qu'il n'est pas possible d'étudier à une échelle plus petite que celle de la société tout entière, il est invisable de procéder à des

expériences pour confirmer ou invalider une théorie, parce que l'on ne peut pas appréhender tous les facteurs susceptibles d'influencer l'économie qui existent dans une société au même instant: *on ne connaît pas les conditions de l'expérience.*

Donc, si après avoir examiné les faits, on s'efforce de renouveler les observations dans un second temps, rien ne prouve alors que dans une réalité aussi complexe et variée que l'est la société humaine, les conditions ne se soient pas modifiées, qu'il ne soit pas apparu quelques nouvelles causes qui permettent d'expliquer autrement les résultats de l'expérience et les phénomènes de l'économie.

A cause de cela, le champ de l'expérimentation échappe à l'économiste, son raisonnement et ses théories ne sont pas vérifiables. Or, dans le domaine scientifique, on sait qu'il n'y a de théories que de théories expérimentales, et que des auteurs qui useraient leur imagination sur des sujets étrangers à l'expérience travailleraient en pure perte.

Enfin, il est certain qu'en matière scientifique, les théories sont d'autant plus fortement validées par les faits qu'elles ne se bornent pas seulement à expliquer les phénomènes déjà connus, mais qu'elles permettent d'en prévoir de nouveaux, et qu'elles suggèrent les expériences les plus aptes à les mettre en évidence.

A cet égard, il faut remarquer que les théories de l'économie n'ont jamais permis de prédire le moindre phénomène futur, et en particulier, aucune de ces théories ne fût utile pour anticiper les variations de l'activité économique, le taux de chômage, ni pour prévoir l'évolution du cours des monnaies, des actions, des obligations, et donc les mouvements des marchés financiers, et encore moins pour prédire ni l'apparition, ni l'évolution, ni la fin, de l'une seule des multiples

crises économiques qui, depuis cent-cinquante ans, ont bouleversé le capitalisme.

De telles constructions théoriques ont surtout l'avantage, je pense, parce qu'elles font référence à des lois, d'inspirer au peuple le sentiment que les milieux dirigeants sont relativement exempts de responsabilité dans les phénomènes de l'économie; que le peuple et les milieux dirigeants n'en sont, les uns comme les autres, que les spectateurs, à la manière de ces physiciens qui étudient la mécanique mais qui n'ont aucun rôle à jouer dans les phénomènes physiques. Et cela, dans le but d'éloigner de l'esprit des hommes la pleine conscience de la responsabilité politique complète des milieux dirigeants en matière d'économie, qui usent moins de la puissance économique dans le dessein d'aider à organiser la société pour que les citoyens vivent avec le maximum de bien-être, que dans celui de satisfaire leur désir de domination.

Les milieux dirigeants donc, ont l'habitude de couvrir leurs agissements et les buts qu'ils poursuivent par ambition, par référence à ces théories, par exemple lorsque leur politique de fond engendre toutes sortes de crises dans l'économie, en haranguant le peuple et en s'efforçant de le convaincre qu'ils prennent des mesures fondées sur la connaissance pour lutter contre telle ou telle crise qu'ils ont eux-mêmes inspirée, et qui accable le peuple; les gouvernements, qui agissent sous l'empire des milieux économiques, et qui savent que la faveur de la multitude se gagne avec les discours les plus futiles, justifient également leur politique par référence à l'une ou l'autre de ces théories, celle qui est adaptée aux besoins de rhétorique du moment.

Pour en finir avec ce sujet, je dirais enfin qu'il est en outre utile de présenter comme scientifiques de telles théories, parce qu'il est répandu l'idée que les scientifiques œuvrent avec l'humanisme pour pensée de

fond, cet amalgame et ce double jeu offrant l'occasion de faire percevoir l'économie et ses mutations non comme un moyen de domination, mais comme un ensemble de mécanismes qui n'ont pas d'autre objet que d'enrichir et de rendre la société humaine plus opulente, ce qui procure aux milieux dirigeants une justification inattendue dans leur position, qui contribue à écarter maints obstacles à leur pouvoir.

Quant aux preuves que j'ai avancées pour démontrer que la science économique est une fausse science, il serait aisé, de surcroît, d'en étendre encore la liste, mais il serait fastidieux, me semble-t-il, d'en surajouter de nouvelles, et tout homme accoutumé au raisonnement droit aura trouvé dans ce que je viens de dire assez de démonstrations suffisamment accablantes qui prouvent de manière irréfutable que la science économique est une fausse science. Il me semble hors de propos, donc, d'allonger le discours à cet égard.

Voilà ce qu'il me paraît important de connaître, tout d'abord, en matière d'économie politique.

CHAPITRE 4

Considérations sur le marxisme

1. *L'œuvre de Marx.*

Autant sur la société communiste que sur la société capitaliste, plane l'ombre d'un homme: Karl Marx. Au XIXème siècle, ce théoricien socialiste allemand utilisa la science économique pour faire un essai de description scientifique de la société issue de la révolution industrielle.

Né à Trèves en 1818, deuxième enfant d'un avocat juif passant à la confession protestante, il fréquente à partir de dix-sept ans les universités allemandes où il oriente ses études vers le droit et la philosophie. En 1841, il devient docteur en philosophie à Iéna, où il présente une thèse sur les *Différences de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure*. Ne parvenant pas à obtenir une chaire de professorat, il devient rédacteur en chef d'un journal réformateur, que le gouvernement prussien censure. En 1843, Marx s'exile en France, mais en est finalement expulsé en 1845. Devenu communiste à Paris, il s'y lie d'amitié avec Engels, le fils d'un industriel que la misère des ouvriers avait révolté, et qui aura sur lui une influence notable. Il rédige avec lui le *Manifeste du Parti Communiste*, qui

est publié en 1848. Il commence alors une vie d'écrivain et de militant révolutionnaire, en participant à tous les mouvements d'opposition. Pourchassé, expulsé de Belgique, puis d'Allemagne où il vit à Cologne, puis de France, en 1849 il s'exile finalement à Londres, où il vit dans la misère. Il y étudie l'économie politique, et y débute alors la rédaction de son œuvre majeure, *le Capital*, qui dépasse à la fois les classiques de l'économie et où il présente une vision nouvelle de l'histoire. Après avoir vécu les événements de la Commune à Paris (1871), il poursuit la rédaction du *Capital* et impose son ascendance intellectuelle au sein de l'Association internationale des travailleurs. Après avoir entretenu des liens étroits avec la plupart des mouvements révolutionnaires européens, il meurt finalement à Londres en mars 1883.

Dans *le Capital*, Marx ne s'efforce pas d'établir les structures d'une société idéale, à la manière de Platon dans *la République*. Il cherche seulement à décrire le fonctionnement et à prévoir l'évolution du régime fondé sur l'économie politique du XIX^{ème} siècle, le capitalisme. Son analyse ultime est de penser que la société capitaliste ne constitue qu'une structure transitoire, évoluant vers sa fin, et devant nécessairement engendrer le socialisme. Il est inadéquat de voir dans l'échec du communisme de l'ex-U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est une sanction à la théorie de Marx, car il n'est pas, dans *le Capital*, un théoricien du communisme, mais du capitalisme. La critique du marxisme ne peut trouver de fondements solides que dans l'histoire du capitalisme lui-même, ou dans la réfutation de la théorie économique de l'auteur du *Capital*. Si Marx doit sa célébrité à son essai de description théorique, il la doit aussi à sa manière personnelle de présenter les phénomènes économiques. *Marx a eu le mérite de bien mettre en lumière que l'économie n'est pas un ensemble*

de phénomènes indépendants et immuables, existant parallèlement à la société; il a vu, dès la première ligne, que c'était un moyen, pour certaines personnes, de s'emparer du pouvoir. Aussi son analyse tranche-t-elle singulièrement avec les ouvrages de nombreux autres économistes, qui ont voulu étudier l'économie comme l'auraient fait des physiciens qui chercheraient à aborder les problèmes de la mécanique céleste.

A la base de la théorie économique de Marx, il y a une dynamique du capital. Ce qui définit le capital, c'est sa destination, son impulsion interne, ses buts. « Tant que le capital ne se présente encore que sous ses formes élémentaires, écrit Marx, comme marchandises ou argent, le capitaliste apparaît sous les traits déjà connus de possesseur de marchandises ou de possesseur d'argent. Ceux-ci n'en sont pas cependant pour autant, comme tels, des capitalistes, pas plus que la marchandise et l'argent ne sont, comme tels, du capital ». Ce qui métamorphose l'argent et les marchandises en capital, c'est leur usage lorsqu'il n'a pas d'autre objectif que d'en augmenter la valeur.

Pour Marx, une « somme d'argent ne devient du capital que parce qu'elle doit être utilisée et dépensée à seule fin d'être augmentée, parce qu'elle est dépensée en vue de son accroissement (...). Si le capital initial est une somme de valeur égale à x , ce x tend à devenir et devient capital du fait qu'il est transformé en $x + \Delta x$, c'est-à-dire en une somme d'argent ou somme de valeur égale à la somme de valeur initiale plus un excédent sur cette somme, autrement dit en la *grandeur* monétaire augmentée de la *plus-value* ». Marx voit donc une différence essentielle entre le possesseur d'une somme d'argent qui l'utilise pour consommer ou pour la consacrer à l'épargne (ce n'est pas un capitaliste), et le possesseur de la même somme qui l'utilise dans le but d'en augmenter la valeur, et qui devient un capitaliste.

La société capitaliste affiche donc clairement ses buts: « La production de la plus-value (qui implique la conservation de la valeur primitivement avancée) apparaît dès lors comme le but déterminant, l'intérêt moteur et le résultat final du processus de production capitaliste ».

La production de la plus-value se fait par la transformation de la somme d'argent initiale. Cette somme sert à acquérir les « facteurs du processus de production », c'est-à-dire les moyens de production nécessaires à la fabrication des marchandises (matières premières, machines, main-d'œuvre). Comme la somme initiale x a été ainsi entièrement investie, la valeur de la somme finale $x + \Delta x$, à l'issue du processus de production, doit être entièrement contenue dans la marchandise nouvellement produite. La vente de la marchandise réalise alors la plus-value qu'elle contient. Marx écrit ainsi dès les premières lignes du *Capital*: « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises ».

C'est donc l'analyse de la marchandise, en tant que cristallisation de la richesse capitaliste, qui est le point de départ de Marx. La valeur de la marchandise, qui contient la plus-value Δx , est fonction de trois éléments: la valeur des matières premières incorporées en elle dans la production, la valeur de la transformation opérée par les machines et la valeur du travail humain qui a servi dans le processus de production. Pour Marx, la valeur des matières premières est transférée entièrement à la valeur de la marchandise fabriquée. Ainsi, par exemple, s'il a fallu acheter pour 10 francs le coton nécessaire à la confection d'un vêtement, on retrouvera ces mêmes 10 francs dans la valeur du vêtement une fois qu'il sera fabriqué. Il en va de même pour la transformation opérée par les machines. Marx considère que

l'usage de la machine ne produit qu'un simple déplacement du travail, que « la production d'une machine coûte autant de travail que son emploi n'en économise ». D'une manière générale, il considère qu'un moyen de production ne génère en lui-même aucune valeur au-delà de ce qu'il a coûté, qu'il « ne transmet jamais au produit plus de valeur qu'il n'en perd lui-même par son usure dans le cours du travail ». La valeur des machines et celle des matières premières, capital improductif en lui-même, est ce que Marx appelle le « capital constant ».

Le « capital variable », c'est-à-dire le salaire qui sert à payer le travail humain, est le dernier élément qui s'incorpore à la valeur de la marchandise. Pour Marx, le travail humain est l'élément central. Marchandise librement achetée par le capitaliste, constamment vendue par le travailleur, c'est la seule marchandise qui est susceptible de dégager plus de valeur que n'en a nécessité sa propre production; c'est elle qui permet d'intégrer une plus-value à la marchandise du capitaliste. Le travailleur est rémunéré par un salaire, qui représente la valeur nécessaire à sa survie et au renouvellement de ses forces (13), que celui-ci rembourse par son travail dans une partie de la journée. Par exemple, s'il produit en quatre heures suffisamment d'objets, qui, une fois vendus pourront payer son salaire d'une journée, le reste de son travail, le *surtravail*, disons quatre ou six heures, serait du travail gratuit récupéré par le capitaliste et lui permettant de générer sa plus-value, par les marchandises ainsi gratuitement confectionnées.

Le travailleur est donc constamment dépossédé de son labeur, et c'est sur cette spoliation que repose toute la théorie de la plus-value de Marx. Pour lui, « le vol du temps de travail d'autrui est la base actuelle de la richesse ». Dans un contexte normal, où la production ne serait pas laissée à l'initiative d'individus

manipulant du capital, le travailleur aurait lui-même la propriété des objets qu'il a confectionnés, et il pourrait les vendre pour se procurer d'autres marchandises, un peu à la manière d'un artisan. Le travailleur serait ainsi intégralement payé du travail qu'il aurait dépensé.

A ce stade, on peut considérer que Marx a expliqué la situation qu'il observait au XIX^{ème} siècle. Sa théorie s'élargit alors peu à peu pour devenir une anticipation du futur. Il considère deux choses: le taux de plus-value, qui ne dépend que de la valeur du capital *variable* et de celle ajoutée par la force de travail à la marchandise nouvellement créée, et le taux de profit, c'est-à-dire la relation entre le bénéfice réalisé et le capital *total* qui a été investi. Pour le capitaliste, ce qui importe, c'est uniquement le taux de profit. Faire une appréciation du futur, c'est considérer l'évolution de ce taux de profit.

Le mode de production capitaliste, pensait Marx, pris dans sa globalité, est l'objet d'un défaut essentiel: l'équilibre entre la production et la consommation n'y est pas assuré. Cela le conduisit à faire une théorie de la crise économique. Pour Marx, les découvertes scientifiques et techniques, associées à la concurrence que les capitalistes se livrent entre eux, entraînent une transformation de l'industrie où la part du machinisme dans le processus de production est de plus en plus importante. Or, le taux de profit, selon lui, ne dépend que de la part du travail humain qui est incorporé dans les marchandises nouvellement créées. Étant donné que la part du travail humain tend toujours à baisser au profit du travail des machines, le taux de profit va en diminuant avec le temps. Marx considérerait ainsi une tendance des profits à la baisse, bien que leur accroissement, dans l'absolu, demeurerait selon lui encore possible, si la masse des capitaux investis venait à augmenter.

Toutefois, il observait que le monde capitaliste se défendait contre cette baisse de deux manières. Tout d'abord en augmentant la durée du temps de travail, ce qui permettait d'augmenter le taux de profit, puis en réduisant les salaires distribués, grâce à l'importance de la production industrielle, parce que le coût des objets devenait moindre. Cependant, la durée du travail ne pouvait pas être augmentée au-delà d'une certaine limite, pour ne pas dépasser les bornes de la résistance humaine. Le taux de plus-value pouvait ainsi augmenter, certes, mais cela n'était pas suffisant pour enrayer la tendance à la baisse du taux de profit.

Dans ce contexte, Marx a cherché à montrer que cette baisse entraînait une réaction en chaîne dans le monde de l'économie: la baisse des taux de profit se répercute sur l'investissement, qui tend à diminuer. Cela entraîne alors une diminution de la valeur des salaires distribués, qui ne peuvent plus équilibrer l'offre des marchandises. Et comme la production augmente dans le même temps, sous l'impulsion des capitalistes, qui cherchent précisément à maintenir leurs taux de profit en multipliant les ventes, il y a une aggravation du phénomène de sous-consommation. Il y a une crise de la demande, un déséquilibre entre l'offre de marchandises et les possibilités de consommation du monde ouvrier. La crise économique naît alors de ce déséquilibre. Ainsi considérées, les crises sont des phénomènes structurels, inhérents au capitalisme lui-même.

Marx pensait toutefois que l'apparition des crises n'empêcherait pas l'économie capitaliste de se développer. Il croyait que cela ferait surgir des périodes de tensions sociales, qui permettraient au monde des travailleurs de prendre conscience des anomalies de la société capitaliste, d'organiser leur lutte et finalement, de conquérir le pouvoir. L'anomalie essentielle, qui heurtait la logique, pensait-il, était l'exploitation du

surtravail, c'est-à-dire la mauvaise répartition des profits. Dans un monde où les moyens de production étaient devenus la propriété de quelques-uns, mais où la production était en réalité le résultat de l'effort collectif de l'ensemble du monde des travailleurs, cette production ne pouvait être que collective, et non pas réservée à quelques-uns. Ainsi, le capitalisme devait n'être qu'une époque particulière de l'histoire, et devait nécessairement engendrer le socialisme.

2. Critique de la pensée marxiste.

Il est certain que l'évolution et l'essor du capitalisme furent beaucoup plus considérables que Marx ne l'avait imaginé. La théorie de Marx, conçue pour expliquer l'économie politique du XIX^{ème} siècle, n'était pas, dans l'esprit de son auteur, la théorie d'un système durable et inébranlable, et donc pas une théorie destinée à devoir constituer une explication du fonctionnement de la société capitaliste de la fin du XX^{ème} siècle. Marx était persuadé que le mode d'exploitation capitaliste engendrerait une révolution, d'où naîtrait une société communiste; ce en quoi il fût un homme d'un discernement éclairé, comme on le vit plus tard, en 1917, en Russie, et bien que cette révolution mondiale qu'il avait pressentie et contribué à éveiller ne s'étendit, ultérieurement, à la faveur des conflits, qu'aux pays de l'Europe de l'est et à la Chine.

Donc, si l'on veut user de la théorie de Marx pour s'instruire sur le fonctionnement de la société occidentale contemporaine, parce qu'elle en éclaire les fondements passés, il y a deux choses à considérer: d'une part les éléments qui, y compris pour expliquer l'économie du XIX^{ème} siècle, étaient déjà mal fondés, et donc, qui doivent être rejetés comme tels dans tous

les cas, et d'autre part, parmi ceux qui étaient vrais, ceux qui, à la fin du XX^{ème} siècle, ne sont plus exacts, parce que la société capitaliste a évolué et s'est profondément transformée, et donc qui doivent être abandonnés ou replacés dans un nouveau contexte.

Je vais démontrer maintenant de manière rationnelle que la théorie économique de Marx est erronée. Certes, de nombreuses critiques ont depuis son origine étalé leur venin sur la théorie de Marx; mais en vain, parce que toutes étaient insuffisamment fondées. Plutôt que de s'appuyer sur un examen impartial, elles procédaient surtout du vif ressentiment de voir que certaines vérités mises à jour par Marx pouvaient nuire aussi considérablement au capitalisme, si bien que toutes sont soit fausses, soit doléances, soit vaines polémiques, ou encore discours futiles.

Pour ma part, la réfutation que j'avance ici est éloignée de toute référence à une pensée politique, elle n'a été inspirée que par la recherche de la vérité, *elle repose uniquement sur le raisonnement mathématique, et elle est aisément vérifiable par l'expérience.*

Aussi, contrairement à tous ceux qui, l'ayant espéré ardemment, mais en vain, ne sont parvenus qu'à établir des explications fausses et confuses, car je n'ai jamais vu de traces dans la littérature de solutions correctes, je crois que seul un esprit accoutumé à utiliser le raisonnement et le calcul mathématique aurait pu réfuter la théorie économique de Marx.

2.1. L'origine de la plus-value est erronée.

La théorie économique de Marx est édifiée entièrement sur la définition qu'il donne de la valeur des marchandises. Au départ de ses recherches, il a repris la distinction qui était déjà connue avant lui entre la valeur

d'usage d'un objet et sa valeur d'échange. La valeur d'usage est la valeur conférée à une chose par son utilité. Ainsi, par exemple, un vêtement a une valeur d'usage parce qu'il permet de se garantir du froid, un parapluie parce qu'il permet de s'abriter de la pluie. La valeur d'échange, en revanche, est la valeur d'un objet lorsqu'il est échangé contre un autre objet.

Lorsque l'on compare deux choses entre elles, il y a une difficulté pour mesurer leur valeur d'échange, c'est-à-dire pour trouver des valeurs a et b telles que, par exemple,

a kilogrammes de farine = b kilogrammes de fer.

Si l'on parvient à déterminer la valeur de ces objets, c'est bien parce qu'il existe nécessairement en eux quelque chose de commun. Pour Marx, qui admettait cela, « les deux objets sont donc égaux à un *troisième*, qui, par lui-même n'est ni l'un ni l'autre ». Ce troisième objet, il le définit comme étant le *quantum* de travail, ou « le temps de travail nécessaire, dans une société donnée, à la production d'un article ». Marx pensait que cette théorie de la valeur mettait à jour un phénomène fondamental; la substance, l'essence même de la valeur, pensait-il, était donc le travail. « Nous connaissons la mesure de sa quantité, dit-il, c'est la durée du travail ». Pour plus de commodité, les marchandises, au lieu d'être troquées, sont échangées contre une marchandise plus générale, formant un étalon de valeur, l'or. Ainsi, par exemple,

10 mètres de toile = 1 habit = 10 livres de thé =
20 livres de café = 30 kg de fer = 1/10 d'once d'or.

L'or, ou la monnaie, est la marchandise commune qui sert aux échanges; la proportion d'or qu'un objet représente n'est cependant déterminée que par *le temps de travail nécessaire à sa production*. Pour Marx, c'est une découverte essentielle, qui constitue le fondement de sa théorie, que d'admettre que « les produits du travail, en tant que valeurs, sont l'expression pure et simple du travail humain dépensé dans leur production ».

Une telle conception de la valeur comme équivalent du travail humain entraîne des conséquences paradoxales. L'une d'entre elles est que le machinisme ne peut conférer aucune valeur aux marchandises.

Imaginons que nous voulions déterminer la valeur d'une machine. Selon la théorie de Marx, rien n'est plus simple; la valeur de la machine n'est rien d'autre que la valeur cumulée de tout le travail humain qui a servi, en amont, à sa fabrication. Dans cette logique, si nous notons V sa valeur, la formule exacte serait:

$$V = V_{mp} + V_{th} + V_{ta}$$

où V_{mp} représente la valeur des matières premières utilisées (exprimée en temps de travail humain), V_{th} représente le temps de travail humain nécessaire à sa construction, et V_{ta} le temps de travail automatique dû à l'intervention des machines dans le processus de fabrication (14). Ainsi, chaque variable a les dimensions d'un temps de travail humain. Finalement, le prix de la machine s'exprimera par

$$V = x \text{ heures de travail.}$$

D'un autre côté, lorsqu'elle fonctionnera, la machine permettra d'économiser du travail humain, et plus précisément, elle remplacera un certain nombre

d'ouvriers jusqu'à son usure complète. C'est-à-dire qu'à la mort de la machine, elle aura permis d'économiser y heures de travail, sa vraie valeur sera alors

$$V = y \text{ heures de travail.}$$

Si l'hypothèse de Marx est vraie, si la valeur d'un objet est réellement déterminée par le temps de travail humain que réclame sa fabrication, il s'ensuivra nécessairement, un objet n'ayant qu'une seule valeur, que

$$x = y.$$

Donc, l'hypothèse de Marx sur la valeur entraîne comme conséquence que le temps de vie d'une machine est strictement déterminé par son temps de fabrication, c'est-à-dire qu'une machine doit cesser de fonctionner au moment précis où elle a épargné aux hommes un temps de travail égal à celui que sa réalisation a nécessité.

Selon cette conception, si une machine a nécessité 100 heures de travail humain pour être fabriquée par exemple, elle sera nécessairement détruite par son usure au moment même où elle aura développé un travail équivalent à 100 heures de travail humain.

Il suffit donc de confronter la théorie à l'expérience pour mesurer la validité de la théorie de Marx. Supposons que nous souhaitions imprimer un livre, pour la commodité de l'exemple, et que pour cela nous eussions recours à une petite machine, telle que celles que l'on utilise dans l'imprimerie, capable de faire la photoimpression des pages. Grâce aux progrès de la technique, ce genre de machine ne nécessite pas d'entretien, hormis le changement du compartiment qui

contient l'encre nécessaire à l'impression des documents. J'ai relevé pour une telle machine les caractéristiques suivantes:

- coût de la machine : 192195,40 F
- consommation électrique maximale : 2,7 kW/h
- coût du papier : 30F/1000 pages
- vitesse d'impression : 72 pages/minute
- coût du toner : 840F à changer toutes les 33000 pages imprimées.

J'ai pu constater qu'au bout de plusieurs années de fonctionnement, la machine, toujours en parfait état de marche, avait servi à l'impression de 3800000 pages, nécessitant 115 changements de toner, soit 96727 F de frais de maintenance, auxquels se sont ajoutés la consommation électrique de 2375 kw/h, soit, à raison de 0,60 F/kWh, une consommation facturée 1425 F, et 114000F de papier. L'impression des 3800000 pages à donc coûté au total 404347,40 F, alors même qu'à ce stade, la machine était loin d'avoir atteint la fin de sa vie.

En supposant maintenant que l'on ait voulu fabriquer ces 3800000 pages sans l'aide d'une machine et uniquement grâce au secours de la main-d'œuvre humaine, c'est-à-dire en utilisant des copistes, le compte serait le suivant:

- prix minimum de la main-d'œuvre : 40F/heure
- vitesse de travail : maximum 3 pages/heure
- prix de l'encre : 1F/100 pages soit 38000F au total
- coût du papier : 30F/1000 pages

Le coût total pour la réalisation des 3800000 pages par des copistes, après 1266666 heures de travail, ou 144,5 ans de travail ininterrompu d'un seul copiste, c'est-à-dire 50666640 F de main-d'œuvre, serait de 50818640F au total.

L'expérience, donc, infirme la théorie, car le coût d'impression des 3800000 pages est non pas égal, mais 125,68 fois supérieur si l'on a recours à la main-d'œuvre humaine, en comparaison de ce qu'il en coûterait si l'on utilisait la machine.

En d'autres termes, étant donné que le coût du travail humain nécessaire à la réalisation des 3800000 pages dépasse de très loin la valeur de la machine, jusqu'à présent, une telle machine a déjà permis d'économiser 125,68 fois plus de travail humain que sa valeur n'en représente, tandis qu'elle n'est toujours pas parvenue à la fin de sa vie.

On sait que toute théorie qui se prétend scientifique s'écroule dès lors qu'elle est mise en défaut par l'expérience *dans une seule de ses conséquences*.

Première erreur donc. A la base même de la théorie de Marx. *Le temps de travail humain qu'une machine permettra d'économiser ne dépend pas du temps de travail humain qu'a nécessité sa fabrication, mais de l'ingénieuse manière dont y sont utilisées les lois de la physique pour transformer l'énergie.*

Le principe d'une machine est fondé sur la mise en œuvre *des lois de conservation de la mécanique*, afin, qu'à partir d'une force initiale, on puisse en modifier l'intensité, la direction, et le point d'application.

Une machine permet donc de se servir d'une source d'énergie (pression hydraulique, énergie thermique, électrique, etc.) dès lors qu'elle est susceptible d'engendrer une force initiale, *et cela, afin de remplacer la force produite par le travail physique de l'homme*; le mécanisme de transmission en modifie

l'intensité, la direction et le point d'application en vertu des lois de conservation dont j'ai parlé, pour faire resurgir une, ou des forces finales en un, ou des points tels, qu'elles suscitent le travail d'un outil.

La machine, fondée sur ces principes, permet ainsi de *substituer à la force physique de l'homme une force induite par une source d'énergie*; c'est à cause de cela que la machine économise le travail humain.

Pour un rendement donné, c'est-à-dire pour un rapport donné entre la quantité d'énergie produite par la machine et la quantité d'énergie dépensée pour son fonctionnement, plus la quantité d'énergie utilisée est considérable, et plus la quantité de travail humain économisée sera importante.

En outre, comme la durée de vie d'une machine dépend uniquement des matériaux utilisés dans sa fabrication, *le temps de travail humain qu'une machine permettra d'économiser est seulement fonction de la quantité d'énergie transformée par la machine durant sa vie, du rendement de la machine, et des matériaux utilisés dans sa fabrication, et non du temps de travail humain dépensé pour sa réalisation.*

C'est l'ingéniosité qu'elle contient qui est la cause de ce que la machine permet d'économiser plus de temps de travail que sa fabrication n'en a demandé. Si cela n'était pas le cas, sans doute aucune machine n'aurait jamais vu le jour.

Enfin, pour étayer à nouveau ces considérations par la pratique, il suffit d'examiner l'évolution de l'industrie: la théorie de Marx est de nouveau réfutée par l'expérience.

Si la théorie de Marx était vraie, si le profit avait bien pour unique origine la plus-value provenant du travail humain, il est évident que chaque entreprise aurait intérêt à embaucher le plus grand nombre possible d'ouvriers, et à bannir de ses locaux toutes les

machines. Or, bien au contraire, ce que l'on constate, c'est une mécanisation toujours plus grande de l'industrie et une diminution constante du personnel employé par les entreprises. Il existe donc une plus-value dégagée par le machinisme.

Certes, Marx reconnaissait bien qu'il y avait une tendance toujours plus grande à la mécanisation de l'industrie, mais il pensait que le développement du machinisme n'était que l'une des incohérences du capitalisme. La machine, pour lui, ne servait qu'à augmenter la plus-value issue du travail de l'ouvrier, en lui permettant de travailler sur un plus grand nombre d'objets. Marx a eu cette idée sans doute parce que les conditions indécentes d'exploitation des ouvriers l'aveuglèrent, et l'entraînèrent à penser que tout n'était organisé qu'en vue de l'exploitation du travail humain. « L'emploi des machines dans le but d'accroître la plus-value recèle donc une contradiction, dit-il, puisque des deux facteurs de la plus-value produite par un capital de grandeur donnée, il augmente l'un, le taux de la plus-value, qu'en diminuant l'autre, le nombre des ouvriers ».

Ce qui confère leur valeur aux objets par rapport aux matières premières, Marx a raison de penser que c'est la transformation qu'ils ont subie. Mais cette transformation n'est pas quantifiable seulement à la mesure du travail humain. Dans le processus de fabrication, parfois l'homme, parfois la machine joue un rôle essentiel. En notant Δx_1 la plus-value tirée du surtravail de l'homme et Δx_2 celle provenant du *surtravail des machines*, pour un capital total C engagé, le taux de profit doit être représenté par la formule

$$\frac{\Delta x_1 + \Delta x_2}{C} \quad (1) \quad \text{plûtôt que par} \quad \frac{\Delta x_1}{C}.$$

La plus-value dépend d'autant moins de l'homme que l'industrie est plus avancée dans la voie du machinisme.

Au reste, l'expression (1), qui représente la constitution organique du profit du capitaliste, ne se réalisera que dans le cadre d'une série de ventes, la durée du travail humain ne peut pas lui conférer une valeur numérique prédéterminée; ce qui fixera sa valeur, c'est la confrontation de l'offre et de la demande du produit vendu sur le marché.

Dans l'expression (1), rien n'empêche par ailleurs que Δx_1 soit négatif; cela peut fort bien survenir lorsque l'on crée des emplois inutiles par exemple, afin de doper la consommation par une redistribution des profits, dans le but de soutenir l'économie, et d'atteindre les conditions d'équilibre entre la production et la consommation. Le seul critère du profit en tant que tel est que $\Delta x_1 + \Delta x_2 > 0$.

C'est en raison de l'existence de la plus-value Δx_2 émanant du machinisme, me semble-t-il, que le capitalisme n'a pas engendré plus en avant la révolution que Marx avait pressentie; car après la révolution russe et la crise de 1929, les milieux dirigeants réalisèrent qu'il devenait impérieux de redistribuer une partie de leurs bénéfices, ce qu'ils ne purent accomplir que parce que la variable Δx_2 existait dans la formule du taux de profit. Il s'agissait donc de minimiser la variable Δx_1 , jusqu'à en rendre parfois la valeur négative, essentiellement en augmentant les salaires, et d'accroître la part du machinisme dans l'industrie, afin de rendre plus considérable la valeur de Δx_2 , de telle manière à ce que soit vérifiée l'inégalité $\Delta x_1 + \Delta x_2 > 0$.

Marx, par sa conception de la valeur, considérait la valeur d'un bien comme une grandeur inhérente aux objets, indissociable d'eux-mêmes, parce qu'il la définissait sur le principe que les biens avaient un *caractère*

social, en tant *qu'objets étant issus du travail social*; il vit donc dans la valeur des biens un principe fondamental, l'idée que la valeur avait une nature sociale; c'est sur cette conception économique originale de la valeur qu'il édifia toute sa théorie; or, si la théorie de la valeur de Marx est fausse, comme je l'ai dit, l'ensemble de sa théorie économique s'écroule.

En conséquence, la démonstration de Marx, selon laquelle dans les sociétés capitalistes, le travail humain est *obligatoirement* l'objet d'une éternelle exploitation par le capital, quels que soient par ailleurs les sentiments d'humanisme ou la volonté de domination qui peuvent animer la classe dirigeante, est insoutenable. De ce fait, les lois provisoires qu'il avait établies pour décrire le fonctionnement du capitalisme ne s'appliquant, déjà, pas entièrement à son époque, ni moins encore maintenant, les conclusions de sa théorie, c'est-à-dire les conséquences de ses lois, parmi lesquelles la plus importante d'entre elles, je pense, serait que le capitalisme soit une organisation économique transitoire de laquelle devrait nécessairement émerger, au cours de l'histoire, le socialisme, sont à rejeter.

Il ne faut toutefois pas exagérer les conséquences de cette conception erronée de la valeur. Il est manifeste que la description de Marx demeure encore approximativement valable en ce qui concerne les phénomènes économiques et la logique du pouvoir qui régnaient au XIX^{ème} siècle. Ce résultat est engendré par des circonstances particulières; au XIX^{ème} siècle, le machinisme permettait surtout de créer une division du travail, et la place de l'homme dans le processus de fabrication demeurait prépondérante. Le surtravail de l'ouvrier jouait alors un rôle essentiel dans la création de la plus-value, à cause du niveau très bas des salaires; les économistes considéraient en effet que le salaire de l'ouvrier pouvait être défini par le coût d'entretien de

ses seules forces physiques (15). Si bien que la variable Δx_1 restant considérable dans la formule (1), le taux de profit pouvait être représenté, approximativement, par :

$$\frac{\Delta x_1}{C}$$

La théorie de Marx se présente, bâtit sur de tels fondements, sous la forme d'une solution approchée du capitalisme, un peu comme la mécanique classique est une solution approchée de la mécanique relativiste; son domaine de validité n'est pas sans limites, mais son importance reste entière. Au fur et à mesure que l'on s'éloigne du XIX^{ème} siècle, et que le machinisme gagne de l'importance, la théorie de Marx devient imprécise, et on ne peut plus expliquer correctement avec elle les phénomènes qui gouvernent le présent. Elle permet cependant de l'éclairer, un peu à la manière de l'image d'un enfant qui serait tout de même utile pour comprendre celle d'un homme adulte.

Enfin, il est clair que tout dépend du lieu et des circonstances. Le surtravail de l'homme est un élément d'exploitation fondamental, et il peut être ici ou là, à la base du fonctionnement d'une économie moins avancée que celle des grands états capitalistes, rendant à la théorie de Marx une certaine validité, d'autant plus grande que la part du machinisme y est plus réduite.

Au début du XXI^{ème} siècle, dans les pays occidentaux, la mécanisation de l'industrie s'est accrue à tel point que l'on peut presque entièrement se passer du travail humain. Les conséquences en sont un chômage accru et la multiplication des emplois inutiles. En réalité, la robotisation de l'industrie anéantie toute la besogne qui autrefois incombait aux mains de l'homme, dépossédant de plus en plus le taux de profit du surtravail humain. Aussi, à notre époque, le pouvoir du

monde capitaliste se fonde *d'abord* sur le machinisme et seulement ensuite, et parfois seulement dans certains lieux, sur le surtravail humain.

2.2. Un taux de profit > 0 n'est plus une condition du pouvoir.

En dehors de cette erreur, parmi les éléments de la théorie de Marx qui doivent être reconsidérés, dans l'économie du XXème siècle, se place la volonté essentielle qu'auraient les milieux dirigeants de poursuivre l'appât d'un taux de profit le plus élevé possible.

Pour Marx, il ne fait pas de doutes que l'origine du pouvoir résidait dans la mise en œuvre du capital, c'est-à-dire dans *l'accroissement* de la quantité d'argent, de moyens de production ou de marchandises possédées. Dans la société capitaliste du XIXème siècle, le pouvoir se présentait alors comme le résultat d'un mécanisme d'échange, d'une circulation de marchandises se résolvant en une série d'achats successifs au cours desquels se réalisaient des plus-values, où l'incrément Δx devait être assez considérable pour engendrer un taux de profit sur le capital de départ engagé, *et cela essentiellement parce que la logique du pouvoir consistait à acquérir des parts de marché, et à développer sans cesse la production*. Le profit ainsi constitué était réinvesti comme un nouveau capital, qui dégageait de nouveaux profits, et qui permettait de s'acquérir un plus ample pouvoir, et ainsi de suite.

La nécessité d'un incrément Δx suffisant pour engendrer une plus-value sur le capital de départ engagé n'est plus, dans une situation où la production est assez considérable pour saturer le besoin, et où les firmes sont en position de monopole sur les marchés, un impératif.

Les milieux capitalistes n'ambitionnent le profit qu'autant qu'il peut être réinvesti, afin d'accroître leur pouvoir. Mais avec le temps, l'ensemble des activités humaines passant peu à peu sous la coupe réglée de l'économie, et celles-ci s'organisant autour du monopole de quelques centaines de firmes, dont la taille est trop considérable pour que les unes amoindrissent le pouvoir des autres, il est plus important de redistribuer au peuple une partie des profits réalisés, afin de calmer les tensions sociales, que de chercher à accroître les taux de profit. Le taux de profit n'est plus un objectif impérieux, parce que les possibilités d'investissement se font moindres; le but des milieux capitalistes ne consiste plus à amplifier un pouvoir qui a déjà atteint ces dernières limites, mais à maintenir inchangées leurs parts de marché, à entretenir leur pouvoir déjà acquis.

Plus la globalisation de l'économie, plus l'organisation des monopoles et la concentration du pouvoir économique seront avancées, et moins la recherche d'un taux de profit élevé constituera l'ambition des milieux dirigeants, car les opportunités d'investissements devenant rares, le pouvoir économique a atteint sa puissance la plus considérable; *le but est moins le profit que le maintien de l'ordre établi.*

Une firme faisant partie d'une entente ou d'un cartel peut autoentretenir son fonctionnement en ayant un profit nul, c'est-à-dire en ayant des revenus provenant de ses ventes justes suffisants pour équilibrer son coût de fonctionnement, grâce à un incrément Δx permettant d'engendrer un taux de profit susceptible seulement de maintenir constante la valeur de ses moyens économiques. Si, par ailleurs, la quantité d'argent $\varepsilon(x)$ que les propriétaires de la firme retirent pour eux-mêmes est négligeable par rapport au capital x engagé, on peut considérer que, au bout du temps de rotation du capital, si $\varepsilon(x) = 0$, le taux de profit est nul,

et le capital, en valeur constante, réapparaît simplement, tel qu'il était à l'origine.

En dehors des investissements liés à la modernisation et au renouvellement de l'industrie, qui sont nécessaires lorsqu'il existe une tendance à la baisse ou à la saturation du besoin, parmi les rares activités non encore contrôlées par les milieux économiques, seuls les services de l'État sont encore susceptibles de constituer la cible d'un investissement important, tant qu'ils demeurent incomplètement privatisés. Mais le taux de profit nécessaire pour avaler le restant de ces activités est d'autant plus bas qu'elles sont peu nombreuses, et que les firmes ont atteint une taille plus considérable, c'est-à-dire qu'elles représentent un capital immense; la nécessité d'une plus-value, donc, sur un tel capital engagé, devient négligeable au fur et à mesure que s'épuisent les possibilités d'investissement.

Et cela, d'autant plus que le crédit bancaire et le financement par les marchés financiers peuvent subvenir pour une large part à ces investissements, sans que ces nouveaux placements n'entraînent une réaction en chaîne dans les taux de profit, d'une part parce que les taux d'intérêts des banques demeurent très bas, qu'elles n'en retirent que des marges bénéficiaires très réduites, suffisantes pour leur autoentretien, mais ne permettant pas de réaliser un profit élevé, le dessein des banquiers n'étant pas de réaliser des bénéfices, mais d'abord de maintenir inchangé leur pouvoir de création monétaire; alors que d'autre part les placements financiers qui résultent de ces investissements sont peu profitables, le taux du marché équilibrant à grand-peine l'inflation.

Ce qui entraîne que, les taux de profit tendant en général vers zéro, malgré la quantité $\varepsilon(x)$, qui, bien que déjà très considérable, est elle aussi négligeable par rapport au capital de départ engagé, étant donné la hauteur de ce capital, *les milieux dirigeants sont nés du*

capitalisme, mais ils ont tendance à ne plus être à proprement parler capitalistes au sens de Marx, car le taux de profit qu'ils réalisent tend à devenir nul.

La tendance inéluctable des marchés à concentrer le pouvoir au sein des monopoles a entraîné la plupart des firmes à détenir des parts figées sur les marchés; la concurrence n'existe plus. Les échanges de marchandises, qui dénouent une série de plus-values, permettent non seulement d'assurer l'existence des firmes, qui ne sont pas menacées par la concurrence, mais aussi de redistribuer une partie des profits et de consolider ainsi la puissance des milieux économiques.

Le fondement de leur pouvoir réside dans les monopoles et dans la propriété de l'activité économique. Leurs décisions affectent toutes les grandes variables de l'économie, emploi, revenu intérieur, salaires, etc., si bien que nul pouvoir politique ne leur est indépendant, et que ces milieux se placent au sommet de la hiérarchie sociale; tandis que les monopoles leur confèrent de surcroît un droit de contrainte sur chaque citoyen, d'autant plus puissant que les monopoles sont plus nombreux.

Pourvu qu'il suffise à l'autoentretien des firmes, la pérennité de la hiérarchie sociale ne dépend plus du taux de profit, tant qu'il demeure positif, mais de la soumission du peuple à l'ordre établi. Les milieux dirigeants gèrent la société comme un empire, il est envisageable même, que le pouvoir puisse demeurer dans les mêmes mains sans qu'aucun profit monétaire n'y fût jamais réalisé.

Donc, ce qui a permis au capitalisme de se développer aussi considérablement sont assurément les leçons que les milieux dirigeants ont tirées de Marx, en renonçant à se jeter sur l'écueil de poursuivre un taux de profit trop élevé.

Les milieux dirigeants qui, après la révolution russe et la crise de 1929, avaient mesuré l'étendue du péril que représentait la révolution communiste, pour mettre leur empire en sécurité, conçurent de trancher les racines de ces troubles en abolissant leurs causes, et pour cela ils consentirent à redistribuer aux citoyens une partie de leurs profits, et prirent toutes les mesures qui leur parurent acceptables pour assurer un équilibre entre la production et la consommation, afin d'éloigner la menace d'une crise économique, telle que Marx l'avait prévue, et afin d'éviter les soulèvements qui en résulteraient. C'est de cette crainte salutaire que naquit une certaine réforme de la société, les revenus des travailleurs s'accrurent, et l'on vit apparaître les assurances sociales, telles que l'assurance chômage, l'assurance maladie, ou la retraite, assurances qui, en un mot, étaient avant tout des systèmes d'épargne forcée fondés sur les salaires, imposant autant les salariés que les employeurs, pour attribuer aux inactifs un revenu décent leur permettant de continuer à consommer.

Les salaires distribués augmentèrent, les conditions de vie s'améliorèrent, les milieux dirigeants, en redistribuant une partie de leurs profits, écartèrent le danger de la révolution qui autrefois planait sur eux, et cette sage politique, qui contribua à éloigner le peuple de la pauvreté et à éviter qu'elle ne soulève les esprits, connu un heureux succès, qui permit au capitalisme de se développer durablement.

Néanmoins, le taux de profit s'amenuisant pour les raisons que j'ai dites, les milieux dirigeants durent expatrier promptement certaines activités dans les pays les plus pauvres, afin de maintenir un taux de profit suffisant pour assurer la survie du système dans son ensemble. Ils étendirent en cela leur empire, mais le taux de profit devenant moindre, les salaires distribués diminuèrent enfin, ce qui entraîna le peuple à vivre avec

moins d'opulence, et fit s'exacerber les haines et les tensions sociales, qui resurgirent en occident, et qui sont les plus sûrs ferments de menace et de péril sur le pouvoir des milieux dirigeants.

CHAPITRE 5

Le problème fondamental du capitalisme : les crises économiques

1. Le mécanisme des crises.

Avant que les progrès de la technique n'engendrent la révolution industrielle, les phénomènes économiques étaient marginaux d'un point de vue politique, la recherche du profit, la recherche du monopole et de la plus-value des capitalistes ne représentait pas la source du pouvoir.

La production industrielle, archaïque, ne jouait qu'un rôle secondaire. Avant l'avènement du chemin de fer, l'absence, ou l'insuffisance structurelle de moyens de transport étranglait le négoce, la production était peu importante et culminait dès lors qu'elle comblait les besoins des marchés locaux.

Dans la société de l'ancien régime, l'agriculture jouait un rôle si considérable qu'elle gouvernait à elle seule l'économie. La richesse de la nation dépendait du volume de la production agricole, que l'on mesurait par le prix des céréales. Lorsque la récolte était bonne, le prix du blé était bas, et la production de nourriture était suffisante pour assurer la survie de la population. Mais

lorsque la récolte était mauvaise, le prix du blé s'élevait, et la pénurie engendrait la famine.

Quand les ressources de l'agriculture venaient à se tarir, de véritables crises économiques pouvaient survenir. La plupart des paysans, accablés du peu de vivres dont ils disposaient, cessaient eux-mêmes d'être des vendeurs, ils devenaient acheteurs, le problème consistait non seulement à se procurer des aliments, mais aussi à garder des semences pour l'année suivante. Alors que dans les campagnes la disette faisait des progrès, le prix des céréales s'élevait, la crise enflammait alors les villes. La cherté du pain et des aliments suscitait une mévente de la production artisanale et manufacturière. Comme les capitaux investis dans l'industrie étaient modestes, les unités de production étaient malléables, et la baisse de la demande se traduisait immédiatement par une hausse du chômage. D'autres métiers, comme ceux du bâtiment, emboîtaient le pas en ralentissant leurs activités, et tandis que le pain devenait plus onéreux, la masse des salaires distribués s'effondrait. Le peuple, accablé par la misère et la famine, privé de ses sources de profit, ne pouvait espérer aucun secours; la crise de l'économie des villes alliait alors sa force à celle de l'agriculture. Dans l'ancien régime, on pouvait qualifier ce type de catastrophes de *crises de sous-production*.

Longtemps, l'économie agricole joua un grand rôle. Cette importance perdura pendant les premiers temps de la révolution industrielle, et même jusqu'après la première moitié du XIX^{ème} siècle. L'ampleur que l'industrie prit alors engendra des crises économiques dont la nature fût moins certaine à établir, mais parfois encore le poids des mauvaises productions agricoles pouvait se faire durement sentir.

Ce fût le cas, par exemple, dans la crise anglaise de 1847. En 1843, la guerre avait ouvert en Extrême-Orient de nouveaux débouchés pour l'industrie anglaise, et le marché chinois permettait aux industries textiles d'escompter de grands bénéfices. Peu de temps après, en 1844, la hauteur des plus-values réalisées par les industriels anglais excédait les capitaux qu'il était possible de réinvestir dans la seule industrie du coton, et les bénéfices furent investis dans les chemins de fer. Cela provoqua une folle spéculation sur les actions, qui entraîna un recours abusif à l'escompte bancaire, jusqu'au moment où la disette de 1846 engendra l'envolée des taux, comme le rapporte Engels: « L'Angleterre et surtout l'Irlande durent importer de grandes quantités de vivres, notamment du blé et des pommes de terre. Mais les pays fournisseurs ne pouvaient être payés que pour une part minime avec les produits de l'industrie anglaise; il fallait payer avec des métaux précieux, et de l'or pour au moins 9 millions s'écoula vers l'étranger, dont 7 ½ provenaient du trésor de la Banque d'Angleterre. L'escompte bancaire, encore de 3 à 3,5 % en janvier 1847, monta à 7 % au mois d'avril, début de la panique, l'escompte officiel s'éleva en novembre à plus de 10%, la masse des traites n'étant plus escomptable qu'à des intérêts exorbitants. L'arrêt général des paiements entraîna la faillite de toute une série de grandes firmes ».

A cette époque, les crises n'étaient déjà plus celles de l'ancien régime, il s'agissait de crises impliquant à la fois l'économie industrielle et l'économie agricole, chacune d'elles pouvant provoquer de graves déséquilibres. Plus tard, les crises économiques devinrent essentiellement industrielles. Il survint alors quelque chose d'extraordinaire; au contraire des crises de l'ancien régime, les déséquilibres économiques étaient dus à des phénomènes de *surproduction*.

Lorsque l'industrialisation devint assez considérable pour renverser la prédominance de l'agriculture sur l'économie, le capitalisme marcha de pair avec les crises économiques: crises de 1872, 1882, 1900, 1907, 1914, 1921 et enfin la grande dépression de 1929, dont les conséquences furent les plus graves.

Lorsque l'on examine l'origine de ces crises, il convient tout d'abord d'observer que les régimes communistes n'en furent jamais affectés, les crises économiques sont inhérentes au capitalisme lui-même. L'URSS, de par la nature de sa constitution politique, échappa à la crise mondiale de 1929, puis, après la guerre, la Chine et les pays de l'Europe de l'est furent gouvernés sans tomber à être la proie de ces crises économiques qui, manifestement, n'accablaient que les régimes capitalistes. Sur quelles différences se fonde cette prédilection des crises pour les régimes capitalistes?

Dans les sociétés communistes, l'économie est *planifiée*, c'est-à-dire que la production est organisée rationnellement pour répondre à des besoins spécifiques; il existe une harmonie totale entre les moyens de production, les quantités produites et la capacité de consommation finale. Aucun déséquilibre entre les variables de l'économie ne peut survenir; la propriété des moyens de production appartenant à l'État, la production n'est pas motivée par l'appât du profit, ni par l'ambition du pouvoir, quoique l'ordre y soit tyrannique et tenu par quelques mains, mais établie avec cohérence dans le dessein d'assouvir des besoins connus. En d'autres termes, *il y a une harmonie totale entre la production et la consommation.*

L'économie capitaliste, au contraire, n'est pas planifiée. Les moyens de production et le capital économique sont la propriété d'une infime minorité de gens, qui en usent pour accroître leur pouvoir, et pour

se hisser par ambition politique à la tête de la hiérarchie sociale. La production donc, n'est motivée que par l'avidité des profits, elle n'est pas fondée sur le dessein de garantir les besoins d'un peuple, mais inspirée par l'appétit du pouvoir. L'activité économique ne procède pas d'une organisation rationnelle; de ce fait, il existe *une inadéquation constante entre la consommation et la production*, et c'est de cet illogisme dans la conduite de l'économie que naissent les crises.

Il est manifeste que la consommation, prise dans sa globalité, varie essentiellement en fonction de l'importance des salaires distribués; aussi, il est nécessaire que le taux de profit que réalisent les milieux dirigeants soit assez considérable pour permettre une certaine redistribution des bénéfices, assez substantielle en tout cas pour que l'offre des marchandises soit absorbée totalement par la consommation.

Mais ici ou là, il suffit qu'un déséquilibre devienne suffisamment grave, ou que les déséquilibres s'additionnent, pour qu'il s'ensuive une augmentation des coûts de production; sur le fond, peu importe l'origine de ce déséquilibre; il peut s'agir d'une hausse du prix des matières premières, telle qu'on l'observa à l'époque des chocs pétroliers des années 1970-80, ou bien une crise bancaire qui prive les entreprises de liquidités, ou encore une crise financière, comme ce fût le cas en 1929. Dès lors, lorsque les charges augmentent, les taux de profit s'effondrent, si bien que l'appât du gain s'avérant plus lointain, les investissements s'amointrissent, l'activité économique se ralentit, ce qui entraîne finalement une hausse du chômage, tandis que la masse des salaires distribués décroît, ce qui rompt l'équilibre antérieurement établi entre la consommation et la production.

Les milieux économiques, pour rendre plus considérable leur taux de profit, s'efforcent alors de multiplier les ventes, et de maintenir le niveau de la production, mais la crise de la demande engendrée par la baisse des revenus du peuple gèle le volume de la consommation, et tandis que le peuple est privé de ses ressources, il y a une *surproduction* de marchandises, dont l'importance s'amplifie; si bien que le fonctionnement du système économique dans son ensemble s'enraye, la crise éclate.

Aussi, d'une manière générale, lorsque dans une nation, le machinisme a fait de tel progrès qu'il démultiplie la production industrielle dans son ensemble et s'établit comme le fondement même de toute l'économie, une planification devient nécessaire pour éviter que n'apparaissent des troubles économiques graves.

2. L'économie de guerre.

Lorsque par malheur une crise particulièrement grave survient, et que s'éternisent les difficultés, parce que les milieux dirigeants et les citoyens luttent pour des intérêts diamétralement opposés, les uns pour satisfaire leur ambition et pour conserver leur hégémonie, et les autres pour cesser d'être opprimés et pour se libérer des difficultés qui les accablent, et qu'il manque une autorité commune pour les sortir du péril, les tensions s'exacerbent. Et la crise, d'abord économique, devient politique, au fur et à mesure que la situation économique se détériore, et que le peuple prend conscience de l'imperfection du système et de l'impossibilité de résoudre la crise sans changements politiques. Et, parce que la solution immédiate à la crise est la collectivisation des moyens de production, et la planification géné-

rale de l'économie par l'État, afin de restaurer l'équilibre entre la consommation et la production, l'existence même des milieux capitalistes est menacée, parce que la propriété dont ils disposent sur les moyens de production devient un danger pour la société tout entière.

Si les troubles et les dissensions qui surviennent alors sont suffisamment graves pour susciter la formation d'une opposition capable de renverser le régime, et d'instaurer un régime communiste, le capitalisme et le libre-échangeisme peuvent être balayés à cette occasion. Toutes les crises sont donc dangereuses pour les milieux dirigeants; Marx pensait précisément qu'à la faveur d'une crise particulièrement grave, le capitalisme s'effondrerait de cette manière en engendrant, à la faveur d'une révolution, le communisme.

Or, parce que dans les pays capitalistes, les citoyens sont depuis longtemps habitués à vivre dans la liberté, et qu'à cause de cela il est malaisé de mater le peuple, les milieux dirigeants, pour mettre un frein à l'effervescence de la population, sont contraints, dans de telles circonstances, de mettre en place tant bien que mal une planification, pour sauver leur empire.

Le problème consiste donc, dans de pareilles circonstances, pour les milieux dirigeants capitalistes, à instaurer une planification de l'économie, à laquelle ils doivent se résoudre lorsque le danger devient trop grand, mais sans pour autant que cette planification ne les dépouille de leur suprématie politique. Ils doivent donc accepter, pour cela, de céder le pouvoir à un organisme central, l'État, non à perpétuité, mais jusqu'à l'expiration de la crise, afin qu'il se charge d'organiser l'économie autoritairement, sans toutefois, donc, en arriver à la collectivisation des moyens de production, sans modifier le régime politique.

Il est nécessaire néanmoins, pour réaliser ce dessein, d'une part que le peuple ne nuise pas à sa bonne réalisation, et ne tienne pas tête au gouvernement, mais contribue au contraire au plan commun, et d'autre part, qu'une opposition communiste, naissant de ces difficultés, ne puisse pas faire des progrès trop considérables dans le même temps, jusqu'à venir ébranler les fondements du pouvoir politique.

Or, une solution existe pour résoudre ce problème. Il y a un cas où, sans se muer en un régime communiste, l'État régent l'économie. *Ce cas exceptionnel se réalise lorsque dans l'histoire d'un pays survient une guerre.*

Lorsque d'aventure une nation entre en guerre avec une autre, tous les efforts du pays sont dirigés dans un seul but: vaincre l'adversaire. La population, effarouchée par les événements, se range derrière le gouvernement, les dissensions s'estompent, chacun se plie à l'autorité politique et se retourne contre l'ennemi commun. Les industries civiles sont promptement reconverties en industries militaires; alors il n'y a plus de libre échange; bientôt les marchés ont disparu, les surplus de la production industrielle sont détruits par le conflit lui-même.

En remplacement, les produits de consommation sont rationnés, c'est-à-dire que la consommation est planifiée, la production l'est aussi, dès lors que les matières premières servent à fabriquer les armes et tout ce que réclament les besoins du conflit. Les effectifs de l'industrie sont réorganisés; le chômage disparaît, ce qu'il y avait d'inactif dans la population est absorbé par le contingent de l'armée. L'épargne est mobilisée pour souscrire à l'effort de guerre. Le parc industriel, partout, se transforme pour développer à plein rendement une production qui sera engloutie dans l'abîme du conflit.

A l'économie libérale s'est substituée l'économie de guerre. La planification écarte la confusion qui régnait et l'ombre de la révolution, elle permet à la production de recouvrer son niveau antérieur, le conflit en absorbe les fruits; la crise économique est éliminée.

Dans les temps anciens, les conflits ne visaient qu'à la conquête de nouveaux territoires. A l'issue de la guerre, le vainqueur agrandissait ses États, livrait le pays vaincu au pillage et dépouillait à sa convenance la population de ses richesses et de sa liberté. L'enjeu de la guerre était alors la survie collective. A partir du XXème siècle, quoique chacun dans la population crut toujours à cet ancien schéma, le déroulement des guerres et leurs buts s'étaient modifiés; on vit des guerres se dérouler pendant plusieurs années sans que les frontières des États vaincus ne fussent modifiées au moment de la paix. *Une nouvelle hypothèse prenait vie: la guerre, en dévorant les excès de la production industrielle, permettait de réharmoniser une économie enrayée par la crise; de cette manière, elle apparaissait comme l'unique moyen de préserver intactes les anciennes structures de la société, de maintenir inchangées les anciennes hiérarchies.*

Pour étayer ces considérations, je rapporterais l'exemple de l'entrée en guerre des États-Unis dans le deuxième conflit mondial, en décembre 1941. Dans les dix années qui précédèrent le conflit, les États-Unis et le Japon eurent des évolutions politiques fort différentes, quoiqu'elles disposèrent les milieux dirigeants de ces deux pays à souhaiter la guerre, autant d'un côté que de l'autre.

Le Japon fût le théâtre d'événements politiques graves; par le fait de conditions particulières et de ses mauvaises institutions, l'armée réussit à s'y emparer du pouvoir. Les troubles éclatèrent en même temps que la crise économique mondiale des années trente. La crise

affecta durement les industries japonaises, qui souffrirent de l'effondrement du commerce; la baisse de la consommation intérieure amplifia l'effet des barrières douanières étrangères, tournées contre le Japon, qui s'opposaient à l'écoulement de leurs productions. Ces circonstances aggravèrent une situation économique déjà compromise par la nécessité de se procurer des matières premières, dont le Japon était dépourvu. Le continent asiatique n'en manquait pas, mais l'Europe avait la main mise sur les richesses de l'Asie. Les colonies anglaises, hollandaises et françaises se partageaient le caoutchouc, les métaux, le pétrole. L'économie du Japon, menacée d'asphyxie, réclamait pour survivre la conquête d'un espace vital.

Par ailleurs, la constitution de l'État était des plus médiocres, et son plus grave défaut résidait dans le fait que l'armée échappait au contrôle des autorités politiques. Puissante, bien organisée, victorieuse de la Russie en 1905, elle constituait un pouvoir à part, qui avait les faveurs de l'opinion publique. Sa puissance était d'autant plus incontrôlable qu'elle n'obéissait pas à une organisation totalement pyramidale. Il n'existait pas d'état-major interarmées, chaque division était conçue pour combattre isolément, l'aviation ne disposait pas d'un commandement à part, il n'y avait que la marine et l'armée de terre, que les rivalités séparaient.

L'armée impériale était encadrée par des officiers souvent issus des milieux ruraux, d'origine pauvre, qui par leur valeur et leur mérite s'étaient élevés dans la hiérarchie militaire. Connaissant de près la misère, ils imputèrent la mauvaise situation du pays à la corruption des milieux politiques; tandis que progressivement, une nouvelle idéologie, mélangeant le nationalisme, le rejet des institutions et des partis politiques naissait au Japon, et que le désir de voir s'installer un gouvernement militaire prenait de l'ampleur.

Un premier coup d'état échoua en 1931. En septembre de la même année, une armée japonaise envahit brusquement une province de la Chine du nord, la Mandchourie. Le gouvernement japonais, sous le choc, demeura impuissant devant ces événements. La conquête se poursuivit jusqu'en 1933. Ceux qui s'y opposaient à Tokyo, prenaient, dans un climat politique très tendu, de sérieux risques. L'une des victimes fut le Premier ministre, Inukai, assassiné en mai 1932 par de jeunes officiers. Aucun des assassins ne fût lourdement condamné, l'opinion publique leur était tout acquise. Plus tard, en 1936, après des élections où certains candidats ouvertement socialistes connurent quelques succès, une partie de l'armée se souleva et entama une équipée sanglante dans Tokyo, à la recherche des membres du gouvernement. Quelques militaires furent traduits devant les tribunaux, mais il ne s'agissait que de la conséquence de règlements de compte internes à l'armée. A partir de ce moment là, ce furent les militaires qui étaient réellement en possession du pouvoir politique.

Il convient, je pense, à ce stade, que je fasse une digression sur les dictatures militaires, pour mieux éclairer une telle situation politique.

Lorsqu'une société doit se plier à l'autorité d'une oligarchie militaire, comme se fût le cas au Japon, la question essentielle qui se pose est de savoir par quels moyens un tel gouvernement parviendra à conserver le plus sûrement le contrôle qu'il a acquis sur l'État, et pourra se maintenir le plus durablement dans sa suprématie politique.

Il convient tout d'abord de remarquer que c'est dans le contexte d'une guerre que le peuple accepte le mieux les rigueurs de l'autorité militaire, parce qu'elle apparaît plus légitime et qu'elle œuvre, semble t-il, non par soucis d'ambition, mais pour le bien de la nation, et

pour le salut commun. Aussi, pour ces raisons, *la politique la plus avisée pour la nouvelle classe dirigeante, pour affermir son pouvoir et pour éviter toute forme de déstabilisation politique, consiste-t-elle à créer des situations de conflit susceptibles de rendre nécessaire l'existence de l'appareil militaire au sommet de l'État.*

Je dis donc que l'attitude la plus souhaitable, lorsqu'un gouvernement militaire détient le pouvoir, consiste à entraîner toute la nation dans la guerre; alors qu'au contraire, s'il survenait une situation de paix durable, rien ne serait plus fâcheux et n'ébranlerait plus la stabilité de son pouvoir.

Quant aux arguments et aux raisons qui serviront de prétexte pour déclencher une guerre, il est aisé d'en trouver toujours, bien que la guerre, dans ce cas, ne poursuive pas un objectif d'intérêt national, mais qu'elle soit recherchée seulement pour elle-même, ces raisons, donc, sont secondaires; et il suffit de faire subir au peuple un affront, ce que l'on peut ourdir aisément, pour lui inspirer le désir d'une vengeance, que la guerre réparera promptement.

Selon les circonstances et la puissance militaire dont on dispose, une telle guerre peut être dirigée contre un ennemi de l'intérieur, c'est le cas par exemple lorsqu'il s'agit de réprimer une rébellion. Il convient alors de prendre garde, toutefois, de ne pas l'écraser complètement, à moins qu'un nouvel adversaire n'apparaisse et ne lui soit substituable. Au besoin, on peut même veiller à lui fournir une aide secrète, ne serait-ce que par l'interruption des opérations militaires, de manière à encourager que ne surviennent de nouveaux forfaits commis contre l'État et les citoyens, prompts à irriter le peuple et à relancer la guerre.

Si les conditions le réclament, et si l'appareil militaire est plus puissant, la guerre doit être dirigée vers l'extérieur, contre un pays voisin. Dans ce cas, il

faut craindre, si le régime militaire est victorieux, qu'à cette guerre n'en succède une autre, contre un nouvel adversaire, et ainsi de suite, ce mécanisme engendrant une tendance à l'expansion par les armes qui ne connaît plus de limites. Les États ainsi gouvernés sont entraînés par les militaires dans une politique *impérialiste*, souvent très agressive; car les buts poursuivis demeurent toujours les mêmes, rechercher la guerre pour la guerre, cette méthode étant la plus efficace pour reconduire indéfiniment la classe dirigeante militaire dans sa suprématie, et dans son pouvoir antérieur.

Pour toutes ces raisons, l'évolution naturelle du Japon, dans le contexte où il disposait d'une armée puissante et ne connaissait pas de troubles intérieurs, était que le pays s'engagea dans des guerres étrangères. La Chine était le pays le plus exposé à cette stratégie politique, ensuite venait l'Asie du sud-est.

Ici, cette logique du pouvoir était d'autant plus pressante que l'armée elle-même était fractionnée en plusieurs commandements, chacun cherchant à s'imposer sur les autres. Comme, par ailleurs, il s'agissait d'une politique naturelle eu égard au désenclavement de l'économie, on pouvait, dès le début des années 1930, s'apercevoir que la situation devenait très dangereuse en Extrême-Orient.

Les États-Unis, de leur côté, connurent, à partir de 1920, une ère de prospérité. Celle-ci s'acheva brusquement à la fin de l'année 1929, date du début de la grande crise économique. La crise, qui fût causée tout d'abord par le krach boursier de Wall Street, survint tout à coup, à la manière d'une tempête inattendue qui cause des ravages inouïs. Pendant l'année 1929, les cours des titres à la bourse de New York, à cause de l'avidité du profit qui enflammait les esprits, s'envolèrent, dans une frénésie générale de spéculation; si bien que la hausse entretenant l'espoir

des gains et nourrissant elle-même la hausse, les marchés n'ayant pour principe que la soif des bénéfices, la valeur des titres se multiplia; de telle manière qu'ils finirent par dépasser de loin la valeur réelle des entreprises qu'ils représentaient; et cela, malgré que chacun pouvait l'estimer par l'examen de leurs actifs.

Or, il régnait sur les marchés financiers des règles spéciales, avantageuses pour les spéculateurs enfiévrés de gains, parce qu'elles leur permettaient de spéculer à la hausse, sans disposer par eux même des fonds nécessaires à leurs placements. Lorsque l'on estimait qu'il y aurait une hausse de la valeur d'un titre, il était possible de l'acheter à crédit, de telle manière que si quelqu'un désirait s'acquérir un titre qui cotait 1000\$ par exemple, qu'il espérait pouvoir revendre une semaine plus tard à un cours plus élevé, il lui suffisait de l'acheter à crédit et de ne le payer réellement qu'une semaine plus tard, lorsqu'il l'aurait revendu. Si le titre était revendu 1050\$, après avoir remboursé les 1000\$, augmentés d'un faible intérêt, il aurait presque réalisé un gain de 50\$, sans n'avoir jamais disposé par lui-même des 1000\$ nécessaires à son achat. Il était possible, moyennant une faible somme d'argent, de prolonger ce délai de remboursement, c'est la technique des « reports », que les banques offraient aux spéculateurs. On pouvait ainsi emprunter des sommes considérables, et réaliser des bénéfices non moins considérables, que chacun réinvestissait en achetant des titres, pour accroître encore ses bénéfices.

Toutefois, en 1929, la situation devint dangereuse pour les banques, qui ne pouvaient plus ignorer la démesure de la valeur des titres par rapport aux sociétés qu'ils cotaient. Elles cessèrent d'autoriser les reports en crédit, et se désengagèrent des marchés. Ce fut le signal de la débâcle. En deux semaines, les titres, qui ne trouvaient plus preneurs, perdirent la moitié de leur valeur.

Soudain, les marchés financiers ne furent plus dominés par l'avidité, mais par la panique. Chacun cherchait à se débarrasser promptement de ses actions pour éviter de subir de plus amples pertes; les particuliers perdirent leur capital, tandis que les spéculateurs ne purent rembourser les banques, qui firent faillite. Les entreprises perdirent une partie de leur trésorerie, et commencèrent à connaître des difficultés. L'inquiétude s'empara des milieux financiers, car rien ne semblait plus pouvoir empêcher les cours de continuer à baisser.

Dans un deuxième temps, la crise enraya la consommation et s'étendit au secteur de la production industrielle, se métamorphosant de crise financière en crise de surproduction. Le mécanisme fût le suivant. A l'époque du krach de 1929, il existait sur les marchés américains une certaine mévente, une petite surproduction et des stocks de diverses marchandises. La ruine de nombreux Américains et d'un grand nombre de banques entraîna soudain une baisse de la demande, provoquant un surcroît à la crise de surproduction. Les industries de biens de consommation, fort touchées par ce phénomène, connurent des difficultés, la crise se répercuta alors en amont sur les industries de biens de production, enflammant toute l'économie comme un feu de paille.

Le chômage augmenta profusément au cours de cette période: il y avait 4 millions de chômeurs en 1930, 8 millions en 1931, 12 en 1932. A cette époque, la production industrielle n'atteignait pas la moitié de sa valeur de 1929. Après trois années d'une crise qui causa de grands dommages, le gouvernement américain, en 1933, résolut d'essayer d'établir une amorce de planification. L'État proposa alors des crédits aux entreprises, et s'évertua à remplacer les banques et les marchés financiers dans leur rôle de financement, avec l'espoir de relancer l'investissement. On tenta de refonder un

système bancaire capable d'assurer son rôle dans le crédit, en instituant de nouvelles lois pour les banques, afin de rétablir la confiance du peuple dans le système bancaire. Le gouvernement entreprit d'inaugurer un vaste programme de grands travaux, dans le dessein d'enrôler les chômeurs, et de relancer l'activité des entreprises, pour affermir la demande en biens de consommation. Les prix furent parfois fixés par des ententes pour éviter la concurrence, afin de permettre à la production de s'écouler plus aisément.

L'économie libérale dut céder sa place à une première intervention de l'État. Mais ces mesures ne parvinrent pas à enrayer la crise, cette politique ne donna pas les effets escomptés, et la production industrielle ne parvint pas à se relever. La désorganisation de l'économie avait fait de tels progrès que l'intervention limitée qu'avait entrepris le gouvernement américain n'empêcha pas la crise de se rallumer. En 1936, les dirigeants américains accrurent leurs efforts de redressement, mais l'année suivante, en 1937, huit ans après le début de la crise, une violente récession s'abattit sur l'économie américaine. Le chômage augmenta alors pour atteindre 30% de la population active, alors que le produit intérieur s'effondrait. Tandis que les dissensions s'approfondissaient et que les troubles se répandaient plus dangereusement dans la population, le gouvernement fût contraint de constater son échec. Et, bien que la constitution même des États-Unis empêchait le gouvernement d'agir avec plus d'autorité, une intervention claire, radicale, conduisant à une réorganisation de l'économie devenait plus impérieuse, avant que ne surviennent des troubles politiques trop graves. Cela, les dirigeants capitalistes commencèrent à le comprendre à la fin des années trente. *En un mot, il fallait la guerre.*

Imposer la guerre au peuple américain n'était pas une besogne aisée, car l'opinion publique demeurait profondément isolationniste, et le peuple fermait l'oreille dès qu'il se répandait le bruit qu'il faudrait participer à un conflit. Bientôt l'Europe s'embrasa, mais ni l'Italie, ni l'Allemagne n'étaient en mesure de semer une guerre sur le territoire des États-Unis, et l'opinion publique américaine n'était pas prête à cautionner l'entrée de l'Amérique dans le conflit européen, qui lui était étranger. Il restait donc le Japon, dont la politique impérialiste et la puissance grandissante avaient fait concevoir aux dirigeants américains, dès la première moitié des années trente, qu'il pourrait constituer un adversaire dans un éventuel conflit militaire.

Endurcis par le péril qui les guettait, les Américains s'efforcèrent de tourner délibérément l'effort de guerre des Japonais de leur côté, et résolurent de prendre une série de mesures commerciales qui avaient pour but d'asphyxier l'économie du Japon, et qui s'acheva par un embargo pétrolier (les États-Unis fournissaient auparavant les $\frac{3}{4}$ du pétrole dont les Japonais avaient besoin). Pour alourdir encore les mauvais effets de leurs différents, ils établirent leur flotte anciennement basée en Californie, dans les Iles Hawaii, à Pearl Harbor. Finalement, les deux puissances nourrissaient le désir de la guerre, quoique jamais leurs gouvernements n'osèrent le prétendre ouvertement, les Japonais, pour affermir une hiérarchie politique dominée par les militaires, et les États-Unis, pour sortir de la crise, et permettre aux milieux dirigeants capitalistes de conserver leur puissance. L'attaque japonaise sur Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, se trouva à l'intersection de ses deux logiques du pouvoir.

Le raisonnement des militaires japonais fût le suivant: étant donné l'embarras croissant dans lequel s'enfonçaient les milieux capitalistes, tôt ou tard les

États-Unis entreraient en guerre contre le Japon. Et, plutôt que de courir le risque de s'exposer au désastre d'une défaite, il était préférable de prendre les devants et de porter un coup mortel à la flotte américaine basée dans les îles Hawaï. En combinant cette attaque avec une opération générale en Asie du sud-est, pendant l'espace d'une année les armées japonaises pourraient conquérir d'assez nombreux territoires pour constituer un immense empire, consolidant leurs conquêtes déjà acquises depuis 1931. Au-delà de cette date, les Japonais savaient que l'industrie américaine les écraserait. La puissance des États-Unis se montrerait alors avec le Japon dans un rapport de 1 à 10. Aussi, au terme de ces conquêtes, espéraient-ils pouvoir proposer la paix dans des conditions avantageuses pour eux.

Le gouvernement américain, qui disposait d'excellentes sources de renseignement, fut mis au courant des intentions japonaises, qui s'ébruitèrent; les militaires conçurent alors d'écarter de Pearl Harbor les meilleurs éléments de leur flotte; ils prirent soin d'éloigner leurs trois porte-avions accompagnés de leurs escortes, qu'ils considéraient comme leurs cartes maîtresses. Il restait encore à Pearl Harbor de très nombreux navires, mais la plupart étaient vieillissants et d'un secours peu considérable, lorsque le 7 décembre au matin un groupe aéronaval japonais attaqua vigoureusement avec toute son aviation la base américaine. Le raid fût dévastateur et causa les pires ravages, mais offrit une occasion dont les États-Unis s'accommodèrent fort pour pouvoir entrer en guerre sans avoir à commencer eux-mêmes les hostilités.

Roosevelt s'adressa au peuple à travers un réseau de stations de radio qui couvrait l'ensemble des États-Unis, pour annoncer la nouvelle de l'offensive japonaise; l'opinion publique se scandalisa, soudainement, l'isolationnisme fût balayé, la presse enflamma

les esprits par une puissante campagne de propagande, si bien qu'à l'arrivée de ces nouvelles, tout le monde réclama une éclatante vengeance, et, du jour au lendemain, c'est toute l'Amérique qui était en guerre.

L'opinion publique, peu au fait des choses de la guerre, croyait que les cuirassés constituaient toujours le fer de lance de la marine de guerre, parce qu'ils avaient joué ce rôle durant la première guerre mondiale, et de ce fait, que l'attaque sur Pearl Harbor avait été un désastre. Personne ne savait encore que ce n'étaient plus les cuirassés, mais les porte-avions, permettant de mener des actions offensives au-delà de l'horizon, qui représentaient alors l'élément essentiel de la guerre navale. Les porte-avions épargnés, l'attaque japonaise n'était alors qu'un demi-succès: de vieux navires avaient été pris pour cible, mais la base n'avait pas été occupée, elle restait donc intacte.

Tous ces événements permirent au gouvernement américain de démêler la situation économique en déclarant l'état de guerre. Une fois les usines promptement réorganisées, la puissance industrielle des États-Unis permit d'opposer à l'armée japonaise des forces si considérables qu'elle rendit la guerre plus redoutable pour le Japon, au fur et à mesure que la production retrouvait sa pleine cadence.

Les milieux dirigeants échappèrent ainsi par la guerre à une situation qui était devenue pour eux très alarmante. Et, bien qu'à cause de leur double jeu, les États-Unis entrèrent dans un conflit qui leur coûta 300000 morts, avec le temps, les besoins de la guerre s'amplifiant, et le sol des États-Unis se trouvant épargné par le conflit, l'industrie américaine devint plus puissante, tandis que celles de l'Europe et du Japon se consumaient. L'Amérique triompha en même temps qu'elle s'ouvrit de nouveaux marchés, fondés sur la ruine des pays ravagés par la guerre, qui suscitérent

l'espérance que le passage de l'économie de guerre à l'économie libérale se réaliserait plus aisément.

Une fois éteint l'incendie du conflit, en septembre 1945, les États-Unis étaient devenus la première puissance mondiale.

Je dirais, pour achever le récit de ces événements, qu'ils doivent faire sentir à tous les hommes raisonnables les dangers qui accompagnent le capitalisme, car le peuple étant incapable de discerner les fourberies des milieux dirigeants derrière leurs agissements, la multitude est prompt à se laisser entraîner dans les pires périls; alors que déjà en temps de paix, le capitalisme fait éprouver de grands et étranges maux à la société, dans le dessein de maintenir la production et la consommation équilibrées. La leçon qu'il faut retenir de ces faits est que dès lors que cet équilibre est ébranlé par quelque cause inattendue, nul ne peut prévoir dans quels excès la société tout entière ira se précipiter pour contrebalancer les effets d'une crise à venir, afin de sauver le règne des milieux dirigeants, quelque en soit le prix.

CHAPITRE 6

Les groupes de sociétés et les firmes multinationales

Parce que chacun dans le peuple n'est propriétaire que de biens modestes et obscurs, et qui, en tout cas, sont sans valeur au regard des moyens de production, la notion de propriété que la multitude a acquise au fil du temps procède plus d'une analogie d'avec la possession de biens de faible valeur, auquel chacun est accoutumé, que de l'examen impartial de ce en quoi consiste réellement la propriété et de la connaissance objective des faits.

La notion de propriété s'apparente, dans l'esprit du peuple, à la liberté exclusive et inaliénable du droit de disposer d'un bien, tout en ayant à son gré la possibilité de le vendre ou de le donner librement; idée que le peuple étend par effet de similitude aux biens qui font la puissance des milieux dirigeants.

Or, lorsque l'on examine la signification de la propriété qui s'attache aux moyens de production, telle qu'elle se dégage du droit des sociétés, la notion de propriété qui en émerge est profondément différente de celle qui est admise par le peuple, qui croit telles des choses qui sont autres, à tel point qu'égare par de telles mauvaises habitudes, le concept de propriété, dans sa

signification réelle en occident, demeure pour ainsi dire ignoré de tous.

C'est donc parce que l'on accorde au peuple la libre propriété sur des biens de faible valeur, sur lesquels il accomplit, sans discernement, son apprentissage de ce qu'est la propriété, que la population se méprend sur les conditions de l'acquisition de leurs biens par les milieux dirigeants, et que la propriété des structures au sein desquelles s'engendrent les concentrations économiques, qui sont à l'origine du pouvoir politique, demeure entourée d'ombres et de confusion.

1. La théorie des sociétés.

La concentration des moyens économiques se réalise au sein des sociétés. La propriété, au sens du peuple, c'est-à-dire au sens de la liberté exclusive et inaliénable du droit de contrôle, n'entraîne pas dans ce domaine l'obligation d'être le propriétaire de la totalité des biens de la société.

Prenons par exemple le cas de deux actionnaires qui se partageraient une société par actions, l'un, majoritaire, disposant de 51% du capital, et l'autre détenant les 49% restants. L'actionnaire qui détient 51% du capital, outre qu'il possède la libre disposition de sa part de la société, s'est acquis le droit d'user des 49% restant, c'est-à-dire qu'il détient le contrôle de l'ensemble de la société, et donc de l'ensemble des biens qui ont été mis en commun par les associés.

En revanche, l'actionnaire minoritaire, qui ne possède que 49% du capital, ne dispose que d'une propriété amoindrie sur sa part, parce qu'il n'a pas le droit d'en disposer, c'est-à-dire qu'il ne possède qu'un bien fictif, et en dehors des dividendes qu'il peut espérer

recueillir, il doit céder la disposition de la part de ses biens à l'autre.

En d'autres termes, la notion de propriété qui s'attache à la détention du capital n'a pas la même signification pour les deux actionnaires: pour l'un, il faut retrancher à la propriété le droit de disposer de son bien, c'est-à-dire que la propriété est pour lui un concept de moindre valeur par rapport au concept de propriété tel qu'il est entendu par le peuple, et pour l'autre, à la propriété de son bien, il faut ajouter le droit de disposer librement de la part des autres, c'est-à-dire que la propriété est pour lui un concept qui dépasse la notion de propriété telle qu'elle est entendue par le peuple. Comme dans les situations de ce type ce n'est pas la même notion de propriété qui s'impose aux deux actionnaires, en définitive, *cela remet en cause leur égalité*. Dans le monde capitaliste, la notion naturelle de propriété est ainsi profondément déformée.

Lorsque donc, on s'intéresse à la propriété des entreprises, on découvre qu'il s'est constitué en ce domaine des règles juridiques très spéciales, où la propriété est une notion fort particulière qui n'a plus d'analogie avec la notion habituelle de propriété telle qu'elle est couramment admise.

D'un point de vue politique et économique, *le droit des sociétés est une législation au contenu miraculeux*. Lorsque plusieurs individus s'associent entre eux pour créer une entreprise, du point de vue du droit, l'association prend la forme *d'un contrat* conclu entre les associés, qui doit respecter des règles juridiques rigoureuses quant à son contenu et à ses caractéristiques. Ce contrat va établir les responsabilités, les bénéfices et la propriété de chacun. Un tel contrat convenu entre les différentes parties est appelé *une société*.

La société est souvent confondue avec l'entreprise, mais en réalité elle n'en est que l'apparence juridique; le contrat lui-même, toutefois, a une très grande importance, d'une certaine manière plus grande encore que l'entreprise elle-même, *dans le domaine des sociétés, la question clé réside dans la répartition du pouvoir*; le problème essentiel étant de savoir qui contrôle la société, et de ce fait, qui contrôle l'entreprise.

1.1. L'effet multiplicateur.

Une fois que la société est constituée, les associés ne sont plus directement propriétaires des biens de celle-ci, et ne possèdent en fait aucun droit sur eux. En revanche, ils obtiennent en retour de leurs apports des parts sociales, par exemple des actions, qui leur confèrent *des droits sociaux*, qui leur assurent une participation aux bénéfices, un droit au remboursement du capital, le cas échéant, mais aussi une obligation de s'acquitter des dettes de la société, chacun de ces droits ou de ces obligations engageant les associés dans la proportion du capital social qu'ils détiennent. A ce stade, la répartition des droits et des obligations est équitable entre les associés.

Mais, les associés disposent aussi d'un pouvoir de contrôle sur la société; les décisions qui sont prises dans les assemblées par les associés procèdent de ce que l'on appelle inexactement un vote, en ce sens que la détention de chaque part sociale donne en principe droit à une voix. Si jusqu'alors la répartition des bénéfices et des risques entre les associés était équitable, cela cesse d'être le cas en ce qui concerne la répartition du pouvoir.

C'est ici que nous abordons le problème de fond de la théorie des sociétés. Le stade essentiel de contrôle d'une société est la détention de 50% des voix, plus une. L'actionnaire qui franchit ce seuil de participation impose à son gré ses décisions au sein des assemblées d'actionnaires, il décide de la nomination, du remplacement et de la révocation des administrateurs, il contrôle la gestion de la société, et d'une certaine manière, en dehors des droits aux bénéfices des autres actionnaires, il dispose de la société comme s'il en était le seul propriétaire.

Ce système très spécial de décision engendre la possibilité de contrôler un capital supérieur à celui que l'on a engagé. Imaginons par exemple un financier qui désire acquérir une société dont le capital social est de 40 millions de francs, divisé en 40000 actions de 1000 francs. L'achat de ces 40000 actions lui fera acquérir la société pour 40 millions de francs.

Toutefois, il peut décider de n'acquérir que 20001 actions, c'est-à-dire 50% du capital plus une action, pour la somme de 20 millions et 1000 francs, en laissant le capital restant à des tiers. En ce cas, le contrôle de la firme lui a été assuré avec une somme égale à la moitié de sa valeur réelle. Il s'est donc créé un effet multiplicateur, qui lui a permis pour chaque franc dépensé de prendre le contrôle d'un capital de deux francs. Ici, l'effet multiplicateur équivaut à une multiplication par deux du pouvoir de ses fonds propres.

Il est clair que cette sorte d'effet multiplicateur est uniquement la conséquence du droit des sociétés tel qu'il existe.

Or, une règle fondamentale adoptée par le droit consiste en ce que *les associés ne doivent pas nécessairement être des personnes physiques, mais peuvent aussi être des personnes morales, c'est-à-dire*

d'autres sociétés. Cela engendre la possibilité d'amplifier l'effet multiplicateur précédent.

Un groupe de sociétés est un ensemble de sociétés liées entre elles par des prises de participation dans leur capital, et relevant d'un même pouvoir de contrôle. Prenons par exemple un groupe de quatre sociétés S_1 , S_2 , S_3 , et S_4 filiales les unes des autres, c'est-à-dire possédant des participations les unes dans les autres telles qu'elles forment la chaîne suivante:

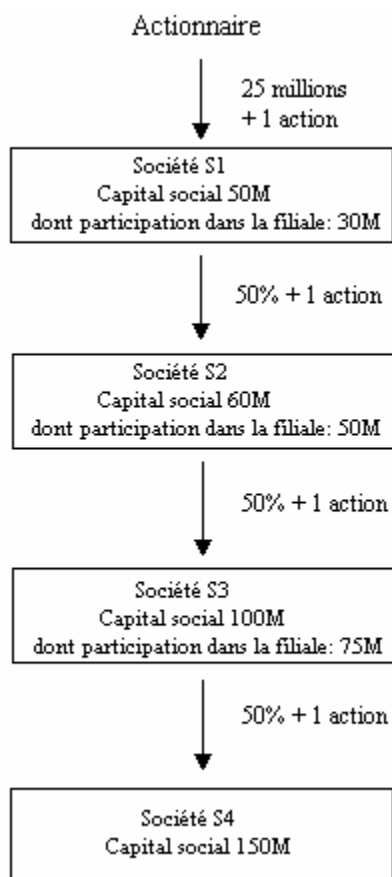


Schéma 1

Si le capital social de chaque société est respectivement de 50, 60, 100 et 150 millions de francs, et si la participation de chaque société mère dans sa filiale est de 50% des actions plus une, la valeur de ces participations dans le capital social des trois premières sociétés est respectivement de 30, 50, et 75 millions de francs, plus une action.

De ce fait, l'actionnaire qui contrôle la société S_1 contrôle les quatre sociétés, car chacune possède le contrôle de sa filiale. Bien qu'il n'ait acquit le contrôle de S_1 qu'avec 25 millions de francs, plus une action, il dispose en fait du contrôle sur quatre sociétés dont la valeur, si l'on ne compte pas les participations qu'elles possèdent les unes dans les autres, est de 205 millions de francs. Dans ce cas, l'effet multiplicateur est égal à 8,2, c'est-à-dire que le capital de l'actionnaire qui contrôle S_1 lui a permis de prendre le contrôle d'un capital 8,2 fois supérieur.

Plus le capital social de chaque société précédant la dernière de la chaîne, en dehors des participations qu'elles possèdent, sera faible, et plus l'effet multiplicateur sera grand.

Pour obtenir une amplification maximale, il faut que les sociétés S_1 , S_2 , et S_3 , ne disposent d'aucun capital social en dehors de la participation dont elles disposent dans leurs filiales. Dans ce cas, S_1 , S_2 , et S_3 seraient des sociétés n'ayant aucune autre activité que celle de détenir des participations. On nomme de telles sociétés des sociétés de participation, ou encore sociétés holdings.

Dans notre exemple, la situation serait la suivante:

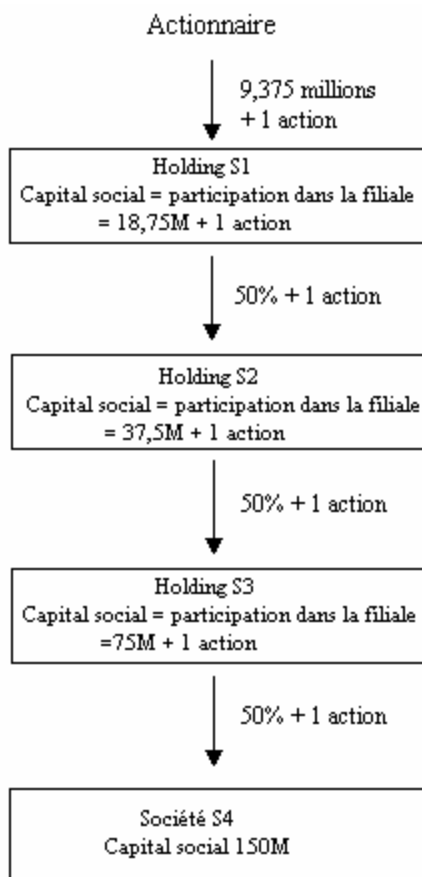


Schéma 2.
Le capital social est égal
à la participation dans la filiale.

Dans ce cas, *l'effet multiplicateur obtenu est de 1 à 16*, c'est-à-dire que le contrôle de la chaîne de sociétés, qui détermine le contrôle de S_4 , a été assuré avec des fonds propres d'une valeur seize fois inférieure à la valeur du capital social du groupe.

De pareils montages avec des sociétés holdings sont utilisés couramment pour acheter une société cible, avec un capital très inférieur à sa valeur.

La réitération de ce procédé par la création d'une chaîne plus longue de holdings successifs permet d'augmenter encore l'effet multiplicateur.

L'insertion de n holdings détenant 50% du capital de la société fille, ou, si l'on préfère, la signature de n contrats de société, procure un effet multiplicateur égal à 2^{n+1} , c'est-à-dire qu'il suffira de détenir des fonds propres d'une valeur 2^{n+1} fois inférieure au capital de la société cible dont on cherche à obtenir le contrôle pour pouvoir l'obtenir effectivement.

La création de quatre holdings de contrôle, permet d'obtenir un effet multiplicateur de 1 à 32, c'est-à-dire que pour une société dont le capital social est de 150 millions de francs, les fonds propres nécessaires à son contrôle ne seraient plus dans cette hypothèse que de 4,6875 millions de francs, plus la valeur d'une action.

Dans un contrat de société, la répartition des bénéfices et des pertes est équitable, c'est-à-dire que chacun des associés en reçoit une part proportionnelle à sa propre participation dans la société. De ce fait, les différents effets multiplicateurs qui existent au sein d'un groupe ne permettent aucune concentration des bénéfices, ni des pertes, ceux-ci étant redistribués normalement entre les actionnaires de chaque filiale à tous les niveaux du groupe.

En revanche, les effets multiplicateurs permettent de concentrer le pouvoir, et de donner à un actionnaire la libre disposition des biens d'autrui. La théorie des sociétés par actions n'a donc été élaborée qu'en vue de la concentration du pouvoir, celle-ci se masquant derrière la répartition normale de l'argent.

L'idée cruciale de la théorie des sociétés est que le principe fondamental: une voix = une action, permet au pouvoir de s'accroître selon une progression géométrique.

Disons par ailleurs que pour détenir le contrôle d'une société, il n'est pas toujours nécessaire de disposer de plus de 50% de ses actions, il ne s'agit que d'un seuil théorique; bien souvent, lorsque l'actionnariat est dispersé, la détention de 20% des actions de la société, ou même moins, peut suffire pour s'en assurer le contrôle. Dans ce cas, les effets multiplicateurs obtenus sont encore plus importants.

C'est pour cette raison que les grandes sociétés, la plupart du temps, dispersent une partie de leurs actions dans le public, ce qui permet de détenir le contrôle de la société avec une moindre quantité d'actions, tout en ayant récupéré un capital provenant de leur vente. Ce sont les gens les plus crédules et les plus insensés parmi le peuple qui achètent ces actions; ils le font avec l'espoir de les revendre plus tard; mais leur placement est incontrôlable, parce que l'évolution des marchés financiers est imprévisible, tantôt ils gagnent, tantôt ils perdent, et ils se livrent ainsi à ces investissements comme le feraient des enfants.

Un effet multiplicateur particulier apparaît lorsque la dernière filiale de la chaîne acquiert une partie des actions de la société mère, c'est-à-dire lorsque le groupe de sociétés prend la forme d'une chaîne circulaire.

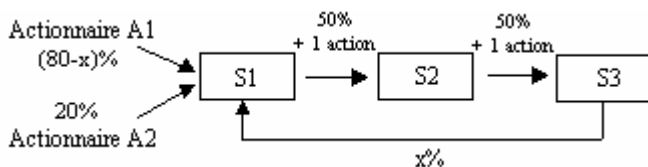


Schéma 3. Effet multiplicateur dans une chaîne circulaire.

Cette situation est insolite dans le cas où le pourcentage x des actions détenues par la société S_3 est supérieur à 50%, car dans une telle hypothèse, le contrôle des actionnaires est supprimé, au profit des administrateurs qu'ils ont nommés.

Pour éviter que de telles situations surviennent, le droit réglemente strictement ces sortes de participations, et la législation a établi des règles spéciales. Le droit stipule dans ce cas que lorsqu'une société possède par l'intermédiaire de ses filiales une partie de ses propres actions, les droits de vote attachés à ces actions ne peuvent plus être exercés à l'assemblée générale de la société, ni ne doivent être pris en compte pour le calcul du quorum, ni pour celui de la majorité.

Cette règle juridique engendre un effet multiplicateur, car elle entraîne une modification immédiate de la proportion des droits de votes que détiennent les actionnaires.

Dans notre exemple, l'actionnaire A_2 possède 20% des actions de la société S_1 . Imaginons que l'actionnaire A_1 , qui possède les 80% restant, ait l'intention de vendre 60% des actions de la société S_1 , moins une action, à la société S_3 .

Après la vente, bien que l'actionnaire A_1 ne détienne plus que 20 % des actions de S_1 , plus une, il conservera toujours le contrôle de la société et de l'ensemble du groupe, parce que les 60% de droits de vote vendus, moins une action, ne peuvent plus être utilisés.

La participation de l'actionnaire A_1 dans S_1 , qui était de 80 % avant la transaction, est égale après la vente à $20/(100-60)\%$ des droits de vote, plus une action, soit $20/40 = 50\%$ des droits de votes plus une action. De cette manière, il est assuré de disposer du contrôle de la société S_1 , alors même que le

pourcentage des voix qu'il détient réellement est inférieur à 50%.

Les chaînes se refermant sur elles-mêmes permettent ainsi de susciter un effet multiplicateur sur les droits de vote des actionnaires, par rapport au nombre d'actions qu'ils détiennent réellement.

Dans notre exemple, à côté de l'effet multiplicateur qui existait déjà dans le groupe au profit de l'actionnaire A_1 , vient s'ajouter un second effet multiplicateur, causé par la participation de S_3 dans S_1 , qui entraîne une multiplication par quatre du pouvoir antérieur de ses fonds propres, car il détient le contrôle du groupe non plus avec 80% des actions de S_1 , mais avec seulement 20%, plus une action.

Un tel effet multiplicateur peut apparaître à différents niveaux, c'est-à-dire que chacune des filiales de la chaîne peut, à un niveau quelconque de l'escalade, selon les besoins, acquérir des parts sociales des autres sociétés.

1.2. L'effet multiplicateur engendré par l'emprunt.

Il est possible d'accroître encore la concentration du pouvoir grâce à un autre effet multiplicateur, engendré par la possibilité, pour une société, de recourir à un emprunt.

Le principe de cet effet multiplicateur est de faire contracter un emprunt à une société pour lui permettre de détenir une participation dans une filiale, plutôt que de la lui faire acquérir sur ses fonds propres. Cet emprunt permet de minimiser le capital social de la société mère, et donc le capital de l'actionnaire qui détient le pouvoir sur le groupe.

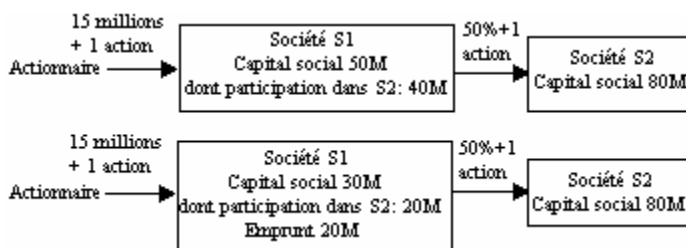


Schéma 4

Prenons par exemple le cas d'un actionnaire contrôlant deux sociétés S_1 et S_2 (schéma 4). Dans la première situation (haut du schéma), la société S_1 renferme un capital social de 50 millions de francs, dont 40 millions, plus une action, sont constitués par sa participation majoritaire dans sa filiale S_2 .

Le contrôle de l'actionnaire sur le groupe est assuré par des fonds d'une valeur de 25 millions de francs, plus la valeur d'une action, investis dans le capital de S_1 . Les deux sociétés ont une valeur globale de 90 millions de francs, si l'on écarte la valeur de la participation de S_1 dans S_2 . Dans ce cas, l'effet multiplicateur pour l'actionnaire qui contrôle le groupe est égal à 3,6.

Toutefois, si la société S_1 emprunte 50% du capital nécessaire à sa participation dans S_2 , c'est-à-dire 20 millions de francs, son capital social peut s'abaisser pour n'être plus que de 30 millions de francs, toutes choses étant égales par ailleurs (bas du schéma).

Ce capital, augmenté de la valeur de l'emprunt, va permettre de procéder à l'achat des actions de S_2 de manière à détenir le seuil de 50% des droits de vote, plus une voix.

Cet emprunt peut être contracté sur les marchés financiers, envers d'autres sociétés du groupe, ou envers les banques, qui fabriqueront alors la quantité de

monnaie nécessaire, grâce au mécanisme des deux monnaies.

Les deux sociétés peuvent alors être contrôlées avec des fonds de 15 millions de francs seulement, investis dans le capital de S_1 et permettant d'obtenir 50% du capital, plus une action. Dans ce cas, l'effet multiplicateur pour l'actionnaire qui contrôle le groupe est de 1 à 6, alors que sans le recours à un emprunt, il n'aurait été que de 1 à 3,6.

La viabilité des constructions de ce type repose sur le principe que la société S_2 permettra, par les distributions de dividendes à la société mère, de couvrir le coût des emprunts que celle-ci a contractés.

L'importance de l'effet multiplicateur global dépend du niveau d'endettement de la société S_1 , et de la structure de son capital social.

Plus le niveau d'endettement est élevé, plus l'effet multiplicateur est important. Si le montant total des prêts contractés avait été de 30 millions de francs, le capital social de S_1 aurait pu s'abaisser pour n'être plus que de 20 millions de francs, et il aurait suffi à l'actionnaire désirant contrôler le groupe de s'engager dans ce capital pour seulement 10 millions de francs, plus une action, c'est-à-dire à hauteur de 50% des droits de vote plus une voix. L'effet multiplicateur global aurait alors été de 1 à 9.

On peut obtenir un autre effet d'amplification, quel que soit le montant du prêt, (imaginons qu'il soit de 20 millions), si la société S_1 ne possède aucun capital social en dehors de la participation dont elle dispose dans sa filiale. Dans ce cas, S_1 est une société holding, dont le capital social serait de 20 millions de francs. Là encore, le contrôle du groupe est assuré avec seulement 10 millions de francs plus la valeur d'une action, et l'effet multiplicateur est de 1 à 8, les deux sociétés S_1 et S_2 ayant une valeur globale de 80 millions de francs.

Dans l'exemple précédent, imaginons que S_1 soit une société holding finançant sa participation dans le capital de la société S_2 pour une moitié grâce à son propre capital, (20 millions de francs plus la valeur d'une action), et pour l'autre moitié grâce à un emprunt, avec l'objectif de détenir la moitié des actions de S_2 , plus une.

Imaginons un montage dans lequel on intercalerait une série de sociétés holding supplémentaires entre l'actionnaire et S_1 , de manière à construire une cascade de holdings, chacun d'entre eux ayant les mêmes caractéristiques, c'est-à-dire chacun s'endettant pour la moitié de ses besoins et contrôlant 50% des droits de vote, plus une voix, dans la société holding fille suivante (schéma 5).

Dans ce cas, le calcul montre que dans un tel montage, si l'on intercale n holdings entre S_2 et l'actionnaire qui désire en prendre le contrôle, l'effet multiplicateur global obtenu est égal à 2^{2n+1} , c'est-à-dire que la société S_2 peut être contrôlée avec un capital 2^{2n+1} fois inférieur à la valeur de son capital social.

Par exemple, la création de deux sociétés holdings ayant ces caractéristiques induira un effet multiplicateur égal à 32, et l'insertion de trois sociétés holdings un effet multiplicateur égal à 128.

Dans certaines sociétés, il existe des actions à droit de vote double, ou parfois des actions dépourvues de droit de vote, pour décupler le pouvoir de certains actionnaires; mais il me semble qu'arrivé à ce point du développement, l'enseignement qu'apporteraient d'autres exemples pour apprécier la logique des groupes de sociétés n'est pas indispensable; lorsque l'on aborde ces sortes de montages, les techniques permettant de mettre en œuvre toutes sortes d'effets multiplicateurs sont nombreuses, et il serait fastidieux et inutile de vouloir les exposer toutes.

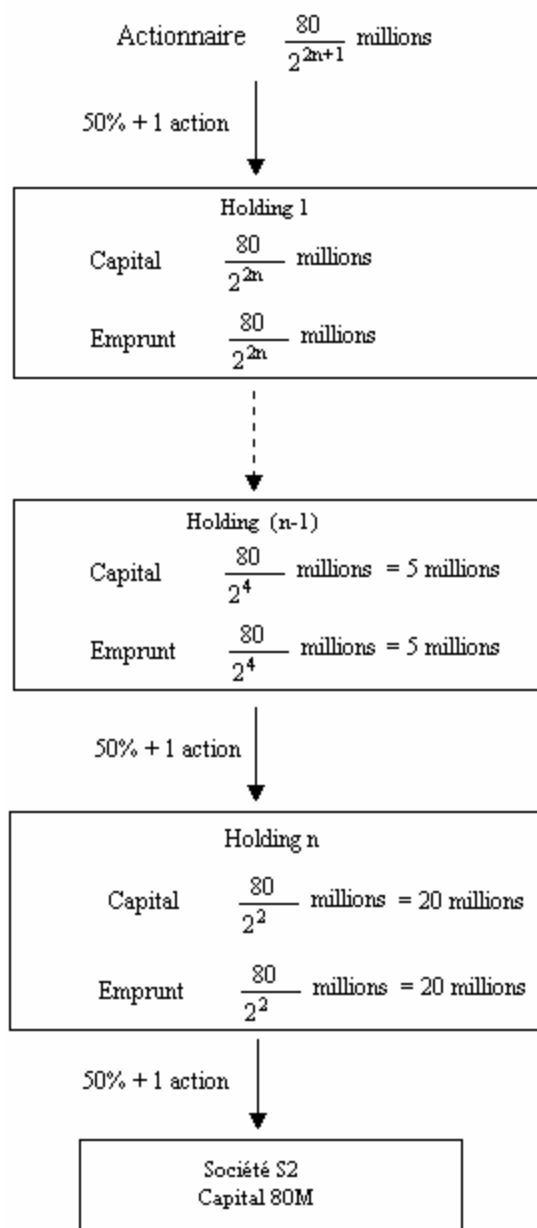


Schéma 5

Il convient surtout, je pense, de s'attacher à l'essence et aux principes des choses, plutôt que d'élaborer une encyclopédie technique sur le sujet. La diversité de ces constructions, donc, n'a pas d'intérêt; elles ne diffèrent pas dans leur nature, toutes tendent vers le même but, réaliser une concentration du pouvoir, et toutes emploient le même moyen, *altérer la notion de propriété*.

2. L'altération de la notion de propriété, élément essentiel de la convergence des systèmes politiques.

En ce qui concerne la propriété des sociétés, la notion de propriété telle qu'elle occupe tous les esprits dans la population, ne subsiste plus; elle est démembrée, donc, en deux nouvelles notions, qui correspondent d'une part à la possession d'un bien sans avoir le droit d'en disposer, situation qui accable les actionnaires minoritaires, et d'autre part, à la libre disposition d'un bien sans en être le propriétaire, situation dont jouit l'actionnaire majoritaire.

Et, parce qu'il est manifeste que le pouvoir des uns n'est engendré que par une renonciation parallèle à la liberté des autres, la concentration économique et la propriété privée, au sens où l'entend le peuple, c'est-à-dire au sens d'une propriété qui procure à la fois la liberté d'user de son bien, et le pouvoir qui émane de son usage, sont des notions politiquement inconciliables. De ce fait, il est naturel que la concentration des moyens de production se soit réalisée sur la base d'un démembrement de la notion de propriété, dans le dessein essentiel de fonder le pouvoir politique des milieux dirigeants.

Plus largement, l'exploitation du pouvoir issu du machinisme semble déterminer une certaine identité dans les mécanismes politiques de fond qui régissent les sociétés issues de la révolution industrielle.

Si l'on examine aussi le cas des régimes communistes, c'est-à-dire si l'on élargit la réflexion à toutes les sociétés issues de la révolution industrielle, il est manifeste que la notion de propriété a toujours été remaniée juridiquement par les milieux dirigeants; et cela, parce que la concentration des moyens de production que réclame la recherche du pouvoir politique, est, comme je l'ai dit, inconciliable avec la notion naturelle de propriété privée. Dans les régimes communistes, la concentration des moyens de production est fondée sur l'annihilation pure et simple de la propriété privée.

En d'autres termes, les régimes communistes et capitalistes, antagonistes en apparence par leurs philosophies politiques, instituent en fait le pouvoir économique par une dissolution de la propriété privée; l'économie capitaliste, par démembrement, l'économie communiste, par annihilation. L'économie capitaliste, qui élève à des situations de monopole quelques centaines de grandes firmes, qui contrôlent à elles seules la production et qui, dans un contexte de liens étroits, d'ententes, de cartels et de relations financières, régissent les marchés, constitue une organisation économique dont les dirigeants se sont octroyés un tel pouvoir qu'ils peuvent déterminer une certaine planification de l'économie, par le joug qu'ils imposent aux mécanismes de production et de consommation. Une telle planification est plus imprécise que la planification communiste, mais elle n'en est pas radicalement différente, bien que la philosophie politique qui accompagne le capitalisme utilise encore des notions qui semblent maintenant abstraites et irréelles, comme la propriété privée, la libre concurrence ou l'économie de marché.

En considérant le quotidien d'un simple citoyen de base qui est sous l'influence de l'appareil économique capitaliste, et dont la vie est planifiée, il n'est pas clair que pour lui une organisation socialiste de l'économie serait radicalement différente. De ce fait, je dirais *qu'à un certain degré de développement, les deux systèmes convergent vers une structure commune.*

3. Les groupes de sociétés et les firmes multinationales.

Les chaînes linéaires et les chaînes circulaires sont les deux types de matériaux à partir desquels se construisent les groupes de sociétés. L'architecture des groupes étant conçue de manière totalement libre, le réseau des participations financières qui relie les différentes sociétés à la société mère peut devenir très complexe, les différentes participations se mélangeant en un réseau inextricable.

Et, parce que les prises de participation et les cessions sont libres au sein d'une société, l'organigramme d'un groupe est dynamique, et ne dessine la réalité qu'à un moment donné du temps (voir en matière d'exemple les figures 3 et 3a).

De la société mère vers ses filiales se développe l'amplification du pouvoir; des filiales vers la société mère remontent les profits financiers. Certaines subdivisions du groupe mettent en jeu les effets multiplicateurs, d'autres sociétés sont détenues à 100%, lorsqu'elles dégagent d'importants bénéfices.

Les groupes de sociétés se sont édifiés en absorbant peu à peu toutes les activités économiques, ils contrôlent les secteurs industriel, bancaire, commercial, etc. *Le rôle de la théorie des sociétés et de l'outil qu'elle engendre, les groupes de sociétés, a été de*

rendre possible la prise de contrôle de tous les domaines de l'économie par une infime minorité de citoyens.

Lorsqu'un groupe de sociétés contrôle des filiales implantées dans plusieurs pays, on parle de firme multinationale.

Étant donné qu'une société peut acquérir des participations dans d'autres sociétés situées à l'étranger, le droit des sociétés a servi d'outil pour engendrer une concentration du pouvoir économique au niveau mondial; *aussi cette législation a-t-elle été conçue essentiellement pour servir de fondement à un pouvoir politique supranational, qui travaille en amont des États et des gouvernements.*

Parce qu'elles régissent l'économie, ces firmes imposent leur politique aux nations, qui n'ont pas, vis-à-vis de l'économie internationale, d'indépendance. En revanche, il n'y a aucun pouvoir qui travaille en amont d'elles-mêmes; la législation intérieure d'un pays est impuissante à circonvenir leur suprématie globale, ce qui entraîne les milieux politiques nationaux à leur demeurer inféodés.

Une telle organisation de l'économie cimente le monde occidental et contribue pour l'essentiel à l'établir en un bloc politique unique.

D'une manière générale, le citoyen qui, au sein d'une nation, subit l'emprise de ces milieux économiques, est incapable d'identifier les détenteurs du pouvoir auquel il est soumis.

Il est obscur de remonter depuis la dernière filiale jusqu'aux actionnaires qui contrôlent le groupe. Chaque société faisant partie du groupe joue pour eux un rôle d'écran; les seuls interlocuteurs qui sont connus publiquement sont les administrateurs, tels qu'en France les PDG, qui servent de protection aux

actionnaires, et qui sont révocables. Lorsque les actionnaires demeurent dans un pays éloigné, ils sont invulnérables, par ailleurs, ils peuvent se désengager du groupe à tout moment, anonymement, en cédant leurs participations.

Chose remarquable, les groupes de sociétés n'ont, en France, aucune existence juridique. Seules les sociétés qui les composent existent aux yeux du droit, le groupe lui, n'existe pas formellement.

Il est extrêmement difficile pour ces raisons de lutter politiquement contre ces milieux; et la population, qui ignore jusqu'à leur existence, discerne mal, dans la confusion, un pouvoir largement éclipsé par celui des milieux politiques qui sont élus au sein de chaque nation, parce que l'on parle du pouvoir des uns (les milieux politiques), et que l'on ne parle pas du pouvoir des autres (les milieux économiques). Cette méprise se fait sous l'influence des médias, et par référence à un passé éloigné, où, dans chaque pays, le pouvoir n'émanait pas de la puissance économique, mais de la puissance politique qui naissait essentiellement de la force militaire, et qui engendrait l'unité politique et géographique des nations.

Les groupes de sociétés et les firmes multinationales se sont développés en s'affranchissant totalement de la souveraineté des peuples, ils se sont édifiés en dehors du cadre de la démocratie. Leurs dirigeants ne sont pas élus, bien qu'ils se soient institués au-dessus des pouvoirs politiques nationaux; leur pouvoir est irrévocable et illégitime. Doublement illégitime, parce qu'outre le fait qu'ils ne sont pas élus, leur pouvoir est fondé sur la libre disposition des biens d'autrui, que rend possible le concept de propriété engendrée par le droit des sociétés.

Vivendi Universal, nombre minimum de sociétés: 2282. Actionnariat principal: Famille Bronfman 5,29% - Autodétention 5,27% - Philips electronics NV 3,52% - Stés du groupes Société générale 1,31% - Saint gobain 1,13% -Dispersion publique qsp 100%

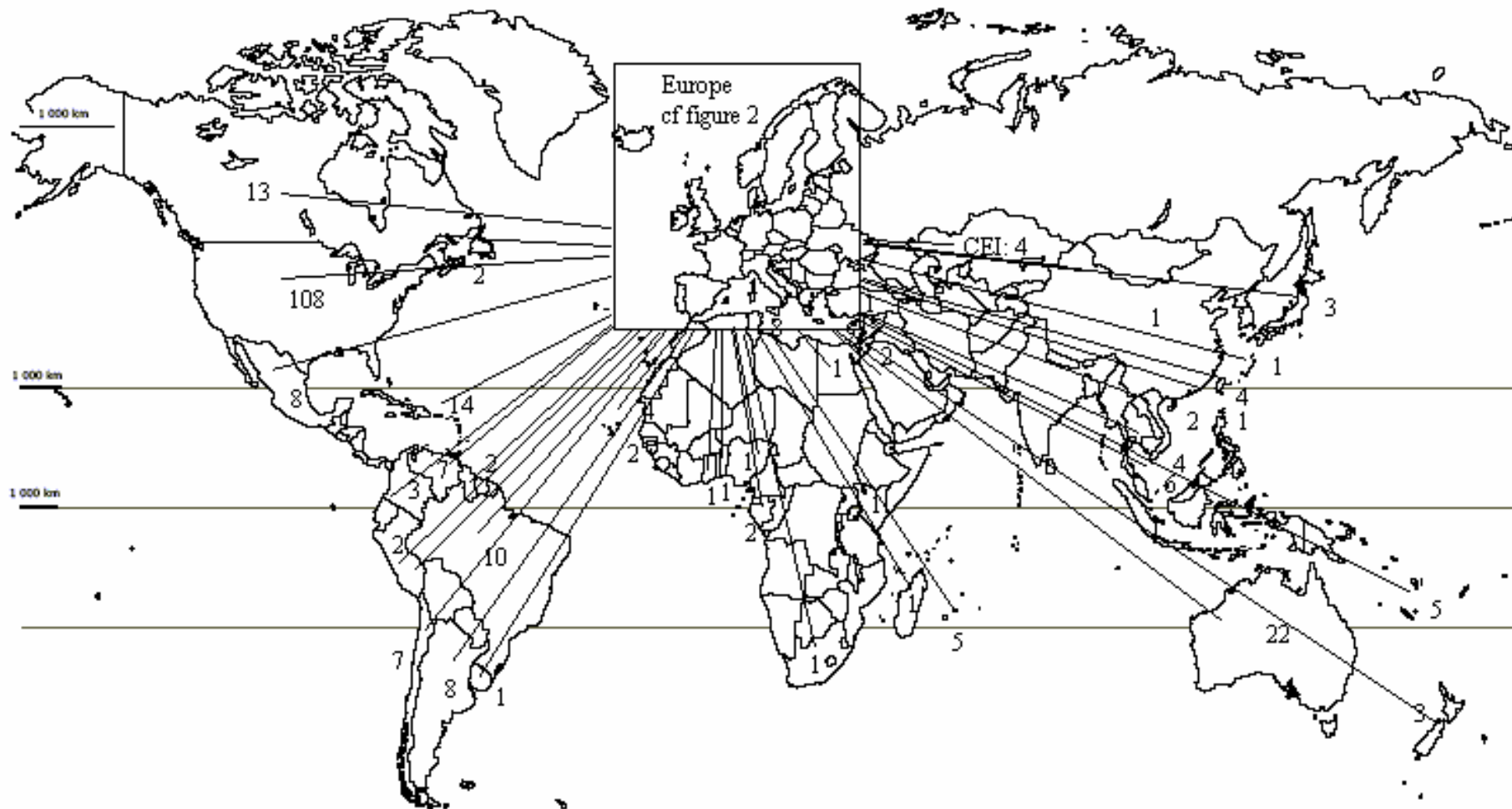


Figure 1. Groupe Vivendi Universal, nombre et répartition géographique mondiale des principales filiales en 2001.

Les figures 1 et 2 ne tiennent pas compte d'un certain nombre de filiales qui n'ont pas pu être identifiées, ni du contrôle de fait exercé par le groupe sur des sociétés juridiquement indépendantes, mais employées dans des travaux de sous-traitance, ou intervenant en aval ou en amont de l'activité du groupe et inféodées à lui. Il s'agit de ce fait de la vision la plus restreinte concernant l'ampleur du groupe.

(Source: Dafsà des goupes).

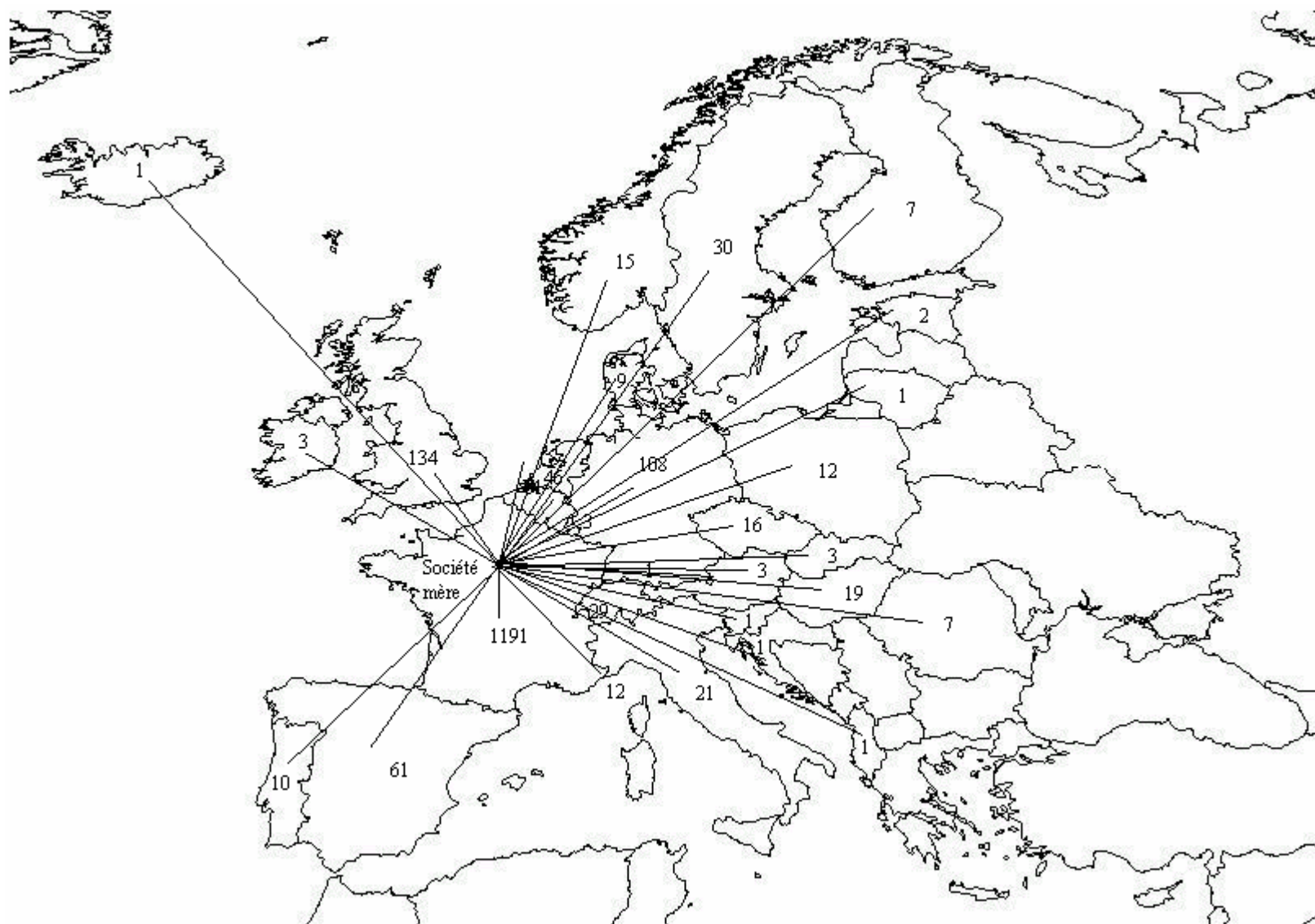


Figure 2. Groupe Vivendi Universal, nombre de sociétés contrôlées par pays en 2001, Europe.

Vivendi Universal, société mère: Paris, 42, avenue de Friedland.

Actifs à l'étranger: 91,120 milliards de dollars. Actifs totaux: 123,156 milliards de dollars.

Nombre d'employés: 256 725 (hors France) 381 504 (France incluse)

Rang parmi les 100 premières firmes multinationales, en fonction des actifs étrangers: 4

(Source: Rapport sur l'investissement mondial 2003, CNUCED, données 2001).



C'est pour cette raison, me semble-t-il, que la législation sur les sociétés confère aux actionnaires une protection fort élaborée, qui empêche la population d'avoir connaissance de leur identité.

Quelle est la logique politique qui émane des groupes de sociétés?

La concentration du pouvoir économique se réalise au sein des sociétés par actions. Il s'agit de structures pour lesquelles le concept de nationalité n'a pas de sens, elles sont indifférentes à l'intérêt du peuple et à celui de l'État. Lorsque le pouvoir économique est menacé, il ne l'est pas sur une base nationale; il faut bien saisir que le sort de la nation et le sort du pouvoir économique sont choses distinctes: si la nation disparaît, le pouvoir économique n'en est pas affecté, et même peut-il parfois s'épanouir mieux.

Une société par actions est a-nationale. Elle possède un siège social, ce qui signifie qu'elle est soumise au droit du pays dans lequel elle a établi son siège; mais pour autant, cela ne permet pas de lui conférer une nationalité, au sens de la nationalité d'un homme. Elle est à l'origine d'un pouvoir qui n'a pas vocation à être lié juridiquement avec une nation; la nature même d'une société, son origine et son histoire l'apparentent non pas à une nation, mais aux autres sociétés issues du monde capitaliste.

Elle appartient bien à une structure plus vaste qu'elle-même, mais il ne s'agit pas d'un pays ou d'un régime politique, mais de l'univers qui est engendré par la demande; elle est immergée dans le marché économique. L'existence d'une demande pour un produit ou pour un service, l'intègre au sein d'un univers qui n'est pas lié à des frontières; la demande existe par delà les langues, par delà les différences nationales et les régimes politiques, elle existe au sein d'un marché mondial.

L'intérêt de la nation est incompréhensible au sens de la logique des sociétés. Les objectifs d'une société se limitent à son développement et à son enrichissement propre. Un citoyen s'inquiétera de vivre dans une nation constituée avec la meilleure législation possible, afin que lui-même et que les autres citoyens puissent vivre avec le maximum de bien-être. Les actionnaires d'une société, au contraire, n'auront pas d'autres soucis que le bon fonctionnement du marché, dont les contours ne sont pas liés à des frontières, mais à la demande et aux possibilités d'échanges, afin de s'en assurer une part d'autant plus importante qu'elle leur fera espérer une influence et des bénéfices plus grands, ce qui est une grande source de perturbation interne dans les États.

Les actionnaires d'une société peuvent être de toutes les nationalités; ainsi, des actionnaires étrangers contrôlent des sociétés françaises, et de même, les avoirs français sont dispersés dans des sociétés implantées partout dans le monde.

Les sociétés par actions sont indifférentes à la cause sociale et à l'État. L'organisation sociale et humaine d'une ville, d'une province, d'un État, est indifférente au sens de la logique des sociétés par actions. De telles structures peuvent facilement exister sous différents régimes politiques, car les marchés existent par exemple dans les régimes parlementaires contemporains, ou au contraire, dans les régimes fascistes.

La seule pensée à vocation collective qui émane des milieux économiques est la volonté de créer des conditions qui permettent d'exploiter et de monopoliser la demande, et de l'amplifier afin d'accroître l'emprise économique qui en résulte jusqu'au plus haut degré possible.

Le monde de l'économie est le lieu d'une intégration du pouvoir qui va en s'accéléralant, au fur et à mesure que la concentration du capital augmente. Ce mouvement entraîne par inversion, la fragmentation des milieux politiques et la disparition progressive, avec le temps, de leur pouvoir réel.

En occident, les États sont réputés être démocratiques, c'est-à-dire que le peuple est sensé y être souverain dans la nation. Comme cela porte ombrage à leur pouvoir, les objectifs politiques poursuivis par les dirigeants de l'économie ne sont pas seulement d'inféoder les États et les structures politiques nationales à leur pouvoir, mais aussi de les affaiblir dans leur essence même, ce qu'ils s'évertuent à accomplir avec ardeur, parce que le pouvoir de l'économie s'est instauré et se développe en dehors de la démocratie, c'est-à-dire selon la logique la plus éloignée du droit des peuples.

Aussi, plus le déclin de l'État sera grand, plus le joug de l'économie ébranlera la souveraineté du peuple, et plus il sera facile d'imposer au peuple un pouvoir établi, illégitime et irrévocable.

Toutes les mesures qui tendent à affaiblir l'État et à le corrompre, et toutes les influences qui peuvent conduire à fragmenter les nations en leur sein sont favorables à l'hégémonie de ce pouvoir. En Europe, il existe de nombreux mouvements politiques indépendantistes, qui fragilisent la stabilité interne des nations, et qui, je pense, servent l'intérêt politique des milieux économiques, comme c'est par exemple le cas en Écosse, en Italie du nord, en Corse, ou dans le pays basque espagnol. Le pouvoir de l'État sur l'économie va en s'affaiblissant, les grandes entreprises anciennement nationalisées sont privatisées peu à peu, et le monopole dont disposait l'État dans de nombreux secteurs de l'économie disparaît avec le temps. Les pouvoirs politiques se décentralisent, et se diluent dans de nombreuses

institutions régionales, soumises à la corruption. Pour ce qui concerne les grands enjeux nationaux, le pouvoir des gouvernements est de plus en plus souvent subordonné aux décisions des institutions internationales.

En résumé, plus une nation sera petite et affaiblie, et plus elle sera impuissante à résister à l'hégémonie du pouvoir économique. Idéologiquement, *le mécanisme politique de fond que soutiennent les milieux économiques est celui du renversement de la démocratie, au profit d'un pouvoir supranational irrévocable.*

L'État, affaiblit, tend à devenir un reliquat d'organisation démocratique dont la fonction est d'assurer la cohérence d'un peuple et de gérer les problèmes sociaux et nationaux, que le pouvoir économique supranational ne peut pas assumer.

Avec le temps, le peuple éprouve cependant que les hommes politiques qui sont élus lors des élections, ne disposent plus de la souveraineté sur la nation. Et, parce que les conditions sociales n'ont pas cessé de se détériorer depuis des décennies, il se répand l'idée que les hommes politiques méprisent l'intérêt de la nation, qu'ils sont assujettis aux lobbies de l'économie, et que leurs actes ne sont qu'une série de fourberies inspirées par l'appât du profit. Aussi, la violence et toutes sortes de troubles se développent dans la population, parce que, je pense, la disparition de la démocratie ne peut pas se faire sans soulèvements.

La théorie des sociétés, la monnaie, les médias, etc., en un mot, chaque pièce de la mécanique politique, considérées en elles-mêmes, ne sont pas incompréhensibles, et n'ont pas un fonctionnement complexe quant au fond, cependant, malgré toutes ces manœuvres qui remuent ciel et terre, l'État représente toujours pour une partie des citoyens le sommet de la pyramide du

pouvoir, et dans leurs esprits, ce sont les structures de l'économie qui lui sont subordonnées.

Sur un tel amalgame d'idées, le pouvoir économique réalise de grands progrès dans son dessein d'exercer, par la domination, un pouvoir sur chaque citoyen, afin de s'assurer une hégémonie politique supranationale.

L'ignorance des mécanismes de la politique a engendré ce mal; pourtant, croire que le pouvoir appartient à l'État, lorsque les moyens de production ne sont pas nationalisés, c'est supposer que la source du pouvoir réside dans la puissance des armes, c'est raisonner sur le présent avec un schéma du passé, car le pouvoir des armes fût le fondement de l'hégémonie des gouvernements de l'ancien régime, croyance que les médias confortent par toutes sortes d'analogies historiques et géographiques, et par toutes sortes de mises en scène adaptées à entretenir cette idée constamment.

CHAPITRE 7

Les partis politiques et l'état

Le pouvoir politique n'est pas, en occident, un pouvoir dont la puissance est très considérable, mais, parce que les milieux capitalistes jouissent d'un pouvoir qui n'est pas issu de la souveraineté du peuple, il leur fût toujours utile de favoriser la renommée des gouvernements civils, et de s'éclipser derrière eux, de telle sorte à ce que cet éclairage de la démocratie amoindrisse le péril qu'un jour le peuple ne vienne à les abattre. Si bien qu'habitué à n'entendre parler que du pouvoir politique de l'État, la multitude exagère le pouvoir des gouvernements et néglige le pouvoir des milieux économiques, qui trouvent dans cette perfidie un refuge inespéré.

Le peuple, donc, ignore en grand les principales sources du pouvoir politique, dont j'ai expliqué les mécanismes dans les chapitres précédents, et, parce de tels pouvoirs sont irrévocables, et libres d'agir en amont des gouvernements et indépendamment de leur influence, et qu'en ces domaines il n'y a que le principe de la liberté, le pouvoir qu'il reste aux milieux politiques régulièrement élus est fort limité, et en tout cas secondaire, si bien qu'à cause de son ignorance, le peuple s'étonne toujours, au fur et à mesure qu'il élève un parti, puis les

autres au pouvoir, que nulle chose dans la société ne soit jamais réformée ou améliorée, ni par les uns, ni par les autres.

Parce que l'État constitue un pouvoir législatif et exécutif où il est souverain, et parce que les milieux capitalistes fondent leur pouvoir sur la domination économique, dont la multitude ne comprend pas bien les mécanismes, le peuple se méprend sur l'origine et sur les principes premiers du pouvoir, et à cause de ce défaut de savoir, le peuple ne s'inquiète pas des grandes réformes qui ébranlent les fondements mêmes de la société, dès lors qu'elles ne semblent pas concerner les autorités civiles, mais seulement les choses de l'économie, comme les changements de monnaie, l'abolition des frontières douanières, la privatisation des services publics ou l'extension du pouvoir des médias. Aussi les milieux dirigeants, parce que les hommes n'ont pas conscience de la nature des pouvoirs auxquels ils sont soumis, peuvent-ils ourdir et accomplir de grands bouleversements politiques, tant qu'ils ne changent pas les noms des institutions, des ministères gouvernementaux et des élus, ni les habitudes du peuple en matière de politique. De ce fait, les réformes s'imposent généralement en dehors de l'opinion et sans causer aucun tumulte.

Outre qu'elle accable la démocratie, cette situation est fort dangereuse, car lorsqu'il survient un péril, pour se faire une opinion de ce qui est le plus avisé pour sauver la société, il arrive souvent que le peuple ne considère que la situation des autorités civiles, et ne s'en remette qu'à elles, ce par quoi il est excellemment manipulable, parce qu'il ne perçoit pas les ambitions des milieux économiques; et ainsi illusionnée à poursuivre ce qu'il croit être un avantage, et ne considérant pas d'abord les agissements des ces

milieux, il accable la République de toutes sortes de maux, lorsqu'il ne la précipite pas à sa ruine.

1. Les partis politiques.

Pour apprécier pleinement la situation des milieux politiques, il convient tout d'abord de considérer les informations dont le peuple dispose réellement à leur égard.

Si l'on s'attache à bien examiner la proportion des expériences directes, c'est-à-dire des occasions que chacun, dans la population, a eues d'avoir pénétré ces milieux et éprouvé leurs agissements dans des situations réellement vécues, et qui sont en rapport avec la représentation que les citoyens se font à leur égard, on s'aperçoit que personne n'en a eu aucune. En général, le peuple est plongé dans l'ignorance du fonctionnement de l'appareil politique.

Toutes les certitudes qui envahissent les esprits procèdent essentiellement des informations diffusées par les médias; les quasi-expériences provenant des émissions de radio et de télévision en sont la source principale, c'est-à-dire que toutes les informations logées à la base de la conscience du peuple en cette matière, et qui engendrent en aval la pensée, sont programmées et issues d'une manipulation mentale organisée et dirigée. Toutes les délibérations, querelles et dissensions qui s'allument dans la multitude en matière de politique, naissent de telles nouvelles qui ont marqué les imaginations, et non de connaissances indiscutables ou de souvenirs fondés sur la réalité. Et comme de telles informations n'enseignent rien d'important, la multitude versatile se fonde sur les détails et les gesticulations qu'elle y trouve, pour prendre le parti d'une faction ou d'une autre.

Étant donné que le peuple ne dispose à leur égard d'aucune information directe, les connaissances du peuple concernant les milieux politiques sont ainsi totalement contrôlées.

Le pouvoir des milieux politiques au sein du peuple repose tout entier sur le *croire*, rien ne repose sur le *connaître*, un peu à la manière du pouvoir des ecclésiastiques de l'ancien régime, qui était fondé sur le *croire* et non sur le *connaître*.

D'un point de vue politique, il règne en occident un *régime des partis*. En théorie, le peuple est souverain dans la nation, et chaque citoyen est éligible. Le régime des partis verrouille quelque peu les droits du peuple; en réalité, personne n'a aucune chance d'être élu dans une élection sans appartenir à un parti institué, dont la publicité est assurée par les médias.

Quant à la souveraineté, la volonté du peuple ne peut s'exprimer que par les suffrages qu'il apporte à l'une de ces formations politiques. Un courant de pensée ou une opinion, s'ils ne sont pas intégrés à un parti, n'existent pas formellement. Bien que tout soit libre, le plus grand nombre de citoyens ne disposant ni des capitaux, ni du soutien des puissants, ni de celui des médias, s'il émerge de leurs désirs un parti, il demeurera obscur, le monde en sera ignorant, sa victoire est impossible et sa cause, perdue. Aussi les citoyens sont-ils confrontés à un choix politique limité et imposé, qui bien souvent n'a aucun rapport avec leurs aspirations réelles.

Les hommes sont relégués au second plan par rapport à l'appareil des partis, qui sont contrôlés par un petit nombre de politiciens formant un milieu très fermé. Les élus de second rang, comme les députés et les sénateurs, sont inféodés au parti lui-même, et doivent se plier aux directives de vote du parti pour pouvoir briguer une nouvelle candidature à leur mandat.

De ce fait, l'État est contrôlé par des apparatchiks, c'est-à-dire par des hommes de partis, qui exercent le pouvoir politique par profession, essentiellement dans le dessein de gérer leurs intérêts personnels, et qui peuvent occuper alternativement les plus hautes fonctions dans l'appareil d'État durant des décennies.

D'un point de vue juridique, les partis sont des structures dont la nature est peu claire; en France, il s'agit le plus souvent de simples associations relevant de la loi de 1901, et n'ayant de ce fait aucun compte à rendre sur l'origine de leurs financements, ni sur leur fonctionnement.

Sur la scène politique, les partis monopolisent les idées, ou, devrait-on dire, ils incarnent l'absence d'idéologie et l'absence de pensée. Le tumulte qui règne concerne l'attribution du pouvoir, la lutte n'est pas idéologique, la différence essentielle qui règne entre les partis réside surtout dans le fait qu'il y a une formation qui dispose du pouvoir, et d'autres qui n'en disposent pas.

Les partis politiques programment et mettent en scène les thèmes des campagnes, les débats politiques, les événements, les faits, et tout ce qui se rapporte à l'exercice et à la conquête du pouvoir. Leur force ne provient pas de l'adhésion populaire qu'ils suscitent, car le nombre de leurs adhérents est extrêmement faible, mais du monopole qu'ils se sont acquis et de la publicité que les médias assurent à ces événements en les retransmettant abondamment.

1.1. Le contrôle du pouvoir politique par les milieux économiques.

Du fait de cette organisation, *contrôler le pouvoir politique, cela revient à contrôler les partis politiques.*

Le contrôle des partis politiques procède surtout de deux mécanismes. Le premier mécanisme est celui du financement privé des formations politiques, qui est indispensable à leur fonctionnement, et qui les assujettissent aux milieux économiques.

Schématiquement, l'idée est la suivante: créer ou s'emparer du contrôle, par le biais de leur financement, de deux partis politiques A et B qui s'opposent mutuellement, et qui récupèrent la majorité ou la totalité des suffrages de l'électorat populaire.

Ensuite, lors des élections, alors que fatalement le parti A ou le parti B accédera au pouvoir, les milieux qui ont financé les deux partis, et leurs campagnes électorales, et dont les intelligences avec eux sont mal connues de la multitude, voient nécessairement l'un de leurs candidats triompher, et ils s'acquièrent alors par ce moyen une influence décisive sur le gouvernement de l'État.

Le soubassement financier des partis est constitué essentiellement par des capitaux provenant des grandes sociétés industrielles ou commerciales, et du monde de la finance.

Les capitaux peuvent être nationaux, internationaux, ou étrangers. Les lobbies de l'économie agissent d'habitude selon une conception large du financement politique, en ce sens que les capitaux qu'ils distribuent concernent l'ensemble des principaux partis politiques, de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Dans certains pays, ce financement est notoirement connu de tous, comme aux États-Unis, même lorsqu'une société finance à la fois plusieurs partis opposés. Ailleurs, comme se fut longtemps le cas en France, le financement des formations politiques peut demeurer totalement hermétique, et les sociétés qui les financent, inconnues.

Sur le fond, *le financement privé des partis politiques détruit la pluralité politique, et anéantit la souveraineté du peuple*. Car en effet, le financement des partis politiques par les milieux économiques n'est qu'un moyen de transformer une élection opposant plusieurs partis, en une élection où il n'y a que des candidats appartenant à un parti unique, étant donné qu'ils sont tous inféodés aux mêmes milieux de l'économie. L'exemple le plus typique de cette situation est celui des États-Unis (16).

Par ailleurs, les partis politiques ont une vogue dans l'opinion qui dépend essentiellement de l'information diffusée par les médias. Aucun parti politique ne peut accroître son influence dans l'électorat, ni même seulement se faire connaître, si les médias n'assurent pas régulièrement sa publicité par l'information. Comme les moyens de communication de masse appartiennent essentiellement à des groupes de sociétés privées, la publicité de l'information est contrôlée par les milieux économiques, quant aux services publics d'information, ils sont sous le joug des milieux politiques régulièrement élus, qui sont inféodés eux-mêmes aux milieux économiques; de ce fait, l'information, qui représente une importante source de contrôle du pouvoir politique, dépend, dans ces grandes lignes, des seuls milieux de l'économie.

Le système formé par ces deux mécanismes permet aux milieux économiques de s'emparer du contrôle de l'appareil d'État.

1.2. Le contrôle de l'opposition politique.

Les grandes formations politiques s'inspirent d'une idéologie peu claire, et leur action est en général purement démagogique. Chaque parti est utile pour intégrer sur telle ou telle question la volonté particulière du peuple, afin de lui donner une apparence d'existence politique, ce qui est utile pour anticiper la naissance d'un nouveau mouvement.

Donc, lorsque s'allume le mécontentement du peuple, et qu'il est à craindre que sous ses instances ne surgisse soudainement un mouvement d'opposition, les milieux politiques s'efforcent d'intégrer les nouvelles idées qui germent dans un parti déjà institué, afin de s'en assurer le contrôle; les médias abreuvent la population de la nouvelle ligne politique adoptée par les partis, dans le but d'intégrer ce mouvement dans l'un ou l'autre d'entre eux, de manière à éloigner le danger et à clore aussi promptement que possible le différent.

Les partis politiques, donc, parce qu'ils disposent du monopole de l'information, et parce qu'en outre les citoyens ne sont pas prompts à comprendre les démonstrations trop élaborées, et qu'ils ne croient pas véritablement au succès des idées et des hommes nouveaux tant qu'ils ne les ont pas vus à l'épreuve, les partis politiques, dis-je, se prêtent à la fois à intégrer les mouvements d'opinion, et, lorsqu'ils parviennent à s'emparer du gouvernement, à conduire une politique qui n'en tient aucun compte, ce qui entraîne fréquemment la constitution de gouvernements portant au pouvoir des formations qui sont contraintes d'agir en contradiction flagrante avec leurs positions antérieures, ou avec l'idéologie dont elles se réclament. Si bien qu'une fois l'échéance des élections passée, la défection des élus quant à leurs résolutions fait rapidement retomber la première chaleur de leurs partisans, fait

s'éteindre la confiance du peuple, et suscite l'aigreur dans les esprits, autant de ceux qui ont remporté les élections que de ceux qui les ont perdus. Il serait fastidieux de citer ici des exemples, mais la caricature, en France, en est le parti communiste, qui a souvent appartenu, dans les années récentes, à des gouvernements qui poursuivirent des politiques économiques libérales ou même ultra-libérales, ce qui engendra une vive indignation parmi ses électeurs et faillit occasionner à l'issue de ces simulacres la disparition du parti.

Qu'il s'agisse d'assimiler dans un parti un mouvement d'opinion, ou d'élever au gouvernement les membres de tel ou tel parti pour complaire à la multitude, sans que dans les deux cas, il n'en naisse des réformes, cela revient à associer dans l'esprit des gens déclarations d'intention et actions toutes différentes, dans le dessein de leur faire mieux supporter l'absence de transformations. *De tels agissements, par lesquels on s'efforce de superposer dans la conscience deux réalités opposées, s'inspirent du mécanisme des associations d'idées.*

Il est ainsi utile, par exemple, lorsque l'on désire mener une politique d'accroissement de l'activité industrielle, de nommer un ministre écologiste au ministère de l'environnement, ou lorsque l'on souhaite conduire une politique libérale, de nommer des ministres communistes au gouvernement.

Lorsqu'une crise surgit soudainement, qu'elle suscite un vif émoi parmi les citoyens, et les excite à réclamer de promptes mesures, opposées à la politique que les milieux dirigeants souhaitent perpétuer, ils leur suffit de pousser les hauts cris avec le peuple, de recevoir les esprits les plus ardents à défendre cette cause, et de faire beaucoup de bruit autour d'eux, tandis que l'on peut prendre avec ordre et adresse les décisions

inverses; et superposer ainsi dans l'âme des citoyens grandes paroles et peu d'action.

Le pouvoir des médias et le mécanisme des associations d'idées jouent ainsi un grand rôle dans le contrôle de l'opposition politique.

Un tel mépris du peuple entraîne toutefois dans la population un grave sentiment de désintérêt pour les élections, qui discrédite le droit de vote, et qui fragilise la démocratie, parce qu'une partie de la population s'habitue, en vivant dans un système aussi corrompu, à ne plus aller voter, et à renoncer à son droit de souveraineté.

2. La protection des milieux économiques.

Par ailleurs, le pouvoir législatif dont disposent les milieux politiques n'est qu'un pouvoir théorique, parce que l'économie, qui est devenue le principe premier du fonctionnement de la société, ne dépend plus des lois intérieures d'une nation. Les gouvernements, au contraire, sont placés dans la nécessité d'accorder toujours l'esprit des lois à l'hégémonie de l'économie, qui régit tout, et d'approuver toutes les déterminations qui en accroissent la puissance, car établir un nouvel ordre des choses ou réformer l'État, serait faire planer sur la nation le péril du chaos.

De ce fait, la législation est conçue pour favoriser le pouvoir économique, et non pour organiser rationnellement les activités humaines, instaurer la justice, veiller à l'égalité et à la liberté des citoyens, favoriser la vertu, élever les grands hommes, rechercher les talents sous chaque toit, toutes choses qui sont les seules sources de grandeur d'une nation, et qui seules engendrent la force d'un pays et la prospérité de ses citoyens.

Le pouvoir politique, donc, ne déploie son activité que pour améliorer le fonctionnement de l'économie et en accroître le produit, tandis que soumis à la violence de ce règne économique, le peuple vit moins content, et avec plus de difficultés. Aussi voit-on la violence envahir les cœurs, les citoyens se méprendre sur le bien et le mal, mépriser les lois et les institutions, la démocratie et la République s'affaiblir, les mœurs se corrompre, l'obscurantisme et les fausses vérités se répandre, le peuple s'appauvrir, et toutes sortes de troubles inouïs faire des progrès, sous l'influence de l'économie industrielle, qui par sa démesure et ses buts irrationnels engendre des changements qui bouleversent et détériorent de plus en plus les conditions de vie.

Mais chaque jour, une fraction toujours plus grande du peuple prend conscience de la corruption et de l'impuissance des milieux politiques. Une large part de la population ne s'identifie plus à aucun parti. En France, avec les milieux économiques, il apparaît qu'un pouvoir très puissant, de nature à contrôler la société tout entière, travaille en amont de l'État. Cela remet en cause le principe même de la souveraineté du peuple sur la nation, tel qu'il est énoncé par le titre II de la constitution; l'article 3 établissant que *la souveraineté nationale appartient au peuple, qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.*

Or, le peuple n'a aucune influence sur le monde de l'économie, les détenteurs des capitaux privés ne sont pas ses représentants, ils ne sont pas élus. Leurs décisions, qui s'imposent à tous, sont une atteinte à la liberté de chacun.

L'émergence d'un pouvoir économique supranational remet en cause l'existence même de la démocratie; la violation de l'article 3 de la Constitution, qui est

manifeste, est le mal le plus pernicieux et le plus capable d'engendrer les troubles les plus graves; désormais, le peuple ne maîtrise plus la destinée de la nation. La classe politique tout entière porte la responsabilité de cette situation. De tels événements impliquent plus particulièrement le chef de l'État, ils relèvent même de la haute trahison, telle qu'elle est envisagée par l'article 68 de la constitution, car *le chef de l'État a pour première attribution d'être le gardien de la constitution, et de veiller à son entière application*. Or, le non-respect de l'article 3 est, comme je l'ai dit, l'une des violations les plus graves portées à la Constitution de la République.

Aussi, parce que tous les pouvoirs qui émanent de l'économie sont irrévocables et échappent totalement à la souveraineté du peuple, sur le fond, le système politique constitue avant tout une protection pour les milieux de l'économie.

L'organisation réglée d'élections pour choisir des représentants nationaux divise le peuple en différentes factions, suscite des querelles qui lui inspirent le sentiment qu'il est soumis à un pouvoir révocable, et qu'il dispose réellement d'un droit de souveraineté, malgré la conscience collective qu'une élection ne peut rien changer. Le peuple, ainsi sollicité par l'occasion de révoquer des élus dont le pouvoir est secondaire, s'égare sur l'irrévocabilité des hommes qui détiennent le pouvoir économique, et reste, en grand, persuadé que la réalité sociale s'accorde avec la Constitution de la République, qui instaure la démocratie.

Les milieux de l'économie échappent ainsi au danger d'une prise de souveraineté du peuple à leur égard.

3. Du péril qui menace les institutions de l'État.

Lorsqu'au sein d'une nation, un gouvernement possède des pouvoirs, qu'il gouverne et administre, veille à assurer la justice, c'est-à-dire, comme le dit Platon, à donner à chacun ce qui lui est dû, lorsqu'il vient au secours du plus faible, qu'il encourage les actions éminentes, qu'il s'évertue à améliorer la vie de son peuple, en instaurant des lois intelligentes et pleines de sagesse, destinées à tendre vers le bien, la vie des citoyens peut se trouver être plus ou moins rude, en fonction des circonstances et des aléas de l'histoire, sans qu'il n'en naisse un péril pour les institutions de l'État. Mais, alors que les citoyens sont libres, si l'action du gouvernement est stérile, alors qu'il a été élu, c'est-à-dire qu'il représente le pouvoir du peuple, qu'elle n'est qu'une vaine agitation destinée à masquer d'autres pouvoirs plus considérables, qui agissent en amont de lui-même, et que les gouvernements qui se succèdent sont autant les uns que les autres impuissants à assumer le pouvoir, la conscience que son droit de souveraineté lui a été soustrait et les charges que les citoyens supportent ne tardent pas à faire éprouver au peuple de vives rancœurs, et le mécontentement s'allume tout d'abord contre les hommes politiques, qui par leur fourberie passent pour être des privilégiés, goûtant aux attributions du pouvoir, sans en assumer les devoirs.

Dès lors, c'est l'égalité des citoyens qui est injustement ébranlée, lorsqu'un clan dispose de privilèges infondés, et qu'il est inutile à la société, un peu, dirais-je, à l'image des nobles de l'ancien régime, qui possédaient mille privilèges sans être en rien utiles aux citoyens en retour, ce qui les rendaient particulièrement détestables; aussi, avec le temps, il est à craindre que le peuple ne tarde pas à cristalliser son aigreur sur les ins-

titutions politiques, qui à cause de l'inutilité des hommes qu'elles élèvent au pouvoir, deviennent odieuses en même temps que les hommes qu'elles ont élevés.

Aussi, je dis que si la situation politique de la France venait à s'immobiliser pour longtemps dans la condition qui est la sienne, il existe un péril que les institutions de la République n'en viennent à pâtir un jour des actes des hommes corrompus qui ont ceint l'habit de la République en en violant l'esprit et les principes, et que cela n'apporte de grands changements et de funestes désordres, catastrophe qui assurerait définitivement le déclin et la ruine de la France.

CHAPITRE 8

Le renseignement politique

Si les gouvernements sont toujours, par nature, pressés d'agir par anticipation, et d'intervenir pour infléchir les événements avant que ne surviennent les difficultés, il faut prendre modèle sur ceux dont l'action est motivée par la vertu et déployée dans tous les domaines où il est utile d'agir pour accroître la richesse de la nation et la force de l'État, et non sur ceux qui agissent dans les seuls domaines qui accaparent l'attention du public pour un moment, comme on le voit à notre époque, et qui agissent moins par crainte qu'une fois les troubles installés, le pays n'en pâtisse, que par peur que leur renommée ne s'éteigne, tandis que s'allumera celle de ceux qui, mis à l'épreuve, se montreront plus habiles à savoir gouverner qu'eux, et qui, en dehors des affaires publiques, déploient toute leur énergie pour n'anticiper que ce qui peut être néfaste à la continuité de leur pouvoir.

Dans toutes les questions de gouvernement, ce qui contribue le plus à affermir le pouvoir d'anticiper et de devancer les événements, en dehors du discernement de l'intelligence, ce sont les services de renseignement, car, par les informations qui en émanent, ils simplifient les problèmes, amoindrissent la part d'inconnu sur les

sujets que l'on a à traiter, et de ce fait, pour une même qualité d'intelligence, ils engendrent un pouvoir plus grand d'anticiper.

D'un point de vue politique, il me semble qu'il y a deux raisons essentielles qui rendent souhaitables de posséder ce pouvoir d'anticiper; la première, comme je l'ai dit, est de gouverner l'État; dans ce cas le renseignement est une chose nécessaire, aucun État, aucun gouvernement, n'a pu jadis ni ne pourra jamais se passer de savoir quels sont les événements qui ont lieu. C'est une évidence: *nul ne peut gouverner sans savoir*. En général, les sources de renseignements pour l'État sont constituées dans ce cas par différents instituts de statistiques, et par les administrations, qui disposent d'une importante somme d'informations, et qui jouent en second plan le rôle d'organismes de renseignements.

Mais, dans les circonstances qui portent les hommes au pouvoir, les milieux dirigeants désirent plutôt avec ardeur posséder la faculté d'agir en amont de l'événement pour contenir les désirs de changement qui fermentent dans le peuple, pour se garder des hommes avides de pouvoir, des factions rivales, et des citoyens qui se déclarent pour la justice; afin, en un mot, de jouir plus durablement et plus sûrement de leur hégémonie, que dans le dessein de gouverner l'État avec droiture.

Ainsi dirigé par l'ambition, le renseignement devient alors la chose la plus pernicieuse; il est très profitable aux milieux dirigeants lorsqu'ils désirent accentuer leur emprise sur le peuple, car la politique la plus avisée pour eux n'est pas d'imposer soudainement une autorité excessive ni de faire endurer au peuple de nouvelles contraintes et rigueurs, qui ébranlent plus leur pouvoir que cela ne le renforce, en le rendant odieux et en soulevant le ressentiment dans les cœurs; le renseignement, donc, leur est très utile pour discerner

comment tourner les esprits à accepter d'eux même une plus grande servitude, ce à quoi on peut parvenir lorsque l'on est capable d'anticiper sur la pensée et sur le comportement des hommes.

C'est pour cette raison, et aussi pour se garantir des oppositions de toute nature, que les milieux dirigeants s'efforcent de disposer d'organismes qui ont la liberté d'œuvrer et de collecter des informations sur des populations entières, parfois assez nombreuses et détaillées pour permettre de reconstituer la vie privée et la personnalité des citoyens. Dès lors que l'on dispose de ce genre d'informations, il est manifeste qu'elles ont été prises pour anticiper sur la pensée et sur le comportement des hommes, et ainsi, en connaissant par avance leur comportement et leurs réactions, cela permet de prendre les mesures les plus promptes, par habileté ou par force, selon la nature du pouvoir politique, à leur faire endurer une autorité plus grande.

Aussi, parce que le renseignement permet non seulement aux autorités politiques de travailler par anticipation et de devancer l'événement, mais encore parce qu'un tel secours se porte naturellement au service de l'avidité insatiable du pouvoir et de la volonté effrénée de dominer les hommes, le renseignement, lorsque les milieux dirigeants l'utilisent dans le dessein d'accroître leur pouvoir, et que l'on doit alors nommer renseignement politique, devient la chose la plus nuisible à la liberté et ce que l'on doit particulièrement redouter dans une république.

Pour toutes ces raisons, les républiques bien constituées doivent par leur législation non seulement se défaire des services de renseignement qui agissent à l'égard du peuple à l'intérieur du pays, mais aussi rendre impossible la collecte des informations qui concernent les citoyens et qui s'écartent des stricts besoins de l'administration de l'État.

Or, dans les pays occidentaux, le désir de collecter des renseignements sur les citoyens et sur toutes sortes d'associations de personnes et d'entreprises est un mal qui a fait des progrès, à tel point qu'il est possible aujourd'hui de connaître en peu de temps l'essentiel sur n'importe qui, en s'appuyant sur les informations provenant des administrations, et des organismes privés, tels que les banques, qui par leur puissance et l'envergure de leurs moyens sont comparables à des administrations de l'État. Ce qui a rendu possible ce changement est, je pense, la corruption des mentalités, qui a ébranlé la conscience que les citoyens se font de leur propre liberté, et qui a conduit à ce qu'une foule de détails sur la vie de chacun soit maintenant contenue dans les mémoires des systèmes informatiques des administrations et des grandes sociétés privées.

Aussi il me semble utile, pour éclaircir ces questions, d'examiner tout d'abord de quelle manière sont organisés les services de renseignement, lorsque ceux-ci collectent des informations qui outrepassent ce qu'il est nécessaire de savoir pour gouverner.

1. Les réseaux de renseignement.

Lorsque les milieux dirigeants, poussés par le désir d'accroître leur pouvoir, ont formé le projet de collecter des informations sur une population entière, le plus efficace pour eux est d'établir un appareil de renseignement constitué à la manière d'un réseau, dans le but de couvrir systématiquement toute la population et de collecter les informations en continu.

En général, le réseau est édifié selon une hiérarchie comprenant des réseaux de plus petite taille, chacun s'insérant par exemple dans la vie privée, la vie professionnelle, les activités politiques, religieuses,

culturelles, etc., chaque réseau transmettant l'information au niveau supérieur, celle-ci parvenant finalement dans la structure de centralisation.

Autrefois, lorsque les moyens techniques étaient limités, de tels réseaux reposaient indirectement sur la collaboration de la population elle-même. Il ne me paraît pas hors de propos de citer en exemple la manière dont de tels réseaux furent créés en Allemagne avant la guerre.

Si j'ai choisi un tel exemple, ce n'est certes pas que je veuille comparer des époques du passé à celle du présent, car on ne peut plus maintenant rencontrer de tels mécanismes, sauf dans les pays sous-développés, dont la technologie est encore rudimentaire, mais plutôt parce qu'il me paraît utile de l'examiner pour lui-même, afin de s'instruire sur l'organisation et la logique de tels réseaux, et de se pénétrer ainsi de leur connaissance, pour discerner ensuite avec plus d'acuité la logique de l'organisation des réseaux de renseignement modernes.

Les autorités allemandes, en 1933, décidèrent de séparer la population selon un vaste plan administratif et de la mettre sous la surveillance de plusieurs milliers d'hommes, qui avaient été chargés de l'encadrer. Les foyers allemands étaient réunis par groupes d'environ cinquante, appelés *Blocks*, et mis sous la surveillance d'un chef de *Block*, le *Blockleiter*.

Le *Blockleiter* devait s'informer sur le caractère des autres membres du *Block*, sur leurs opinions politiques, leurs croyances religieuses, ainsi que sur les faiblesses et les qualités de leurs personnalités. Il devait assurer leur éducation politique, et identifier les opposants, les mécontents, les indécis. Il en référerait ensuite à sa hiérarchie, qui elle, s'occupait de plus vastes tranches de la population, et qui se chargeait enfin de transmettre les informations à la Gestapo.

Par l'intermédiaire de ce réseau, la Gestapo était partout présente. Avec le temps, les gens, effrayés par tous les maux que la répression engendrait, et voyant qu'il devenait fort difficile de conserver quelque secret sur leur vie dans le *Block*, parce que la rumeur suffisait à faire disparaître quelqu'un, se mirent tous à craindre pour leur vie. Et, lorsque l'étau se resserrant, le péril sembla tel que la simple expression inappropriée sur un visage, au milieu de tous, devint dangereuse, les gens en vinrent à s'alarmer aux plus petits signes.

Certains, plus émus que les autres et sentant qu'ils pourraient mal résister à ces services de renseignement, aimèrent mieux collaborer avec eux plutôt que de perdre à la fois leurs biens et leur vie, et tombèrent à devenir délateur à leur service, augmentant de ce fait la pression sur les autres membres du *Block*, et favorisant ainsi à ce que d'autres agissent comme eux et deviennent délateurs à leur tour. Le réseau de renseignement en vint à reposer ainsi, petit à petit, sous cet empire de la terreur, sur la collaboration de la population elle-même, qui contribua par cette sorte de mécanisme à accroître sa propre oppression, ce qui offrit l'occasion au régime, avec des moyens bien moins considérables que ceux dont il aurait fallu disposer pour épier la population tout entière, d'y parvenir cependant.

Sur les lieux de travail, il existait des réseaux de surveillance similaires; les travailleurs allemands étaient embrigadés dans un syndicat unique, le front allemand du travail, le *Deutsche Arbeitsfront*, au sein duquel les représentants des travailleurs jouaient le rôle des *Blockleiter*. De ce fait, chaque usine pouvait être comparée à un *Block*, les employés y étaient l'objet d'une surveillance étroite; contrôlés par des représentants des travailleurs, les hommes se surveillaient les uns les autres sur leurs lieux de travail, comme les gens le faisaient à leurs domiciles.

Sous l'apparence d'organisations diverses, de semblables réseaux de renseignements, fondés sur un tel mécanisme, furent partout créés, regroupant les juristes, les universitaires, les médecins, les artistes, les sportifs. Tandis que la société était saignée de ses opposants politiques, ce régime de terreur obligea inconsciemment chacun à acquérir des réflexes d'auto-contrôle, afin de se montrer en conformité avec le régime, ce qui entraîna petit à petit la majorité de la population à intégrer les principes politiques du nazisme dans sa pensée.

L'organisation du réseau de renseignement allemand appelle un commentaire. En Allemagne, l'organisation administrative séparait complètement l'appareil de renseignement de l'appareil de répression. A partir de 1934, le renseignement ne dépendait plus que du *Sicherheitsdienst* (S.D.) de Heydrich, qui auparavant était chargé du renseignement des unités SS, et qui devint alors le service de renseignement politique du parti nazi. Le S.D. était chargé du renseignement politique, mais n'avait pas de pouvoir exécutif. Il transmettait ses informations à la Gestapo, qui intervenait seule pour procéder aux arrestations, interrogatoires, exécutions, internement dans les prisons et dans les camps.

Pour dire quelles sont les raisons de cette séparation, il faut considérer que lorsque quelques tyrans imposent leur joug à un pays par la force, ils s'exposent à tomber sous la dépendance de leur police politique pour se maintenir au pouvoir; car c'est elle qui bride ceux qui se tournent contre le régime, et empêche qu'aucune organisation ne soulève tout le pays à se révolter. A la limite, lorsque la classe dirigeante ne doit plus sa survie qu'à l'existence de la police politique, elle perd son indépendance et une partie de son pouvoir à son profit, à tel point qu'une telle police peut facilement accroître son influence jusqu'à ce que ses diri-

geants aient l'occasion de renverser les dictateurs eux-mêmes, lorsque tout ne dépend plus que d'elle, et de se substituer à eux. Petit à petit, les milieux du renseignement et les milieux politiques se confondent. La séparation, je pense, entre le réseau de renseignement allemand et l'appareil de répression, servait les intérêts des hauts dirigeants allemands, et avait, me semble-t-il, surtout pour objet d'affaiblir la Gestapo et d'éloigner ce danger.

L'exemple du renseignement allemand montre que les réseaux de renseignement procèdent toujours d'une construction plus vaste, dont on ne peut pas se faire une idée claire sans examiner l'ensemble de l'appareil politique, de même que demeureraient incompréhensibles la forme et l'usage d'une pièce d'un appareillage mécanique, si elle en était dissociée.

Or, c'est une opinion répandue que de croire que l'absence d'une organisation de répression clairement visible entraîne l'absence d'un appareil de renseignement; au contraire, un même service de renseignement pourrait fort bien exister sous des régimes politiques différents; admettre qu'un appareil de renseignement comparable au S.D. n'existe pas, sous prétexte qu'un organisme de répression tel que la Gestapo n'est pas clairement visible, c'est commettre une méprise entre l'existence d'un appareil de renseignement et l'usage que l'on s'est déterminé à faire des renseignements ainsi collectés.

Les régimes politiques ne diffèrent pas tant par leurs services de renseignement que par l'usage qu'ils font des informations acquises par ces services; il est manifeste que la fin est toujours la même, reconduire les milieux dirigeants dans leur pouvoir, ce qui diffère, c'est ce que réclame la situation pour les y reconduire, qui détermine l'usage que l'on fait des informations que

l'on possède, usage qui dépend de la nature du pouvoir politique.

En Allemagne, où un pouvoir totalitaire s'était emparé de l'État, et où tout donc reposait sur la force, l'enjeu du renseignement était de guider efficacement la répression, pour agir de manière à précéder le fait même qu'une opposition organisée n'apparaisse. Dans toutes les dictatures, on devra s'attendre à trouver un pareil engrenage entre un appareil de renseignement et un appareil de répression; dans les autres systèmes politiques, où la logique du pouvoir n'est pas la même, le renseignement est utilisé de façon différente, et d'autres engrenages interviennent.

2. L'informatique.

Après la guerre et la victoire des alliés, les systèmes politiques furent bouleversés en Europe. Dans les pays capitalistes libérés, l'appareil de répression du nazisme, ainsi que l'appareil de renseignement, disparurent. Mais, bien que leur fonctionnement politique fût radicalement différent, les régimes occidentaux ont conservé certains rouages des régimes totalitaires des années trente, et notamment l'appareil de renseignement, qu'ils ont reconstruit différemment, et qui est réapparu au sein d'un univers politique nouveau.

L'innovation révolutionnaire qui se produisit après la guerre, en matière de renseignements, fut l'invention de l'ordinateur. Il n'est pas inutile de revenir sur le fonctionnement de l'ordinateur, parce que l'on a longtemps prétendu faussement qu'il n'était qu'un simple outil de calcul numérique.

Le principe de l'ordinateur est de donner une signification abstraite au courant électrique qui circule dans un conducteur. Soit le courant passe, soit il ne passe pas. On peut imaginer de donner une signification à cette information très simple, par exemple en la formalisant en deux nombres, 0 et 1, codant l'information numériquement, en base deux. On pourrait tout autant symboliser les deux états du conducteur par des lettres, comme A et B par exemple.

Avec un code de ce genre, qui n'est que la traduction de la réalité physique du courant électrique qui circule dans une petite partie du mécanisme de la machine, les nombres, mais surtout les informations non-numériques, purent être codés. Ainsi, puisqu'il n'y a que deux états possibles pour un conducteur (le courant électrique circule ou il ne circule pas), un ensemble d'impulsions électriques générées par huit conducteurs distincts peut par exemple coder 2^8 informations différentes, parce que les huit conducteurs peuvent se trouver dans 2^8 états différents. Si chaque information est une lettre, un chiffre, etc., ce petit groupe de huit conducteurs peut ainsi servir à coder 256 caractères. Il est clair qu'une telle logique multiplicative va bien au-delà du codage nécessaire pour le calcul numérique. Pour cette raison, dès l'origine, l'ordinateur fût une machine de traitement universelle de l'information, dépassant le rôle d'un calculateur numérique.

Cette machine de traitement de l'information fût cependant appelée *computer* ou calculateur par les anglo-saxons, et cette dénomination fut longtemps à l'origine d'une confusion, car elle faisait référence uniquement aux capacités de calculs de la machine. Les ordinateurs furent présentés à l'origine comme des machines capables de réaliser des calculs fantastiques, voir même d'apporter des solutions à certains problèmes. Mis au point durant les années 1940, les ordinateurs

n'avaient pourtant pas d'autres fonctions que d'acquérir et de conserver une grande quantité d'informations dans leurs mémoires, afin de les trier, de les classer, et de les ordonner. Ils ne servirent en réalité à faire des calculs numériques qu'à leurs origines.

Par ses possibilités de codage des informations non numériques, l'ordinateur devint l'une des inventions les plus inquiétantes qui aient vu le jour durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Au milieu des années trente, le S.D. de Heydrich disposait déjà d'un fichier contenant plusieurs centaines de milliers de dossiers, chacun concernant un homme. Une machine perfectionnée contenait les dossiers et servait aux agents du S.D. pour les retrouver rapidement, un mécanisme interne à l'appareil récupérant automatiquement le dossier correspondant, lorsqu'un nom était tapé sur une machine sténographique. Mais cette somme d'informations ne pouvait pas être traitée autrement que par les membres du S.D. eux même, ce qui en ralentissait nécessairement l'utilisation, et ce qui limitait le contenu des dossiers. Les régimes politiques ultérieurs, en construisant les premiers ordinateurs, réalisèrent l'outil qui manquait à Heydrich, et qui allait bien au-delà même, en servant à l'acquisition, à la conservation et au traitement d'une somme colossale d'informations.

Dès ce moment, l'informatique fut l'objet d'un effort de recherche considérable, engendrant des développements et des progrès constants durant des décennies.

A coté de l'augmentation de la capacité de traitement et de mémorisation de l'information au sein de l'ordinateur, le problème fût de parvenir à la numérisation des informations les plus dignes d'intérêt, du point de vue du renseignement, afin qu'elles soient immédiatement assimilées par les ordinateurs pour être traitées;

et donc, il fallait réaliser la numérisation du son, et de l'image.

Une étape décisive fût franchie lorsque l'on réussit à transmettre une conversation téléphonique le long d'une ligne avec un signal numérique, ce à quoi l'on parvint en codant selon une certaine fréquence la forme du signal en base deux, c'est-à-dire dans le langage des ordinateurs. Progressivement, les réseaux téléphoniques cessèrent alors de transmettre des signaux analogiques, et toutes les communications furent transmises sous la forme de signaux numériques.

L'espionnage des réseaux de télécommunications n'a été rendu possible que par l'existence de l'ordinateur et de la numérisation des sons; autrefois, lorsque le signal transmet le long des lignes était analogique, et qu'il n'y avait pas le secours des ordinateurs, il aurait fallu, pour épier l'ensemble du réseau téléphonique, procéder à l'enregistrement de chaque conversation avec un magnétophone sur une bande magnétique, et mobiliser pour chacune d'elles un homme à l'écoute, ce qui aurait rendu la tâche impossible par l'ampleur des moyens à mettre en œuvre.

Mais, une fois que le fonctionnement du réseau téléphonique fut fondé sur la propagation des signaux numériques, de tels signaux, parce qu'ils n'ont plus vocation à être enregistrés avec un magnétophone, mais qu'ils sont destinés à être enregistrés avec les supports de mémoire des ordinateurs, permirent dès lors de sauvegarder facilement l'ensemble des communications qui empruntaient le réseau. Et, une fois que les communications sont intégrées dans un système informatique, des programmes peuvent alors travailler en aval sur chacune d'elles, pour identifier par exemple la voix, et définir le sujet de la conversation, et ainsi trier toutes les communications, sans qu'il soit nécessaire pour

parvenir à ce but de déployer des moyens démesurés en hommes et en matériel.

En conséquence de ces innovations technologiques, qui réalisait le dessein, en un mot, de transformer les communications pour les mettre toutes sous forme de signaux numériques, parce que les ordinateurs ne peuvent travailler qu'avec des informations de cette nature, tous les appareils utilisant les lignes téléphoniques (tels que les téléphones, télex, ordinateurs, etc.), devinrent, du point de vue du renseignement, *les périphériques d'un réseau informatique servant à l'acquisition de l'information*.

A l'issue de cette période, on dissémina alors toutes ces sortes de périphériques, en très grand nombre, au sein du peuple, périphériques qui ne tardèrent pas à gagner la faveur du public: téléphones portables, ordinateurs individuels, etc. se répandirent partout. Les milieux dirigeants élargirent l'usage de l'informatique sans rencontrer de difficultés, parce que le peuple n'en discernait pas l'intérêt politique et ne songeait pas que cela puisse lui nuire. Pour mieux étouffer la vigilance de la population, on commercialisa des micro-ordinateurs de très faible puissance pour le grand public, qui s'en fit un amusement et accueillit une telle nouveauté avec satisfaction.

Simultanément, on vit surgir d'autres périphériques, ainsi que d'autres moyens obligeant à utiliser les périphériques d'un réseau informatique, répandus par dizaines de millions d'exemplaires, comme les cartes à puce bancaires, les porte-monnaie électroniques, les cartes de prêt informatiques dans les bibliothèques, etc. La population s'y accoutuma peu à peu, et en vint à les employer couramment et familièrement au plus près de sa vie quotidienne, sans soupçonner que cette technologie pouvait être employée à l'acquisition des informations concernant leurs utilisateurs. Grâce à la

miniaturisation des moyens de stockage de l'information, les données purent être conservées dans les mémoires des systèmes informatiques. L'édification du réseau fût poursuivie dans l'esprit *d'une numérisation universelle des informations personnelles*.

Les réseaux informatiques envahirent donc les banques, les administrations, les grandes sociétés privées, les bibliothèques, et la population elle-même, tout cela se réalisant dans l'idée de numériser dans la plus ample mesure toutes les informations possibles.

Les informations ainsi obtenues sont d'une remarquable précision; un téléphone portable, par exemple, outre le fait qu'il intègre les conversations dans un réseau informatique, permet de localiser son utilisateur dans un carré de quelques centaines de mètres, même lorsque son téléphone n'est pas en communication, à cause des ondes électromagnétiques qu'il émet constamment à l'état de veille. Sans en avoir conscience, les citoyens, bagués par ces appareils, à la manière de ces animaux que les biologistes étudient dans leurs travaux, non seulement trahissent leurs communications, mais encore leurs déplacements, qui sont enregistrés et conservés.

La technologie de la numérisation de l'image se développa parallèlement à celle de la numérisation du son. Les images provenant des caméras, des appareils de photographie, etc., qui envahissent de plus en plus les lieux publics, ne sont plus enregistrées sur des films photographiques, mais sur les supports de mémoire des ordinateurs.

Le principe de la numérisation de l'image consiste à coder chaque point d'une image en fonction de son intensité lumineuse, sur une échelle de valeur allant par exemple de 0 à 255, le noir et le blanc étant affectés à chacune de ces deux valeurs, tandis que les valeurs intermédiaires représentent des niveaux de gris

plus ou moins accentués. La superposition des trois couleurs de base, le vert, le bleu et le rouge, codées chacune selon cette logique par un nombre binaire sur l'échelle de leur intensité lumineuse, permet d'obtenir en chaque point de l'image toutes les autres couleurs, ou, plus précisément, $2^{8+8+8} = 2^{24}$ couleurs différentes, soit plus de seize millions de couleurs, ce qui est suffisant pour numériser tous les détails visibles par l'œil humain.

Des programmes informatiques purent alors traiter ces données numériques, dans une logique similaire à celle des programmes qui travaillent sur les sons numériques, c'est-à-dire pour analyser toutes sortes d'informations collectives ou individuelles.

Les réseaux informatiques infiltrèrent les partis politiques, les syndicats, la presse, les milieux économiques, les milieux universitaires, la justice; les données recueillies permettent également de s'informer sur la vie privée et sur la personnalité des citoyens, sur leurs opinions politiques, religieuses, sur leur vie professionnelle, leur situation financière, leurs univers culturels, etc.

Les données personnelles sont surtout utiles pour cerner l'infime minorité de ceux qui sont susceptibles de disposer d'un pouvoir ou d'une influence sur le peuple, qu'ils soient hommes politiques, juges, journalistes, intellectuels, leaders syndicaux, dignitaires religieux, artistes, comédiens, sportifs. Le passé d'un homme, sa personnalité et ses relations peuvent être connus avant même que, de basse ou de haute extraction, il ne surgisse dans la vie publique et n'acquière quelque autorité ou influence.

L'information se rapportant à un même citoyen est divisée entre les différents réseaux informatiques, elle est fragmentée. Défragmenter l'information, c'est-à-dire parvenir à recueillir en un seul dossier les

informations appartenant à tous les réseaux, est le propre de l'activité des services de renseignement. La tâche est simple dès lors que l'on a infiltré les différentes sociétés et les administrations qui les recueillent, par ce moyen, les réseaux s'interpénètrent. Dans ce dessein, les responsables de la sécurité des grands groupes privés, tels que les banques, sont souvent d'anciens hauts fonctionnaires de police, ou des militaires, désignés à ces postes moins pour leurs compétences, que parce qu'ils ont conservé des contacts avec leurs anciens milieux, et qu'ils sont précieux pour échanger les informations.

Il se reconstitua ainsi un réseau de renseignement sur le même modèle que celui qui existait avant la guerre, c'est-à-dire selon une architecture qui permet de collecter l'information en continue et de quadriller la population tout entière.

Étant donné que le peuple n'ambitionne pas le pouvoir des milieux dirigeants, que la multitude n'a que des prétentions obscures, et que les démêlés politiques se dénouent d'habitude sans violence, parce que les litiges disparaissent avec le vote des lois, cette situation fait qu'au contraire des régimes totalitaires où les tyrans aspirent à un pouvoir absolu, et où le peuple désire se libérer de leur joug, le renseignement est collecté sans semer l'effusion de sang, ni causer aucun trouble. Et, parce qu'il n'existe aucun organisme de répression politique de large envergure, et que les enquêtes doivent être instruites par l'autorité judiciaire, sous l'égide d'une constitution libérale et respectueuse des droits de l'homme, les citoyens sont d'autant moins soucieux de l'activité de ces réseaux qu'ils n'en soupçonnent pas même l'existence.

La spécificité de cette situation politique rend le renseignement incommode à exploiter pour les milieux dirigeants; la difficulté pour eux de juger des mesures

les plus avisées à prendre, d'apprécier de quelle manière il faut procéder, et même s'il faut seulement réagir, une fois que d'importants renseignements sont collectés, est un problème difficile à résoudre, et sur lequel il est dangereux pour eux de se prononcer.

En tenant compte de nombreuses précautions, le dessein général du renseignement, dont les réseaux informatiques sont le principal élément, est d'anticiper sur tout ce qui pourrait mettre en péril les instruments du pouvoir politique: banques, médias, économie des monopoles, système des partis politiques.

Les informations émanant du renseignement peuvent alimenter des enquêtes dont l'objectif est d'identifier d'éventuels sujets de troubles et de prévoir quels peuvent être le devenir et l'issue de leur développement. S'il s'agit de nouvelles formes d'influence, cela permet d'anticiper leurs naissances et de les engendrer à la place des autres, en devançant leur action, ou de s'en assurer le contrôle; s'il s'agit d'un mécanisme qui gêne le pouvoir ou le fonctionnement des banques, des médias, ou d'une opposition dirigée contre le pouvoir économique ou contre la constitution du système politique, on empêche le mouvement de germer ou le mécanisme de se développer en l'isolant des médias, des sources de financement et de tout ce qui est nécessaire à son extension, en cas d'ultime gravité, si les troubles sont encore loin de la connaissance du peuple, on peut utiliser la force, de manière à causer, par l'un ou l'autre de ces moyens, son démantèlement ou son avortement.

Les milieux dirigeants utilisent aussi le renseignement pour anticiper et prévoir, à l'occasion, quelles peuvent être le déroulement et l'issues des investigations des juges, ou des recherches des journalistes, s'ils sont impliqués dans des affaires devenues gênantes parce qu'elles sont parvenues jusqu'aux oreilles du peuple.

Par une enquête promptement menée, en découvrant avant eux tels documents compromettants, ou en identifiant tels témoins gênants de l'affaire, il est possible d'infléchir les événements, on peut alors détruire des documents ou des preuves, ou révéler des faits nouveaux, et au besoin dessaisir un juge d'un dossier, changer éventuellement de service un ou plusieurs fonctionnaires de police, bref, prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que les enquêtes de la justice par exemple, n'aboutissent à leur terme, ou pour les conduire aux conclusions que l'on souhaite.

3. Du danger des services de renseignement.

Les investigations des services de renseignement connaissent d'autant plus de succès qu'elles sonnent des hommes sans lumière et à l'esprit corrompu; la perte de vigilance du peuple pour la liberté et l'indifférence qui se répand pour la constitution de l'État, les dérèglements de notre temps, l'oubli de l'histoire, l'avilissement des mœurs, toutes ces circonstances ont permis au renseignement moderne de se développer, et d'affecter la population entière.

Certes, comme je l'ai dit, l'exploitation de l'information ne peut être qu'infime et superficielle, à cause de la nature du pouvoir politique; elle ne peut concerner que les citoyens et les organisations dont le rôle est fort important, parce qu'il est impossible de disposer d'une armée assez nombreuse pour intervenir partout; dans les démocraties occidentales, c'est une tâche impossible. Seul le régime d'une dictature permet de déployer une police politique assez considérable par ces moyens et ces effectifs pour faire planer sur le peuple la menace d'intervenir dans l'intimité de chaque famille, en occident, c'est une hypothèse irréaliste, les

renseignements sont collectés, donc, mais ils demeurent inexploitable en grand, la finesse de leur détail s'oppose à l'impossibilité d'édifier une institution capable d'en user.

Il est certain, par ailleurs, que ceux qui peuvent jeter le péril sur les milieux dirigeants sont toujours assez habiles pour ne pas se risquer à être confondus par le renseignement informatique, ou assez rusés pour y incorporer des fables utiles à leurs entreprises, ce qui amoindrit la valeur des informations ainsi recueillies et ébranle leur fiabilité.

Pour toutes ces raisons, il me semble que le réseau qui existe en occident a surtout pour dessein de dissuader les esprits révolutionnaires d'utiliser les moyens modernes de communication et de financement, comme les réseaux de télécommunication et les banques, plutôt que de les démasquer, pour ainsi les priver des moyens de se développer et de devenir dangereux.

Néanmoins, les réseaux de renseignement tels qu'ils ont été conçus en occident, avec le secours de l'ordinateur, sont le type même des réseaux dont l'ampleur est d'autant plus considérable que le pouvoir politique évolue à être moins démocratique, ils constituent un instrument politique qui à davantage sa place dans une dictature que dans une république. Les détails recueillis sur la vie de chacun sont inouïs, *le désir de collecter des informations personnelles sur chaque citoyen, et de les stocker dans les mémoires d'un système informatique procède, d'un point de vue politique, du désir d'anticiper sur la pensée.*

Or, le dessein d'anticiper sur la pensée et sur le comportement des hommes procède du seul appétit d'un pouvoir excessif et tyrannique, il est manifeste que l'unique intérêt de cette sorte d'anticipation est d'accroître jusqu'au dernier degré le pouvoir des

milieux qui en disposent contre les citoyens, en agissant contre ceux dont la pensée ne se conforme pas à l'orthodoxie du régime, en les anéantissant.

Certes, il faudrait une foule de circonstances exceptionnelles et un enchaînement d'événements très graves pour que l'on assiste à un changement de système politique, que la République soit dissoute et remplacée par un système totalitaire, pourtant, de tels bouleversements, bien que rares, ne sont pas impossibles; dans le passé, le capitalisme, pour prévenir par exemple le développement du communisme, a engendré les systèmes fascistes. Aussi est-il, à mon avis, fort dangereux et irresponsable d'avoir élaboré une technologie du renseignement assez performante pour épier chaque citoyen, et de surcroît est-il plus périlleux encore de s'efforcer de la développer sans cesse; ce qu'elle met en péril, c'est la liberté, et le risque est grand que tôt ou tard, les circonstances apparaissent ici ou là où elle s'avérera funeste et accablante. Et cela, d'autant plus qu'il sera simple pour un gouvernement de construire de semblables réseaux de renseignement, tant la population s'y est habituée et tant la situation présente constitue un funeste précédent.

La force d'un État et sa capacité à endiguer les menaces intérieures ne reposent pas sur le renseignement, mais d'abord sur la probité de ses citoyens et sur leur valeur morale, sur leur soumission aux lois et sur leur désir de défendre la République, sur leur attachement à la liberté et à la justice, dispositions que l'on acquière lorsque l'éducation est bonne, bâtie sur une instruction philosophique qui conduit à la connaissance du bien. Or, parce que l'État est mal constitué, et parce que l'essentiel des pouvoirs n'y est pas démocratique, mais issu du contrôle des banques, des médias, des grands groupes de sociétés, dont l'influence dépasse celle des milieux politiques régulièrement élus, toutes

sortes de fausses vérités ont envahi les esprits, ce qui a rendu possible la naissance de tels réseaux, dont l'utilité potentielle ne peut être d'un secours que pour les pouvoirs non-démocratiques.

Et, parce qu'il est à craindre qu'avec l'obscurantisme régnant, les réseaux de renseignement ne deviennent plus importants et plus pointus, c'est une disposition pressante, à moins de perdurer dans le désir de vouloir mettre en péril grave la liberté, que de désinformatiser toutes les informations concernant la vie privée des citoyens, c'est-à-dire de procéder à la dénumérisation des réseaux téléphoniques, des fichiers bancaires, des fichiers des administrations, des fichiers des bibliothèques, etc. Pour cela, la tâche n'est pas aussi ardue qu'il n'y paraît; dès lors que l'on révèle au peuple ces vérités, et que l'inconscience une fois dissipée, les esprits se reprennent, de tels réseaux ne pourront guère se maintenir; ils ne sont apparus, je crois, qu'au sein d'une population qui a oublié la réelle signification de la liberté.

A cet égard, j'en profiterais pour poser la question suivante: est-ce pour cette raison que les médias s'efforcent de mettre en scène quantité d'acteurs et de figurants qui se distinguent surtout par leurs comportements excentriques, la manière dont ils sont affublés, et le besoin de choquer par les apparences qu'ils se donnent à eux-mêmes, et dont le peuple fait aussitôt ses héros? Que les modes soient portées à élever les habits les plus libres dans leur aspect, que partout, les moyens de communication de masse portent le peuple à s'acquérir les langues les plus grossières et les coutumes les plus inhabituelles? Que le peuple rivalise, sur ces modèles, à imiter ce qui est le plus extravagant, insolite et absurde?

Toutes ces extravagances que les médias colportent, en examinant non leur matière, mais les pensées qu'en aval elles font surgir dans les esprits, il me semble qu'à la fin, le peuple, abreuvé de telles images, finit par croire que la liberté est le privilège, d'après ces modèles, de s'enfoncer quand on le désire dans les comportements les plus absurdes et les situations les plus ridicules, et que la liberté consiste moins dans le respect de pouvoir tenir des propos qui exposent la vérité, et le respect qu'aucune entrave ne s'impose dans la vie privée des citoyens, que dans la considération qu'ils puissent user de leur fantaisie pour s'habiller, se déshabiller, parler, chanter et danser.

L'usage des ordinateurs, en règle générale, ne devrait jamais excéder les tâches industrielles et technologiques.

Aussi, pour éviter ces menaces, toute république bien constituée doit interdire qu'aucun citoyen ni qu'aucune organisation, en dehors des administrations de l'État et de leurs stricts besoins, ne puisse recueillir des informations sur la vie privée des autres citoyens; une telle disposition doit être inscrite dans la constitution de l'État, et engendrer des lois qui condamnent lourdement ceux qui les enfreignent.

ELOGE DE LA REPUBLIQUE

Ce qui est assurément le plus nuisible à un État est une autorité dont la force n'est pas bridée par une autre, qui en amoindrit la puissance; peu importe, au reste, l'origine politique d'un tel pouvoir, ceux qui en disposent, demeurant seuls, ne tardent pas, excités par l'ambition, à le fortifier par tous les moyens, et à en abuser de mille façons, de telle manière que tout ce qui tombe sous leur autorité finisse par ne se mouvoir qu'en faveur de leurs propres intérêts, et non pour celui de la communauté.

Aussi, les États organisés sainement sont ceux-là seuls qui sont constitués en républiques, c'est-à-dire les États dans lesquels les législateurs ont veillé à diviser les pouvoirs de telle manière à ce que l'influence des uns soit limitée par celle des autres, ce qui leur confère une stabilité, et en général, une puissance supérieure à celle des autres États, étant donné que le peuple ne travaille pas pour quelques-uns, mais pour la communauté tout entière, et que l'équilibre réalisé entre les pouvoirs y maintient la liberté. Tous les autres États, qui ne sont pas constitués en républiques, sont viciés dès leurs fondements mêmes.

Les idéologies politiques engendrent les plus grands désastres, dès lors qu'elles ébranlent les principes mêmes de la République, c'est-à-dire dès qu'elles font germer, sous le prétexte d'une philosophie politique, un pouvoir excessif qui n'est bridé par aucun autre. L'exemple le plus remarquable que rapporte l'histoire récente est celui des régimes communistes, improprement dénommés républiques, sous les termes de « républiques populaires », « républiques socialistes » ou « républiques démocratiques »; dans tous ces régimes, comme dans tant d'autres qui se dénomment faussement républiques, les pouvoirs sont concentrés et n'appartiennent qu'à quelques-uns, et à cause de leur mauvaise constitution, ils ne tardent pas, peu après leur naissance, à se muer en dictatures.

Aussi, nombreux sont ceux qui refoulent loin d'eux l'idéologie politique qui les a engendrés, alors que souvent, ce n'est pas tant la philosophie politique qui y règne qui a précipité leur ruine, que leur mauvaise législation, c'est-à-dire la mauvaise constitution de l'État. Sur l'exemple des régimes communistes, je dirais que la collectivisation des moyens de production est souvent très avantageuse, lorsqu'elle n'est que partielle, c'est-à-dire lorsque le pouvoir économique est partagé, j'alléguerais à cet égard l'exemple de la France, où les entreprises en situation de monopole, après la guerre, furent nationalisées, ce qui offrit à la nation l'opportunité salutaire de se restructurer et de se développer efficacement, sans que ne surgisse un pouvoir économique nuisible à la société.

Donc, presque tous les maux que les sociétés ont endurés procèdent de leurs mauvaises constitutions, qui ont autorisé, par la concentration des pouvoirs, les excès qui ne tardent pas d'en surgir; je ne vais pas, ici, illustrer cette vérité par des exemples, étant donné que d'autres l'ont fait infiniment mieux que je ne saurais le

faire moi-même, je me bornerais à conseiller la lecture et la bonne intelligence des *vies des douze Césars* de Suétone, qui illustrent à mon sens le mieux un tel propos.

Il n'y a qu'une seule exception au régime de la République qui soit profitable à la communauté, c'est lorsqu'en des circonstances exceptionnelles, une menace très grave pèse sur la société tout entière, et que pour y remédier, la séparation des pouvoirs soit un obstacle, par la lenteur qu'elle impose au fonctionnement de l'État et par les dissensions qu'elle peut engendrer, circonstances dans lesquelles il est préférable de confier des pouvoirs exceptionnels à un citoyen, libre de prendre toutes les mesures qui lui semblent bonnes pour conjurer le péril.

Néanmoins, même dans les situations d'exception, les pouvoirs du dictateur doivent être bornés strictement par la législation, pour limiter le risque de le voir abuser de son autorité; il ne doit pas lui être possible de modifier la constitution, d'édicter des lois dont le dessein s'écarte de la conjuration du péril, de dissoudre les assemblées, ni d'accéder de sa propre autorité à la dictature, comme c'est le cas en France, par exemple, dans le cadre de l'application de l'article 16 de la Constitution; de plus, les pouvoirs d'exception ne devraient être conférés que pour une durée limitée, au mieux de plusieurs mois, délai après lequel le dictateur devrait déposer son pouvoir, quitte à être reconduit par les représentants élus du peuple, notamment les assemblées, à son poste, si une menace assez grave et exceptionnelle perdurait.

Enfin, au sein de la République doit régner la démocratie, en ce sens que le pouvoir des autorités doit émaner du suffrage libre de la population, et que n'importe quel citoyen puisse briguer légalement les charges de l'État, en ayant à sa disposition les moyens

raisonnables pour le faire, afin qu'il règne une liberté de pensée suffisamment sûre pour offrir au peuple le choix des hommes qui incarnent au mieux les aspirations selon lesquelles il souhaite être gouverné.

Étant donné que ce qui fait la grandeur et la puissance d'un pays, ce sont avant tout les bonnes lois qui y règnent, tous les états ainsi constitués sont supérieurs aux autres, dont la législation n'assure pas l'équilibre des pouvoirs.

Il me semble donc utile, ces principes étant admis, d'examiner plus précisément l'état de la démocratie et de la République dans le monde occidental, en s'attardant plus particulièrement sur l'exemple de la France.

En ce qui concerne l'état de la démocratie, la Constitution française établit que *le pouvoir appartient au peuple, qui l'exerce par la voie de ses représentants et du référendum*. Qu'en est-il dans la réalité?

Tout d'abord, je dirais qu'il existe une incohérence manifeste entre l'exercice d'un pouvoir et sa délégation, si l'on ne s'entend pas clairement au préalable sur la nature des mesures que doivent prendre ceux à qui l'on a délégué son pouvoir.

Or, le mal qui règne dans notre société est que les citoyens, lors des élections, ne sont pas appelés à se prononcer sur un programme politique, que la loi imposerait aux élus de mettre en œuvre, par le vote des lois et leur application; le pouvoir qu'exerce le peuple se borne à choisir ses représentants, mais non à leur imposer de suivre une ligne politique; le peuple ne peut proposer aucune mesure, aucune loi, il peut seulement désigner tel citoyen qu'on lui présente à briguer telle charge.

Les élus donc, n'ont légalement aucun compte à rendre des décisions qu'ils prennent et des lois qu'ils votent, ni le gouvernement des décrets qu'il impose; le

peuple ne choisit pas la manière dont il souhaite être gouverné, mais seulement par qui il est gouverné.

Cet état de fait procède, je crois, du bien-être qui règne dans la société occidentale; les citoyens, délivrés du besoin, même si relativement, la pauvreté se répand, ont accès à un niveau de vie suffisamment confortable pour tolérer d'être amputés de leur droit d'exercer le pouvoir, et d'être limités au choix d'un groupe chargé de définir pour eux les buts collectifs, la direction vers laquelle doit tendre la société, et la manière par laquelle sera réalisé ce dessein.

A cet égard, je crois que les médias jouent un grand rôle pour imposer au peuple cette abnégation, certes mal vécue collectivement mais tolérée, par la manipulation mentale suivante, que je crois bon d'exposer dans une courte digression.

Il est de coutume que les médias diffusent continuellement des informations en provenance des pays du tiers-monde, par exemple pour couvrir telle guerre, telle famine, et en règle générale, tous les autres maux qui y règnent, si bien que devant de tels discours et images, les esprits sont ébranlés, et cela, malgré que la situation dans ces pays soit sans rapport direct avec le fonctionnement politique interne des états occidentaux, à cause du fait que ces misères interpellent chacun au nom même de l'humanité.

Posons-nous la question: quelles sont les pensées qui vont germer dans les esprits qui ont été soumis aux quasi-expériences qui traitent de cette matière?

Assurément, cela fera surgir l'idée que l'éloignement de la guerre, de la famine, de la maladie, de l'indigence et de tous les autres fléaux de ce genre, qui règnent dans ces pays, est un privilège de très grande valeur, et que le mode de vie et le confort qui règnent dans la société occidentale ne justifient pas que l'on requiert à la liberté d'exercer son pouvoir, dans une

audace aventureuse, pour réformer les mécanismes politiques par lesquels le peuple se sait être gouverné.

La délégation donc, du pouvoir auquel le peuple consent, qui revient en réalité à y renoncer, est accepté, je pense, pour ses motifs, bien que personne n'en ait pleinement conscience, et il me semble que pour que le peuple en vienne à tenter l'aventure de vouloir plus précisément mettre en œuvre son droit, et la démocratie, il n'y viendrait qu'en éprouvant les misères qu'il redoute.

Néanmoins, les citoyens s'accommodent mal de cet état de fait, qui me paraît particulièrement dangereux, parce que leurs aspirations sociales réelles étant éloignées de la manière dont ils sont gouvernés, ils finissent par ne plus accorder aucun crédit aux élections, et à mépriser la classe politique, qu'ils reconnaissent pour corrompue, étant donné qu'elle gouverne non selon la volonté du peuple, mais selon sa propre volonté, habituellement imposée par les milieux économiques.

Aussi, c'est la notion même de citoyenneté qui est sacrifiée à ce mécanisme politique, en même temps que s'érode la démocratie. La démocratie n'est plus le gouvernement du peuple par le peuple, mais le gouvernement d'un petit groupe sur la communauté tout entière, que la société tolère pour des motifs matériels.

L'origine de ce mal provient aussi, assurément, du trop grand pouvoir dont disposent les élus. Il n'est pas nécessaire, pour remédier aux défauts dont je viens de parler, de faire de grands changements et bouleversements; il devient seulement impérieux d'appliquer la Constitution telle qu'elle est, avant que le mal engendré par l'excessive liberté des élus n'ait fait de trop grands progrès, *en votant des lois qui rendent obligatoire le recours au référendum*, dans maints domaines de la vie politique, à l'échelle de la nation, de la région, et même de la commune. Et, pour que les citoyens réapprennent

ainsi le sentiment de l'importance des affaires publiques, il convient de rendre obligatoire l'inscription sur les listes électorales, et obligatoire d'exercer son droit de vote aux élections, soit en condamnant à de faibles amendes ceux qui manquent à ce devoir, soit en récompensant ceux qui n'y manquent jamais.

Le modèle dont il faut s'inspirer est celui de la Suisse, où le référendum est appliqué pour quantité de questions; par ce biais, les hommes deviennent responsables, et sont prompts à réapprendre la citoyenneté, ce qui renforce considérablement la richesse et la puissance de la nation, car tous les dommages sociaux qui procèdent de la violence, du vandalisme, de l'éclatement de la communauté, sont exacerbés pour une large part par le sentiment d'être soumis à un pouvoir dont l'aspect démocratique n'est qu'un simulacre. Car lorsque les hommes sont régulièrement appelés à se prononcer sur des affaires qui les touchent au quotidien, ils deviennent respectueux des biens et des structures de la société, tandis que lorsqu'on les leur impose à leur insu, ils sont portés à les mépriser.

Est-ce pour cette raison que les Suisses ont acquis, bien au-delà de leurs frontières, une réputation de propreté?

Il est clair que si le référendum n'est mis en œuvre dans les nations occidentales que de manière exceptionnelle, hormis en Suisse, c'est parce qu'il bride le pouvoir des assemblées; pour cette raison, les élus redoutent et haïssent le référendum, qui dévalorise leur prestige, ils ne l'utilisent que pour faire admettre de grands bouleversements qu'ils éprouvent ne pas pouvoir imposer autrement.

Aussi, je dis que la seule manière de restaurer la démocratie à la place qu'elle doit avoir dans la société, est d'établir des lois qui imposent aux assemblées que les mesures les plus considérables qu'elles ont votées

soient, comme en Suisse, soumises au référendum. Cette simple mesure permettrait d'accroître déjà considérablement la puissance et la richesse de la nation, car il est infiniment plus avantageux pour la communauté que le gouvernement gouverne à des citoyens, et non à des individus qui ne se plient à l'autorité qu'en apparence et par la crainte des lois.

Ensuite, il ne me semble pas que la démocratie puisse s'exercer dans une société où les techniques de communication de masse sont employées à dessein pour mettre en œuvre les manipulations mentales que j'ai exposées dans un précédent chapitre, afin de diriger la volonté du peuple à son insu, et d'orienter sa liberté.

Dans cette situation, *il est impérieux d'établir une censure*, et, afin qu'elle ne mette pas en péril la liberté, mais la serve au contraire, elle doit être bâtie sur le principe suivant.

Il convient que des citoyens, élus ou nommé dans une nouvelle charge, celle de *censeurs*, essentiellement en fonction de leur compétence intellectuelle à démêler les manipulations mentales qui sont misent en branle par la propagande et par les médias, soient investis d'un pouvoir *législatif limité*, indépendant de celui des assemblées, pour rédiger des lois interdisant la diffusion de telles ou telles catégories de programmes ou d'images mentales par les médias, les livres ou la presse.

Afin de n'œuvrer que pour la liberté de pensée, les censeurs doivent être contrôlés par d'autres citoyens, élus pour des temps très brefs, et exclusivement chargés de contrôler leurs revenus et leur patrimoine, et au besoin, investis d'un pouvoir exécutif, afin de les protéger des menaces et des périls qui pourraient peser sur eux.

Ces lois doivent dans tous les cas être soumises au référendum du peuple; et susciter un débat public qui offre à chaque esprit l'opportunité de creuser les mécanismes ainsi mis à jour; il me semble en effet que les citoyens ne manqueront pas d'accepter spontanément de telles lois, dès lors que les censeurs s'emploieront à en justifier l'application en mettant à nu les manipulations mentales qu'ils ont découvertes, et les avantages que telles catégories de citoyens appartenant à la classe dirigeante en recueillent, ainsi que les périls que cela engendre pour la société, car comme je l'ai dit ailleurs, sitôt que les mécanismes de telles manipulations sont dévoilées, sitôt elles échouent, et le peuple, ainsi informé, est alors prompt à s'enflammer contre ceux qui ont voulu le manipuler, et détourner les biens de la société à leur seul avantage.

Je ne reviendrais pas à nouveau sur le péril que fait courir à la démocratie l'existence du pouvoir économique, ayant déjà eu amplement l'occasion de le faire ailleurs; il me semble plus utile d'examiner, en deuxième lieu, l'état de la République dans les pays occidentaux, en prenant à nouveau pour exemple la France.

Le pouvoir qui, assurément, représente le plus grand danger pour la République est le pouvoir économique, car il n'est bridé par aucun autre; et, parce que la demande qui l'engendre ne se borne pas aux frontières de la nation, il est supranational; en face, les lois intérieures ne sont que d'un faible secours pour s'y opposer, à cause de leur manque de portée, ainsi qu'à cause de la corruption et de l'argent qui viennent en troubler l'action.

Aussi, fort limitée est la liberté des citoyens contre ce pouvoir, étant donné qu'en outre les moyens de communications de masse, la presse, les partis politiques et les banques sont sous sa domination, avec le

temps, les contre-pouvoirs aux milieux économiques se sont amoindris en proportion de son développement toujours croissant.

Malgré l'emprise excessive qu'un tel pouvoir impose à la société, mon avis est qu'il ne faut pas en réformer trop considérablement les mécanismes, et en laisser l'action perdurer sans n'y rien changer sur le fond. Et cela pour deux raisons: la première, la moins importante à mes yeux, est la richesse qu'il engendre pour les citoyens, la seconde, qui est la seule assez considérable pour en justifier l'existence, est qu'il équilibre efficacement le pouvoir de l'État.

L'existence du pouvoir économique, aux mains d'un petit groupe de personnes distinct des milieux politiques, qui tissent leur empire par-delà les frontières des nations, offre l'avantage d'éloigner le péril des conflits internationaux; comme ceux qui ont déchiré l'Europe dans le passé, à cause des liens économiques qui unissent les nations développées entre elles, et de l'intérêt des milieux économiques, dont l'empire n'est plus national, mais international. Les guerres ne sont plus directement une menace, et grâce à l'existence du pouvoir économique, aucun conflit n'est venu ébranler l'Europe depuis 1945.

Il me semble, en effet, que lorsque l'on veut éviter la guerre, la meilleure solution est de construire des alliances avec ceux que l'on redoute, et que lorsque l'on veut s'assurer le plus fermement de l'alliance d'une autre nation, la seule solution me semble être de la rendre dépendante de nous.

J'illustrerais cette vérité par l'exemple de Hiéron, souverain de Syracuse, qui dans l'antiquité se lia avec Rome, dont la puissance menaçante était bien plus considérable que la sienne, dans une alliance qui évitait à ses états de passer sous le joug des Romains. Les Siciliens conçurent habilement de nouer cette alliance, tan-

dis que les deux grandes puissances, Rome et Carthage, se bataillaient la suprématie en Méditerranée; ils réussirent à demeurer libres, par leur traité avec Rome, en s'efforçant par ailleurs d'entretenir toujours des relations avec Carthage, convaincus que l'alliance avec Rome ne durerait qu'autant que la rivalité entre les Romains et les Carthaginois demeurerait. Ils s'efforcèrent donc de maintenir les Romains dans leur dépendance, en mettant tout en œuvre pour créer une situation telle qu'entre les deux adversaires il n'y ait ni pour l'un ni pour l'autre, l'opportunité d'être vainqueur.

Je n'ignore cependant pas que la guerre, dans le monde capitaliste, apparaît surtout comme une solution à une crise économique, pour maintenir les milieux dirigeants dans leur hégémonie, mais le développement de l'économie a atteint un tel degré de concentration que des mesures de planification concertées telles qu'elles existent entre les grandes sociétés, rendent moins dangereuse l'apparition d'une crise. Aussi, il me semble que globalement, l'existence d'un pouvoir économique supranational permet de juguler les risques de conflits, qui sont le premier fléau qu'un législateur sage doit savoir éviter à tout prix pour son pays.

Il me semble donc que l'équilibre des pouvoirs qu'il faut maintenir, pour faire perdurer la République, est l'équilibre entre le pouvoir de l'État, et le pouvoir économique; le premier servant les intérêts des citoyens, le second, ne servant que les intérêts de quelques hommes, mais offrant à la société une certaine garanti pour éviter des conflits tels que ceux qui ont ensanglanté l'Europe au XXème siècle, ce qui n'est pas, pour la société, un moindre avantage.

On ne voit plus, donc, surgir des politiques nationalistes, et les États, être les rivaux les uns des autres; les nations sont maintenant interdépendantes, à cause de l'existence de l'empire économique, la

construction de l'Europe, qui a pour principal mérite d'éloigner la guerre, en liant les pays européens par des intérêts économiques, réalise ce dessein. Aussi, il me semble qu'il ne faudra jamais, à l'avenir, dissocier la puissance et la grandeur de la France de la construction de l'Europe, qui apporte une paix durable, ce qui est, je crois, pour une nation le premier fondement de la puissance.

Néanmoins, il convient en retour que le pouvoir économique n'accroisse pas trop démesurément son emprise contre l'État, car alors, il n'y a plus de démocratie; et le remède est pire que le mal; pour remédier à ce péril, il faut nationaliser les entreprises qui sont en position de monopole dans la nation, et prévoir un article de la constitution qui en interdit la privatisation, afin que l'État demeure une puissance capable de limiter celle des milieux de l'économie; il faut en outre étouffer tous les dangers qui affaiblissent l'État, comme la régionalisation des pouvoirs, et les clauses inutiles à la poursuite de ce dessein qui envahissent les traités internationaux, et toutes les autres choses de cette nature, dès lors qu'elles dépouillent l'État de sa souveraineté sur la nation, ou l'affaiblissent dans son essence, et veiller à ce qu'aucun changement sur de tels sujets ne soit possible sans référendum national.

L'un des pièges les plus dangereux à éviter est de vouloir doter l'Europe d'une constitution politique inféodant les constitutions nationales; jamais la France n'éprouverait de plus grand péril que la menace d'être dépouillée de l'inaltérabilité et de la suprématie absolue de sa constitution; le pouvoir politique disparaîtrait au profit du pouvoir économique, qui pourrait tout corrompre, étant donné l'hétérogénéité des peuples en Europe et les difficultés insurmontables qu'ils connaîtraient pour s'unir. L'Europe, donc, doit servir uniquement comme espace d'un marché économique, pour

éviter la guerre; et il faut veiller à tout prix, au contraire, à renforcer parallèlement les démocraties nationales, et leur indépendance. Cette opposition est la seule voie salubre, elle est dans la nature même de la république, elle oppose des pouvoirs dans le dessein d'en équilibrer les forces, afin d'assurer la liberté et la prospérité.

Dans toutes ces questions, il faut garder à l'esprit qu'il convient de faire preuve d'une grande prudence dans les réformes, car il faut savoir tolérer un pouvoir dont la charge n'est pas excessive, et éviter de le réformer sans un mûr examen, et n'entreprendre des réformes que pour adapter les institutions et les lois de la République à la situation du présent, afin de la faire perdurer, en ayant pour dessein de parvenir à réaliser un équilibre entre le pouvoir de l'État et le pouvoir économique qui puisse persister durablement, dans le but d'assurer à la société le développement, la liberté, et la sécurité, tout en gardant comme objectif que les lois instaurées dans l'État doivent avoir pour fin ultime de susciter la vertu parmi les citoyens.

Je n'ai fais ici qu'aborder ces questions, et bien d'autres choses dans de nombreux domaines resteraient encore à dire, mais c'est un autre problème que de décrire ce qui est, à la manière d'un observateur impartial, et que d'établir ce qui devrait être, comme le ferait un législateur. Établir quelles sont les meilleures institutions pour la République, et quelle est la meilleure législation pour l'État, est peut-être la question la plus difficile, la plus haute et la plus délicate qui soit, mais elle ne s'accorde pas, je l'ai dit, avec le sujet que j'ai choisi d'éclaircir, aussi n'a-t-elle pas de place à être traité dans cet ouvrage. En voilà donc assez, pour le moment, en ce qui concerne la République.

DEUXIEME PARTIE

J'ai rassemblé ici différents textes qui sont utiles à éclairer d'autres sujets qui se rapportent à l'exercice du pouvoir, ou à l'économie politique, et qui sont un complément pour rendre plus distinct encore ce que j'ai dit jusqu'ici.

Je n'ignore pas que certains d'entre eux auraient pu faire l'objet d'un développement, ou même d'une théorie plus vaste, et qu'ils traitent tous de sujets forts différents; mais sous cette forme ils ont le mérite de soulever des problèmes précis et de les éclaircir, aussi, à défaut d'être exempts d'imperfections, et de satisfaire pleinement les esprits, au moins j'espère que sous cette forme, ils ne me feront pas encourir le blâme.

I. Considérations concernant l'histoire.

La raison pour laquelle il faut s'appliquer du mieux que l'on peut à l'étude de l'histoire, est qu'une telle étude permet d'acquérir les fruits de l'expérience que d'autres hommes n'ont acquis qu'à leurs dépens et qu'au terme de leur vie, alors que l'on peut, sans prendre de risques, et sans pour autant n'avoir eu à subir les événements dont on a le loisir de tirer les leçons, acquérir une expérience en fort peu de temps par un examen des événements du passé.

Toutefois, pour celui qui étudie l'histoire et qui en attend cette sorte d'avantage, en particulier en matière de politique, il est de la plus haute importance d'examiner tout d'abord ce que l'on peut considérer comme vrai dans les récits historiques, et ce qui paraît y être douteux, afin de ne pas en tirer des enseignements erronés.

Ce qui assure aujourd'hui la plus grande considération aux récits historiques est qu'ils sont fondés sur des faits certains et solidement assurés; les historiens travaillent animés par un esprit scientifique, en cherchant des preuves, au travers de documents, d'archives, etc., pour établir des faits. Ils n'accordent donc à une hypothèse de devenir fait historique qu'autant qu'ils disposent de documents ou d'autres témoignages qui

établissent de manière irréfutable que l'hypothèse coïncide vraiment avec les faits tels qu'ils se sont effectivement déroulés.

Mais, bien qu'étant fondée sur des preuves, il me semble que l'histoire, bâtie de cette manière, n'est pas totalement fiable, parce que les événements certains et assurés étant peu nombreux par rapport à l'ensemble des événements du passé, reconstituer le passé à partir de ces seuls événements, c'est-à-dire relier ces événements entre eux en considérant les uns comme des causes, et les autres comme des effets, est une reconstruction dont l'exactitude est invérifiable; le risque est grand même qu'elle soit tout à fait fausse, parce que rien ne prouve qu'il n'existe pas des événements qui aient joué un grand rôle, parmi ceux qui n'ont laissé aucune trace pour la mémoire; et même que, parmi eux, ne résident les véritables causes et principes premiers des autres événements, bien qu'ils demeurent inconnus et ignorés, parce que la preuve qu'ils se sont bien déroulés a été détruite, a disparu ou a été dissimulée.

Il faut ainsi considérer d'une part que le passé est unique, et d'autre part que les événements du passé dont nous possédons la preuve qu'ils se sont bien déroulés, peuvent, du fait qu'ils n'en constituent que d'étroits fragments, servir à la construction de plusieurs passés différents; et qu'il est impossible de démêler si la reconstruction élaborée coïncide vraiment avec le passé réel dans lequel ces événements se sont déroulés.

On peut posséder, pour une période de l'histoire, de nombreux documents, de nombreux témoignages, de nombreuses preuves, et plus on en possède, plus l'incertitude sur le contenu de cette période de l'histoire s'amointrit, mais jamais au point que l'on puisse certifier qu'il n'existe pas quelque cause inconnue qui puisse expliquer ces événements différemment, et dont la preuve ne nous est pas parvenue.

Donc, à chaque événement du passé, il n'existe pas dans le présent, un document qui à chaque fois en conserve le souvenir, ou un témoin encore vivant qui en aurait gardé la mémoire.

Au contraire, les témoins et les documents qui existent, permettent de rendre compte, pour une époque donnée du passé, d'un ensemble de faits qui sont bien moins nombreux que l'ensemble des événements qui se sont déroulés, au cours de cette époque, pris dans leur totalité.

Sur un intervalle du temps, on peut donc considérer deux ensembles: l'un, qui est celui des événements qui se sont déroulés dans cet intervalle, et l'autre, inclus dans le premier et beaucoup plus petit, qui est celui des événements qui se sont déroulés et qui ont laissé une trace de leur existence pour la mémoire.

C'est seulement sur la base de ce deuxième ensemble d'événements qu'est élaborée l'histoire moderne telle qu'on en fait le récit.

L'histoire est reconstituée à partir d'un *fragment* du passé. Avoir une confiance aveugle dans les récits historiques, *c'est commettre une confusion sur la nature de la preuve: la preuve que certains événements se sont bien déroulés dans le passé, n'est pas la preuve que l'histoire reconstituée à partir de ces événements est une image fidèle et véridique du passé.*

Or, les éléments perdus sont, au regard de l'histoire, soit des causes, soit des effets. Lorsqu'un élément perdu est un effet, l'histoire demeure compréhensible, mais lorsqu'il s'agit d'une cause, elle perd toute logique véritable.

L'histoire fait amplement le récit des grands événements dont les témoins ont été nombreux; de tels événements sont presque infalsifiables, parce qu'ils ont impliqué des populations entières, et qu'ils ont engendré des conséquences individuelles nombreuses et in-

contrôlables, au regard des preuves qu'elles laisseront pour le futur. Mais au fur et à mesure que l'on remonte vers les causes de ces événements, le nombre d'individus impliqués diminue, c'est-à-dire que les possibilités de déguiser ou de maintenir sous le secret les faits augmentent, et, à cause de cela, il faut être prudent sur la nature réelle des causes que l'on attribue à l'histoire.

L'histoire peut ainsi ignorer les faits déterminants d'une époque, comme les décisions politiques, dont les autres événements ne sont que les conséquences, parce que les hommes qui y ont participé ont voulu les entourer d'un secret particulier, et qu'à cet effet, ils ont pris soin de veiller à ce qu'ils ne soient conservés nulle part.

Il est manifeste que l'histoire, pour le peuple, est toujours tacitement considérée comme une image véridique et fidèle de l'ensemble des faits essentiels qui se sont déroulés à une époque antérieure, et non pas, comme elle devrait l'être, considérée comme une histoire *incomplète*.

L'enseignement de l'histoire est organisé de telle manière à ce qu'elle soit appréhendée comme l'image d'un passé total; *il s'agit alors d'une reconstruction qui substitue le fragment du passé que l'on connaît aux éléments perdus*. De ce fait, sous cette forme son enseignement ne peut être que néfaste, et ne conduire qu'à éloigner l'esprit de la vérité, car l'histoire n'est pas une résurgence totale du passé, qui permettrait d'en comprendre pleinement la signification.

Il reste que l'histoire étant une reconstruction dont le contenu dépend des seuls événements historiques qui sont étayés par des preuves, il devient possible d'en programmer le contenu, dès lors que l'on est assez puissant pour se réserver la connaissance et l'usage des preuves qui attestent que tel ou tel événement s'est bien déroulé dans le passé.

De ce fait, programmer l'histoire, ou contrôler le passé, c'est contrôler le sous-ensemble des événements du passé qui ont laissé une preuve de leur existence pour la mémoire.

Contrôler ce sous-ensemble, c'est rendre publiques ou maintenir secrètes, selon sa volonté, les preuves décisives qui établissent que ces événements se sont bien déroulés.

Les milieux dirigeants, en occident, ne peuvent pas contrôler la totalité de ce sous-ensemble, comme cela peut survenir dans une dictature, et réécrire l'histoire, comme ce fut le cas, par exemple, en URSS sous Staline, mais ils en contrôlent toujours ordinairement une partie.

La partie qu'ils contrôlent concerne les causes des événements, dans lesquelles ils sont les seuls impliqués.

En temps ordinaire, il est de règle que les décisions de haute politique soient entourées par le secret, elles n'ont pas pour nature d'être conservées ou archivées. Pendant les périodes de crise et de guerre, où, à cause des troubles que cela engendre, ce qu'il y avait de plus dissimulé en temps ordinaire peut devenir saillant, on renforce le secret par des mesures exceptionnelles, par exemple en interdisant l'accès ultérieur aux archives pendant une longue période, de l'ordre de cinquante ou cent ans.

Quels sont l'intérêt et le bénéfice, pour les milieux dirigeants, de manipuler l'histoire et de contrôler le passé?

Pour le peuple, l'histoire est essentiellement une réponse au désir que chacun éprouve de savoir pourquoi la société existe telle qu'elle est maintenant, afin de mieux en saisir l'essence et de mieux comprendre l'origine et les causes des événements qui se déroulent

dans le présent, et ainsi de mieux cerner et éclaircir, individuellement, sa propre histoire.

Les récits historiques, en tant que réponse à ces questions, vont induire dans l'esprit de chacun l'élaboration de pensées sur la nature même de la société, sur l'origine du rôle qu'on y tient, et sur les raisons de la subordination des citoyens aux règles juridiques, économiques, et sociales particulières qui y règnent.

Partant de ce point, et étant donné que la soumission des citoyens à l'ordre social est, sur le fond, le dessein essentiel de la classe dirigeante, qui n'agit elle-même que dans le but de se maintenir indéfiniment au pouvoir, il est de l'intérêt naturel des milieux dirigeants d'influencer le contenu des récits historiques, dans la mesure du possible, de telle manière à ce qu'ils induisent dans l'esprit du peuple l'élaboration des pensées les plus favorables possibles à leur pouvoir et à la conservation de leur hégémonie.

On y parvient en veillant à ce que la reconstruction du passé soit élaborée à partir des seules preuves qui engendrent des récits historiques conformes à ce but, c'est-à-dire capables de se substituer aux événements indésirables.

On parvient ainsi, par le contrôle du passé, à affermir son pouvoir dans le présent. D'un point de vue politique, *le contrôle du passé et les manipulations concernant l'histoire doivent être considérés comme une méthode de maîtrise de la pensée.*

L'histoire offre souvent l'aspect d'une mosaïque impossible à reconstituer, parce qu'il y manque des éléments, devenus invisibles, qui ont été perdus pour la mémoire.

N'est-il pas possible, cependant, de rechercher les éléments perdus de l'histoire, en utilisant les éléments qui sont connus et solidement assurés?

Si, lorsque l'on considère les éléments qui sont connus et certains du passé, on s'aperçoit qu'il n'est pas possible de les séparer de telle manière à ce que les uns soient les causes vraisemblables des autres, on peut supposer que s'ils paraissent incohérents et inconciliables à la logique des causes et des effets, c'est parce que les causes de l'histoire telles qu'on les attribue aux événements sont fausses, mais qu'ils y en a d'autres, plus véritables, que l'histoire n'a pas conservées.

L'histoire n'est alors qu'un fragment du passé. Il me paraît utile dans ce cas, pour mener la recherche des éléments perdus, d'émettre des hypothèses telles que, lorsqu'elles viennent s'insérer dans le cours de l'histoire, au titre des éléments manquants, elles doivent respecter la règle que *l'illogisme ne doit pas s'insérer dans la trame des événements entre les causes et les effets*. Ces hypothèses ont alors pour objet de guider la prospection, afin de trouver des preuves, pour établir des faits.

Si l'on admet que le déroulement des faits dans l'histoire suit plus aisément cette logique de cause à effet que l'illogisme, de cette manière, lorsque les événements connus sont nombreux, et inconciliables par leur invraisemblance, cette méthode est bien adaptée, car les possibilités de leur trouver une cause commune logique sont peu nombreuses.

Les incohérences dans l'histoire de la seconde guerre mondiale. (En matière d'exemple).

Je vais prendre pour exemple la manière dont l'histoire remonte des effets pour fonder quelles furent les causes de la seconde guerre mondiale et des grands événements qui s'y déroulèrent, en ne considérant que

les faits connus et assurés de cette époque, afin d'observer par l'examen attentif de quelle manière on a bâti un récit historique en allouant à certains de ces faits avérés d'être des causes premières; pour déterminer si de tels rôles, outre les preuves, ont été fondés sur la raison, ou si de tels récits demeurent obscurs, parce qu'ils peuvent appartenir à des passés différents, sachant que la fortune des récits historiques au sein du peuple procède moins de la rationalité que du fait que les hommes en admettent le contenu sans réfléchir, étant donné le peu de disposition naturelle qu'ils ont à rechercher minutieusement les choses par leur propre réflexion.

En ce qui concerne la seconde guerre mondiale, et afin d'apporter des éléments utiles aux raisonnements qui vont suivre, il me semble tout d'abord nécessaire de développer quelques commentaires sur le traité de Versailles.

Pour ce qui est de l'esprit dans lequel le traité de Versailles fût rédigé, et de l'application qui en fut faite dans l'intervalle entre les deux guerres, je ferais les observations suivantes. En ne considérant que l'intérêt de la nation, voici, à mon avis, quelle aurait dû être la politique de la France: le démembrement de l'Empire d'Autriche était souhaitable, car outre qu'il faisait disparaître un ennemi puissant, de ses cendres surgissaient deux nouveaux états en Europe centrale, et l'extension de deux autres. Ces états, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, d'une part, la Serbie et la Roumanie d'autre part, étaient tous issus des minorités opprimées sous le règne des Habsbourgs, aussi, comme ces peuples y avaient toujours éprouvé la puissance de l'Empire, et désiraient en être délivrés, il était certain qu'ils allaient devenir les plus ardents défenseurs du traité de Versailles, ce qui se produisit en effet.

La bonne politique pour la France, après avoir créé ces états, était de veiller à *ce qu'ils n'acquièrent jamais ni grande autorité ni grande puissance*, et de s'instaurer leur protecteur, en se réservant la possibilité de conclure des alliances militaires avec chacun d'entre eux, au cas où des liens d'amitié réels avec l'Allemagne n'auraient pas pu être établis. En joignant à ces alliances la Pologne, dont la position réclamait de l'aide, l'ensemble de ces états formait la frontière orientale de l'Allemagne. Aux premiers signes de troubles, bridés par leurs faiblesses extérieures, ils auraient fait bloc avec la France, ce qui aurait constitué un sérieux contre-pouvoir à l'Allemagne. Il fallait seulement calculer leur puissance pour qu'elle fût trop faible seule pour résister à l'Allemagne, mais telle qu'une fois unie avec celle de la France elle la dépassa de loin.

La paix de l'Europe reposait sur la solidité interne des états de l'Europe centrale et sur le rapport des besoins et des contraintes qui allait peser sur eux pour fonder alliances et coalitions militaires. A cet égard, la Pologne demandait le plus d'attention, car elle était écrasée entre ses deux anciens dominateurs, l'Allemagne et la Russie. En particulier, si la Russie n'apparaissait pas comme un partenaire digne de confiance contre l'Allemagne, et si la paix demeurait précaire, il fallait soutenir fermement la Pologne. Ainsi, l'Allemagne aurait pu juger de la détermination de la France à respecter ses alliances et à soutenir les faibles, et cela sans que cette politique contre la Russie ne puisse devenir dangereuse, car ces deux pays n'ont pas de frontière commune et la Russie est loin de la France. Une coalition entre la Russie et l'Allemagne était un risque que l'on ne pouvait pas empêcher, elle était inscrite dans la carte, et elle eut lieu de toute façon lors de l'invasion de la Pologne en 1939.

De leur côté, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Serbie, qui ne pouvaient pas réellement se développer contre l'Allemagne, instruites de la fidélité affirmée à ses alliés par la France, et du zèle qu'il aurait fallu déployer à cet égard, seraient devenues des alliés donnant toute leur confiance à la France. Ainsi la France, au lieu d'avoir une seule armée, aurait pu d'un coup se retrouver à la tête de cinq.

Le couloir de Dantzig était une absurdité qui n'affaiblissait pas l'Allemagne; c'est le génie militaire et politique de l'adversaire qui affaiblit, et non pas des tracés sur des cartes. Aussi fallait-t-il y renoncer et sacrifier tout d'abord l'accès de la Pologne à la mer. Il fallait absolument établir des frontières qui ne séparaient pas ou le moins possible le peuple allemand, car en faisant cela, on n'affaiblissait pas l'Allemagne, on ne faisait que reproduire ailleurs l'affaire française de l'Alsace-Lorraine. La conséquence essentielle que l'on devait en redouter était un affaiblissement des nouveaux états que l'on venait de créer, en leur laissant des causes de troubles à l'intérieur et des causes de tension à l'extérieur. Le risque de *l'Anschluss* dû à l'éclatement de l'empire d'Autriche était secondaire. Enfin, il fallait faire la paix avec l'Allemagne en créant avec elle des liens réels d'amitié et en allégeant autant que possible les dommages de guerre (17), tout en contraignant par la force sa démilitarisation, au besoin en maintenant des troupes sur place. Il fallait tendre la main à la paix et opposer une coalition de fer à la guerre. Ainsi, ce n'est qu'au cas où son évolution politique eut été incontrôlable que l'Allemagne se serait vue mise en face d'une alliance militaire supérieure à elle.

Sur le plan intérieur, il fallait au plus tôt prendre conscience du désastre militaire et de l'incapacité des commandants de l'armée. Ce ne sont pas les généraux français qui ont gagné la guerre, mais l'effet mécanique

d'une supériorité des forces due à l'entrée en guerre des États-Unis. En conséquence, il fallait éliminer au plus vite les commandants de l'armée et les remplacer par de véritables généraux, par des hommes d'exception à rechercher sans relâche, capables de gagner une guerre au cas où elle se présenterait. Car ce n'est pas le nombre des canons qui fait la force d'une armée, mais les hommes qui sont à sa tête. Comme l'a écrit Bonaparte, « la présence du général est indispensable; c'est la tête, c'est le tout de l'armée: ce n'est pas l'armée romaine qui a soumis la Gaule, mais César; ce n'est pas l'armée carthaginoise qui faisait trembler la République aux portes de Rome, mais Hannibal, ce n'est pas l'armée macédonienne qui a été sur l'Indus, mais Alexandre; ce n'est pas l'armée française qui a porté la guerre sur le Weser et sur l'Inn, c'est Turenne; ce n'est pas l'armée prussienne qui a défendu sept ans la Prusse contre les trois plus grandes puissances de l'Europe, mais Frédéric le Grand ». Les Allemands, qui avaient compris cela, corrigèrent l'incompétence de leurs généraux, ils placèrent de grands hommes à la tête de leurs armées et transformèrent ainsi leur défaite en victoire; les Français, noyés dans leur incompétence et se croyant à la tête de la plus grande armée du monde, ne modifièrent en rien leur commandement militaire; ils firent de leur victoire une défaite. Et quand vint le moment décisif où la guerre ne pouvait plus être repoussée, les aigles n'étaient pas du côté français. Voilà, à mon avis, la politique que la France aurait dû poursuivre. Rien de tout cela n'était imprévisible; bien au contraire. La situation eut été tenable et même favorable sur le continent, en dépit de l'isolement de l'Angleterre.

Ainsi ceux qui ont rédigé le traité de Versailles auraient dû le faire dans l'esprit de construire en Europe centrale des états dépourvus de faiblesse interne, c'est-à-dire ne contenant pas de minorités allemandes, et

disposés à fonder des alliances militaires à cause de leurs faiblesses extérieures, qui auraient dicté leur politique étrangère. L'idée de couper le peuple allemand en plusieurs morceaux était mauvaise, car cela ne l'affaiblissait pas, cela ne faisait que créer des mécontents, qui plus tard se réuniraient.

Une telle politique, cependant, était ardue à mettre en œuvre, car je n'ignore pas que la constitution de l'état français était médiocre, ainsi que celle de ces états nouvellement créés, et de ceux du monde occidental en général. Les hommes politiques, derrière lesquels se dérobaient par prudence les milieux dirigeants capitalistes, pour rendre plus supportable au peuple leur irrévocable pouvoir, étaient écartelés entre l'intérêt de ces milieux et l'intérêt de la nation; les premiers désiraient ardemment que l'on épargne dans la plus ample mesure l'Allemagne, afin d'y maintenir sans trop de difficultés un pouvoir capitaliste, dont ils leur convenaient que la force soit d'autant plus consistante qu'elle éloignait d'eux la menace de la révolution russe; le peuple, quant à lui, ne pouvait trouver de réelle sécurité que dans la politique dont j'ai exposé le contenu précédemment. Finalement, l'influence des milieux capitalistes triompha, et la politique qui fût menée par la France ne fût dirigée que dans le dessein de préserver les seuls intérêts de la classe dirigeante capitaliste.

Pour ce qui est de l'application du traité de Versailles, dans les années qui suivirent la première guerre mondiale, je dirais donc ceci, que l'erreur, sans doute, que les Français commirent, ne fût pas tant causée par leur manque de clairvoyance en politique étrangère, que par la mauvaise constitution des états occidentaux. Car en effet, pour que le traité fût respecté, il fallait qu'il soit assez largement soutenu par les alliés; alors qu'il me semble que l'attitude des Anglais et des Américains était, au-delà de leurs propres considérations nationales,

surtout inspirée par le désir de ne pas saigner l'Allemagne, dans la crainte que la misère et que tous les autres maux qui auraient alors accablé le peuple, dont la situation était déjà fort malheureuse, n'en viennent à soulever les esprits et à engendrer une révolution communiste, dont chacun redoutait dans les milieux capitalistes qu'elle ne déborde les frontières de la Russie.

Cette crainte régnait aussi parmi les milieux politiques français, qui comme je l'ai dit, parce que la constitution de l'État était mauvaise, furent écartelés entre deux politiques, celle, d'une part, qui servait l'intérêt national et celui du peuple, qui consistait à faire appliquer le traité de Versailles, et celle, d'autre part, qui intéressait les milieux dirigeants capitalistes, qui consistait à ne pas faire endurer à l'Allemagne de trop vifs revers, de crainte de voir s'étendre une révolution qui menaçait leurs intérêts et jetait le péril sur leur existence même.

Il est manifeste qu'au cours des vingt années qui suivirent la signature du traité de Versailles, tout fût mis en œuvre pour rétablir l'Allemagne dans son ancienne puissance, on renonça à lui réclamer des dommages de guerre, on autorisa qu'un pouvoir fasciste s'y installe, l'armée française demeura totalement sous-équipée en matériel, tandis qu'aux yeux et à la connaissance de tous les milieux politiques européens, l'Allemagne se réarmait pour la guerre, et se dotait de moyens très considérables, le service militaire y fût réintroduit, on abandonna la rive gauche du Rhin, quant aux alliés, on les abandonna purement et simplement.

En 1922, on observa l'Italie passer sous la coupe d'un pouvoir fasciste, sans prendre aucune mesure, ni n'en avoir prise aucune auparavant pour empêcher que ce mal n'y fit de tels progrès, en 1936, on laissa la guerre civile d'Espagne se dérouler, sans y intervenir

militairement pour y maintenir la République; au contraire laissa-t-on les armées allemandes et italiennes s'y aguerrir, par le soutien que ces pays apportaient à Franco. Finalement, on assista, après l'Anschluss et les accords de Munich, qui abandonnaient la Tchécoslovaquie à l'Allemagne, et ruinaient auprès des pays d'Europe centrale la crédibilité de la France, une situation identique à celle d'avant 1918 réapparaître; à l'est, le bloc des empires centraux s'était, pour ainsi dire, reconstitué, en outre, l'Italie fasciste et le régime de Franco représentaient de nouveaux périls, si bien que la situation devint à tel point alarmante pour la France qu'elle était, à la veille de la guerre, menacée d'une invasion sur trois fronts.

L'histoire donc, telle qu'elle est enseignée, ne fait jamais référence à l'influence déterminante des milieux capitalistes dans ces événements, et ignore d'éclaircir quels étaient les intérêts de la classe dirigeante qui régnait en Europe, mais invoque pour cause à la renaissance de la puissance de l'Allemagne l'attitude timorée des hommes politiques français et anglais, en leur accordant, autant l'impéritie qu'une pleine indépendance de décision, ce qui est proprement stupide, mais ce que le peuple accepte par crédulité, parce qu'il n'est pas de coutume, en France, de reconnaître l'existence d'autres pouvoirs que ceux qui sont régulièrement élus, et parce que la foule retient surtout l'opinion du peuple et du soldat, et les intérêts qu'ils éprouvaient, sans s'efforcer de fixer son attention sur les seuls intérêts de la classe dirigeante, qu'il faut examiner au contraire si l'on veut voir clair dans les causes de l'histoire, comme dans le fonctionnement du présent.

Donc, lorsque l'on examine, dans les récits historiques qui traitent de la période de l'entre-deux-guerres, quels sont les faits connus et assurés, puis de quelle manière à ces faits on a alloué à certains le rôle

de causes, et à d'autres celui d'effets, il est manifeste qu'ils sont inconciliables. Tous les événements dont j'ai parlé, ne peuvent en aucun cas s'expliquer par l'impérialité, la crainte de la guerre ou le manque d'audace des dirigeants français; non seulement il est impossible qu'aucun homme d'État ait pu ignorer ce qu'il allait advenir de la France, en conduisant de pareilles menées, mais encore est-il impossible que l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne aient pu connaître de telles évolutions politiques, sans qu'elles ne fussent désirées par les milieux dirigeants français et anglais. Je n'ignore pas que la politique dont j'ai parlé, notamment en Europe centrale, aurait été à quelque égard, parfois ardue à mettre en œuvre, dans de jeunes états souvent tenaillés par des discordes politiques intérieures, mais elle n'était pas impossible à réaliser; en tout cas était-elle la seule qui œuvrait pour l'intérêt de la France.

Aussi, l'hypothèse qu'il me semble pertinent de soulever, étant donné la nature des politiques étrangères de la France et de l'Angleterre, dans un contexte où par ailleurs la puissance de l'industrie allemande, épargnée par les malheurs de la première guerre mondiale, surpassait dangereusement celle de la France, qui avait souffert, elle, du conflit, et qui aggravait et rendait presque irréparable le rapport des forces, l'hypothèse, dis-je, est que les milieux capitalistes franco-anglais aient joué un grand rôle dans la genèse des puissances fascistes en Europe, pour ne pas dire qu'ils en furent les premiers principes, dans le dessein de se délivrer du péril de la révolution communiste, et dans l'espoir que le régime de Staline succomberait lors d'une deuxième guerre mondiale, où tous les efforts de l'Europe continentale seraient tournés, après un bref remaniement à l'ouest, contre l'URSS.

Je pourrais avancer encore de nombreux faits qui font planer le doute sur la crédibilité des causes de l'histoire à cette époque, dont je n'étendrai pas ici l'analyse, parce que ce n'est pas le propos de cet ouvrage; néanmoins, on se souviendra notamment qu'à la veille de l'offensive allemande sur Sedan, en mai 1940, le renseignement militaire français avait réussi à s'emparer en totalité et en détail du plan Manstein, le plan d'invasion Allemand à l'ouest, grâce à un espion, dont la fiabilité était sûre, eu égard aux renseignements qu'il avait fournis lors de l'invasion de la Pologne, et où étaient décrits la marche des armées, le franchissement des Ardennes par les *Panzerdivisionen*, l'attaque sur Sedan, sur la Belgique et sur la Hollande, le rôle et la disposition de chacune des divisions allemandes durant l'offensive, et cela, trois semaines avant qu'elle ne survienne.

On réfléchira encore sur l'ordre formel donné par Hitler, contre l'opposition véhémement de ses généraux, de stopper l'offensive et de ne pas s'emparer de Dunkerque, et donc de ne pas détruire l'armée anglaise, répit extraordinaire qui permit au corps expéditionnaire anglais de réembarquer en catastrophe.

Il est clair qu'Hitler n'aurait jamais pu donner un tel ordre sans qu'il fût pénétré de la certitude absolue de pouvoir en retour conclure la paix avec les Anglais, sentiment qui n'a pu s'élaborer qu'au cours de négociations secrètes ayant eu lieu avant l'offensive allemande, dans le dessein de leur épargner de trop lourdes pertes qui eurent été préjudiciables à de telles négociations, parce que la paix était profitable aux milieux dirigeants anglais, en apparence, pour renforcer les armées du Reich sur le futur front de l'est.

L'emportement d'Hitler, peu de temps après, devant le refus par l'Angleterre d'accepter ses propositions de paix, laissent augurer qu'il fût trahi par les

Anglais, et l'on peut aisément pousser le raisonnement pour émettre l'hypothèse qu'il n'y avait pas la volonté politique, pour les milieux capitalistes franco-anglais, d'empêcher l'invasion de l'Europe, mais que la France une fois envahie, les Anglais ne conclurent pas la paix avec l'Allemagne, moins, à mon avis, pour récolter les fruits de l'économie de guerre, qui résorbait la crise, que par crainte que la guerre n'engendre à l'est une extension du communisme, si d'aventure l'Allemagne ne parvenait pas à anéantir l'URSS. Et cela, afin de se réserver la possibilité d'ouvrir un second front à l'ouest, plus tard, si la situation l'exigeait, c'est-à-dire si l'Union soviétique sortait victorieuse du conflit et étendait son influence en Europe centrale, pour menacer le continent tout entier, en débarquant alors sous le prétexte de combattre l'Allemagne afin de libérer les pays occupés. On vit par la suite, en effet, les alliés débarquer en Normandie, mais seulement quand ces événements survinrent, c'est-à-dire quand la guerre tourna au désavantage des Allemands, et que l'Armée Rouge réalisa une grande progression en Europe centrale, que rien ne semblait plus pouvoir endiguer.

On se souviendra aussi des propositions allemandes d'alliance avec les forces anglo-américaines, lors de l'invasion du Reich par les armées de l'URSS, pour combattre le communisme, et du voyage surprenant de Rudolf Hess en Angleterre (18).

Les hypothèses que j'ai avancées requièrent des preuves, bien qu'il soit extrêmement peu probable d'en découvrir, étant donné que si de tels événements ont eu lieu, ils n'ont assurément laissé aucune trace. De telles hypothèses se rapportent à des faits dont l'existence a été *possible*, non seulement parce que les archives et les témoignages connus n'en contredisent pas l'éventualité, mais en outre parce qu'elles sont beaucoup plus vraisemblables pour expliquer de telles archives et

témoignages, c'est-à-dire les faits connus en général, que les autres causes retenues tacitement par l'histoire. Et cela, étant donné qu'entre les causes et les effets, il ne subsisterait aucun illogisme, alors qu'autrement il est fort difficile d'établir une logique politique sérieuse établissant le fondement de tels événements.

Sur les paradoxes du génocide des Juifs.

Il existe en outre de nombreuses incohérences dans la manière dont l'histoire accorde les causes et les effets entre les événements qui se rapportent au génocide des Juifs, qui eurent lieu durant la seconde guerre mondiale, et la volonté des dirigeants allemands qui en ont planifié la réalisation.

Ce fût le hasard plutôt que le renseignement alié qui fit éclater la nouvelle des crimes commis contre les populations civiles par les Nazis. Lorsque l'avancée conjointe des armées alliées sur l'Allemagne fit reculer le front jusqu'à eux, les camps d'exterminations firent planer un vent d'effroi et de stupeur dans les rangs des soldats alliés et soviétiques. Aussitôt qu'ils furent découverts par les troupes, la presse du monde entier s'empressa d'accourir et se focalisa sur ce spectacle inattendu, et de ce fait, l'horrible nouvelle des crimes de guerre nazis fit beaucoup d'impression sur tous les esprits, où se mêlèrent partout colère et scandale, et fixa toute l'attention du peuple sur la cruauté et la sauvagerie des Allemands, à tel point que nul dans la population ne put arracher de ses pensées la vision de ces crimes, pour examiner l'étrangeté de ces découvertes, tant la nouvelle eut un effet terrible.

Pourtant, à bien examiner cette période de l'histoire, il paraît inconcevable que les gouvernements alliés aient pu ignorer de tels événements, lorsqu'ils se

déroulaient, c'est-à-dire bien avant que la presse n'en divulgue la nouvelle, étant donné l'ampleur du massacre qui fût commis et l'importance des moyens qu'il fallait mettre en œuvre pour en conduire la réalisation à son terme.

Dans de telles circonstances, qui affectent des populations entières, surgissent toujours des témoins ou des rescapés qui en livrent l'information au renseignement ennemi, et quelle que soit l'étrangeté de ces informations, lorsque les témoignages concordent et se recoupent, comme c'est toujours le cas, malgré la multitude des sources, il est toujours énigmatique de voir des responsables politiques affirmer, dans de telles affaires, n'en avoir pas été instruits.

Et, bien que pendant longtemps, l'opinion des historiens et du peuple s'accorda pour que les gouvernements alliés ne découvrirent le génocide des Juifs que lors de l'invasion du Reich, quoique les raisons en demeurèrent obscures, parce que l'on ajouta foi aux informations diffusées par les médias et aux déclarations des dirigeants politiques occidentaux, il est maintenant établi que le gouvernement anglais était au courant de la mise en place de *la solution finale à la question juive* dès 1942 (19).

Donc, on peut établir rigoureusement que durant la guerre, les alliés ne convinrent d'aucune mesure pour venir en aide à la population juive d'Europe, malgré les informations accablantes dont ils disposaient, et cela, jusqu'à l'extrême fin du conflit, alors même que quelques opérations simples, telles que le bombardement des voies de chemin de fer, et des camps de concentration eux-mêmes, c'est-à-dire des installations telles que les fours crématoires et les chambres à gaz, auraient permis à coup sûr d'enrayer le fonctionnement de la machinerie d'extermination nazie, étant donné que

le génocide était conçu sur la base d'un schéma industriel.

Au contraire, on peut dire, s'il est permis d'utiliser ce langage, que les camps de concentration furent l'une des rares industries du Reich à avoir pu fonctionner à plein rendement jusqu'à la fin du conflit.

Ce qui me semble fort étonnant, dans la politique des alliés, est qu'en temps de guerre, il est souhaitable plus que toute autre chose au monde de diviser les forces que l'on a à combattre, et pour cela tous les moyens sont bons, parmi lesquels j'en distinguerais un ici, plus particulièrement, qui est d'utiliser la propagande pour rendre odieux à la population et à l'armée ennemie leurs dirigeants, douteuse la puissance militaire réelle dont ils disposent dans le conflit, et pour déprécier les raisons pour lesquelles le peuple s'est résolu à faire l'effort de se battre.

Lorsque l'ennemi commet un génocide en massacrant une population civile, c'est une bonne matière pour une telle propagande; assurément, en agissant de la sorte, le pouvoir politique qui a autorisé de tels crimes a commis une lourde faute; car en aucun cas il n'a affaiblit les armées contre lesquelles il combattait, au contraire, lorsque l'affaire se dévoile, de tels événements excitent les soldats de vos rangs à le batailler plus violemment, la nouvelle enflamme les populations à vouloir se venger, et votre propre propagande peut alors s'employer à soulever l'esprit d'une partie de la population et de l'armée ennemie contre leurs dirigeants, à refroidir l'ardeur de ses soldats pour le combat, et à être la cause de toutes sortes de doutes et de dissensions au sein de l'ennemi, qui ne peuvent que l'affaiblir, et renforcer votre propre puissance, de toutes ces nouvelles armes tournées contre lui.

Pour appuyer un tel raisonnement, je prendrai l'exemple de la politique que suivirent les dirigeants nazis eux-mêmes, lorsqu'ils découvrirent en 1943, dans la forêt de Katyn, en Pologne, les cadavres des dix mille officiers qui encadraient l'armée polonaise, massacrés tous d'une balle dans la nuque et enterrés dans des fosses communes, tuerie perpétrée par les soviétiques en 1941 (20).

Quelques jours après leur découverte et le début des exhumations, les officiers allemands stigmatisèrent avec indignation la barbarie des communistes devant la presse internationale, convoquée sur place et rendue libre de prendre un grand nombre de photographies des charniers. Une campagne de propagande commença à faire beaucoup de bruit, et les Allemands s'efforcèrent par ce moyen de soulever à leur profit la population polonaise, en attisant la haine que le peuple nourrissait depuis longtemps à l'égard des Russes, afin d'ébranler les alliances qui pouvaient se tramer, et espérèrent faire chanceler les convictions de tous ceux qui, dans le champ de la propagande allemande, nourrissaient de la sympathie ou adhéraient d'une manière ou d'une autre à la doctrine communiste, afin d'accabler l'ennemi d'un motif de division, tout en affermissant le désir des leurs de combattre.

Trois jours après ces événements, les soviétiques, percevant le danger, démentirent formellement toute implication dans cette affaire, en accusant les nazis d'être eux-mêmes les auteurs du massacre, commis selon eux lors de l'offensive allemande de 1941, sur des prisonniers de guerre égarés pendant la déroute. Le gouvernement polonais en exil à Londres réclama l'envoi d'une commission d'expert de la croix rouge internationale, pour faire la lumière sur ces crimes, ce après quoi les soviétiques rompirent avec lui toutes leurs relations diplomatiques.

Pour en revenir à ma première question, donc, qui est de savoir pourquoi les alliés ne se servirent pas des massacres commis sur les populations civiles pour accabler l'ennemi, il est naturel de supposer que s'il en est ainsi, c'est parce que les milieux politiques occidentaux en attendaient un avantage plus considérable que la commodité de pouvoir emplir de doutes et de confusion le camp nazi, de soulever contre eux les populations et d'attiser la haine de tous ceux qui les combattaient.

Or, si l'on s'attarde à bien examiner la manière dont la propagande s'empara de cette affaire, ce fût *après*, et non pas *pendant* la guerre, que l'on vit les médias se saisir de ces événements. Le résultat de cette propagande ne fût pas dirigé contre les nazis, donc, en tant que puissance militaire active, mais contre leur doctrine politique, incarnée par des prisonniers déchus de leur pouvoir, au moment où l'Allemagne était vaincue et anéantie.

Du point de vue du contrôle de la pensée, je dirais que les événements connus s'accorderaient beaucoup mieux à d'autres causes que celles admises par l'histoire, qui se rapportent à l'ignorance des alliés à l'égard des exactions commises par les Allemands contre des civils, et qui sont mensongères, comme je l'ai dit, au regard des archives; et parmi ces autres causes, la plus logique d'entre elles est de supposer que les alliés aient agi de manière à laisser les Allemands massacrer les populations civiles, surtout la population juive, vis-à-vis de laquelle il régnait un certain antisémitisme partout au sein des peuples des pays en guerre, afin de fixer, lors de la victoire et de la capitulation de l'Allemagne, l'attention et l'esprit de chacun sur de tels crimes; une telle campagne de presse étant alors idéale pour enflammer, en aval dans les esprits, le ressentiment, la haine et l'horreur du nazisme, et pour faire reposer en dernier lieu sur les

Allemands la responsabilité incontestable, complète et totale de la guerre, en se fondant sur la base de leur barbarie et de leur sauvagerie inimaginables.

Donc, s'il paraît indiscutable que l'Allemagne servait les intérêts des milieux capitalistes occidentaux, on peut imaginer que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par les Allemands auraient pu servir, à l'occasion, à disculper les milieux capitalistes de toute responsabilité, étant donné leur extrême gravité, si d'aventure la guerre contre l'URSS tournait à leur désavantage.

Il est intéressant de noter qu'en union soviétique, les milieux dirigeants, tout au contraire de ce qui survint en occident après la guerre, concurent d'entourer d'un certain secret les camps de la mort, car les documents abandonnés et découverts dans les camps lors de l'avancée des troupes russes furent confiés au KGB, puis transformés en archives, et devinrent inaccessibles pour l'essentiel aux historiens et aux chercheurs.

De ce fait, outre qu'aucun ordre écrit de la part des hauts dirigeants allemands ne prouvait leur implication dans ce génocide, les documents trouvés par les Anglais et par les Américains étant peu nombreux, et la plupart des installations des camps, détruites; à cause de cela, il a pu s'élaborer en occident une pensée négationniste, c'est-à-dire des thèses historiques qui soutenaient que l'extermination des Juifs n'avait pas eu lieu, thèses fondées plus ou moins rationnellement sur des documents et sur l'absence de preuves matérielles, et négligeant les témoignages, les fours crématoires pouvant servir à l'incinération des victimes « naturelles », et les chambres à gaz pouvant servir à l'épouillage des effets.

Ces thèses sont, dans l'ensemble, insoutenables maintenant, depuis que les historiens ont eu accès, au début des années 1990, aux archives russes saisies dans les camps, et qui permirent d'en comprendre totalement le fonctionnement.

Pour résumer, bien que le peuple soit fort peu instruit de ces questions, il me semble donc qu'il y ait eu, d'une part, une volonté anglo-américaine de laisser se perpétrer le massacre pendant la guerre, ainsi qu'une planification pour fixer les esprits sur de tels crimes au moment de la capitulation de l'Allemagne; et d'autre part, une volonté soviétique, après la guerre, de couvrir sous un certain secret l'extermination des Juifs, de telle manière à ce que, sans en nier l'existence, il subsiste sur le sujet de nombreuses zones d'ombres, qui en rendirent obscures la bonne compréhension, et dont l'existence entravait les desseins des milieux capitalistes dirigeants en occident.

Il n'est pas de mon propos d'approfondir plus amplement ces questions, car je n'ai voulu qu'examiner certains aspects de l'histoire en général, et non pas ceux de l'histoire d'une époque, aussi, afin d'en finir avec ce sujet, et pour parler avec prudence et circonspection, je dirais que ce qui est solidement assuré, est que les archives, documents, et tous les témoignages que cette époque troublée a laissés pour la mémoire ne permettent pas de reconstituer un passé unique, et qu'il est clair au contraire qu'il s'agit de fragments qui peuvent appartenir à des passés différents, aussi me semble-t-il qu'il faut en méditer la leçon pour apprendre à discerner ce qui est, dans l'histoire telle qu'on en fait le récit, digne de convaincre l'entendement, de ce qui ne l'est pas, afin de ne pas se laisser trop promptement persuader par des thèses sans y porter assez de réflexion.

II. Des désavantages du colonialisme d'État.

Si les États occidentaux ont renoncé au colonialisme, et n'ont aucun désir de s'agrandir par des conquêtes contre les pays du tiers-monde, ce n'est pas par humanité ni par respect du droit international, mais parce que de telles conquêtes ne rendraient pas les États plus forts, mais plus faibles.

Car en effet, de telles colonies seraient nuisibles, parce qu'elles coûteraient infiniment plus qu'elles ne rapporteraient, et cela, parce qu'il faudrait assurer le développement des pays conquis, sans que les richesses qu'on y trouve ne puissent en contrebalancer le coût.

Les derniers États qui ont voulu s'agrandir de cette manière, bien qu'accroissant effectivement l'étendue de leurs territoires et le nombre de leurs citoyens, n'en sont pas devenus plus forts, mais au contraire, ont couru à leur ruine à cause de leurs nouvelles conquêtes.

Prenons pour soutenir cette assertion l'exemple de l'Italie fasciste. Après l'arrivée de Mussolini au pouvoir, en 1922, et malgré que l'Italie ne s'était pas relevée de la ruine que lui avait causée la première guerre mondiale, les milieux dirigeants résolurent d'entraîner le pays dans une politique d'expansion coloniale. Et cela non, je pense, par conviction idéologique ni dans le but d'agrandir l'Italie, mais

plutôt par nécessité, afin de fortifier le gouvernement et de faire mieux accepter la dictature, l'embrigadement de la population et le développement de l'appareil militaire fasciste.

De ce fait, la question essentielle qui était posée en Italie, était de savoir si l'affaiblissement de l'État qui allait résulter de cette politique impérialiste, allait être un désavantage dont le poids serait plus lourd, pour le gouvernement de Mussolini, que le bénéfice politique intérieur qui en résulterait, en matière de prestige et de consolidation du régime.

Pour répondre à cette question, il fallait surtout examiner la situation internationale qui régnait en Europe, et y mesurer toutes les causes de tensions et de conflits; car en effet, la politique impérialiste de l'Italie devant affaiblir l'État, il fallait être sûr qu'aucun besoin nouveau ne surgirait pour le pays, le pire de tous étant d'avoir à faire face à nouvelle guerre, car alors la question de la ruine du pays et du renversement du régime serait entendue. Il convenait donc d'observer avec le plus grand soin, dans chaque pays en particulier, les milieux dirigeants et la nature de leur politique, de manière à calculer au plus large les risques qu'une nouvelle guerre ne survienne en Europe, et anticiper sur le fait que l'Italie, dans ce cas, serait obligée, pour se maintenir, de soutenir l'un ou l'autre des partis impliqués dans cet éventuel conflit.

La politique coloniale du gouvernement italien fût symbolique tout d'abord, avec la conquête de quelques îles en mer Egée en 1923, conquêtes qui en soi furent avantageuses au régime, parce qu'elles augmentaient le prestige de Mussolini sans affaiblir la puissance de l'Italie. En revanche, lorsque l'impérialisme italien prit de l'ampleur, au début des années trente, avec la reconquête de la Libye, puis l'annexion de l'Éthiopie en 1936, rien ne fût plus mal avisé, parce que

parallèlement à cela, la situation en Europe ne pouvait se délier que par la guerre.

Or, la création de l'empire colonial italien, qui ne s'est pas fait sans revers, a contraint l'Italie à y consacrer ses maigres ressources; en retour, les terres conquises n'ont apporté que leur pauvreté, et le résultat fût dérisoire pour l'effort consenti.

Et, bien que sur le plan intérieur, les buts profonds de la guerre furent atteints magnifiquement, parce que la guerre enflamma le nationalisme et consolida le pouvoir du régime, cette politique dans l'ensemble était peu avisée et fort dangereuse, parce qu'elle exposait l'État à ne plus pouvoir vaincre le moindre ennemi extérieur. Aussi, je dis que la première erreur de Mussolini fut d'avoir voulu fonder un empire colonial, et qu'il fût tant aveuglé qu'il en poursuivit la conquête jusqu'à l'annexion de l'Albanie en 1939, lorsque l'Allemagne se réarmait pour la guerre; et la deuxième erreur, fut-elle de se laisser entraîner, après cela, dans le conflit en Europe, après quoi, pour l'Italie, tout était perdu.

On peut comparer la stabilité du régime de Mussolini avec celle du régime de Franco, en Espagne, deux pays qui étaient comparables par leurs ressources et par leur soumission à un régime fasciste. L'Espagne, très affaiblie par la guerre civile, fût dirigée plus habilement; son gouvernement temporisa, parvint à se maintenir en dehors de la guerre, ne chercha nullement à agrandir le pays, mais seulement à se sauvegarder lui-même, et cela contribua fort à consolider le régime fasciste et à affermir son autorité sur l'Espagne. De ce fait, autant Franco, par cette politique, parvint à se maintenir pour longtemps au pouvoir, autant Mussolini, par son désir et son calcul de s'étendre en Afrique du nord, précipita et sa fin, et la ruine de l'Italie.

*Que pour asservir les pays du tiers-monde,
il est préférable de les maintenir libres.*

Il me semble que le meilleur moyen, pour les États occidentaux, de dominer les pays qui leur sont très inférieurs en puissance, n'est pas d'y porter la guerre et de les occuper, mais de les maintenir libres et livrés à eux même. Car outre les effets néfastes que produit le colonialisme sur l'État, à ceux-ci s'ajoutent encore d'autres difficultés, comme la haine que soulève dans les cœurs l'occupation du pays, et les désordres et les guerres que cela engendre.

Aussi, si l'on souhaite fuir ces dangers, et si les milieux dirigeants convoitent les richesses d'un pays qui leur est très inégal, il faut seulement veiller à le maintenir libre juridiquement; on s'y introduit ainsi d'une autre manière, parce que la liberté, sans l'égalité, c'est l'asservissement au plus fort.

Il suffit d'observer la manière dont les pays occidentaux se sont retirés de leurs colonies, et avec quelle attention ils se conformèrent à ce principe. Lorsqu'entre les États occidentaux les rivalités économiques nationales cessèrent, et qu'un pouvoir économique supranational s'y établit fermement, ces derniers abandonnèrent leurs colonies, et, arguant comme prétexte le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on les rendit libres et indépendantes, sans que toutefois ce changement juridique ne leur permit jamais de cesser d'être inféodées à l'occident.

Les pays du tiers-monde n'attirant de convoitise que pour les matières premières qu'on y trouve, des sociétés occidentales vinrent s'en emparer, soit parce que ces pays ne pouvaient pas en assurer eux même l'exploitation, soit parce que, constituant la seule richesse du pays, ils devaient nécessairement en faire le négoce. Pour accroître leur puissance, les États

occidentaux veillèrent à entretenir la faiblesse de ces pays, et empêchèrent par tous les moyens qu'ils ne se développent, ce à quoi on parvient facilement si l'on ne laisse point d'autres États, étrangers au capitalisme et plus puissants qu'eux, s'y installer.

Dans de tels pays, il est aisé de corrompre et d'établir les gouvernements que l'on désire, en soutenant de préférence les hommes qui sont tenaillés par l'appétit du pouvoir; au reste ces gouvernements n'ont-ils que deux choix: soit accepter le joug de l'occident, soit être renversé, et voir leur pays plongé dans la guerre. Car on dispose toujours de la possibilité de donner du secours à la faction que l'on souhaite, parmi toutes celles qui ambitionnent le pouvoir, ou au pire, de susciter une guerre pour renverser un régime qui ne se laisse plus plier. Lorsqu'un lieu recèle des matières premières importantes et stratégiques, comme le pétrole par exemple, on peut, pour stabiliser le gouvernement en place, conclure des accords de défense, installer des bases militaires, et s'assurer de l'exploitation des ressources du pays.

Aussi les richesses des pays du tiers monde furent drainées vers l'occident, sans qu'en retour rien ne soit consenti pour assurer leur développement. On parvint, par cette politique avisée, à les conserver libres en apparence, et affaiblis, afin de les maintenir dans la servitude. Au colonialisme d'État se substitua le colonialisme économique, plus avantageux pour l'occident et pire pour ces pays.

III. Considérations sur la manière de mener le peuple.

1. De la difficulté qu'éprouve le peuple à discerner la vérité.

Lorsque l'on gouverne, il faut plaire au peuple; le souci de la vérité, dans tout cela, est proportionné à sa clairvoyance; les hommes politiques méprisent la vertu, dans leur scélératesse, l'honneur et la vérité leur paraissent impuissance et consommation à leur pouvoir.

Le peuple n'est pas capable de faire la distinction entre ce qui est l'apparence de la vérité et la vérité elle-même, « le vraisemblable est l'opinion de la masse » disait Platon.

Pour tous les gouvernements, hélas, le mensonge occupe un intérêt plus important que la vérité, et à cause de la corruption des temps, il est une mode, maintenant, de travestir, de tromper, de mentir, de dissimuler pour gouverner, comme jamais auparavant on ne le fit, et sans que cela ne suscite aucun embarras nulle part, ni au sein du gouvernement, ni parmi le peuple.

Et pour bien gouverner de cette manière, dirais-je, les contes que l'on invente ne sont un déguisement réellement efficace que s'ils font vibrer l'émotivité du

peuple, et ce d'autant plus que l'on voudra rendre invisible la vérité.

Le vraisemblable s'adresse à l'émotion, il tire sa force en proportion de ce qu'il fait appel aux sentiments, et non pas à l'examen de la pensée. L'émotion éloigne de la vérité autant que le calcul de la raison en rapproche.

Donc, si la superposition dans les esprits des fables que l'on entend avec l'émotion des cœurs engendre ce puissant outil de gouvernement, qu'on se souvienne seulement que lorsqu'un récit ou une image engendrent l'émotion du peuple, cela doit suggérer que la classe dirigeante désire mieux que jamais masquer la vérité, et cela suffira souvent pour commencer à séparer le vrai du vraisemblable.

2. De l'importance des sentiments et de s'attirer l'affection du peuple.

Ensuite, comme la domination par la force, la méchanceté et la cruauté engendre la haine de ceux qui la subissent, et que les bienfaits soulèvent dans les cœurs l'affection de ceux qui les reçoivent, on jugera que pour s'attirer l'affection de la foule, il faut la combler de ce qu'elle désire, ce à quoi s'emploient les hommes de deux manières. Les uns inspirent au peuple admiration et bienveillance pour leur personne par les périls auxquels ils s'exposent en œuvrant pour l'intérêt commun, sans ménager leurs forces pour y parvenir, et alors, c'est leur droiture et leur vertu qui en obtiennent une juste récompense; les autres y parviennent par scélératesse, souvent en sacrifiant leur fortune pour s'acquérir le pouvoir.

Je citerais l'exemple d'Octave, comme le rapportent les anciens, fils adoptif de Jules César, qu'il avait institué comme tel son héritier. Malgré qu'il n'avait que dix-neuf ans, pour s'attirer l'amour du peuple et faire resurgir sur son adversaire, Antoine, la haine, à qui la veuve de César avait confié l'argent de son mari, soit vingt-cinq millions de drachmes, il réclama à Antoine avec véhémence cet argent, parce qu'il prétendit qu'il voulait honorer les volontés de son père, qui avait laissé aux Romains soixante-quinze drachmes à chacun. Antoine, malhabile, refusa de restituer l'argent, et tenta même d'effrayer Octave; celui-ci, alors, vendit aux enchères tous ses biens, pour en distribuer l'argent de la vente aux Romains; en se ruinant, il se concilia le peuple et devint plus puissant qu'Antoine, qui avait méprisé sa jeunesse. Octave, quinze ans plus tard, parvint à écraser définitivement Antoine à la bataille d'Actium, en 31, et à régner seul sur la totalité du monde Romain.

A notre époque, on voit les hommes agir de la même manière, en investissant leur capital dans ce qui plaît à la foule, comme les équipes de sport, pour se rendre plus populaire en les portant à la victoire; c'est ce qui survint récemment en Italie avec beaucoup d'efficacité, lorsque certains s'efforcèrent de contrôler en même temps les télévisions, pour donner plus de consistance à leur image, avant d'être élevés de manière stupéfiante à la tête de l'État. A cet égard, comme le dit Machiavel, s'il faut honorer ceux qui s'élèvent en œuvrant pour le bien de l'État, par leur action publique, il faut éliminer ceux qui s'y portent en secret par la corruption et les crimes, parce que leur ambition n'est pas destinée à servir la République.

Enfin, d'autres parviennent à se concilier l'affection de la foule par une plus grande fourberie encore, en s'attirant le crédit dont jouissaient d'autres personnages, lorsque les circonstances s'y prêtent.

Lorsqu'un homme qui était adulé par la foule vient à disparaître, dès lors qu'il jouissait d'une position fort considérable dans l'État, on voit parfois des cérémonies et une propagande hors du commun accompagner son deuil, dont l'ampleur trop considérable tend à faire de ce citoyen un homme mythique, et à susciter par de telles images le sentiment d'une catastrophe nationale. Je prendrai comme exemple les funérailles de Lénine, où les dirigeants communistes s'efforcèrent d'exacerber l'émotion des foules par une propagande démesurée; dans le jeune régime communiste s'instaura en quelques semaines un culte de la personnalité qui transforma le personnage de Lénine en celui d'un héros, d'un dieu, d'un homme mythique qui a tout donné à la patrie par ses actes, ses qualités et ses vertus exceptionnelles.

En plus de cette propagande, on vit les dirigeants soviétiques se décider pour bâtir un mausolée et pour embaumer le corps de Lénine, malgré que l'on ne tint aucun compte de la volonté de Lénine lui-même, ni des protestations de sa femme, on se décida encore à renommer Saint-Pétersbourg, (devenu Pétrograd en 1917), qui devint à cette occasion Léninegrad en 1924.

Les buts profonds, je crois, de cette propagande, étaient d'organiser la succession du pouvoir. Après avoir enflammé l'estime et la compassion de la foule pour Lénine, et empli les esprits de sentiments dont la force était prompte à aveugler la raison, les dirigeants soviétiques s'efforcèrent de dévier et de recueillir l'amour que la foule vouait à Lénine, en faisant croire qu'ils incarnaient sa pensée; le terme « léninisme » fût créé à cette occasion, nombreux sont ceux qui alors, en

URSS, s'efforcèrent de faire revivre Lénine au travers de leurs personnes, en se disant *léninistes*. Tout se déroulait dans une ambiance construite de toutes pièces où le meilleur parti à prendre était de se fondre avec le personnage de Lénine, afin de dévier et de recueillir l'émotion que sa mort avait suscitée. Le léninisme naquit de ces circonstances; *il fût un miroir dans lequel la compassion pour Lénine allait se refléter sur les nouveaux dirigeants, dans un combat pour s'appropriier le pouvoir.*

C'est ainsi que son successeur, Staline, s'investit fortement dans des conférences à l'Université de Moscou, dans lesquelles il examina l'apport au marxisme des travaux de Lénine, il s'efforça de fondre les deux pensées, l'une théorique et l'autre destinée à l'application pratique, en une nouvelle doctrine, le marxisme-léninisme.

Ainsi, en se réclamant de la pensée de Lénine et en incarnant eux-mêmes le léninisme, les nouveaux maîtres de la Russie se sont attirés autant qu'ils le pouvaient la sympathie du peuple qui leur était nécessaire pour leur accession au pouvoir.

Aussi, je dis qu'en de telles circonstances, il faut surveiller ceux parmi les citoyens qui sont prompts à créer de nouveaux termes, comme le léninisme, ou le gaullisme en France, et à se faire un nom par de tels indignes procédés, car ils ne briguent que le pouvoir, et leur ambition ne pourra pas être aisément bridée, tandis qu'il faut soutenir ceux qui pour s'attirer l'affection de la foule ne le font ni par référence aux autres, ni par leur flatterie et poignées de mains pour le peuple, mais par la pertinence de leurs avis et la bienfaisance de leurs actions, qui témoigne que l'envie est éloignée d'eux, les uns agissent par appétit du pouvoir, les autres, pour le bien de leur patrie.

IV. De la devise de la République.

Il est souvent facile, en matière politique, de dissimuler les plus grands outrages ourdis contre l'État et de fortifier les désirs les plus tyranniques, en représentant au peuple, par la propagande, que les réformes que l'on projette de mettre en œuvre seront propices à lui conférer une plus grande liberté, à établir plus d'égalité entre les citoyens, ou à accorder de plus grands égards à la justice.

Le plus souvent, donc, les réformes les plus considérables sont affichées sous la fausse apparence de défendre les droits fondamentaux des citoyens; la populace, alors, parce qu'elle tend l'oreille et s'émeut facilement sur de pareils sujets, se laisse aisément convaincre, et une fois convaincue, elle n'omet rien pour soutenir les changements voulus par les nouveaux milieux dirigeants, et n'a de cesse de vouloir fondre sur l'écueil dont on l'a exhortée, ce qui permet par ce moyen d'espérer des succès inattendus sur les autres bouleversements qui sont tramés dans le même temps, parce qu'ainsi gratifié d'un avantage tout frais, le peuple s' imagine qu'il sera privilégié de la même manière partout.

Dans les sociétés modernes, souvent les principes même de l'État ont été fondés de cette manière. Les régimes communistes qui ont surgi après 1917 et le capitalisme qui règne aux États-Unis et en Grande Bretagne nous en fournissent deux exemples.

Les régimes communistes, en imposant la collectivisation des moyens de production, sont constitués entièrement sur le principe de l'égalité des citoyens; autrefois dans ces pays, les idéologues haranguèrent que la collectivisation servait l'intérêt public, parce que c'était là l'unique moyen d'établir l'égalité entre les hommes, et de cesser de voir la multitude être asservie par les propriétaires privés, qui disposaient seuls du pouvoir. Cette argumentation aveugla le peuple sur les périls qui le guettaient, car pour planifier l'économie, il fallait dissoudre la propriété privée, abolir le droit de s'adonner au commerce, et déclarer contraire à la loi de prendre les moindres initiatives; si bien que pour rendre les citoyens égaux, il fallait les dépouiller de leur liberté. Aussi, une fois les esprits refroidis et la fougue du peuple apaisée, les citoyens, sous de tels régimes, concurent que le gouvernement, en les faisant égaux mais en leur ôtant leur liberté, les avait fait plonger dans une tyrannie pire que dans celle qu'ils voulaient éviter.

Aux États-Unis, le régime qui résulte du capitalisme libéral trouve son argument idéologique le plus fort dans le fait que l'État est constitué sur le fondement de la liberté des citoyens, et qu'il garanti à chacun de ne pas tomber dans les troubles funestes qui sont engendrés par l'abolition des libertés individuelles.

Mais, bien que les citoyens y demeurent libres, la plus grande inégalité règne entre eux, les milieux économiques disposent seuls du réel pouvoir politique, en contrôlant l'économie de l'État; ils peuvent corrompre avec aisance les pouvoirs publics grâce à la richesse

dont ils sont pourvus, si bien que le culte de la liberté a leurré les citoyens au point de leur faire accepter les pires injustices sociales.

Le peuple, tout entier imprégné par cette idée de liberté, ne s'émeut pas de l'inégalité qui règne entre les hommes; or, rien n'est plus dangereux pour le peuple que de laisser s'accroître et se fortifier le libéralisme économique au détriment du pouvoir de l'État; d'abord, parce que la finalité du pouvoir économique n'est pas, au contraire de celle de l'État, de créer le maximum de bien être collectif, mais d'asservir les citoyens à son emprise, et ensuite, parce que dans un tel État, les milieux dirigeants, c'est-à-dire les milieux économiques, qui ne sont pas élus, sont devenus irrévocables, et que les milieux politiques, qui demeurent sous leur influence, sont maladroits à brider leur pouvoir, ce qui entraîne que le peuple perd dans la foulée sa souveraineté, et que ces changements ébranlent la démocratie dans ces fondements même.

De tout cela, il résulte que les régimes politiques issus de la révolution industrielle furent dominés par des milieux qui comblèrent tout d'abord les vœux du peuple en établissant l'un des droits fondamentaux qu'il désirait ardemment, mais ils agirent ensuite de manière diamétralement opposée pour les autres droits, en accablant le peuple de contraintes sous le prétexte de ce même droit accordé; les régimes communistes, en abolissant la liberté pour établir l'égalité des citoyens, les régimes capitalistes, en renonçant à l'égalité pour établir la liberté.

Or, pour que dans un État tout marche dans la bonne convenance, il faut que la législation, fondée sur la justice, soit soucieuse non pas d'un seul, mais de tous les droits fondamentaux des citoyens, sans que le privilège de disposer de l'un bafoue tous les autres; de telle manière à ce que, tel un accord de musique qui joue

plus agréablement les notes qui le composent, l'harmonie qui règne entre les lois fonde la concorde entre l'égalité civile et la liberté.

Les difficultés qui s'opposent, dans les régimes capitalistes, à l'établissement de l'égalité entre les citoyens sont aisément surmontables, tant que l'État n'est pas dominé par la corruption, et que les pouvoirs publics s'emploient à borner l'influence des milieux économiques; ce qui survient lorsque l'État fait preuve de dirigisme, et va au devant de leur pouvoir en se ménageant la propriété des entreprises qui sont en situation de monopole. Les milieux économiques, qui se dirigent par ambition, voient ainsi échouer leurs desseins, tandis qu'à la faveur de sa puissance politique et économique, l'État peut garantir aux citoyens une certaine égalité sociale, suffisante pour éteindre les dissensions et pour permettre à chacun de vivre paisiblement.

A cet égard, la manière dont fut gouvernée la France après la guerre est assez digne d'être imitée par bien des aspects, les grandes entreprises furent nationalisées, les droits sociaux accordés aux citoyens furent progressivement étendus et renforcés, si bien que tant que l'État demeura l'arbitre de l'économie, le pays ne cessa pas de s'accroître en puissance et en richesse.

C'est pour cette raison que la devise de la République, *liberté, égalité, fraternité*, me semble être la plus digne d'entre toutes à être respectée et suivie, par tous ceux qui sont en charge du gouvernement de la France, et qu'il est de leur devoir de combattre vigoureusement les factions qui agissent pour démanteler le pouvoir de l'État, afin d'empêcher que les dommages les plus funestes ne menacent les intérêts du peuple et de la nation.

V. Parabole de la Genèse

Un homme à t-il commis un assassinat ou s'est-il livrés à quelques crimes? Son âme demeurera à jamais tourmentée par le remords et hantée du souvenir de ses méfaits. Une femme a t-elle fait peu de cas de sa virginité ou a t-elle sombré dans la débauche? Pour le restant de sa vie, elle regrettera son honneur perdu et n'éprouvera que le faux amour. Un homme s'est-il déshonoré? Comment vivra t-il sans honneur? Et cet autre, à t-il trahi? Le remords de l'injustice l'accablera. Et celui-ci, à t-il lui-même été trompé? Il a manqué de vertu à mal s'entourer et à fréquenter ceux qui pouvaient le tromper; en qui aura t-il confiance maintenant? Le voilà seul.

Voilà me semble t-il, ce que signifie de goûter au fruit de l'arbre de la connaissance du bien et du mal. Dès que l'une de ces fautes est consommée, elle est indélébile, celui qui l'a commise passe de la pureté à une funeste connaissance, à jamais son âme restera souillée, les mêmes fruits qu'il consommait autrefois, il ne les reconnaîtra plus: un même succès n'aura plus le même goût pour lui; voilà, je crois, ce que signifie le péché originel, et d'être chassé du paradis.

Pour aller vite, ralentis ton pas.

SPQR

VI. Du déclin de Rome

Rien n'est plus rare à notre époque que la vertu, les hommes sont corrompus, le gouvernement, miné par la scélératesse. Tant qu'il ne s'agit que de traiter des affaires courantes, tout semble supportable, car certes il ne survient pas de gros problèmes, bien que le pays s'enfonce doucement, mais sûrement, dans sa décadence et sa ruine. Mais s'il surgit quelque situation exceptionnelle, qui tôt ou tard finit par apparaître, c'est la crise; le degré d'impréparation est immense, personne n'est plus capable de gérer la situation, on découvre l'impéritie des hommes, et le désastre assuré pour la nation.

La fin de toute législation doit être d'engendrer la vertu. Car de la vertu seule émanent tous les bienfaits; seules la vertu et l'intelligence droite engendrent la force et la prospérité d'une nation.

Qu'on se souvienne que Rome fût la maîtresse du monde, tant qu'elle était mue par la vertu, que vivaient la République et l'amour de la patrie, et que lorsque la corruption y fit de grands progrès, et qu'il n'y resta de ses anciennes qualités que l'art de la guerre, ce fût l'Empire; et malgré cela, elle parvint seulement à se maintenir, avant de céder finalement de toutes parts aux invasions.

VII. Considérations sur la violence.

La violence qui se développe dans l'ensemble du monde occidental, et qui sert, comme je l'ai dit ailleurs, les intérêts des milieux dirigeants, leur est inoffensive par ailleurs tant qu'elle ne remet pas en cause l'ordre politique établi. Les jeunes gens qui sombrent dans la délinquance usent surtout de la violence, je pense, comme moyen d'affirmation d'eux-mêmes; l'idéal qu'ils poursuivent demeure celui de la société de consommation; dès lors qu'ils sont dépouillés des moyens légaux d'y parvenir, c'est-à-dire qu'ils sont mis dans une situation économique sans issue, le dos au mur, ils se tournent, pour satisfaire leurs désirs, vers une économie parallèle, les trafics en tout genre, et le banditisme. Ils nourrissent, d'une manière générale, la dangereuse idée que le bonheur est issu de la possession des marchandises, mais la situation économique se détériorant pour le peuple, de par la nature du régime politique, et la corruption des mentalités se fortifiant avec le travail des médias, ces circonstances font s'accroître sans cesse la violence qui règne dans la société. Les milieux dirigeants sont alors contraints de réprimer plus durement les désordres pour éviter que ne surgissent des troubles sociaux plus graves.

Or, briser l'économie parallèle, c'est-à-dire abolir le trafic de drogue, d'armes, la prostitution, le recel, etc., qu'ils ont eux-mêmes inspirés, n'est pas sans danger pour eux, car murer la dernière voie pour les populations pauvres d'accéder à l'idéal véhiculé par le capitalisme, c'est asphyxier la partie du peuple la plus pauvre et risquer de la voir passer d'une violence d'affirmation, à une violence politique tournée contre l'ordre établi, c'est-à-dire à une violence révolutionnaire; les contraintes sociales devenant insupportables, les milieux dirigeants ayant ôté la soupape de sécurité de l'économie parallèle, les esprits sont alors prompts à s'échauffer dès lors que quelques meneurs, qui surgissent toujours, s'emploient à tourner la fougue du peuple contre le régime, et à lui représenter que la voie du bonheur n'est pas celle de la consommation, mais de la poursuite d'un idéal différent, dans lequel ils peuvent espérer de meilleurs succès.

Lorsque la violence du menu peuple est engendrée par une violence sociale plus grande encore qui l'accable, et contre laquelle il n'y a pas d'autres réponses que la riposte, parce que les pouvoirs dont il subit le joug ne sont pas de nature démocratique, mais sont irrévocables et ne dépendent pas des milieux régulièrement élus, sous couvert de délits de droit commun, le tumulte est politique, et les condamnés sont autant des condamnés de droit commun que des détenus politiques, qui ont répondu à la violence par la violence.

Il est à redouter que des partis extrémistes ne profitent de l'occasion pour s'élever, et que ne s'allument de nouvelles idées, qui seront funestes à la République, autant par les forces qu'elles s'acquerront que par la crainte des milieux dirigeants, qui augmenteront leur emprise. La seule solution consiste à trancher les racines du mal, avant qu'il n'ait fait de trop brillants progrès, en rétablissant un régime

suffisamment démocratique pour que tout ne dépendent pas de l'ambition des seuls milieux dirigeants, qui contrôlent les banques, les médias, et les groupes de sociétés, et donc, qui sont les maîtres irrévocables du premier des pouvoirs politiques, l'économie.

VIII. L'aigle enserrant la foudre

Pensées concernant l'art de la guerre de Machiavel

Je ferais ici un bref commentaire sur le traité de la guerre de Machiavel, non que je veuille rendre mon écriture plus considérable en prenant à part un si éminent auteur, mais parce que la lecture en engendre toujours en moi les mêmes pensées.

Bien que Machiavel ait écrit mille choses utiles à la fondation d'une armée, en s'inspirant de l'exemple des légions romaines, grâce auxquelles Rome put étendre aussi considérablement son empire, étant donné que la perfection de ses armées se conjugait avec la perfection de ses institutions politiques, et qu'il n'ait rien négligé des mesures à prendre en toutes circonstances de la guerre, y compris dans la poliorcétique, il me semble que l'ouvrage fût plus utile à la construction d'un outil de guerre qu'à son usage, car il passe totalement sous silence l'art dont s'inspiraient les grands généraux de l'Antiquité, et parmi eux, les consuls de Rome, pour vaincre et user de toute la force de leurs légions.

Or, ce qui permettait aux généraux de Rome, assurément, de vaincre, fût qu'ils discernèrent avec clarté que dans un combat, on ne peut vaincre avec certitude qu'en s'attaquant à un adversaire plus faible,

car lorsque les forces sont égales, la fortune décide; aussi, lorsqu'ils combattaient une armée, fut-elle aussi puissante que la leur, ou plus puissante encore, ce qui était souvent le cas, en ne considérant que le nombre des armes et des soldats, c'est en s'efforçant toujours de diviser ses forces, par quelque manœuvre, afin d'occasionner, en tel endroit du champ de bataille, un déséquilibre assez grand entre les combattants pour que les uns puissent anéantir les autres, sous leur nombre ou sous la puissance plus considérable de leurs armements, qu'ils remportaient la victoire.

C'est pour cette raison que l'armée romaine fût divisée en légions, mobiles et intégrées à un dispositif souple et manœuvrable, contrairement à la phalange des Grecs qui était compacte et unie, et ainsi, parce que les Romains ne considéraient pas la guerre comme l'extension d'un combat singulier, mais faisaient régner une discipline de fer dans leurs armées, pour que les soldats exécutent en toutes circonstances les manœuvres ordonnées par le général, en attaquant l'ennemi partie par partie, fut-il plus considérable, les légions romaines, où qu'elles se trouvassent, étaient supérieures à lui.

Parmi tous les exemples que les historiens de Rome rapportent, je n'en citerais qu'un, pour illustrer la manière dont agissaient les généraux romains.

Les anciens affirment que les Romains, déterminés à s'emparer d'une ville de Sardaigne située à proximité de la mer, se heurtaient à de grandes difficultés, et bien que la ville fut assiégée depuis longtemps, ils désespéraient d'en faire ouvrir les portes par la force ou la famine, à cause de la puissance de ses fortifications, de l'abondance des troupes qui la défendait, et des vivres qu'on y trouvait, si bien que le siège traînait en longueur sans résultats, et qu'il fût levé lors de l'élection des consuls.

A l'issu des élections, le nouveau consul L. Cornelius, voyant cela, revint avec quelques navires, longea les côtes, ordonna de débarquer la moitié de ses légions dans un endroit couvert, hors de la vue de l'ennemi, afin qu'elles s'avancassent vers la ville sans être vues, tandis qu'attendant le lendemain, il débarqua ses autres troupes, avec beaucoup de démonstration, à l'endroit le plus proche de la cité pour en commencer le siège.

A peine délivrés de leur sujet d'inquiétude, les assiégés, instruits du débarquement des Romains, dont ils ne connaissaient que la moitié des troupes, sentirent leurs craintes se rallumer; et, voyant que les légions romaines, peu nombreuses, étaient dans une situation périlleuse; considérant aussi que l'arrivée de nouveaux renforts romains les exposeraient à subir un nouveau siège, ils résolurent de faire une sortie et d'attaquer sans délai, espérant anéantir l'armée du consul en tirant profit du désordre qui régnait dans son débarquement, tout en exploitant leur supériorité.

Ils s'avancèrent donc sur les Romains avec toutes leurs troupes rangées en bataille, mais, aux premiers combats, les légions embusquées la veille surgirent et se lancèrent à l'assaut de la cité, vidée de ses défenseurs. Alarmés par cette offensive, ceux-ci se hâtèrent de revenir sur leurs pas pour secourir leur ville, mais leur volte-face les obligea à endurer l'attaque des légions romaines fraîchement débarquées sur leurs arrières et le choc de celles qui, délaissant la ville par ordre du consul, dirigèrent leur fougue sur eux, si bien que, déséquilibrée par ce mouvement, et contrairement aux Romains, ne pouvant faire visage de tous côtés à l'ennemi, ils furent taillés en pièces et la ville fut prise à l'issue de ces combats.

Voilà pourquoi l'armée romaine fût aussi redoutable, et que le nombre était une supériorité dont elle faisait fis bien souvent.

C'est pour cette raison, je crois, que l'aigle devint, au II^{ème} siècle, le symbole de l'armée romaine; car quiconque a vu un aigle fendre les airs et s'abattre sur sa proie est pris d'étonnement devant la rapidité foudroyante avec laquelle il terrasse un animal bien plus puissant que lui, tels une biche ou un cerf; et si les Romains représentaient une aigle empiétant un foudre, à la tête de chacune de leurs légions, c'est, je crois, pour signifier que la puissance de l'armée romaine procédait non du nombre de ses soldats, mais du génie militaire, dirigeant la foudre d'une légion là où il convenait de le faire, par référence encore à l'aigle de Jupiter, c'est-à-dire à l'élévation de la pensée. C'est pour cette raison que l'armée romaine était si redoutable, et que, pour signifier que le danger pouvait venir de chacune des légions qui composaient l'armée, certains soldats ne servaient dans chacune d'elles qu'à la garde des aigles.

Aussi, je dirais que le véritable héritier des consuls de Rome fût Bonaparte, qui vouait une grande admiration à Jules César, « homme politique, homme de guerre, homme de lettres », et qui étudia tous les grands généraux de l'Antiquité, car lorsque l'on examine la manière dont il conduisit les guerres en Europe, il n'engagea le combat que selon ces principes, qu'il connaissait, selon ses paroles, à sa première bataille, en les adaptant aux armes de son temps. En s'inspirant de l'exemple des anciens, il défit tous ses adversaires et étendit son Empire de Lisbonne à Moscou.

C'est ainsi qu'il confia à ceux qui l'entouraient dans son exil, dont le comte de Las Casas, comme ce dernier le rapporte dans *le mémorial de Sainte-Hélène*, « que la guerre ne se composait que d'accidents, et que bien que tenu de se plier à des principes généraux, un

chef ne devait jamais perdre de vue tout ce qui pouvait le mettre à même de profiter de ces accidents. Le vulgaire appellerait cela bonheur, et ce ne serait pourtant que la propriété du génie (...) il ajoutait que l'artillerie faisait aujourd'hui la véritable destinée des armées et des peuples; qu'on se battait à coup de canon comme à coups de poing, et qu'en bataille comme à un siège, l'art consistait à présent à faire converger un grand nombre de feux sur un même point, que la mêlée une fois établie, celui qui avait l'adresse de faire arriver subitement et à l'insu de l'ennemi, sur l'un de ses points, une masse inopinée d'artillerie, était sûr de l'emporter. Voilà quel avait été, disait-il, son grand secret et sa grande tactique.»

Aussi, les armoiries impériales, en 1804, représentaient une aigle, les ailes au repos, empiétant un foudre. Tout, alors, rappelait l'empire de Rome, chaque régiment avait pour symbole un aigle, gardé par deux sous-officiers, qui n'avait pas d'autre fonction, en toutes circonstances, que d'abattre quiconque y porterait la main, les aigles étaient distribués aux généraux sur le champ de Mars, et l'on sait que l'Empereur tenait plus à ce symbole même, qu'au drapeau français.

Aussi, l'on ne vit que deux fois l'aigle enserrant la foudre être le symbole de l'armée, sous Rome, et sous l'Empire français. Voilà, pour en revenir à Machiavel, ce qui me semble manquer à son ouvrage. Son traité fut cependant bien suffisant pour recréer une armée en Italie, et s'il eut pu jouir d'un rang digne de sa grandeur, il eut créé la foudre, et s'il se fût trouvé un général capable d'être le pendant, dans l'art de la guerre, de ce qu'il fut lui, dans l'art de la politique, Florence fût devenue grande, tant qu'ils auraient vécu, autant, sans doute, que l'ancienne Rome qui lui servi de modèle.

Ici s'achève enfin mon travail.

Je n'ai pris que fort peu de loisirs à écrire ces commentaires, moi qui déteste la lente écriture, qui bride les pensées rapides et contraint l'esprit à travailler au pesant rythme de la main. Heureux furent ces anciens philosophes, dont d'autres écrivaient les pensées!

Que ce discours, s'il recèle quelques traces de cette vertu que l'on nomme Justice, défie les noires Heures qui décident quand la lame touchera le fil de la vie, car alors, en retour, tant qu'il y aura des hommes pour écouter les accents de ta voix, ô Justice, je vivrai.

Notes

(1) Source: Médiamétrie, annuaire statistique de la France 2003.

(2) Voir chap 4.4 p 96.

(3) Nous verrons les autres aspects de la propagande sur les sports au chapitre 3.4.

(4) J'examinerais plus en détail l'intérêt de cette propagande dans un chapitre suivant.

(5) Voir chap 4.1 p 81.

(6) Du latin *fīducia*, confiance.

(7) Du latin *scriptum*, écriture.

(8) En France, l'Hôtel des Monnaies, qui dépend du Trésor, frappe les pièces (ou monnaies divisionnaires), et la Banque de France dispose du monopole d'émission des billets de banque.

(9) Les banques s'efforcent toujours de limiter autant qu'il est possible de le faire les retraits en espèces. Ainsi, rares sont les banques, en France, qui autorisent des retraits par carte de crédit qui excèdent 3000 francs par semaine; quant aux retraits au guichet, s'ils sont plus considérables, il faut prévenir la banque la veille, qui ne pourrait pas avancer l'argent, pour qu'elle le fasse venir le lendemain.

(10) On a vu néanmoins, dans les années récentes, apparaître des cartes dénommées « porte-monnaie électroniques », émises par les banques dans le dessein de remplacer la monnaie fiduciaire.

(11) Source: Bulletin de la banque de France, janvier 1999.

(12) Source: Banque de France.

(13) C'est la théorie de Ricardo.

(14) Exprimé en

$$\frac{\text{Temps de travail nécessaire}}{\text{temps total de vie}} \times \left(\frac{\text{Valeur de la machine en}}{\text{temps de travail humain}} \right)$$

(15) Il s'agit de la définition de l'esclave, l'esclave étant celui qui ne coûte à son propriétaire que la valeur de son entretien.

(16) Depuis quelques années, les milieux politiques sont dans une situation très dangereuse de perte de confiance générale. Le rejet des partis politiques traditionnels, la montée de l'abstentionnisme et d'une opposition d'extrême droite ont contraint certains pays occidentaux à adopter récemment une législation sur le fi-

nancement des partis politiques. En France, depuis 1995, le financement des partis politiques par des entreprises privées est interdit; les grands partis politiques étant désormais financés par l'État. Mais cette législation intervient trop tard, à un moment où les milieux économiques vont vers l'apogée de leur puissance et ont gagné tous ce qu'il y avait à gagner dans leurs relations avec les milieux politiques. Car milieux politiques et milieux économiques ont maintenant un intérêt réciproque à éviter toute réforme, les uns pour se maintenir à la tête de l'État en laissant le peuple leur accorder un crédit, et les autres pour conserver leur hégémonie à l'ombre des premiers.

Cette nouvelle législation est apparue sous la pression des événements, afin de maintenir tant bien que mal la crédibilité des milieux politiques. Elle est une mesure pour sauver un système politique défaillant, elle est le produit des formations et des hommes qui ont appartenu à l'ancien système pour sauver leur position; ainsi, *Le diable sait citer l'évangile lorsque ça l'arrange*.

(17) Dommages de guerre qui de toute façon ne furent payés que dérisoirement, pour moins de dix milliards de francs-or.

(18) Alors que le gouvernement de Londres a toujours prétendu que le voyage de Rudolf Hess ne fut motivé que par sa seule initiative personnelle, explication obscure, différente de celles données par Hess lui-même; en juin 1991 le New York Times publia des documents d'archives qui lui furent transmis par le KGB, qui soulevaient l'hypothèse selon laquelle le ministre du Reich aurait été la victime d'un guet-apens ourdi par les Anglais, les deux parties ayant, les mois auparavant, entamé des négociations de paix pour lesquelles il aurait

servi d'émissaire. Rudolf Hess aurait alors révélé aux Britanniques les détails du plan de la future invasion de l'armée allemande en URSS, ce après quoi il aurait été promptement emprisonné; quant aux Russes, leur décision d'ouvrir leurs archives à cet égard semble avoir été motivée par le ressentiment fraîchement soulevé de découvrir n'avoir pas été informés, durant cette période de leur histoire, par les Anglais du plan de guerre allemand.

(19) En novembre 1996, le Washington Post révéla les travaux de l'historien américain Richard Breitman, qui se pencha sur des archives de la NSA, rendues publiques quelque temps auparavant. On y apprend que sur plus d'un million de pages concernant les Allemands, transmis aux Américains par les services secrets britanniques, certains font état d'un système de décryptage des messages envoyés depuis le front russe à Berlin, en 1941; les Anglais interceptèrent ainsi en septembre 1941 un télégramme du général SS von dem Bach-Zelewski, qui affirmait que 1153 pillards Juifs avaient été exécutés pendant une seule journée, un autre, une semaine plus tard, qui comptabilisait 30000 exécutions sur sa juridiction. Les Anglais avaient besoin de seulement trois jours pour prendre connaissance du contenu des messages; ils étaient donc, en quelque sorte, outre les témoignages, instruits du génocide en temps réel, dès septembre 1941, trois mois après l'invasion de l'URSS.

(20) Le gouvernement russe en reconnut officiellement la responsabilité en 1990.

Au sujet de l'auteur

Né en France en 1970, David Millet fait ses études à la faculté des sciences de l'université de Lyon. Inventeur, ses récents travaux l'ont conduit à développer des brevets d'invention dans le domaine de la santé.

Communiquer avec l'auteur

Adresse électronique

DFLMillet@tele2.fr

Adresse postale

David Millet
Fondation littéraire Fleur de Lys,
44, rue Chabot, Lévis, Québec, Canada. G6V 5M6

Page personnelle de David Millet sur le site des Éditions Fondation littéraire Fleur de Lys

<http://www.manuscritdepot.com/a.david-millet.1.htm>

Table des matières

INTRODUCTION	9
PREMIERE PARTIE	11
CHAPITRE 1	
Les techniques de communication de masse et les méthodes de maîtrise de la pensée	13
1. Les expériences normales et les quasi-expériences. ...	13
1.1. La représentation du monde.	13
1.2. L'ouïe et la radio.	15
1.3. La généralisation technique du procédé des quasi-expériences.	22
1.4. L'état de dépendance.	24
1.5. L'impact des quasi-expériences sur les enfants.	27
2. Les conséquences des quasi-expériences sur le psychisme humain.	28
2.1. Le contrôle de la pensée.	28
2.1.2. Les déformations de la personnalité.	44
2.2. Les limites de l'utilisation des quasi-expériences pour le contrôle de la pensée. (L'inversion de la pensée)	50
3. Les thèmes de propagande en usage dans la société occidentale.	54

3.1. Le culte du matérialisme ou le bonheur par la consommation.....	55
3.2. La violence.....	57
3.3. La corruption des mœurs.....	60
3.4. Le sport.....	78
4. Les autres méthodes de maîtrise de la pensée.....	80
4.1. La publicité (le mécanisme des associations d'idées).....	81
4.2. Méthodologie de la propagande.....	87
4.3. L'endoctrinement dans le monde du travail.....	93
4.4. L'éducation des enfants.....	96
4.5. Le rapprochement des propagandes.....	98
4.6. La propagande pour la jeunesse (le mécanisme des deux écoles).....	101
4.7. L'apparence stylistique des biens. La mode. ...	107
4.8. La diffusion sonore dans les lieux publics.....	112
5. Conclusion du chapitre 1.....	114

CHAPITRE 2

Les banques et la monnaie.....	117
1. La création monétaire.....	118
1.1. Le mécanisme des deux monnaies.....	119
1.2. La création monétaire à l'époque contemporaine.....	123
1.3. Le système bancaire.....	131
1.4. Les banques centrales.....	136
1.5. Les agrégats monétaires (l'étude du comportement et de la psychologie des foules).....	140
2. Considérations sur la psychologie du peuple.....	143
2.1. L'instabilité de l'opinion publique.....	143
2.2. Le XXème siècle.....	148
2.3. La stabilité monétaire.....	151
3. Le pouvoir des banques.....	156

CHAPITRE 3

Généralités concernant l'économie politique	165
1. Les armes et les machines.....	165
1.1 Histoire du machinisme.....	167
1.2. La signification du machinisme.	168
2. Le monopole.....	174
2.1. L'optimum de force.....	174
2.2. Les limites du monopole.....	176
3. Le rôle du commerce.....	181
4. La science économique est une fausse science.	184
4.1. Impossibilité de définir le formalisme de la théorie.....	188
4.2. Les hypothèses sont fausses.....	191
4.3. L'usage des mathématiques est inadapté.....	194
4.4. Les vérifications expérimentales sont impossibles.....	196

CHAPITRE 4

Considérations sur le marxisme.....	201
1. L'œuvre de Marx.....	201
2. Critique de la pensée marxiste.....	208
2.1. L'origine de la plus-value est erronée.....	209
2.2. Un taux de profit > 0 n'est plus une condition du pouvoir.....	220

CHAPITRE 5

Le problème fondamental du capitalisme : les crises économiques	227
1. Le mécanisme des crises.....	227
2. L'économie de guerre.....	232

CHAPITRE 6

Les groupes de sociétés et les firmes multinationales.....	247
1. La théorie des sociétés.....	248
1.1. L'effet multiplicateur.....	250
1.2. L'effet multiplicateur engendré par l'emprunt.....	258
2. L'altération de la notion de propriété, élément essentiel de la convergence des systèmes politiques.....	263
3. Les groupes de sociétés et les firmes multinationales.....	265

CHAPITRE 7

Les partis politiques et l'état.....	277
1. Les partis politiques.....	279
1.1. Le contrôle du pouvoir politique par les milieux économiques.....	282
1.2. Le contrôle de l'opposition politique.....	284
2. La protection des milieux économiques.....	286
3. Du péril qui menace les institutions de l'État.....	289

CHAPITRE 8

Le renseignement politique.....	291
1. Les réseaux de renseignement.....	294
2. L'informatique.....	299
3. Du danger des services de renseignement.....	308

ELOGE DE LA REPUBLIQUE.....	313
-----------------------------	-----

DEUXIEME PARTIE.....	327
----------------------	-----

I. Considérations concernant l'histoire.....	329
--	-----

II. Des désavantages du colonialisme d'État.....	353
--	-----

III. Considérations sur la manière de mener le peuple.	359
1. De la difficulté qu'éprouve le peuple à discerner la vérité.	359
2. De l'importance des sentiments et de s'attirer l'affection du peuple.	360
IV. De la devise de la République.	365
V. Parabole de la Genèse.	369
VI. Du déclin de Rome.	371
VII. Considérations sur la violence.	373
VIII. L'aigle enserrant la foudre.	377
NOTES.	383
 AU SUJET DE L'AUTEUR.	 387
COMMUNIQUER AVEC L'AUTEUR.	389

Édition et composition

Fondation littéraire Fleur de Lys inc.
1620 Van Horne, Apt. 18, Arrondissement Outremont,
Montréal, Québec, Canada. H3V 1L8
Adresse électronique: info@manuscritdepot.com
Site Internet: www.manuscritdepot.com
Téléphone & Télécopieur: (514) 678-1093

Impression

Dupli-Print, France, Avril 2006.

Edifié sur l'idée fondamentale que le droit de vote impose à chaque citoyen le devoir de s'instruire des affaires publiques, cet ouvrage, qui apporte des éclaircissements sur la face cachée des médias, des banques, des partis politiques, et des groupes de sociétés, intéressera tous ceux qui désirent s'aviser des coulisses du pouvoir.

L'auteur, qui s'attache à la fois à l'étude rationnelle de chaque élément du pouvoir politique, tout en présentant l'architecture créée par l'ensemble d'entre eux, se penche d'emblée sur le pouvoir des médias, sur les techniques de propagande et sur les mécanismes psychologiques qu'ils mettent en œuvre, pour les analyser exhaustivement selon une logique implacable.

Enrichissant ces travaux, on découvrira au fil des chapitres des informations détaillées sur le pouvoir des banques, sur leur implication dans la création monétaire, tandis que leur influence sur l'économie et leurs mécanismes secrets sont passés au crible et pleinement clarifiés.

Un vaste examen du fonctionnement des partis politiques, du renseignement politique, ainsi qu'une investigation complète de l'origine du pouvoir des groupes de sociétés, viennent compléter cette étude.

En s'efforçant de dévoiler la partie immergée de la machinerie politique, ce livre poursuit le dessein d'éclairer les vrais principes du pouvoir, dans l'esprit de ne jamais séparer les droits civils et le savoir.



Fondation littéraire Fleur de Lys

Le premier éditeur libraire francophone
sans but lucratif en ligne sur Internet
www.manuscritdepot.com

ISBN 2-89612-157-9